Un échec pour M. Gandhi

Le Congrès-i. parti du premier ministre indien, a été battu à la majorité des deux tiers par une coalition locale, à l'occasion d'élections générales, le samedi 22 janvier, au Tamil-Nadu, L'ethnie tamoule est majoritaire dans cet Etat du Sud peuplè de quelque cinquante-cinq millions d'habitants, et l'intervention militaire indienne à Sri-Lanka a dominé la campagne

Porté au pouvoir à la fin de 1984, au lendemain de l'assassi nat de sa mère indira, par un raz de marée électoral, Rajív Gandhi sera sans doute poussé à renoncer à des élections anticipées et à attendre l'automne prochain pour procéder au renouvelle-ment du Parlement fédéral. Il avait lui-même, en effet, souligné la portée nationale du scrutin de samedi en se rendant, depuis avril demier, à onze reprises à Madras, capitale du Tamil-Nadu, en multipliant les meetings électoraux et en se comportant parfois davantage en chef de campagne électorale qu'en chef de

malheur n'arrivant jamais seul, M. Gandhi a dû se résoudre à limoger, anche, M. Arjun Singh, chefministre de l'Etat du Madhya-Pradesh, et membre influent du Congrès-I, éclaboussé par une grave affaire de corruption. Ce scandale ayant fait, pendant des semaines, les grandes manchettes de la presse, M. Gandhi avait d'autant plus besoin, pour le faire oublier, que les résultats du scrutin au Tamil-Nadu soient

Sa cause, alors qu'il vient d'amorcer une détente à la fois avec la Chine et le Pakistan, en mière » – à Pékin et à Islamabad, n'est pas pour autant per-due. Au plan national, le Congrès-I demeure, de loin, la formation la mieux organisée. En outre, l'économie ne se porte pas si mai, et des pluies abon-dantes laissent prévoir de bonnes récoltes, ce qui fait l'affaire de la majorité de la population, qui demeure rurale. Enfin, l'opposition a beau s'être regroupée au sein d'un Front national, elle n'en reste pas moins divisée et incapable d'avancer un programme cohé-

M. Gandhi va être contraint de jouer au plus serré à Sri-Lanka. où les forces indiennes se battent contre des séparatistes tamouls qui peuvent compter désormais sur la sympathie active des nouvelles autorités de l'Etat, proche, du Tsmil-Nadu. Peut-être sera-t-il contraint, dans un premier temps, de réduire les effectifs de ce corps expéditionnaire dont deux batailions seulement, sur quelque cinquante mille hommes, ont été rapatriés depuis le début de

Quelles que soient les erreurs de M. Gandhi, le scrutin au Tamil-Nadu montre encore une fois, s'il en est besoin, à quel point l'Union indienne est une ne de particularismes régionaux et ethniques dont la cohabitation est une épreuve de tous les moments. Après son grandpère et sa mère, Rajiv Gandhi en fait l'amère expérience. Saura-til à son tour en triompher lors des élections générales de fin d'année ? On ose l'espèrer tant toute autre hypothèse paraît



Solidarité accepte de négocier | Les « affaires » empoisonnent avec le pouvoir polonais

Le cardinal Jozef Glemp, primat de l'Eglise de Polo-gne, a qualifié de « nouvelle tragédie » le meurtre d'un prêtre de soixante-quatorze ans, proche de l'opposition, le Père Niedzielak, trouvé mort samedi 21 janvier chez lui, à Varsovie. De nombreux catholiques pensent à une provocation. Les dirigeants de Solidarité se sont abstenus de tout commentaire en attendant l'autopsie. Réunie à Gdansk, la direction du syndicat Solidarité a décidé d'accepter les offres de négociations du pouvoir sur le pluralisme syndical.

Le moment est crucial et les tions, le principe du pluralisme dirigeants de Solidarité n'ont pas syndical.

Selon des sources proches de faire capoter par des réactions intempestives. Aucune allusion n'a donc été faite, dimanche 22 janvier à Gdansk, au meurtre d'un prêtre proche de l'opposition, le Père Stefan Niedzielak, découvert samedi par des paroissiens dans son presbytère, la tête ensan-

Réunie samedi et dimanche à Gdansk la commission nationale exécutive de Solidarité (KKW) a donc décidé, pour reprendre l'expression de Lech Walesa, de répondre - par une main tendue à la main tendue de l'autre côté . Dans un communiqué, repris lundi matin par la presse officielle polonaise, la direction du syndicat indépendant se déclare prête à entamer, dans les plus brefs délais, des négociations » avec le pouvoir, après la décision du comité central du parti (POUP) d'accepter, à terme et sous condi-

Selon des sources proches de l'opposition. Lech Walesa est attendu cette semaine à Varsovie, peut-être même dès mardi, pour

clame le communiqué de la KKW, lu à haute voix sur le parvis de l'église Sainte Brigitte, à Gdansk, par le porte-parole de Solidarité, Janusz Onyszkiewicz, constitue « un pas fondamental dans la voie du dialogue social » « Nous constatons qu'une possi-bilité de négociation sur Solidarité et d'autres problèmes du pays a été créée. » Faisant un pas de plus en direction des autorités. de plus en direction des autorités, la KKW s'est engagée à agir « conformément à l'ordre légal et au statut de notre syndicat, dans l'intérêt général de la Pologne.

reprendre formellement contact avec les négociateurs du pouvoir, ce qui pourrait permettre l'ouver-ture, en février, de la table ronde. La proposition du POUP, pro-

(Lire to suite page 2.)

Nouveau séisme en URSS

Un millier de morts au Tadjikistan, PAGE 48

Elections législatives partielles

A Marseille, duel serré entre M. Tapie et M. Teissier. En Seine-Saint-Denis, succès de M. Asensi (PC). PAGE 7

Le Monde

ÉCONOMIE

■ L'empioi en France ■ La chronique de Paul Fabra

Pages 17 à 20

Le sommaire complet se trouve page 32

En dépit du meurtre d'un prêtre | L'enquête sur les délits d'initiés

le climat politique

Le climat politique lié aux « affaires » s'est dégradé après les révélations du « Monde » sur les achdts d'actions Triangle qu'aurait effectués M. Pelat, ami de longue date de M. Mitterrand, M. Juppé, secrétaire général du RPR, se demande si les socialistes ne représentent pas « la gauche la plus pourrie du monde ». L'opposition de droite s'inquiète de l'image que la France donne d'ellemême à l'extérieur. A gauche, M. Lajoinie, pour le PCF, remarque que « les milliards valsent » au-dessus de la tête des salariés les plus défavorisés.

Par ANDRÉ FONTAINE

OlCI donc la France, une fois de plus, engluée dans les « affaires ». Non pas une, mais, pour faire bon poids, deux à la fois. Dans le rachet d'American Can par Pechiney, le délit d'initiés est désormais établi. Dans le raid manqué contre la Société géné-rale, on n'en est qu'eu stade des questions, mais des questions embarras deux cas, c'est le Parti socialiste qui se trouve sur la sellette, alors que chacun a les orailles encore pleines de ses vitupérations contre l'argent.

Rien, bien sûr, sauf à faire de le naïveté un crime, ne permet a priori de mettre en doute l'hönorabilité du comportemen en l'occurrence, de tel ou tel

ministre. Rien non plus ne permet de tenir le président de la République pour responsable de la manière dont tel ou tel de ses vieux amis s'y serait pris pour arrondir son magot. Il n'empê-che que se développe un climat nauséabond, qu'il a fallu faire sauter un « fusible », qui se défend d'ailleurs avec pugnacité, et que trop de numeurs courent, dont is source ne se situe pas nécessairement du côté de l'opposition. Un membre du gouvernement, Roger Fauroux, doutant sans doute que la vérité se fasse jour toute soule, a ouvertement encourage la presse, une fois n'est pas

coutume, à aider à la découvrir. (Lire la ruite page 6.)



LIRE ÉGALEMENT

« Le prix de l'argent » par JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU et nos informations pages 5 et 6

Le peintre espagnol Salvador Dali est mort lundi 23 janvier, à 10 h 15, à l'hôpital de Figueras, sur la Costa Brava. Agé de quatre-vingt-quatre ans, ce dernier grand survivant du surréalisme était gravement diminué depuis plusieurs années.

Salvador Dali est mort comme il a vécu, au milieu d'un tourbillon d'intrigues et de rumeurs. Il est mort à la manière de ces princes d'autrefois qu'il admirait tant, princes du pouvoir et princes de l'ast : en homme de théâtre.

Tandis qu'il agonisait encore à l'hôpital de Figuerés, et une le monde était combé à suivre les étapes de son affaiblissement dépêche après dépêche, ses héritiers, ou ceux qui se prétendent tels, se sont beaucoup montrés. L'un, administrateur du Musée de Figueras, peut faire valoir sa fidélité. Un second, avocat, a établi le testament et réglé - en principe - les détails de la succession pour laquelle on avance déjà des chiffres exorbitants. Un troisième, peintre et fils d'us ami du maître, fait figure d'héritier spirituel.

Cependant, on annoace la création d'in musée ap Japon... Le mythe Dali s'organise pour survi-vre à son inventeur. Lu-même y a contribué jusqu'au dernier moment. Il a exigé d'être enterré non point dans son château de Pubol, comme prévu, mais dans une crypte, an centre de son Musée de Figueras. Il y sera déposé momifié, sous une voûte de verre, parmi ses tableaux et quelques objets rituels, dont une Cadillac.

Le peintre conservé au milieu de sa création comme au centre d'une salle du trône baroque et majestuciise : on ne saurait imagi-ner symbole pius complet de celui qui fit de sa vie son œuvre d'art la Ph.D.

> 0.1

(Lire l'article · Le fou du siècle » par PHILIPPE DAGEN page 12.)

La Bastille des artistes

Les non-dits de la polémique sur l'Opéra

A . Sept sur sept », diman-che sur TFI, Daniel Barenboîm n'a guère eu l'attitude d'un perdant ni d'un artiste a un peruant nu un artiste « remercié ». Sa rupture semble néanmoins avérée avec Pierre Bergé, président de l'Association des théâtres de l'Opéra de Paris. Rappelant qu'il avait un contrat, le chef d'orchestre semble s'orienter vers un procès. Certains enjeux sont désormais mis en lumière par l'affaire de l'Opéra Bastille, enjeux pour une lutte de pouvoirs politiques et artistiques.

Conférence de presse de Daniel Barenboim le 16 janvier :
« Nommé en conseil des ministres par le président de la République, j'en appelle au président de la République; c'est à lui de choisir entre moi et une programmation faite par le PDG d'une maison de couture.»

Effet saisissant sur la foule qui l'applaudit : pourtant, Daniel Barenbolm n'a jamais été nommé en conseil des ministres, mais civisme).

seulement par le ministre de la culture d'alors, François Léotard, décision annoncée par un communiqué du 31 juillet 1987. Cette dramatisation discutable

est à l'image du charivari actuel où le public a bien du mal à se retrouver. En politique d'abord :
à lire les réactions diverses, on
pourrait croire que MM. Chirac,
Léotard, Juppé, Boulez, Barenboun, Chéreau, forment un front commun contre MM. Lang et Il n'en est rien : les trois pre-

miers ont toujours été contre le projet même de l'Opéra Bastille. Mais, pour l'heure, ils cherchent surtout à attaquer le président de la République et à détourner l'attention du contrat qu'ils ont signé à Daniel Barenboim, des conditions fiscales exorbitantes qu'ils lui ont accordées et de tous les efforts qu'ils ont accomplis en 1986-1987 pour faire capoter le nouvel Opéra (même si M. Fran-çois Léotard a tiré son épingle du jeu en le sauvant in extremis, moins par conviction que par

Au contraire, Boulez, Baren-bolm, Chéreau, comme Jack Lang et Pierre Bergé, furent tous pour l'Opéra Bastille depuis l'ori-gine. Mais, si l'affrontement poli-tique gauche-droite s'est déve-loppé de façon fort classique, la bataille s'est pourée à l'intérieur bataille s'est portée à l'intérieur même du ministère de la culture: Jack Lang s'est trouvé coincé entre Catherine Tesca, Pierre Boulez et Patrice Chéreau, dans une tensille d'autant plus génante que la première (son ministre délégué à la communica-tion) a été la directrice de l'IRCAM auprès de Boulez, puis du théâtre des Amandiers avec

Chéreau. On comprend qu'elle ait déployé une activité inlassable pour réconcilier tout le monde en prenant le parti de Barenboun, ce qui a fortement compliqué la tâche de Pierre Bergé et donné de Jack Lang une image quelque peu icrésolue, jusqu'à ce que le président de la République tran-che clairement en faveur de Pierre Bergé.

> JACQUES LONCHAMPT. (Lire la suite page 13.)



A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Marce, 4,50 df.; Turbin, 500 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,95 S; Antilles/Répriso, 7.20 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Denomeric, 11 fr.; Espagne, 155 pea.; G-S., 60 p.; Grèce, 150 dr.; Hande, 90 p.; Italia, 1 700 L.; Linguistang, 30 L; Norwige, 12 fr.; Psys-Ban, 2,25 fl.; Portugel, 140 esc.; Sépégel, 225 F CFA; Subde, 12,50 cl.; Subsee, 1,80 fl.; USA (NY), 1,80 fl.; USA (NY)

Etranger

URSS: la campagne pour les élections du 26 mars

MM. Sakharov, Vorotnikov et Eltsine candidats à Moscou

MOSCOU

de notre correspondant

Il y eut un point de désaccord, net et tranché, entre le candidat et ses électeurs. Ce fut lorsque M.Sakharov, exposant son programme électoral, se prononca pour le maintien de l'énergie nucléaire, qui « ne doit pas être dangereuse mais qui est néces-saire à l'humanité ».

Là. la discussion fut vive, mais pour le reste un tounerre d'applaunents suivait l'autre, et c'est

Interpellations en Ukraine et en Géorgie

Soixante personnes qui sonhaitaient participer à Kiev au congrès constitutif de l'Union démocratique ukrainienne out été interpellées, samedi 21 janvier, a-t-on indiqué dimanche de source proche de l'Union démocratique, un mouve-ment se présentant comme un parti d'opposition au Parti communiste soviétique.

Quatorze personnes ont été relàchées samedi soir. Deux représen-tants de l'Union démocratique de Moscou, Igor Tsarkov et Valeria appréhendés dès leur arrivée en gare de Kiev.

Par ailleurs, dix-sept nationalistes géorgiens ont été interpellés samedi matin à Roustavi, près de Tbilissi, capitale de la Géorgie, alors qu'ils tentaient d'organiser un rassemble-

 Selon M. Zviad Gamsakhourdia un porte-parole des nationalistes géorgiens, les personnes interpellées appartiennent à la Société Saint Ilya Juste. Elles souhaitaient attirer l'attention des autorités et de la population sur des questions « écolo-gistes et nationales ». — (AFP.) Nobel de la paix a été désigné, dimanche 22 janvier, candidat de la capitale à la Chambre des nationalités du Congrès des députés du peuple - le Parlement soviétique qui sera élu le 26 mars prochain.

Ce siège n'est pas acquis à M. Sakharov, puisqu'il y a pour l'heure trois autres candidats en lice. un entrepreneur privé, un membre du bureau politique, M. Vorotnikov, et un autre héros des réformateurs, l'ancien premier secrétaire de Mos-cou, Boris Eltsine. Comme dans beaucoup d'autres circonscriptions, batzille il y aura, mais, trois jours après que l'Académie des Sciences a refusé de l'inclure dans la liste des députés auxquels elle a droit, le défenseur des droits de l'homme vient de s'assurer ainsi la possibilité d'être présent dans la campagne.

Or, à en juger par la réunion de partisans. Il a en effet suffi de ces trois jours au groupe Mémorial, l'organisation qui a lancé une sous-cription nationale en faveur de l'érection de monuments aux victimes de Staline, pour réunir plus de trois mille personnes qui ont pris d'assaut la salle de réunion de l'Union des cinéastes. Une porte vitrée a explosé sous la pression de la foule. Neuf cent quarante-sept citoyens ont pu pénétrer dans le bâtiment et les quelque deux mille cinq autres faisaient passer à l'intérieur des notes signées avec leur identité et leur numéro de pièces d'identité pour prouver qu'ils avaient bien le droit, comme Moscovites, de désigner un candidat à la représentation de Moscon.

Cinq cents voix auraient suffi. Il v en eat beaucoup, beaucoup plus, de célébrités comme le poète Evgueni Evtouchenko ou les écrivains Oles Adamovitch et Sylvia Kapoutikian,

tiques, venus en nombre, et d'incomus auxquels le nom de Sak-harov ne l'était pas. Dans le domaine économique, le candidat s'est notamment prononcé pour la géné-ralisation de la concurrence, des baux agricoles et du système coopé-ratif, l'introduction de l'actionna-riat, le marché libre des moyens de production et pour la protection de

Dans le domaine social. M.Sakharov voudrait se battre pour la supsion de tous les privilèges qui ne sont pas justifiés par le service (applandissements), l'établissement d'un lien entre le nivezu de salaire et les résultats du travail, la suppression de tout plafond de revenus et l'introduction parallèle, comme régulateur, d'un impot progressif, la transparence des comptes des organisations sociales - ce qui inclut, par exemple, le parti et les syndi-

Un test

Pour ce qui est des propositions politiques, chacune d'entre elles ou presque a été longuement applaudie de la révision de la toute nouvelle loi électorale à la garantie des libertés d'opinion, d'association, de réunion, de manifestation et de choix du lieu de résidence, en passant par le retour, sur la base d'un accord négocié, à la conception de l'URSS comme « union d'Etats égaux en droits », la suppression de tout contrôle idéologique sur la presse, l'abrogation graduelle du système des passeports intérieurs et la libération immédiate de tous les prisonniers de conscience.

Toutes les archives concernant les répressions staliniennes « et toutes les répressions illégales » devraient être publiées ; la peine de mort abosoumises à contrôle parlementaire et la durée du service militaire réduite de moitié, mais sans diminution brutale du nombre des officiers afin d'assurer un passage futur à « l'armée de métier ».

Logiquement, M. Eltsine, dont la candidature a été proposée pour bien d'autres sièges, devrair choisir de se présenter ailleurs, mais, pour ce qui est de de M. Vorotnikov, désigné par des entreprises de Moscou, le problème est plus délicat puisqu'il est aussi Président de la Fédération de Russie. Se retirer ne serait pas gloricux et se maintenir serait s'engager dans un duel imprèvu et imprévisible.

Normalement, M. Sakharov anrait du être envoyé au Congrès par l'Académie et sa candidature ne gêner personne, Pour le pire puis pour le meilleur, la « démocratisation » en a décidé autrement, et l'élection de Moscou pourrait maintenant devenir - étrange expres en URRS - un test électoral.

A la veille de cette réunion, M.Gorbatchev s'était vigoureus ment prononcé, samedi, contre l'introduction du multipartisme, « considéré par beaucoup, a-t-il indiqué au passage, comme nécessaire à un développement dynamique de la société ».

BERNARD GUETTA.

 La Moldavie revendique la reconnaissance de la langue mol-dave. - Suivant l'exemple des pays baltes, la direction de la petite République soviétique de Moldavie, limitrophe de la Roumanie et qui connaît elle aussi une vive agitation nationaliste, a recommandé l'adoption du moldave comme langue d'Etat, a annoncé vendredi 20 janvier l'agence Tass. – (AFP.)

POLOGNE

Solidarité accepte de négocier avec le pouvoir

(Suite de la première page.) Mais, la prudence restant de mise, les responsables de Solidarité ont tenu à marquer le plus nettement possible certaines limites. Ainsi, si « une coopération [avec le pouvoir] paraît désormals possible dans la lutte contre la crise », « le coût des réformes ne doit pas contribuer à la baisse du niveau de vie de la

lundi. L'agence officielle PAP a évoqué, dimanche soir, l'hypo-thèse d'un crime crapuleux, thèse qui n'est cependant pas reprise lundi par le grand quotidien de Varsovie Zycie Warszawy, pour lequel « l'affaire n'est pas claire ». Les paroissions ont, en effet constaté que, si quelques couverts en argent avaient été volés, les malfaiteurs n'avaient en

÷ ₹



société ». Il faut avant tout « en finir avec le gaspillage et revoir les dépenses budgétaires ».

De même, si le syndicat « accueille avec satisfaction » l'annonce d'une certaine forme de pluralisme politique, il rappelle que cela passe par « la liberté de s'associer et de s'organiser, par la démocratisation de la vie publique, la liberté de parole et de publication, une authentique indépendance de la justice... ».

Ovationné par les fidèles de Sainte-Brigitte, Lech Walesa, visiblement stimulé par les événements de la semaine passée, a plaidé pour un syndicat « libre et indépendant »: « L'avenir réside dans la raison, a-t-il ajouté: Je ne tiens pas à avoir trop d'euphorie. tout peut encore arriver. Mais vous pouvez apercevoir une chance, vous pouvez apercevoir l'espoir. Si tout ça se révèle n'être qu'une illusion, alors nous devrons continuer à nous battre. »

Ni Lech Walesa ni ses amis n'ont commenté publiquement le meurtre du Père Niedzielak, qui devait faire l'objet d'une autopsie

revanche pas touché à des sommes d'argent liquide que le prêtre, âgé de soixante-quatorze ans, avait laissées dans son

Sans avoir la notoriété du Père Popieluszko, assassiné par la police politique en octobre 1984 (voir encadré), le Père Niedzie-lak était néanmoins connu dans les milieux de l'opposition comme un sympathisant. Curé de la paroisse Borromée, près du cime-tière Powazki, à Varsovie, il célébrait déjà, dans les années 70, avant la naissance de Solidarité, des messes patriotiques. Le mur extérieur de son église est orné d'une croix gravée de l'inscription « A ceux qui sont morts à l'Est », et le prêtre portait un grand intérêt à toutes les recherches histories sur les Polonais morts en URSS. Le Père Niedzielak avait rècu: récemment des menaces: - Ils m'auront -, avait-il déclaré la veille de sa mort au Père Krol, chancelier de l'archevêché de Varsovie. Ses obsèques doivent

La « plaque tournante » de Ladispoli

Des milliers de juifs soviétiques bloqués en Italie

Quelques, centaines de juifs soviétiques réassissaient bon an mai an à quitter l'URSS au début des années 80. Puis la lasnost est arrivée. Ils devraient être trente-huit mille cette année. La plunart demar er noo en Israël. mais aux Etats-Unis, où la politique d'accueil n'est plus aussi géné-reuse que nagnère. Et à Ladispoli, près de Rome, où ils échouent, la liste s'allonge de ceux qui attendent depuis des mois d'être fixés sur leur destination finale.

LADISPOLI de notre envoyé spécial

« lis m'ont rejeté. Vous vous ren-dez compte? Ils m'ont dit non! ô Dieu, mes enfants ont été irradiés par Tchernobyl. Nous sommes malades. Qu'allons-nous deve-nir? - Un éclair de fureur désespéré illumine en permanence le regard fiévreux de Slava. Kipa de travers sur le crâne, il court en rugissant son malbeur d'un groupe à l'autre, bousculant au passage les monceaux de valises mai ficelées qui encombrent le hall. - Je ne veux être qu'un bon juif en Amérique! Je ne demande rien d'autre! Vous le savez, vous! Dites-leur! Pourquoi ne veulent-ils

Naguère, quand l'URSS était encore l'« empire du mai » et de la « stagnation », tons les pratiquants du shabat étaient les bienvenus en Amérique. Etre « juif soviétique », c'était le sésame. Vous étiez automatiquement « réfugié politique » et accueilli à bras ouverts. Maintenant, l'officier d'immigration qui suit les dossiers au consulat américain ne se contente plus de bonnes paroles. Odessa n'est plus Auschwitz L'officier veut des preuves de la perséc toire : la glasnost a ouvert un peu plus le rideau de fer et, en même temps, elle a grippé le tourniquet de la liberté. tion. C'est l'ironie de la grande his-

Piazza Vittoria, par un froid matin de janvier à Ladispoli. Sous les quatre palmiers du petit square, un essaim humain îrigorilié bour-donne bizarrement. Trois grosses femmes, fichu sur la tête, outrageusement maquillées, se serrent sur l'un des six bancs publics de l'endroit. Elles se partagent une pomme au couteau. Les autres banes ont été pris d'assaut depuis l'anbe. Ils sont au moins deux cents, là, à tenter de se réchanffer sous le pale soleil de cet hiver méditerranéen. Ne serait les panneaux publicitaires alentour, on se croitait dans un film des années 50. Vestes cin-

trées, pantalons larges, bottes en Beaucoup ont accroché un petit

écriteau de papier autour de leur cou. « Je cherche un appartement pour cinq personnes... Je vends une bicyclette 15000 lires. - Deux hommes en casquette, taille basse, teint blafard et regard gris, déambulent entre les groupes, observant au passage les joueurs de jacquet et d'échecs agglutinés sur les rebords de la fontaine. Ils ont épinglé un billet de 1 000 lires sur leur veston fati-gué. Ce sont les changeurs attitrés des juifs soviétiques de Ladispoli.

La communanté a aussi ses agents de voyage, qui proposent des excur-sions à Venise, Florence ou Naples. Et puis, elle a une boutique casher, un club de détente pour regarder la télé et jouer au ping-pong, une école spéciale où les enfants et les adultes peuvent apprendre l'hébreu et l'anglais. Il y a encore, il y a surtont, cette extraordinaire synagogue bri-colée dans une ancienne salle de cinéma au bord de la grande plage de sable noir. Sur l'écran, depuis un an, Ginz Lollobrigida a laissé place au rabin Loubivitch, maître à penser des servants de l'endroit.

Plus d'une centaine par jour

 Vous pensez, explique dans un français presque parfait le docteur migrant Yakov, il y a dix uns que cette ville nous sert de plaque tournante. On a eu le temps de s'organi-ser. » Dix ans, en effet, que le plus court chemin, d'Odessa à Brooklyn, passe par Ladispoli, méchante petite station balnéaire à 40 kilomètres de Rome l'Eternelle. Dix-sept mille habitants l'hiver, deux cent mille à la belle saison, c'est la statistique officielle. Pas étonnant que les boutiquiers du cru aient appris à comp-ter en russe et à traduire leurs affichettes-réclames dans la langue de Ponchkine.

Mais pourquoi avoir échoué à Ladispoli? « Parce que ce n'est pas loin de Rome et qu'il est plus facile et moins cher (?) d'y vivre », explique encore le docteur Yakov, ex-cardiologue de Vilnius, en Lituanie, candidat pour Philadelphie - - ou à défaut Paris, mais comment faire? - - et coincé ici depuis le 15 septembre. - Une fois en posses-sion de notre visa pour Israël, seul passeport de sortie acceptable par les autorités soviétiques, on est envoyés à Vienne par avion. Là, 90 % d'entre nous annoncent au consulat israélien qu'en réalité nous souhaitons aller oux Etats-Unis. Ils ont l'habitude. On nous met alors dans des trains ou des autocars à destination de Rome puisque seul,

d'Italie a le personnel et le pouvoir de traiter nos dossiers. Voilà.

- Rendez-vous à Ladispoli. C'est devenu, des rives de la Balti-que jusqu'au Kazakhstan, le mot de passe de cette nouvelle tribu de juifs errants. « Pour Igor Nassonov de Leningrad -, peut-on lire dans le message en russe placardé sur un palmier de la piazza Vittoria. « Nous vivons ici, via Santa-Marinella. Tu es le bienvenu ches marnetta. Iu es le bienvenu chez nous. Signé: Marbuk Anatoly. > Tous les jours que Dieu fait, ils sont plus d'une centaine à débarquer ici, à Ladispoli, avec leurs yeux hagards, déboussolés, les deux leurs yeurs project pr lourdes valises réglementaires en main et les 90 roubles (1) par per-sonne, maximum autorisé par les douaniers soviétiques, en poche.

Ce qu'ils ont pu sauver – un samovar, une icône, un appareil photo, une guitare, – on le retrouvera bientôt offert au passant du vera bientôt offert au passant du marché aux puces de Rome, dans un coin spécial qu'ils ont baptisé l'american corner». Interminable caravane de fuyards heureusement sponsorisés. Car il y a le Joint Committee, une organisation juive américaine qui les aide.

« Un dictionnaire russe-italien, une nuit d'hôtel à Rome et 3000 F par mois et par couple (+ 950 F par enfant à charge), voilà ce qu'on leur donne », confirme-t-on au bureau romain du Joint Committee. Ce n'est pas le Péron, mais pas la misère non plus, puisque le comité pourvoit aussi aux soins médicaux et à la scolarisation des enfants. « Le problème, ajoute Shamir, juif newyorkais de l'organisation, c'est que, depuis octobre dernier, l'adminis-tration américaine, qui nous rem-boursait jusque-là les frais affè-rents à l'entretien de ces transmigrants jusqu'à leur départ aux Etats-Unis, limite désormais la facture à un mois de séjour maxi à partir de l'arrivée à Vienne.

Le virage politique que le consu-lat américain de Rome se refuse encore à avouer — « no comment », nous y a-t-on rétorqué — est ici patent. La durée moyenne d'attente à Ladispoli est passée de trois à quatre semaines auparavant à plus de soixante-quinze jours pour ceux qui auront leur visa. Mais, à Ladispoli, certains sont là depuis quarre ou cinq mois, et ils sont plus de trois cents à s'être vu officiellement claquer la porte de l'Amérique au nez.

Pourquoi ? Mystère bureaucratique. Pour quelques-uns, comme Sergei qui vient de Moscou, le cas est clair. Vingt-huit ans, beau comme le cosaque du cirque de Moscou sur l'affi-che, un anglais impeccable et un diplôme de droit en poche, Sergel était douanier, il veut être avocat.

En Amérique évidemment. Mais il : peu de chances d'y parvenir. Son problème? Serget n'est pas juif pour 2 kopecs. « Ils m'ont assez vite découvert, raconte Serget avec le sourire narquois de celui qui a joué une bonne blague. A Vienne, les gens du Joint Committee m'ont posé les ancêtres, leurs noms, prênoms, tout ça... Finalement, je leur al avoué la vérité. J'étais dehors, c'est l'essentiel. » Depuis, c'est une autre organisation américaine, l'International Rescue Committee (IRC), qui s'occupe de lui. Sergel n'en démord pas, il veut aller chercher son graal à New-York. Exactement comme tous les « vrais » juifs de

Les gens du comité, comme le rabbin Rabinsky, ancien villageois de la Baltique émigré à Jérusalem depuis cinq ans, font tout ce qu'ils penvent pour convaincre don les autres de changer leur destina-tion finale. Sans succès.

Pourquoi ne vont-ils pas en Israël, ces fuyards de la glasnost? - Peuh... Ils ne connaissent rien de la Terre promise », regrette, barbe rousse au vent, le rabbin Rabinsky qui s'active tous les jours comme un bean diable à la synagogue-cinéma. « Trente ou quarante hommes seulement vien-nent ici quotidiennement pour le rite du tfilin », se plaint-il. Et le samedi, pour le shabat, « j'ai tout au plus deux cents personnes ». Sur sept mille transmigrants, c'est évidemment très peu.

« Ces gens ont deux caractéristi-ques, précise-t-on au comité, ils sont généralement très éduqués » — les programmeurs, informaticiens, architectes, médecins sont légion arcintectes, medecins sont legion parmi eux, — « mais ils sont très peu religieux ». Pas de papillotte et peu de baliths, le châle traditionnel de prière, chez les exilés de Ladis-poli. La plupart ne parlent ni l'hébren ni même le yiddish. « Moi, j'ai déjà fait l'armée en URSS, je fai deja fair i armée en UKSS, je n'ai pas envie de recommencer (...). Moi, je ne veux pas quitter une dic-tature pour entrer dans une autre (...). Moi, je pense qu'on a eu notre compte de difficultés, et je ne veux pas en connaître d'autres avec les Arabes (...). Moi j'estime, qu'Israël, comparé aux USA, a moins de liberté. Et puis c'est trop petit, pas assez développé technologiquement. Je ne pourrais pas y gagner ma vie », etc. Tels sont les sentiments les plus répandus dans la diaspora rétive de Ladispoli. La propagande soviétique est peut-être passée par là, mais le sionisme ne se

décrète pas. PATRICE CLAUDE,

(1) Environ 800 F.

En octobre 1984

L'assassinat du Père Popieluszko par la police politique

C'est au général Kiszczak, ministre de l'intérieur, aujourd'hui en première ligne dans les négociations avec Soli-danté, qu'était échue le 27 octobre 1984 la tâche d'annoncer aux Polonais la nouvelle qu'ils redoutaient : le Père Jerzy Popiekuszko trente-sent ans, avait bien été assassiné par ses ravisseurs, des officiers des services de sécurité. Son corps torturé, au point de randre l'identification pratiquement impossible, devait être repeché quelques jours plus tard dans le réservoir d'eau de Torun, où ses meurtriers l'avaient jeté.

L'enlèvement du Père Popie-

luszko, le 19 octobre, avait pro-voqué immédiatement une émotion et une inquiétude très vives en Pologne, où il était connu de tous comme l'un des défenseurs les plus ardents de Solidarité, attiraient à l'église Saint-Stanislas, à Varsovie, chaque demier dimanche du mois, des foules de plusieurs milliers de fidèles qui se massaient jusque dans le jardin public bordant le pervis. C'était aussi dans sa paroisse que s'étaient apontanément retrouvés pour une « messe des amnistiés » la plupart des prisonniers politiques, à com-mencer par les chef de file de Solidarité - même les moins

pratiquants — libérés par la pre-mière amnistie de juillet 1984.

avoir lieu jeudi,

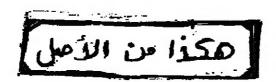
Jeune, sourient, n'hésitent pes à tenir tête à l'épiscopet qui lui demandait de modérer ses prises de position, le Père Popieluszko avait acquis une immense popularité dans le pays, au moment où, après l'état de guerre, il ne restait guère que les églises aux Polonais pour venir exprimer leur opposition. Ses obsèques, en présence de Lech Waless, du cerdinal Glemp et de treize évêques, rassemblèrent des centaines de milliers de personnes. Sa tombe, dans l'enceinte de l'église Saint-Stanislas, reste un lieu de pèlerinage obligé.

Au moment de l'enlèvement du prêtre, le porte-parole du gouévoqué la thèse de la « provocation » dirigée contre « la politique de renouvesu » qui, à vrai dire, ne dépassait guère à l'époque le stade verbal.

Les assassins du Père Popieluszko furent jugés et condamnés, le 7 février 1985, à vingt-cinq ans de prison pour deux d'entre eux, quinze et quetorze ans pour les deux autres, à l'issue d'un procès hâtif et controversé. Ils seront sans doute tous fibres d'ici quelques mois, ayant bénéficié d'importantes remises de peine l'an der

Décès de Josef Cyrankiewicz ancien chef de l'Etat et du gouvernement

L'ancien chef de l'Etat et du gou-vernement polonais Josef Cyrankie-wicz est mort, vendredi 20 janvier, à ordre de M. Wladyslaw Gomulka. Varsovie, à l'âge de soixante-dix-huit ans, a annoncé l'agence PAP. [Isan d'une famille de l'intelligentsia, Josef Cyrankiewicz s'est mainteun pen-dant vingt et un ans à la tête du gouver-nement, de 1947 à 1952, pais de 1954 à 1970. Il avait été écairté du ponvoir à la



de notre correspondant Dans une lettre adressée su prési-dent de l'Assemblée nationale, la commission d'enquêté parlementaire sur le « scandale Koskotax » vient de demander un délai supplémeaurire de deux mois pour mener à bien ses travaux. Elle aurait du en principe

remettre avant le 24 janvier son rap-port final sur cette affaire d'escro-Tous les partis de l'opposition ont dénoncé ces derniers temps l'orien-tation prise par l'enquête sons la pression de la majorité socialiste des treute et un membres de la commission. Celle-ci a par exemple refiné de convoquer pour audition des per-sonnalités qui auraient pu établir un lien entre le scandale Koskotas et l'obscure affaire des ventes d'arries de la société publique EBO, dens le cadre de laquelle plusieurs persomes appartenant au cercle intime du premier ministre, M. Andréas Papandréon, ont été mises en cause. Le Parti communiste a amonet sa décision de ne plus participes aux travaux de la commission, tandis que les députés de Nouvelle Démo-

réunion au moment du vote C'est toutefois en dehors de la commission que sont faites les interventions politiques les plus intéres-santes. Devant le Parlement, M. Constantin Mitsotakis, président de Nouvelle Démocratie, a ainsi affirmé que l'achat de quarante Mirage français avait coûté à la Grèce 48 milliards de drachmes (environ 2 milliards de francs) de plus que pour des pays qui avaient signé des contrats analognes pour le même type d'avions. Ce « supplément - représentersit selon le chef de l'opposition, le montant de diverses commissions illégalement

cratie (droite) out quitté la saile de

Samedi 21 janvier, le quotidien du soir Elephterotypia 2 en outre publié le texte d'une lettre que Georges Koskotas surait adressée à M. Papandréou quelques jours avant: sa fuite de Grèce. Le banquier escree y demande notament au-premier ministre de prendre desmesures pour que la Banque de Crête qu'il dirigeait soit rendue à des personnes « proches du gouver-nement » et cogérée par le commis-saire de la Banque centrale nommé pour récifier la comprabilité et les transactions de l'établissement Georges Koskotas, qui est aujourd'hui en prison aux Etats-Unis, demande également que des démarches soient faites auprès des autorités judiciaires grecques. « Je sais, écrit-il, que cela peut se faire. > de Madrid sur la reprise de négocia-Seton le quotidien Élephterotypia. Lions en Algérie. Celles-ci avaient le ton général de la leure rappelle : été interrompues en février 1988 à

terangement celui d'un a parte- a faux a fabrique dans le cadre d'un naire » qui donne des instructions à son associé...

Le gouvernement a réagi violemment en affirmant que cette lettre n'était jamais parvenue au premier ministre, qu'il s'agissait d'un

complot visant à discréditer M. Papandréou. Mais, dimanche, le journal est revenu à la charge et a poursuivre en justice.

THEODORE MARANGOS.

« Scandales au Koskotistan »

de notre correspondant

Mélange de spectacle de sonitiers, la « tevue athénienne » est un genre de théâtre très prisé est un gante de traetre très prise dans la capitale grecque. Les chansons satiriques et les danses se succèdent è une cadence rapide. La grivoisene en est un ingrédient quasiment obligatoire, de même que les péripéries de la vie politique. Avant tout, il faut critiquer. De préférence critiquer tout et sur tous les modes, tout et sur tous les modes,

La « revue athénienne » comaît aujourd'hui une véritable renaissance. Les nombreuses « affaires » de ces demiers mois et le scandale Koskotas, la santé de M. Papandréou et ses amours avec l'hôtesse de l'air Dimitre Lizni, la cascade de remanie-ments ministériels, font le bonheur des auteurs et des acteurs. Actuellement, sept spectacles a succès sont presque exclusive-ment consecrés à ces histoires. Ils s'intitulent : Le bien-aimé de

Koskotistan, les Derniers Paso-krates, du nom du Parti socialiste (PASOK) au pouvoir, etc. La satire est an général féroce, l'humour d'un goût inégal, la nuence pratiquement absente. Le spectateur est ainsi témoin du mariage du couple le plus célèbre du pays et pénètre dans plu-sieurs chambres à coucher.

Personne Dourtant ne pro-

teste, car la « revue » est un genre intouchable. Un homme politique qui n'y serait pas mentionné serait en droit de se faire du soud sur son avenir. Il est d'ailleurs « chic » pour une personnalité de se rendre au théâtre personnellement et de rire avec les spectateurs. Me Dimitra Liani a eu une fois cette idée, et cette présence a été plutôt bien vue dans la presse. Un acteur connu, Lakis Lazopoulos, ne cesse depuis de la défendre sur scène. Sa cible préférée est devenue

ESPAGNE : reprise des négociations avec le gouvernement

L'ETA prolonge de deux mois la trêve des attentats

L'organisation indépendantiste basque ETA a annoncé dimanche 22 janvier, dans un communiqué transmis en début de source à plu-sieurs médias basques, qu'elle pro-longrait de dour mois sa trère unitatérale de 15 jours décrétée le 8 jamier. Phaieurs dizzines de mil-liers de personnes avaient défilé la reille à Bilbao, à l'appel du parti indépendantiste Herri Batasuna, pour demander la réonverture de régociations entre l'ETA et le gou-

Selon un porte-parole du journal basque Egir, proche de l'ETA, le communiqué de l'organisation précise que cette prolongation résulte d'un accord avec le gouvernement

la suite de l'enlèvement de l'homme d'affaires Emiliano Revilla. Depuis lors Madrid exigenit avant leur reprise l'abandon par l'ETA de la

La première offre de trêve, debut janvier, avait été accueillie avec scepticisme dans les milieux politiques espagnols. Sa briéveté et également le maintien des exigences traditionnelles de l'organisation pour la reprise de négociations ne paraissait guère de nature à favoriser un arrangement. Le gonvernement espagnol continuait d'exiger une trêve illimitée. Des pressions importantes, selon El Pals, auraiem été exercées ces dernières semaines par l'Algérie pour pousser l'ETA a prolonger son cessez-le-fen de trois mois (le Monde du 21 janvier). Des discus sions ont eu lieu à ce propos, selon la presse espagnole, entre des émis-saires du gouvernement et le représentant de l'ETA en Algérie, M. Engenio Etxebeste, alias Antxon, considéré comme un modéré.

Les partisans de la négociation au sein de l'organisation basque out pu également être aidés par l'arrestation en France, le 19 janvier, de Josu Ternera, considéré comme le chef de l'aile dure de l'ETA. L'impor-tante mobilisation à laquelle a donné lieu la manifestation organisée samedi à Bilbao par Herri Batasuna, dont les dirigeants avaient euxmêmes lancé un appel à la reprise des négociations, semble en tout cas montrer que la volonté de dialogue gagne du terrain au sein même de l'ETA, dont l'aile dure avait jusqu'à présent toujours été capable de neu-traliser les tendances à la conciliaan nord, les extles nationalistes de l'ANC (Congrès national africain) sont petit à petit contraints de s'éloigner de l'Afrique du Sud. Ceux qui sont réfugiés en Angola vont devoir, à leur tour, quitter leur terre d'asile, sacrifiés sur l'autel de l'indépendance de la Namible. la mère-patrie, bien que l'Angola n'ait pas de frontière commune avec l'Afrique du Sud. En vertu de l'accord du

22 décembre, les trois signataires, l'Angola, l'Afrique du Sud et Cuba, se sont engagés à respecter le prin-cipe de non-ingérence dans les c'est-à-dire - d'assurer que leur territoire respectif n'est pas utilisé par aucun Etat, organisation, ou per-sonne en relation avec des actes de guerre, d'agression ou de violence contre l'intégrité territoriale, l'inviolabilité des frontières et endance de chacun des pays de l'Afrique du Sud-Ouest ».
Ce principe implique la cessation de toute aide de Pretoria au mouvement rebelle angolais de l'UNITA et la fin de l'hébergement donné par Luanda aux réfugiés politiques sud-

LUANDA

de notre envoyé spécial

Toujours plus loin, toujours plus au nord, les exilés nationalistes de

Le jour même de la signature de l'accord, le ministre angolais des affaires étrangères, M. Aionso Van Dunem, avait, cependant, claire-ment signifié que le traité ne concerment signific que le traite ne contre-nait pas « la juste lutte contre-l'aportheid ». Il a pourtant bien fallu admettre que la transgression du principe de non-ingérence serait « une violation claire des accords », comme le soulignait M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères. Le 8 janvier, le président de l'ANC, M. Oliver Tambo, a donc annoncé que ses militants se retireraient des bases militaires d'Angola afin de ne pas four-nir à Pretoria un prétexte pour entraver le processus d'accession à l'indépendance de la Namibie (le Monde du 10 janvier).

La nouvelle n'a jamais été annon-cée officiellement à Luanda. Ques-tionné, le ministre de l'information, M. Pinto Joao, a évoqué « le pro-cessus de normalisation qui doit se consormer à certains principes », ajoutant : « La nature du soutien doit prendre en compte l'évolution de la situation en Afrique aus-trale. Sans qu'on le dise formelle-ment, l'ANC va démanteler ses bases dans un délai qui n'a pas été précisé et ses membres devront rejoindre un nouvel exil en Ethiopie et en Tanzanie, ce dernier pays abritant déjà les opposants et rivaux politiques du PAC, le Pan African Congress.

Infiltrations

Dans la maison qu'occupent conjointement à Luanda, l'Organi-saion de libération namibienne la SWAPO et l'ANC, un officiel précise que l'Onganda et le Ghana auraient aussi offert l'asile à - ces chassés de partout ». L'un d'eux ayant quitté l'Afrique du Sud depuis treize ans, à l'époque des émeutes de Soweto en 1976, ignore totalement ce qu'il va devenir. « Que voulez-vous que je fasse? », demande ce nationaliste originaire du Cap avec un haussement d'épaules.

Il constate qu'en fin de compte « les Sud-Africains arrivent toujours à leur fin ». Pas vraiment désabusé mais quelque pen amer. Le chef de la délégation, M. Uriah Mokeba, seal habilité à faire un moneta, sen facilità à la la car-commentaire officiel, n'a pes trouvé un moment pour recevoir les journa-listes. La pilule est sans donte diffi-cile à avaler.

Un autre exilé se console en per-sant qu'un antre mouvement de libé-ration, la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) à,

L'ANC cherche de nouveaux «sanctuaires» enfin, conquis le droit de rentrer chez lui au terme de vingt-deux ans de combat. Pour sa part, l'ANC, soixante-dix-sept ans après sa création en 1912 et vingt-huit ans de futte armée, doit, une fois encore, allonger la distance qui le sépare de la company de la distance qui le sépare de la company de la distance qui le sépare de la company de la comp

Afrique

ANGOLA: obligé de quitter le pays en vertu de l'accord de New-York

Tous les Etats riverains ou enclavés refusent déjà, par crainte de représailles, d'offrir l'asile aux membres de l'organisation en exil autrement que sous la forme d'un bureau, et encore. En février 1982, le Swaziland signait un pacte de non-agression et de bon voisinage, officialisant un modus vivendi. Ce traité, per la suite, entraîna une véritable chasse aux nationalistes. En mars 1984, c'était au tour du Mozambique avec le pacte de Nkomati, qui signifiait aussi la fin du refuge. Même chose au Lesotho après le coup d'Etat militaire prosud-africain de janvier 1986, qui a contraint au départ des dizaines de

Le Botswana et le Zimbabwe sont sous étroite surveillance des services secrets de Pretoria et accusés régulièrement de servir de voie d'infiltration. En raison des pressions, ces deux voisins ne tolèrent aucune base sur leur territoire, lesquelles seraient vite la cible des unités antiterroristes aud-africaines. La situa-tion est analogue en Zambie, dont la capitale abrite pourtant le quartier général du mouvement. Désormais, le glacis protecteur va s'étendre jusqu'à l'Angola.

réfugiés politiques.

Entre 6 000 et 10 000 réfugiés Entre 6 000 et 10 000 réfugiés, selon diverses estimations, se trouvent dans l'ancienne colonie portugaise, dont 1 400 combattants d'après les services secrets de Pretoria. En août dernier, à Genève, M. «Pik» Botha avait énuméré sept bases, dont le centre de transit de Vianna à proximité de Luanda et le camp de rééducation Quatro où sont incarcérés « les espions » à la solde de l'Afrique du Sud. Au siège de l'ANC dans la capitale angolaise, on l'ANC dans la capitale angolaise, on parle de cinq fermes et de plusieurs milliers de réfugiés, sans autre préci-

Le général brésilien, Pericles Fer-reira Gomes, qui commande la mis-sion de vérification des Nations sion de vérification des Nations unies sur le désengagement cubain, a souligné qu'il n'avait pas pour mandat de s'assurer du départ des militants de l'ANC. Vont-ils tous plier bagages ou seulement les combattants qui reçoivent un entraînement militaire? Les dirigeants sont muets et les autorités angolaises insistent sur le fait qu'il s'agit avant tout de réfugiés qui ne seraient donc pas touchés par le nouvel exode.

L'éloignement de son terrain L'éloignement de son terrain d'action des membres de Umkhonto We Sizwe (la lance de la nation), le bras armé de l'ANC, ne représente pas véritablement un revers. L'Angola n'a jamais été à proprement parter le point de départ des infiltrations en direction du territoire sud-africain. Ce reflux au nord n'en a pas moins un impact psychologique sérieux, sans parier du coût logique sérieux, sans parier du coût de l'opération de déménagement et

MICHEL BOLE-RICHARD.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

Un nouveau parti d'opposition veut « renverser » le régime

Cinq mille délégués représentant deux cents groupes de l'opposition extra-parlementaire, réunis samedi 21 janvier à Séoul, ont créé la Coalition nationale pour un mouvement démocratique (Chunminyun), dont l'objectif est de renverser le régime au pouvoir. Les organisateurs, dont certains ont récemment été libérés de prison dans le cadre d'une amnis tie, ont déclaré que « l'indépendance, la démocratie et l'unification nationale ne pourront iamais être réal sans l'expulsion des forces étran gères - allusion aux troupes améri caines stationnées au sud du 38 paralièle - et le renversement ciste ». Réunis à l'université Yonsei, ils ont élu à leur tête un ancien journalista, M. Lee Bu-young.

Dimanche, des heurts violents ont opposé une dizaine de milliers de par-tisans de la Coalition à das milliers de policiers dans les rues de la capitale. Armés de pavés et de cocktails Molotov, les menifestants deman-deient la démission du président Roh Tae-woo. - (AFP, AP.)

ran Durcissement du système répressif

L'Iran a décidé de durcir davantage son système répressif en accor-dant à des tribunaux d'exception le pouvoir de juger et d'exécuter dans

des délais très rapides les coupables de « crimes graves », « trafiquants de drogue », « voleurs annés », « criminels » de droit commun.

L'ayatollah Abdolkarim Moussavi Ardebili, président de la Cour suprême, a annoncé vendredi 20 jan-vier que, sur ordre de l'imam Kho-meiny, des « tribunaux ont été constitués dans différentes régions du pays et habilités à prononcer rapi-dement des verdicts dans les affaires concernant les criminels graves », notamment « les trafiquents de drogue, les bandits, les voleurs armés et les auteurs de rapt ».

M. Ardebill, qui préside le Conseil supérieur de la justice, la plus haute autorité judiciaire du pays, a lancé également un avertissement menacant aux juges des tribunaux révolu-tionnaires et ordinaires, les appellant à « ne pas laisser un criminel échapper à la justice ». - (AFP.)

Liban Retour du CICR

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a décidé de reprendre ses activités au Liban, après une interruption de trente-trois jours, due aux menaces de mort proférées contre ses membres, a annoncé dimanche 22 jenvier un offi-ciel libanais. Quatre délégués suisses sont arrivés dans la capitale libanaise pour rouvrir le bureau de Beyrouth-Ouest. Le comité avait suspendu ses activités et rapatrié ses dix-sept délégués le 20 décembre, pour la première fois de son histoire, ses diri-geants à Genève estimant que son personnel était en danger. Quatre jours avant, un membre du CICR avait été relâché après une détention d'un mois. Après des contacts intensifs avec divers groupes libaneis et palestiniens, le CICR a estimé avoir reçu des « garanties crédibles » pour

TCHÉCOSLOVAQUIE

Nouvelle vague d'interpellations et protestation de Mgr Tomasek

Au moiss quatre cents personnes ont été interpellées, samedi 21 jan-vier, dans des trains en gare de Vse-taty, le village à 30 kilomètres au nord de Pragne où repose Jan Palach, l'étudiant qui s'était immoié par le seu le 16 janvier 1969 pour protester contre l'intervention sovié-

Les policiers avaient bloque les routes menant au village et le partie du cimetière cu repose Jan Palach avait été fermée « pour raisons techniques ». Les personnes interpellées, oui avaient répondu à l'appel des mouvements d'opposition organisateurs d'un « pélermage », out été emmenées dans une ferme d'Etat voisine, questionnées et fichées, avant d'être relachées, a indiqué M. Petr Uhl, membre de la

Charte 77.

Ces interpellations portent à huit cents, selon M. Petr Lill, le nombre de personnes appréhendées au cours de la vagne de manifestations qui a commencé dimanche 15 janvier, lorsque la police a violemment dis-persé plusieurs milliers de personnes rassemblées place. Wenceslas, à Pra-gue, pour célébrer le vingüène sani-versaire de la mort de lan Palach.

. RDA : douze dissidents libérés après une semaine de pri-son. — Les doize dissidents estaliemands arrêtés en lizacon avec la manifestation du dimanche 15 jan-vier à Leipzig ont été relâchés à la finde la semaine dernière, a con appria, samedi 21 janvier, à Berlin-Est. Le dernier à être libéré à été frad dernier è être libéré à été Frad Kowacsch, qui avait pris la pérole au cours de la manifestation. Les autres avaient été arrêtés préventivament. Tous fargient l'objet d'une instruction judiciaire pour e autrave aux activités de l'Etat et de la société ». — (APP. Reuten)

Cinq des six rassemblements qui ont suivi ont dégénéré en affrontements entre manifestants et forces de l'ordre.

Cinq des personnes arrêtées landi dernier ont été libérées dimanche, ainsi que M. Tomas Hradilek, un des trois porte-parole de la Charte 77, placé en garde à vue vendredi. En revanche, les deux antres porto-parole da mouvement d'oppo-sition, Mes Dana Nemcova et M. Sacha Vondra, ainsi que le dramaturge Vaclav Havel, restaient emprisonnés, de même qu'un nom-bre indéterminé d'opposants arrêtés tont au long de la semaine.

Le cardinal-archevêque de Pragua. Mgr Frantisck Tomasek, a adressé ce week-end au gouvernement tchécoslovaque une lettre dans laquelle il « proteste vigoureuse-ment contre une telle répression de tout dialogue et une confrontation tout dialogue et une confrontation d'une telle envergure ». S'adressant à la chaîne de télévison ouest-allemande ARD, le cardinal a précisé qu'elle espérait que « les responsables politiques réfléchiront de nouveau et donneront au peuple ce qu'il mérite : la tranquillité et la projet.

De son côté, M. Alexandre Dub-cek, le « père » du « printemps de "Prague » a estimé, dans une interview publiée dimanche par le quoti-dien communiste italien l'Unita, que des réformes politiques étaient indispensables pour sortir la Tchécoslo-vaquie de la stagnation économique et culturelle. • Il existe une crise

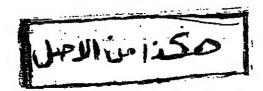


est une synthèse qui fera date et servira de référence. Pascal Bruckner Le Nouvel Observateur

Collection La couleur des idées

dingée par J.-P. Dupuy, J.-L. Giribone et J.-C. Guillebaud. 140 F.





Le candidat du parti au pouvoir - l'Union civique radicale - à la présidence argentine, M. Eduardo Angeloz, est à Paris depuis le 20 janvier pour une visite de cinq jours, arrivant de Barcelone, où il a entamé une tournée européenne, quatre mois avant l'élection présidentielle du 14 mai prochain,

Les cheveux grisonnants, le visage massif souligné par d'épaisses lunettes rectangulaires, Eduardo Angeloz se définit avant tout comme un * pragmatique ». Le gouverneur de l'importante province de Cor-doba, au centre du pays, a une réputation d'homme sérieux et respon ble et de bon administrateur. L'organisation de sa tournée européenne colle à cette image.

Invité en Suisse pour participer à la conférence économique de Davos, il a décidé de profiter de la période estivale argentine pour se rendre en Espagne, en France, en Allemagne fédérale et en Italie. Un voyage longuement et minutieusement pré-

paré, comme le montre son agenda parisien. Le candidat radical devait avoir des entretiens avec le président Mitterrand, mais aussi avec MM Michel Rocard, Alain Poher, MIM. MICHEI KOCATO, Alain Poner, président du Sénat, Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, ainsi qu'avec de nombreux responsables de la communauté économique.

La carrière de cet avocat de cinquante-neuf ans, marié et père de trois enfants, dont la famille est originaire de Suisse romande, résume la fidélité de ses engagements. Responsable de la jeunesse radicale de Cordoba, il fut directeur de la Com-pagnie provinciale de l'énergie en 1956, sénateur de la province en 1965, puis élu gouverneur en 1983. Il parvint à conserver sa province lors des dernières élections de 1987, perdues par les radicaux à deux exceptions près.

Son credo? La modernisation du pays. Il souhaite avant tout remettre l'Argentine sur les rails de la crois-sance en « favorisant l'investisse-ment étranger, en développant les



phié, mal géré et cher ». Le recours à la privatisation ne lui attire pas que des sympathies au sein de son

vais œil Eduardo Angeloz proposer des thèses « péolibérales ». Il n'en a cure et cite en exemple le travail effectué dans sa province de Cor-

En ce qui concerne les difficultés actuelles du président radical Raul Alfonsin, qui a'est pes pervenu, mal-gré les plans « Austral » et « Primavera », à redresser la situation économique et qui a du affronter trois révoltes militaires, Eduardo Angeloz explique que « la tâche prioritaire qui s'imposait au président et au pays après la dictature était de reconstruire la démocratie dans le reconstruire la democratic management de pays. Malgré les trelze grèves générales, soutenues par l'opposition, les rébellions de petits groupes de militaires, la démocratie a tenu bon grâce au président Alfonsin ».

Le candidat radical affirme d'ailleurs que la philosophie qui l'anime est tout à fait semblable à celle d'Alfonsin, même si la méthode peut parfois différer ». Il estime par exemple que le projet de transfert de la capitale de Buenos-Aires à Viedma, en Patagonie, « est une idée géniale qui permettra au pays de retrouver ses racines », tout en précisant que les « problèmes écono-miques et financiers du pays sont pour l'instant un obstacle à une telle ambition ». Eduardo Angeloz souhaite d'autre part « restructurer l'armée pour en faire l'entité la plus professionnelle possible, intégrée dans le pays, mais pas au-dessus des autres institutions, car, dans le cadre de la loi et de la Constitution, c'est le président qui reste le chef suprême des armées ».

A l'approche de l'échéance électorale, alors que la plupart des son-dages accordent une avance confortable à son rival, le candidat péroniste Carlos Saul Menem (le Monde du 20 janvier 1988), Eduardo Angeloz n'entend pas s'avouer vaincu. . La priorité d'aujourd'hui, répèto-t-il, c'est de moderniser l'Argentine et de l'ouvrir sur le monde. Les justicielistes [autre nom du péronisme] soni des hommes du passé. Sous leur direction le pays s'était refermé

richesses et en s'endettant. » Face à un tribun au charisme indéniable, Eduardo Angeloz oppose la force tranquille de ses convictions. Pour l'heure, alors que ses contradicteurs le taxent de - candidat du monde des affaires », il se consacre méticuleusement à sa campagne, avec toujours ce « pragmatisme » qu'il met

sans cesse en avant. DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

Asie

AFGHANISTAN: la capitale assiégée

Diplomates et organisations internationales envisagent d'évacuer Kaboul

l'évacuation de leur personnel et leur fermeture prochaine pour « rai-sons de sécurité ». L'ambassade britannique a adressé à ses ressortissants et aux autres étrangers dont elle assure la représentation, au nombre d'une soixantaine, une lettre leur « recommandant de quitter l'Afghanistan sans délai, tant que des vols normaux sont disponibles ..

La RFA a évacné ses diplomates de Kaboul, mais son ambassade reste onverte avec du personnel local. Aucune décision n'a encore été prise en ce qui concerne l'évacuation des onze résidents américains. Selon un diplomates contacté à Kaboul par téléphone, les Nations unies ont décidé de ne laisser sur place qu'un seul fonctionnaire dans chacune de leurs agences.

L'aéroport de Kaboul, seule voie de sortie encore sûre, est vulnérable et a déjà été fermé à plusieurs reprises à la suite des bombardements par les mondjahidins. C'est par là cependant que parvient le ravitaillement soviétique pour les quelque trois millions de Kaboulis, dont plus de deux millions de rétu-

Crainte d'un coup d'Etat sanglant

De longues files se forment chaque matin avec l'aube pour obtenir une ration de 200 grammes de pain ou quelques litres d'essence on de kérosène. Plusieurs personnes sont déjà mortes de faim ou de froid. Le marché noir est florissant et le prix des produits de base a plus que dou-blé en un mois. Ce rationnement est dû à la pénurie, mais anssi, selon la télévision soviétique, à l' « irrespon-sabilité et au manque d'organisotion et au sabotage de la part des gestionnaires afghans ». Moscou a organisé un pont aérien pour ravi-tailler la ville. Selon un responsable nourrir à présent toute la ville ».

Tout cela explique l'atmosphère. tendue qui règne à Kaboul. Certains diplomates étrangers craignent un « coup d'Etat sanglant » de la part des durs de l'arme afghane, qui refu-sent tout compromis avec la résis-tance. « Il est évident pour l'obser-vateur le plus informé qu'un violent changement de résime est aut-tal. gement de régime est probable dans les prochains mois. Tout nou-

veau gouvernement sera sans doute très instable», estiment-ils. Selon ces mêmes sources, quelque 10 000 membres du PDPA (Parti démocratique du peuple, commu-niste, au pouvoir) sur 55 000 ont déjà quitté le pays avec leurs familles pour l'URSS, l'Inde ou le

Dimanche 22 janvier, le respon ble du haut commandement militaire soviétique à Kaboul, le général Lev Screbrov, a recomm que Mos-cou aliair mettre fin à son interven-tion en Afghanistan avec un sentiment d'échec. « Nous n'avons pas réussi dans tout ce que nous a prévu de faire ici, a t-il déclaré. Nous sommes venus avec une tâche honorable à remplir et des cœurs ouverts. Nous partons et nous avons le sentiment de ne pas accomplir notre mission sur la fin. » Il a tontofois démenti que le corps expéditionnaire sit commence à quitter l'Afghanistan - l'ordre d'étant pas encore arrivé de « commencer la phase finale du retrait », — mais que celui-ci aurait bien lieu avant la date prévue du 15 février.

Enfin, à Peshawar, au Pakistan, l'Alliance des sept partis de la résis-tance a décidé dimanche de reporter du 1" eu 10 février la réunice de la Shoure (petit conseil traditionnel) au cours de laquelle devnit être créé un gouvernement provisoire. Cette décision fait suite au refus des monvements chiites basés en Iran d'accepter ane offre de 60.2 80 sièges sur 480. Ces derniers réclament un quart des sièges de l'Assemblée. Les sept membres de l'Alliance ne sont pas non plus d'accord sur la présence de l'ancien roi Zaher Shah, proposée par les modérés et rejetée par les fondamen-talistes musulmans. Enfin, l'ONU tenterait de faire accepter, au sein de cette Shours, des - bons onisulmans » qui représenteraient indirec-tement la pertie de la population soutenant le régime de M. Nafibul-lah. — (AFP, Reuter, UPI, AP.)

and the second

PRINCE CONTRACTOR

医高性性 电压电路 经人

2.19 2.18 x 4 x 2.15 2.16 1 1 1 1 1 1 1

2 開発のなる。 ひん 地震

eumaan ili kulooli ee

The state of the second

transcourse said

\$ 154 April 2011 19

conditions of their the

Autorities accompany

A Company of the same

1. ARREST 12 (1) 12 14 14

Last a . w. man con

Carried on the Section

A terminal person programs

Tarabase Television

general Co

me des cottes

Monta: Te

Microand

AM Bocard

SHOW! H .- INS

Campana Land

E. Harris

Barrier Land

1

The Park

THE PARK IN

A STATE OF THE STA

Man Grand States

All the day of the second 25.4

RCHEDEI

Piatres . Las at

A PROMINE

States at 191

36.15 LEN

11

计图型程序

· INDE: trois Hindous pendes tants tikhe om tué dans in suit de sameG-24-au dimanche 22 jehvier 3112 trois Hindous en les pendant à un arbre, au Pendjab, en représailles après l'exécution le 6 janvier de deux sikhs coupables du meurtre d'Indira Gandhi, a indiqué dimanche la police. Le 12 janvier, quatre Hindous avaient été pendus à Bhujinawell, à quarante kilomètres au nord-ouest d'Amritsar.

ÉTATS-UNIS

«La guerre froide n'est pas finie»

affirme le conseiller de la Maison Blanche pour les questions de sécurité

 Je pense que la guerre froide n'est pas finte », a déclaré, diman-che 22 janvier, le général Brent Scowcroft, conseiller du président Bush pour les affaires de sécurité, qui s'exprimait sur la chaîne de télé-vision ABC. Commentant les récentes déclarations des dirigeants soviétiques à propos de retraits de forces en Europe incluant des systèmes nucléaires tactiques, le général Scowcroft a estimé que M. Gorbatchev cherchait à gagner du

• RECTIFICATIF. - Dans le

dernier paragraphe de l'article

parus. S'agissant des deux inaugura-tions de M. Reagan, il fallait lire :

« La première, au lendemain de

l'élection de 1980 » et non « en

1980 ». De même, quelques lignes plus bas, « la seconde, après l'élec-

tion de 1984 » et non « en 1984 ».

Les deux inaugurations de M. Reagan

ayant au fieu les 20 janvier 1981 et 1985.

de notre correspondante

Une tentative d'attentat contre M. Mario Vargas Llosa a été annon-

cée, samedi 21 janvier, par l'entou-rage de l'écrivain et homme politi-

que. Deux personnes munies

d'explosifs out été surprises au bout

de la piste de l'aéroport de Pucallpa, ville amazonienne située à 700 kilo-

mètres à l'est de Lima. Elles se

seraient apprêtées à dynamiter l'appareil de ligne régulière à bord duquel voyageait M. Vargas Llosa.

La tentative d'attentat n'a pas été

confirmée officiellement, mais la

Mario Vargas Llosa, leader du mouvement de droite Libertad

(Liberté), créé en 1987, se rendait à Pucalipa pour y créer un comité de soutien en vue des élections munici-

pales de novembre prochain et des élections présidentielles et parle

mentaires de mai 1990. L'écrivain a

ment que le Fredemo (Front démo-

cratique, une coalition conservatrice

formée par le parti libéral Action

populaire (AP), le Parti populaire

chrétien et Libertad) présentera son programme commun le 1° mars et désignera ses candidats en avril.

M. Vargas Llosa a indiqué que M. Fernando Belaunde, leader de

l'AP (la principale formation de la | l'est de Lima. - (AFP.)

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de

vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

police a bien retrouvé les explosifs.

PEROU

Tentative d'attentat

contre M. Mario Vargas Llosa

(le Monde du 21 janvier), plu

mots ont malencontreuser

temps pour mener à bien ses réformes internes, tout en . semant le trouble » chez les Occidentaux. Il a ajouté que les relations entre les Etats-Unis et l'Europe seraient · l'un des principaux problèmes » auxquels devra travailler la nouvelle

· Jusqu'à ce que nous ayons de meilleures preuves du contraire », il faut considérer qu'un retour à la tension entre les deux grandes puis-

 Manifestation raciste à Atlanta (Géorgie). — Six militants D'une inauguration à l'autre » d'un mouvement pour l'hégémonie la race blanche ont défilé samed 21 janvier à Atlanta, protégés per plus de deux mille gardes nationaux en tenue de combat. Plusieurs centaines de contre-manifestants s'étaient rassemblés pour les insulter et les bombarder de projectiles divers. Le défilé des militar National Movement était organisé en signe de protestation contre les cérémonies, la semaine demière, à la mémoire du leader noir Martin Luther

coalition conservatrice) et qui fut deux fois président (de 1963 à son renversement par l'armée en 1968, puis de 1980 à 1985), demeure une

candidat « possible ». Cette mise au point visait à calmer les partisans de

l'AP, mécontents du lancement de la

candidature de M. Vargas Llosa, à la fin de 1988, par le fondateur du PPC, M. Luis Bedoya Reyes (le

L'ex-président Belaunde a invo-

qué son grand âge (soixante-dix-huit ans) pour expliquer qu'il ne brigue-rait pas un troisième mandat. Il a

néanmoins précisé qu'il ne refuserait pas de nouvelles responsabilités, si

nécessaire. Ce leader populiste par-

court d'ailleurs actuellement le

pays, rappelant les mesures prises

lors des dix années qu'il a passées à

Découverte d'un important

gisament de pétrole. - La société

Occidental Petroleum a découvert,

dans la forêt amazonienne péru-

vienne, un important gisement de

pétrole qui pourrait produire 600 mil-

lions de barils pour une valeur de

10 milliards da dollars, a annoncé, le 21 janvier, le président du Pérou, M. Alan Garcia. Le gisement se

trouve dans le bassin du fleuve

Ucayafi, à environ 400 kilomètres à

NICOLE BONNET.

Monde du 20 décembre 1988).

sances est possible, a encore estimé le nouveau conseiller à la Maison Blanche. Il a indiqué que les négociations sur les armes stratégiques reprendraient « aussités que les Etats-Unis le pourront », en préci-sant que, s'il n'était personnellement pas hostile à une réduction de 50 % de ces armes, il estimait qu'une telle diminution rendrait plus importante la question de la protection et de la mobilité des missiles américains en cas d'attaque.

On connaissait déjà la méfiance du général Scowcroft à l'égard de l'URSS. Plusieurs observateurs américains ont relevé qu'il avait été un proche collaborateur du secré-taire d'Etat Kissinger à l'époque Nixon-Ford, ainsi que le viceprésident de Kissinger Associates, le cabinet de consultants de M. Henry Kissinger. L'éditorialiste du New York Times citait aussi récemment les noms de Peter Rodman, qui vient d'entrer au Conseil national de sécu-rité, et de Lawrence Eagleburger, secrétaire d'Etat adjoint, pour affir-mer : « L'Insubmersible Kissinger refait surface. > - (AFP, Reuter.)

Proche-Orient

Selon un dirigeant palestinien

Washington a posé des conditions à l'OLP

Les Etats-Unis se sont déclarés prêts à accepter que l'OLP joue un rôle dans le processus de paix an Proche-Orient à condition que l'organisation exclut certains de ses membres et démantèle l'une de ses unités, a indiqué, dimanche 22 jan-vier, un responsable palestinien proche de M. Arafat,

Ce dirigeant, qui a requis l'anony-mat, a précisé que ces conditions avaient été communiquées à la centrale palestinienne par l'ambassa-deur des Etats-Unis à Tunis, chargé des contacts avec l'OLP. « M. Pelle-treau a présenté une liste de diri-geants de l'OLP que les Etats-Unis considèrent comme des terroristes et veulent voir exclus », a-t-il déclaré, en précisant que le chef du Front de libération de la Palestine, Aboul Abbas, figurait sur cette liste. Washington accuse Aboul Abbas d'avoir organisé le détournement du paquebot italien Achille-Lauro en 1985, au cours duquel un passager américain, Leon Klinghoffer, a été

L'ambassadeur américain a égaloment demandé le démantèlement de la Force 17, qui était, à l'origine, une unité du Fath chargée de la sécurité de M. Arafat et que les Etais-Unia ainsi qu'Israel accusent d'être responsable de plusieurs attentais.

Les Américains ont dit qu'accepter ces conditions habiliterait FOLP à jouer un rôle dans le processus de paix au Proche-Orient », a souligné le responsable palestimen.

Par ailleurs, M. Brent Scoweroft, conseiller du président Bush pour les affaires de sécurité, a exclu toute rencontre entre des représentants de haut niveau de la nouvelle administration américaine et M. Arafat taut que les intentions exactes de l'OLP se seraient pas mieux connues. -

La visite de M. Roland Dumas à Jérusalem

Courtoise mésentente franco-israélienne

JÉRUSALEM . de notre correspondant

Les Israéliens ont mis les formes, c'est-à-dire beaucoup de courtoisie, pour dire à M. Roland Dumas qu'ils aimaient décidément pas la façon dont les Européens abordent la ques-tion du Proche-Orient. Et, à l'issue de cette visite de travail d'à peine quarante-huit heures en Israël, le ministre français des affaires étrangères a manifesté, dimanche 22 janvier, tout autant d'amabilité en constatant que ce différend ne devait pas entamer « l'amitié pro-

fonde et historique (...) entre les deux pays ». M. Dumas semblait satisfait d'avoir été « si magnifiquement reçu » : tant de cordialité de la part des Israéliens, disait-on dans l'en rage du ministre, témoigne au moins de la volonté du gouvernement de Jérusalem de ne pas laisser se dégra-der son image en Europe de l'Ouest, laquelle reste le principal partenaire commercial d'Israël. M. Duman a voulu conclure sur une note positive en annonçant qu'il avait proposé à son homologue israélien, M. Moshe Areus, d'elnstitutionnaliser une rencontre annuelle des ministres des affaires étrangères des deux pays -

qui se tiendrait alternativement à Paris et à Jérusalem. Mais, au delà de ce qui ressemble fort à un lot de consolation, on a constaté que sur l'essentiel - la relance d'un processus de paix - il y avait toujours désaccord. M. Dumas a bravement plaidé pour ce projet de conférence internationale dont les Israéliens ne veulent pas. Il l'a fait auprès de M. Arens, du premier ministre, M. Itzhak Shamir, et du président Halm Herzog. Il a tenté de prévenir leur opposition en expliquant que cette formule ne se substidirectes entre les parties concernées qui ont la préférence d'Israël. « La conférence internationale n'aurait qu'un rôle de catalyseur, facilitant amorce de ce dialogue direct » (entre les parties concernées), per-mettant de l'entretenir, puis d'en parachever les résultats, « en lui donnant à la fin une caution internationale », a indiqué M. Dumas à

Il faut confier la préparation de cette conférence aux cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, URSS, Chine, Grande-Bretagne et France), a dit M. Dumas; il fant le faire maintenant parce que - notre conviction est qu'il y a une ère nou-vella au Proche-Orient et une chance pour un règlement de paix ».

M. Dumas - accueilli par la presse israélienne comme - le plus pro-arabe - des ministres des affaires étrangères des Donze — a salué l'évolution de l'OLP : « On a exhorté les Palestiniens à accepter Israël, le droit d'Israël à exister, et. ce pas essentiel a été franchi; il faut re en sorte qu'Israéliens et Palestiniens se parlent.

Le « non » àPOLP

« Venu écouter le point de vue israelien sur cette perspective ... M. Dumas a entendu un ... non ... catégorique. M. Shamir lui a répété qu'Israel ne considérait pas l'OLP comme un partenaire possible >... ni la création d'un Etat palestinien indépendant comme un projet envisageable. La rumeur voulant que le président français, M. François Mitterrand, puisse rencontrer le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, en avril, à quant que cette formule ne se substi-tuerait pas à ces négociations en Egypte. M. Dumas a eu ce com-

mentaire: M. Mitterrand - a donné la réponse lui-même; il n'a pas exclu une telle rencontre le jour où cela lui parattrait utile, »

Le ministre s'est encore entretent avec plusieurs députés israéliens, de toute tendances. Comme c'est maintenant la coutume, il a aussi rencontré à Jérusziem des personnaités palestinieumes qui lui ont notam-ment fait part de la dureté de la répression dans les territoires occupés la veille samedi 21 janvier, deux Palestiniens avaient été tués par balles, dont un adolescent de quatorze ans, lors de nouveaux affrontements avec l'armée.

La visite de M. Dumas a suivi d'une somaine celle de son homolo-gue espagnol, M. Francisco Fernan-dez Ordonez, dont le pays assure actuellement la présidence des Douze – tâche qui reviendra à la France le 1s juillet prochain. Avec leur collègue grec, M. Carolos Papoulias, ils forment cette « troika » chargée de sonder la possi-bilité d'une « initiative » européenne au Proche-Orient. Les trois ministres rencontreront M. Arafat le 27 janvier à Madrid, puis visiteront la Jordanie, l'Egypte et la Syrie, avant de faire le point lors d'une réunion ministérielle de coopération politique curopéenne, à Madrid, le 14 février. L'ensemble ne dit rien qui vaille aux Israéliens, qui estiment que l'Europe s'est mise hors les estats de la company de la compa jeu en tant que possible médiateur en adoptant des positions trop unila-téralement pro-palestiniennes.

M. Dumas avait entamé la journée par une cérémonie à Yad Vashem, le mémorial de l'Holo-causte, où fut honoré le souvenir de son père, Georges Dumas, fusillé par les nazis le 26 mars 1944, pour avoir organisé la résistance et caché des

juifs dans le Limousin. ALAIN FRACHON





Politique

Les suites de l'enquête sur le rachat d'American Can par Pechiney

Les informations du Monde (nos éditions datées 22-23 janvier) sur le rapport transmis, vendredi 20 janvier, au président de la République à propos de l'affaire Pechiney n'out été ni démenties ni confirmées par l'Elysée. Le porte-parole de la présidence, M. Hubert Védrine, a simplement affirmé que l'Elysée « n'entend pas se départir de sa ligne de conduite adoptée dès le début et résifirme donc sa confisance dans la COB et la justice pour faire toute la humière. Cette ligne de conduite seru maintenue jusqu'à l'établissement de la vérité. Nous n'avons pas de commentaires à faire sur les informations du Monde ».

Rédigé par ceux qui sont chargés d'informer M. François Mitterrand, ce rapport dont nous avons fait état ne provient pas de la Commission des opérations de Bourse (COB). Selon ce document, qui fait la synthèse de l'enquête tant française qu'américaine sur les délits d'initiés,

M. Roger-Patrice Pelat - ou son fils, prénomme

M. Roger-Patrice Pelat — ou son fils, prenomme Patrice — aurait acheté 40 000 actions Triangle par l'intermédiaire d'un compte dans une banque de Lausanne, en Suisse, qui s'ajouteralent donc aux 10 000 actions achetées par M. Pelat « en clair » depuis Paris.

M. Pelat n'a pas réagi à ces informations. Ce handi matin 23 janvier, le Monde a, de nouvean, laissé en vain un message à son domicile parisien. Seule la Tribune de l'Expansion de ce lundi écrit « D'après nos informations, un familier de l'Elysée zurait rencontré [M. Pelat], à qui il aurait déclaré qu'il n'avait pas acheté les 40 000 actions en question et qu'il s'apprêtait à déposer une plainte en diffamation. » Libération écrit, de son côté, que le fils de M. Pelat « se serait vanté, devant témoins, vers la mi-novembre 1988, d'être sur un bon coup financier ».

M. Samir Trabousi, homme d'affaires liba-

M. Samir Traboulsi, homme d'affaires liba-nais qui accompagnait les dirigeants américains

de Triangle Industries lors de la négociation avec Pechiney, a quant à lui, réagi à notre informa-tion selon laquelle il reconnaissait avoir eu des « titres en dépôts chez Socofmance », établissement financier de Genève ayant servi d'intermédiaire pour l'achat de 88 000 actions Triangle entre le 18 août et le 11 novembre 1988, M. Traboulsi nous demande de préciser qu'il n'a « jamais eu de titres en dépôts chez Socofmance mais a été l'un de leurs clients pour des transactions sur les métaux précieux et les monnaies ». M. Traboulsi nous a dit aussi ne plus se souvenir des dates de ses relations avec Socofinance.

Enfin, le ministère de l'économie et des finances a précisé, dimanche 22 janvier, que la COB rendrait son rapport sur l'affaire le 31 janvier. Vendredi 20 janvier, le Monde arait appris dans l'entourage de la COB que l'enquête menée par M. Jean-Pierre Michau, chef du service de

l'inspection de la COB, serait conclue plus tôt que prévu, c'est-à-dire au début de cette semaine.

Une enquête a été ouverte par les policiers de la quatrième division de police judiciaire après un début d'incendie qui semble d'origine criminelle, sur le palier du domicile parisien de M. Daniel Lacotte, rédacteur en chef du quotidien économique l'AGEFI, appartenant au groupe Expansion. Selon le journaliste, qui a déposé une plainte contre X..., cet acte pourrait être lié aux enquêtes menées par son quotidien sur l'affaire Pechiney. Des journalistes de l'Express et du Point avaient affirmé avoir été l'objet de menaces et de filatures. D'autre part une inconnue a utilisé pour appeler l'un des Français ayant participé à la négociation avec les dirigeants de Triangle le nom d'une journaliste du Monde ayant enquêté

Le prix de l'argent

Ainsi, la cause est entendue : nous avons « la gauche la plus ponovie du monde » (M. Juppe) ; les saiariés de tous bords, et notamment les « smicards », n'est d'autre chest que de regarder passer les miliards au-dessus de leur tête (M. Lajonnie); le résultat est, naturellement, un sentiment de « dégoût ». (M. Le Pen).

(M. Le Pen).

Le climat politique, au lendemain des révélations du Monde sau l'affaire Pechiney, donne la mesure de ce scandale paradoxal : aucun homme politique n'est directement responsable des agissements de tel on tel, mais c'est la politique qui est touchée, et le gauche socialiste étaboussée. Comme si, au délit d'initié, il fallait atomter un délit d'amitié. il fallait ajouter un délit d'amitié.

L'onde de choe est là, pourtant, qui fait perdre aux socialistes le monopole de la morale qu'ils avaient coutume de s'attribuer. Our une fois la part faite de l'amalgame que pra-tique allègrement la droite et de la faiblesse de quelques-uns, il reste un problème de pouvoir, de gouverno-

Le jour n'est peat-être pas loin où l'on retourners an président de la République le compliment qu'il adressait en 1964 au général adressait en 1964 au général de Gaulle : « Au rebours de ses komélies [sur le progrès], les hiérarchies truditionnelles, à commencer par celle de l'argent, jouissent sous son règne d'aises que la marche accèlèrée du siècle leur interdisait normalement d'escompter. » S'Il y a aujourd'hui turpitudes de quelquesuns, c'est qu'un système le leur permet. A trop chanter la gloire de la Bourse, en encourage la spéculation. Le fait, en effet, que la Bourse soit devenue, pour les socialistes comme pour la droite, une valeur

sacrée et le lieu du capitalisme moderne permet d'en contempler aujourd'hui quelques effets pervers. L'affaire Pechiney est, en quelque sorte, le point d'aboutissement de plusieurs années de flèvre boursière et d'hymne aux « raiders » en tout geure. Dans la foulée du krach d'octobre 1987, la Bourse a, en effet, d'octobre 1987, la Bourse a, en effet, été le lieu de plusieurs «affaires» (spéculations sur le MATIF, COGEMA), sans oublier le gigan-teaque redressement fiscal en cours à l'encontre de la Société des Bourses françaises (1). Les privati-sations, puis le dénoyautage ont ensuite alimenté l'accusation d'affairisme, de droite et de ganche. On s'était habitué, même à ganche, au cynisme d'ane partie de la droite dans la conduite des affaires finan-cières. La même complaisance n'est plus de mise lorsque des hommes proches de la gauche y sont impli-qués. M. Mitterrand a certainement bien fait de réhabiliter le profit aux yeux des socialistes. Il n'en avait pas pour autant accordé par avance sa bénédiction à d'éventuels profiteurs.

Mais les bavures ont pent-être une explication simple : la conversine expirezion simple : la conversion des socialistes au profit a tourné
à la fascination. « S'il se développe
de telles situations, note André
Lajoinie, c'est qu'il y a aujourd'hut
dans l'économie française une prépondérance à la figunce, une course
à la spéculation : le risque existe
à la spéculation : le risque existe
and des moss se laissent entroiner. que dez gens se laissent entraîner. • La société française en est arrivée à un point tel de glorification de l'argent que cels n'étome plus per-sonne de trouver dans n'importe quel quotidien (2) une petite annonce ainsi rédigée : « Quel est le nec plus ultra pour un spécialiste de la finance? Jongler avec l'argent.

Le faire fructifier. Avoir à sa dispo-sition tous les instruments de specu-lation existant sur le marché. Et travailler en Suisse (...). A l'affüt des dernières techniques de gestion financière par l'informatique, vous êtes oriende vers la spéculation ».

On avaît, en effet, oublié un pea vite que la Bourse fonctionne sur le principe de l'inité: la clé d'un bom portefeuille réside dans la capacité d'anticipation des analystes finan-

d'amicipation des analystes finan-ciers et, plus banalement, comme au PMU, dans la recherche des bons

Le résultat, pour la classe politi-que, est que l'on s'y bat à fronts ren-versés. La droite, qui avait entrepris des privatisations sur le mode étatiste et jacobin, favorisant ses pro-pres réseaux, se prévaut aujourd'hui de la morale. Elle fait face à un socialisme capitaliste qui fait confiance an marché pour réussir le dénoyantage des sociétés privées, et qui a lui-même tourné la structure

pour lui permettre un comportement de capitaliste performant sur le mar-ché américain. Ces mêmes socialistes ont anjourd'hui, pour portedrapeau, à Marseille, Bernard Tapie, qui n'est jamais que la figure emblématique de leur propre conversion aux valeurs boursières et qui se paie le luxe d'interpréter son résultat prometteur à Marseille comme la conséquence d'un rejet de la classe politique. C'est là un autre paradoxe du scandale Pechiney : à en croire Bernard Tapie, les hommes des milieux d'affaires seront bientôt plus dignes du suffrage universel

que les hommes politiques ». Le clou du spectacle, c'est le gouffre qui s'élargit encore entre la pauvreté, reconnue comme une grande cause nationale, et l'étalage sur les places financières publiques des privilèges de l'argent, alors même que les socialistes s'efforcent

de tenir bon sur un discours de réduction des injustices sociales. Les plus pauvres restent pauvres malgré liste qu'il favorise les « gros » aux réduction des injustices sociales. Les plus pauvres restent pauvres malgré le RMI, les classes moyennes ont le sentiment d'être les vaches à lait sissentiment d'être les vaches à lait lus-cal de l'Etat et les profits de la spe-culation contournent par la Suisse l'impôt de solidarité sur la fortune. A l'heure où l'on chipote au ministre de l'éducation nationale quelques milliards pour revaloriser la condi-tion des enseignants, les gains réa-lisés. tion des enseignants, les gains réa-lisés à la Bourse en quelques minutes ne sont pas de nature à cal-mer les revendications des plus défa-vorisés. L'argent des autres et l'asphyxie des bas salaires touchent en plein œur l'opinion de gauche. Celle-ci n'est certainement pas au bout de ses peines : le maître mot de la politique gouvernementale pour les années qui viennent est l'adapta-tion de nos structures au grand mar-

tion de pos structures au grand mar-ché unique européen. Au nom de la libre circulation des capitaux, la fiscalité sur l'épargne devra être revue,

dépens des « petits ».

Si bien qu'après le culte de la Bourse, l'hymne à l'Europe peut aussi conduire le gouvernement dans un piège, si cette construction euro-péenne devait être celle de la dérêglementation et du capitalisme sau-

JEAN-MARIE COLOMBANI ST JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) La Société des Bourses fran-(1) La Societe des Bourses tran-caises fait l'objet d'un contrôle fiscal sur les années 1985-1986 et 1987, alors qu'elle était encore la Chambre syndi-cale des agents de change. Le contrôle en cours pourrait déboucher sur un redressement considérable ~ on parle actuellement d'environ 600 millions de

(2) Ainsi dans le Monde du 19 jan-vier.

Selon un sondage de l'IFOP

Remontée des cotes de popularité de M. Mitterrand et de M. Rocard

La popularité de MM. Mitterrand et Rocard est en bausse si l'on en croit le sondage de l'IFOP réalisé du 9 au 16 janvier auprès d'un échantillon national de mille neuf cent soixante-quatorze personnes et para dans le Journal du dimanche du 22 janvier.

Les personnes interrogées, (47%), se déclarent etrès ou plutot - satisfaites de M. Mitterrand comme président de la République, soit un point de plus qu'en décembre dernier. Le pourcentage des mécontents recule également d'un point : 38 % contre 39 %.

En ce qui concerne M. Rocard, 43% des personnes interrogées se-déclarent « très » ou « plutôt » satisfaites de son action comme premier ministre, soit un gaia de six points en un mois. Le taux des mécontents diminue de cinq points : 35 % contre

Le baromètre mensuel de l'IFOP a ainsi enregistré de façon positive, pour le chef du gouvernement, l'apaisement des conflits sociation, mais ce sondage a en lien alors que les «affaires» actuelles n'avaient pas pris toute leur ampleur.

Le président et la corruption

« Au rebours de ses homélies [sur le progrès], les hiérarchies traditionnelles, à commencer par celle de l'argent, jouissent sous son règne d'aises que la marche accélérée du siècle leur interdi-ceir commencer d'assentant sait normalement d'escomoter. » La coup d'Etat permanent, 1964, à propos du général de Gaulle)

« Le véritable ennemi, j'allais « Le véritable ennemi, j'allais dire le seul, patre que tout passe par chaz lui, le véritable ennemi, si l'on est bien sur le terrain de la rupture initiale, des structures économiques, c'est celui qui tient les clefs, (...) c'est celui qui est installé sur ce terrain-là, c'est celui qu'il faut déloger, (...) c'est le monopole ! Terme extensif (...) pour signifier toutes les puissances de l'arrent l'arrent qui pour signifier toutes les pus-sances de l'argent, l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui nune et l'argent qui pournt jusqu'à la conscience des hommes l'a (knorvention au congrès d'Epinay, constitutif de l'actuel Parti socialiste, juin 1971.)

∢ Politiquement, ils n'ont pas prise sur moi. Que leur reste-Lii ? L'argent et les mœuss. La droite, c'est la chasse à l'homme. L'argent, je n'en ai pas. Je m'en suis toujours mélié. Quant à mes mœurs, elles sont ordinaires, ils chercheront autre chose. Il leur faut des dia-

🥴 😘 garanuf leur puis saivi-sa s**ession**de molecieus/sessions

DIAL propose le letting aux entreprises : parce que posséder des voitures, c'est complètement dépassé.

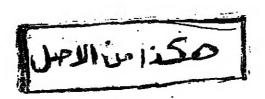
Argent bloqué, entretien compliqué, achats répétés, temps gaspillé, on perd toujours de l'argent à faire un métier qui n'est pas le sien. DIAL propose aujourd'hui le letting, un service qui met à votre disposition des véhicules neufs et les prend totalement en charge. Plus d'immobilisation de capitaux, plus d'à-coup de trésorerie, plus de problème d'assurance, plus de soucis de revente, un simple loyer mensuel remplace tout. Choisissez une marque, le modèle qui vous convient dans la gamme et prenez le volant. Vous êtes libéré de tout souci de gestion, vous pouvez contacter l'équipe DIAL à tous moments, une équipe ultramotivée qui a fait du "letting plein service" sa passion et sa philosophie. Tél.: (1) 39.53.92.08.



LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINITEL

La cote des peintres . Les annances des collectionneurs • Le magazine : les expositions, les galeries, les ventes publiques . L'art contemporain.

> 36.15 LEMONDE Code ARTLINE



M. Juppé au « Grand jury RTL-le Monde » : « la gauche la plus pourrie du monde »

Monde » dimanche 22 janvier, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, après avoir noté qu'« assurément » l'image du président de la République était « éclaboussée » par les affaires, s'est dit » indigné de l'amalgame tenté pour faire croire que toute la classe politique française a les mêmes mœurs ». Après depuis 1981, le Rainbow-Warrior, le Carrefour du développement, l'affaire Luchaire, Pechiney et la Société générale, il déclare : « Cela fait presque un scandale par an. Je trouve que cela commence à saire beaucoup. Cela m'inspire une réflexion. On avait l'habitude de dire – ce n'était pas mon opinion, mais beaucoup d'observateurs la droite la plus bête du monde. Eh bien, je me demande si les socialistes ne sont pas en train d'apporter la démonstration qu'elle a la gauche la plus pourrie du monde.

L'ancien ministre du budget évoque les privatisations de 1986 en disant : « On peut mettre cartes sur table. Nous n'avons rien à cacher. Chaque fois, le prix a été prédéter-miné par la Commission de privati-sation qui a donné, conformèment à la loi, son avis au ministre de l'économie et des finances, lui a fait une proposition. Le prix a été publié au vu et au su de tout le monde. C'est un tour de force que d'avoir priva-tisé pour i 30 milliards de francs d'entreprises nationales sans qu'à aucun moment personne n'ait parlé du moindre délit d'initié. » Il oppose cela à la vente des filiales d'entreprises publiques par le gouverne-ment socialiste avant 1986 et à

Invité du « Grand Jury RTL-le l'achat par Alsthom-CGE de l'entre-fonde » dimanche 22 janvier, prise de M. Peiat, il poursuit :

- M. Bérégovoy essaie de détourner l'attention de problèmes actuels, qui sont des problèmes graves, en essayant de faire croire qu'il y a eu

» Ma réponse est claire : nous avons demandé que la Commission des opérations de Bourse fasse un aes operations de nouse jasse un rapport et le publie sur l'affaire Pechiney. Nous avons également demandé que la COB fasse un rap-port et le publie sur ce que M. Fauroux, membre du gouvernement, appelle la « grave affaire Société

 Aujourd'hui, nous attendons avec la plus grande sérénité la publication de toutes les enquètes et de tous les rapports que le ministre de l'économie et des finances pour-rait faire diligenter sur les opérations de privatisation.

 Je ferai encore une proposition M. Bérégovoy serait bien inspiré s'il s'engageait devant les Français nous avons des procédures de coo-pération avec les Américains - à coopérer avec la SEC et à publier très officiellement le rapport de celle-ci. Ainsi, on saurait.

Auparavant, M. Juppé, se référant à la dernière campagne présidentielle, avait ironisé en disant : . Je me souviens qu'à l'époque un des thèmes que M. Mitterrand avait longtemps développé était son aversion personnelle pour l'argent. Je constate qu'il est entouré de personnes qui ont pour l'argent non pas de l'aversion, mais une grande affection. Et, c'est vrai, cela pose un problème, un problème de doute et de soupçon dans la vie politique

M. Le Pen: « Il n'y a pas de fumier sans feu »

les systèmes socialistes. (...) Il en est des scandales en économie socialiste,

et plus encore en gouvernement socialiste, comme des icebergs : on n'en voit
qu'une toute petite partie. »

L'affaire Pechiney « n'est pas le
premier scandale socialiste : oubliée
l'affaire Nucci, oubliée l'affaire
Luchaire. (...) Vêtu de probité candide et de lin rose, le président de la
République vient s'offrir aux balles
d'une opposition qui d'ailleurs tire à
blanc, pour protéger d'éventuels coupables ». « Il est habile, [car] en se
portant garant de M. Bérègovoy que
l'on ne suspecte pas, M. Mitterrand se
portait garant des autres. (...) Toute
cette nomenklatura tourne autour du

A propos des « affaires », M. Jean-Marie Le Pen a expliqué, dimanche 22 janvier à Versailles, que « socia-lisme » et « corruption » allaient de pair : « Les scandales fleurissent dans voir. (...) « Il faut faire le ménage, a lancé le président du Front national à une salle enthousiaste, car il n'y a pas

M. Le Pen a également estimé que si le chef de l'Etat était compromis, il devait démissionner ». « S'il s'avérait que le président, dans une affaire comme celle-là touchant gravement aux intérêts du peuple français et à la réputation de la France, se entroposit comme celle-la temporarie. trouvat compromis, je pense qu'il devrait en tirer les conclusions que, pour sa part. M. Boublil, directeur de cabinet de M. Bérégovoy, a tirées », a expliqué M. Le Pen, samedi, au cours

Le « Wall Street Journal »: les jeunes radicaux de la SEC...

Sous le titre « La loi américaine » (en français), le Wall Sureet Journal a (en Irançais), le Wall Street Journal a publié, dans son édition européenne da-tée 20-21 janvier (et repris dans son édition new-yorkaise) un article sur l'affaire Pechiney. L'éditorialiste du Wall Street écrit : « Au moment où, aujourd'hui, George Bush prête serment comme président, sa nouvelle administration. ministration a immédiatement l'occasion de renverser (to topple) le gouvernement socialiste français. Non pas avec l'aide de la CLA, mais avec la Securities and Exchange Commis-sion). L'enquête de la SEC... a déjà mis en cause deux proches copains du

président Mitterrand, et cela s'est rapi-dement transformé en affaire hexago-nale de premier plan ». L'éditorialiste conclute en estimant que « nous avons affaire à de jeunes radicaux de la SEC, aiguillonnés par des hommes-clés du Congrès qui courent à travers le monde tout en déstabilisant des gouverne-ments amis. Si des copains du prési-dent Mitterrand ont abusé de leur as-sociation avec le gouvernement français pour se faire de l'argent, ils lui ont certainement fait un mauvais coup. Mais les punir constitue-i-il le princi-pal problème des relations franco-américaines? » président Mitterrand, et cela s'est rapi-



EUROPEAN UNIVERSITY **OF AMERICA**

1629 Pine Street at Van Ness o San Francisco, Ca 94109

MBA Master Of Basiness Administration Academic program, unique in concept, format and professional experience.

Université à San Francisco spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience pratique du projet personnel/professionnel.

3º CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats: médecine, sciences, lettres, droit - Ingénieurs - DEA, DESS, IEP - Pharmaciens - Titulaires de maîtrise. Programme de 12 à 14 mois conduisant au M.B.A. : Paris (2 mois) San ncisco (10 - 12 mois).

2º CYCLE Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure de type second cycle. Programme de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A.: Paris (2 mois), San Francisco (12 - 14 mois).

Informations et sélections : European University of America 17/25 rue de Chaillot (Metro Heat), 75116 Paris, (1) 40 70 1171

Communiqué par European University of America & San Francisco & California & Accords universitaires internationaux : Amérique - programmes associes et accredités de MBA et de PhD - Europe et Aşie.

française et, surtout, un problème pour l'image de la France à l'étran-

عكذا من الأصل

M. Noir: une commission d'enquête parlementaire

Au même moment, invité au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Michel Noir, député RPR du Rhône, ancien ministre du commerce extérieur, annonçait qu'il demanderait jeudi 26 janvier, à l'occasion de l'audition de M. Bérégovoy par la commission des finances de l'Assemblée nationale la création d'une commission enquête parlementaire sur l'affaire Pechiney, indiquant : « Si MM. Michel Rocard et Pierre Bérégovoy l'acceptent, tous les Français les croiront quand ils disent qu'ils veulent la vérité dans cette affaire. S'ils la refusent, les Français se poseront des questions et moi, je me poserai des questions, »

« Si M. Bérégovoy accepte, c'est que d'aucune manière il ne se sent que d'aucune manière il ne se sent une quelconque responsabilité dans l'affaire Pechiney. Si c'est accepté, on voit-mal que l'Elysée puisse être mis en cause. Il y a un climat tout à fait malsain dont il faut sortir le plus vice possible. plus vite possible. »

Le député du Rhône s'est en outre prononcé pour un accroissement des pouvoirs de la COB, ainsi que pour une réglementation des OPA.

Selon lui, la commission d'enquête parlementaire ne devrait concerner que l'affaire Pechiney. Il a cependant jugé « souhaitable que M. Bérégovoy, cette semaine, dili-gente la COB pour l'affaire de la Société générale et de la Caisse des

M. Lajoinie: l'indignation

M. André Lajoinie, président du groupe parlementaire communiste à l'Assemblée nationale, a souligné dimanche 22 janvier, lors du «Forum RMC-FR 3», son «indignation » face aux « notamment celle de Pechiney. M. Lajoinie a affirmé que les com-munistes peuvent s'indigner de ces « scandales », car » ils n'ont jamais été mèlés à aucun scandale ».

M. Lajoinie a estimé que, dans l'affaire de la Société générale comme dans celle de Pechiney, · dans les deux cas, c'est de l'argent public (...) qui a servi de support à des affaires privées, à des enrichissements privés ». Pour l'ancien can-didat du PCF à l'élection présidentielle, il est . intolérable - que - des milliards publics valsent au-dessus [des] têtes », au moment où » on refuse les revendications légitimes des gens, des salariés ».

C'est pourquoi le président du groupe communiste de l'Assemblée a déposé - vendredi, a-t-il indiqué, - une demande de constitution d'une commission d'enquête parlementaire, « pour faire la lumière sur ces deux affaires-là (M. Lajoinie a souligné que la COB n'a pas enquêté sur l'affaire de la Société générale), et aussi sur « les condi-tions de privatisation d'un certain nombre de sociétés publiques entre 1986 et 1988 par le gouvernement Chirac, et notamment la constitution de ces noyaux durs qui là aussi

M. Lajoinie resuse le . consensus » proposé par M. Edouard Balladur dans ce genre de problèmes, car « consensus, cela veut dire quoi ? Qu'on va l'étouffer ». M. Lajoinie pense que les commissions parlementaires « doivent contribuer, avec la SEC américaine et la COB, à faire la clarté ».

M. Queyranne: « La justice devra aller à son terme »

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du Parti socialiste, a déclaré, samedi 21 janvier, au sujet des infor-mations du Monde mettant en cause M. Roger-Patrice Pelat, qu'- il n'y a pas de protection particulière en régime de droit » et que. « s'il y a eu delit, la justice devra aller à son terme -. - Nous n'avons pas à juger de la proximité de sel ou tel -, a indiqué M. Queyranne au sujet des liens entre M. Pelat et M. François Mitterrand. - C'est à la justice, 2-1il ajouté, d'établir la vérité . Le porte-parole du PS a souligné que l'on en était au stade de l'e enquête journalistique -, dont les résultats étaient formulés - au conditionnel », et qu'il fallait attendre le rapport de la COB et ses éventuelles sui.... judiciaires avant de se pronon

Vertu...

(Suite de la première page.) On dire que la France en a vu quanti, et qu'elle est de toute façon en bonne compagnie. Des scandale graves viennent d'entraîner des démissions de ministres au Japon, en Grèce, en Turquie, en Autriche et jusqu'en Suisse. Au délit d'initiés qui

autre, qui ébranie calle de Chicago. Le monde occidental n'est d'aileurs pas seul en cause. Le gendre de Breinev vient de se faire condamner à douze ans de prison pour corruption ; celle-ci ravage la Yougoelavie et la Hongrie. Le fils de Deng a dil se défendre contre des accusations du même ordre, et le bakchich, qui, à en croire le demier numéro de l'Espansion, règne à son aise sur les grandes surfaces, demeure le plus souvent, dans le tiers-monde, ce que le charabia contemporain appelle un « point

a secoué, avec l'affaire Bossky, la

Bourse de New-York, s'en ajoute un

de passage obligé ». Il n'y a rien tè de surprenant. La politique a besoin d'argent, quand ce ne serait que pour alimenter, notamment en période électorale, les caisses des partis, L'argent, de son côté, a besoin de la politique pour obtenir les contrats, facilités et autres passe-droits trop souvern res pour le faire fructitier. Comment catte convergence n'engendrarait-elle pas la tentation ? Comment, le faiblesse humaine étant ce qu'elle est, certains n'y succomberaient-ils pas ?

Faut-il en prendre son parti? C'est en substance ce que cons le Wall Street Journal. Ce qu'on appelle le délit d'initiés était parfaitement légal, fait-il valoir, jusqu'il ce que la SEC, la commission américaine pour les valeurs et la Bourse. inquiets du volume croissant des rachats étrangers aux Etats-Unis, se mette à asticuter les gouvernements intéressés. Pourquoi, demande-1-il, « décriminaliser » ledit délit ?.

On reconnaît bien là la logique du libéralisme extrême, aux yeux duque la loi du marché, à condition qu'on la constitue: en tout état de cause la melleure méthode d'arbitrage des ambitions et des intérêts. De la cries de 1929 à l'endettement massif des Etata-Unis et du tiers-monde, on ne peut pas dire que cette approche ait toujours engendré des résultats idylliques, mais ce qui est sur, c'est que dans un pays comme la France, où un salarié sur trois appartient au secteur public ou à la fonction également publique, on prendant un gros

Une exigence de transparence

risque à s'en contenter, et à faire de l'argent, honnêtement ou moins

de la réussite, comme il est en passe

d'en prendre le chemin.

ment gagné, l'unique critière

Déjà le professeur ou l'infirmière qui compare son bulletin de salaire à celui de tel « commercial » ou « technicien » de ses amis trouve qu'il paye décidément bien cher la sécurité de l'emploi dont on lui rebat les oralles. Déjà se répand, chez nos « pantoufier », autrement dit à dériver vers les entreprises. Comment, d'autre part, l'exemple de nos « golden boys > (ou e papys >). n'inciterait-il pas de plus en plus de gens à se lancer dans une spécula-tion qui joint l'excitation du jeu et du risque à la perspective du gain fapide et substantiel ? Comment ces atouts. indispensables à toute société que sont l'ambition collective, la conscience professionnelle, l'amour du travail bien fait, n'en seraient-ils pas, peu ou prou, affectés ?

il n'est guère surprenent que, dans ce camet désenchanté, illustré par des livres amers comme ceux de Thierry Pfister ou de Régis Debray;

certains, au PS, parient de renatio nation, ou res, parate de remot-nation. Outre qu'ils oublient que le candidet Mitterrand, dans se Lezze à tous les Français, avait résolument écané cette éventualité, il est évident qu'else est totalement contraine à la latitus et considerant contraine à la logique du grand marché dans lequel nous sommes censés nous intégra en 1993, L'échec de plus en plus avéré des économies collectivis compris dans leur avatar autogas-tionnaire à la yougoslave, devrai suffire à mettre en garde contre cette tentation. L'embelle économique

tentique. L'entreue accuration actuelle doit besuccup au retour à l'esprit d'entreprise dans lequel la gauche a joue un rôle considérable. Elle ne survivreit pes à se semise en Alors que faire ? Sans doute peut-on améliorer les réglementa-tions existantes, accroître les pou-

voirs et les moyens de la Commission des opérations en Bourse, exce plus de transparance : l'example de la loi votée à la va-vite, entre l'affaire Luchaire et le acrutin présidentlel, est ià pour montrer qu'il n'y a pas trop d'ilusions à nours.

Le problème, à la vérité, n'est pas nouveau, et Montesquieu, dont la France 'officielle a curieusement oublié, la semaine demière, de fêter le tricentenaire, l'a dit une fois pour toutes : il n'était pas à ses yeux de république viable same « vertu».

Vertus « politique », bien «il», dant il ajoutait, qu'elle était « chose très pénible », vu qu'elle supposait « une public au sien propre. > .

Le mot, certas, est démodé. Il communes à tous ce pays s'aben-connât à le seule loi de la jungle. Il est temps, il est grand temps pour le PS, classe politique, si elle ne veux pas perdre encore un peu plus d'un crédit déjà fortement affacté, dé rendre à la morale sa place dans la cité. Mais il var de soi qu'on jugera sur pièces, plus que sur discours

ANDRÉ FONTAINE.

Dans la presse quotidienne

Après les révélations du Monde sur l'achat de cinquante mille actions Triangle par un ami intime de M. François Mitterrand, M. Roger-Patrice Pelat, les quotidiens sont unanimes pour constater, lundi 23 janvier, que l'affaire Pechiney éclabousse le chef de l'Etat.

« Voilà que le fumet du scandale flotte autour de sa maison, l'Elysée », écrit Jean Bothorei dans le Figaro. Selon d'éditorialiste, l'image de M. Mitterrand pourrait à nouveau etre - brouillée gravement : nouveau ser la pente que prennent les affaires « et remettre en mémoire un François Mitterrand oublié, celui que ses

adversaires vilipendalent avant sa victoire en 1981. Ce danger, il ne peut

l'ignorer ».

« On n'auraît pas le droit de reprocher au président de la République de s'être laissé abuser par l'un de ses amis indélicats, si tel était le cas », observe Pullippe Tesson dans le Quotidien de Paris. Mais l'on ne repres aure doute ignafic et M. Misscura sons doute jamais si M. Mit-terrand s'est laissé abuser par M. Pelat, ainsi qu'il va donner à le croire, ou bien s'il connaissait la l'argent. (...) On ne le saura jamais car le rideau va tomber sur la comé-

Le temps du « soupçon » est venu. note Jean-Michel Helvig dans Libération. « C'est que dans cette affaire tous les fusibles semblent avoir sauté cons tes justices seminem avoir suite, exposant chacun des protagonistes à la rudesse du soupçon à cru. (...) Le président de la République encourage les foudres de la justice, mais une familiarité ancienne avec tel accusé ne décourage pas la médisance. Loin de lècourage pas la médisance. Loin de lècourage pas la médisance.

Pour Jacques Malmassari de France-Soir, «Le président de la République, qui a axe sa campagne électorale sur le thème de l'Etat impartial, ne peud plus rester davan-

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Emprunts janvier 1989

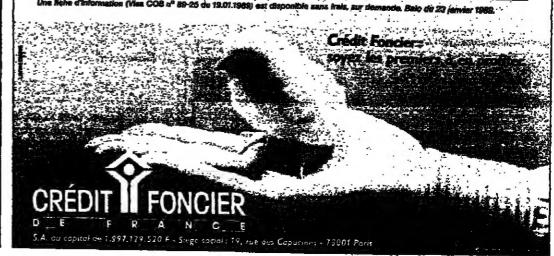
Emprunt 8,61 % janvier 1989 - novembre 2002

,5 MILLIARD DE FRANÇS. 4996 F. 6 février 1989.

8,61 %. Au pair, en totalité, le 6 lévrier 2001.

Emprunt à taux révisable (Pibor 3 mois - 0,20 %) assimilable à l'emprunt Pibor 3 mais septembre 1988-1998

ans, 216 jours - 0,37 % sur la base d'un Pibor 3 mois de 8,8125 %, équivalent à un taux actuariel Au pair, en totalité, le 10 septembre 1998.





113-674 3

eranda.

Pouches-de

CALMINE

Recul général du Front national

Cinq scrutius étaient organisés dinanche 22 junvier : deux législatives readues nécessaires par des décisions d'annaistion du scrutin de juin 1988 prises par le Conseil constitutionnel et trois cantonnles (live page 48). Dans le cas de ces dernières, c'est saus surprise qu'en Dordogne la majorité présidentielle conserve un siège ; en Illo-et-Vilaine, le PS est loin de pouvoir espérer récupérer un siège perdu au profit du CDS en septembre dernier ; à Montpellier, malgré une nette progression, la ganche n'est pas en mesure de menacer le RPR.

Dans ce camira de Montpellier 3 comme dans les

Dans ce canton de Montpellier 3 comme dans les deux législatives partielles, les résultats traduisent un effondrement du Front national : — 11,56 points à Monspellier; — 12,34 dans la 6 circonscription des Bouches-du-Rhône. En Seine-Soint-Denis, la chute du FN, pour importante qu'elle soit, est moiss spectaculaire :
- 5,27 points. Que ce soit à Marseille ou en SeineSaint-Denis, le Front national présentait deux de ses anciens députés qui avaient été élus en mars 1986.

Du côté du PC, s'il y a effritement dans les Boucist du-Rhône et en lile-et-Vilaine, il y a en revancise un léger mieux à Montpellier. Mais, surtout, le Parti communiste

retiendra le résultat de Seine-Saint-Denis, M. Asensi, en effet, distance plus que largement son challenger socia-liste, auteur du recours qui vant au conseiller municipal inste, auteur du recours qui vant an conseiller municipal d'Animay-sous-Bois d'avoir en à affronter une nouvelle législative. Le PC, qui avait déjà an début du mois, dans abst., 58,47 %; suffr. expr., une autre circonscription de se département de la région parisieune, joué un mauvais tour au PS en lui reprenant un siège obtenu par M^m Véronique Neiertz en jain dernier, y confirme sa prééminence au sein de la gauche. Nul douire qu'il tirera argument de ce résultat dans les discussions qu'il mène en vue des municipales avec le Parti 3982 (18,59 %); Roger Holein-socialiste.

Election-phare de ce dimanche, celle de Marseille a donné un résultat servé. Si M. Tapie arrive en tête, comme lors du précédent scrutin, son avance est toutefois moins forte puisque l'écart n'est plus que de 2,64 points alors qu'en juin il était de 6,49. En outre, il perd 1 676 suffrages alors que le poulain de Jean-Claude Gaudin augmente son capital de 136 voix. Les électeurs du Front national, comme ceux du PC, feront la différence.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Seine-Saint-Denis: le Parti communiste conforte son avance sur le PS

dre, FN, 2 564 (11,97 %); Mª Gilda Danet, écol., 682 (3,18 %); M. Marc Fumey, POE,

62 (0,28 %). Il y a ballottage. {De 17 voix le 5 juin dernier, Pavance de M. Asensi sur M. Dray passe à 3757 au premier tour de cette élection partielle organisée à la suite de la décision du Conseil constitutionnel d'invalider M. Asensi. Le 25 novembre dernier.

le Conseil avait estimé que les résul-tats du premier tour de juin se trou-vaient « affectés d'une incertitude qui [devait] — entraîser l'annula-tion de l'élection ».

M. Asensi arrive en tête dans les trois communes de cette ouzième circonscription ; non seulement à Tremblay-lès-Gonesse et à Villepinte, mais aussi à Sevran, où le PS
ne faisait pas mystère de son ambitiou de prendre la mairie à M. Bernard Vergnand, PC, suppléant de
M. Asensi, quitte à présenter une
liste autonome (le Monde du 20 janvier). Si M. Asensi progresse de
12,06 points de pourcentage (bien
qu'il perde 167 voix), ses adversaires sont tous en recul:
- 5,42 points pour le PS;

cette circonscription avaient été les
suivants: 5 juin 1988 : inscr.,
52 271; vot., 30 999; abst.,
50,9 %; suffr. expr., 30 475.
MM. Asensi, 9 045 (29,68 %);
Dray, 9 027 (29,62 %); Holeindre,
5256 (17,24 %); Gérard Sauvagnat,
UDF-PR diss., M. de Villepinte,
5051 (16,57); Claude Bravet,
URC-UDF, 2096 (6,87 %); 12 juin
1988 : inscr.,
52 271; vot., 30 999; abst.,
52 271; vot., 30 999; abst.,
55 276; cxpr., 30 475.
MM. Asensi, 9 045 (29,68 %);
Dray, 9 027 (29,62 %); Holeindre,
55 256 (17,24 %); Gérard Sauvagnat,
UDF-PR diss., M. de Villepinte,
5051 (16,57); Claude Bravet,
URC-UDF, 2096 (6,87 %); 12 juin
1988 : inscr.,
52 271; vot., 30 999; abst.,
52 271; vot., 30 999; abst.,
55 276; cxpr., 30 475.
MM. Asensi, 9 045 (29,68 %);
Dray, 9 027 (29,62 %); Holeindre,
5256 (17,24 %); Gérard Sauvagnat,
UDF-PR diss., M. de Villepinte,
5051 (16,57); Claude Bravet,
URC-UDF, 2096 (6,87 %); 12 juin
1988 : inscr.,
52 271; vot., 30 999; abst.,
52 271; vot., 30 999; abst.,
55 276; cxpr., 30 475.
MM. Asensi, 9 045 (29,68 %);
Dray, 9 027 (29,62 %); Holeindre,
5256 (17,24 %); Gérard Sauvagnat,
UDF-PR diss., M. de Villepinte,
5051 (16,57); Claude Bravet,
URC-UDF, 2096 (6,87 %); 12 juin
1988 : inscr., 52 270; vot., 30 475.
MM. Asensi, 9 045 (29,68 %);
Dray, 9 027 (29,62 %); Holeindre,
5256 (17,24 %); Gérard Sauvagnat,
UDF-PR diss., M. de Villepinte,
5051 (16,57); Claude Bravet,
URC-UDF, 2096 (6,87 %); 12 juin
1988 : inscr., 52 270; vot., 30 475. Tremblay-lès-Gonesse et à Ville-pinte, mais aussi à Sevran, où le PS pinte, mais aussi à Sevrau, où le PS
ne falsait pas mystère de son ambition de prendre la mairie à M. Bernard Vergnand, PC, suppléant de
M. Asensi, quitte à présenter une
liste autonome (le Monde du 20 janvier). Si M. Asensi progresse de
12,06 points de pourcentage (bien
qu'il perde 107 voix), ses adversaires sont tous en recul:
- 5.42 points pour le PS:

- 5,27 points pour le FN; - 4,86 pour le RPR (par rapport au total des deux candidats de juin). En voix, la perte est tout aussi spectaculaire: - 3846 pour M. Dray; - 3165 pour M. Garant; - 2692 pour M. Holeindre, ancien député.

Les précédents résultats, dans cette circonscription avaient été les privants: 5 inin 1988 : inser.

Bouches-du-Rhône: MM. Teissier et Tapie au coude à coude

de notre correspondant régional

Bien qu'il eut valeur de test, à six semaines des élections municipales et en dépit de sa médiatisation, due à la personnalité de Ber-nard Tapie, le scrutin n'a pas réellement mobilisé les électeurs qui n'ont voté qu'à 51,60 % au lieu de 65,35 % en juin dernier. Ni M. Tapie ni M. Teissier, dans le duel qui les opposait, n'a pris d'avantage décisif. Le maire du neuvième arrondissement progresse plus, certes, que le président de l'OM. Malgré la plus faible participation electorale il recueille une centaine de voix supplémentaires et gagne 8,6 points en pourcentage. M. Tapie, lui, améliore son score de près de 5 points mais obtient 1 676 voix

Il semble, en fait, que M. Teissier ait bénéficié de l'effondrement du Front national dont le qui ne sait que se consirmer. Lors candidat, l'ancien dépaté des élections cantonales de sep-M. Ronald Perdomo, n'a réuni sur tembre dernier, le parti lepéniste

son nom que 9,94 % des suffrages exprimés au lieu des 22,28 % qui s'étaient portés, en juin dernier, sur celui de M. Gilbert Victor. Giobalement, en revanche, la « gauche » qui a gagné un peu plus de 3 points devance désor-mais la droite et l'extrême droite qui en ont perdu près de 4 (49,67 % contre 49,05 %).

Le recul considérable du Front national est dû, pour une part, à la polarisation du scrutin sur le duel Tapie-Teissier qui explique, aussi, le tassement du PC et le laminage des petits candidats. M. Perdomo a admis qu'une partie des élec-teurs du Front avaient préféré, dès le premier tour, « voter utile » pour « aider Teissier à battre Tapie » Il a également estimé que l'« injustice » du scrutin majoritaire en avait poussé un nombre important dans l'abstention. Mais, à l'évidence, la chute du FN s'inscrit dans une tendance

avait déjà perdu plus de 10 points sur Marseille. Son électorat paraît désormais avoir mesuré la stérilité de son vote et, pour une part, avoir effectué son reclasseme dans sa famille politique d'ori-gine. Cet enseignement ne man-que pes d'intérêt dans la perspective des municipales. Même si son audience réelle doit être majorée, le FN est désormais placé dans un rapport de forces moins favorable avec la droite.

Quant au PC qui espérait non seulement faire le plein des voix de ses électeurs mais encore mordre sur l'électorat socialiste le plus à gauche, il essuie une déconvenue. D'un scrutin à l'autre il passe de 9,56 % à 7,92 % et perd donc 1,6 point.

La candidate communiste Annick Boët a d'ores et déjà annoncé que son parti « ne choisirait pas entre deux hommes de droite > laissant entendre qu'elle se retirerait sans donner de consignes de vote à ses électeurs, comme elle l'avait fait en juin 1988. On estime que la moitié

seulement des voix du PC étaient allées sur Bernard Tapie, au deuxième tour de scrutin. Le même handicap serait lourd à remonter pour le président de l'OM si son adversaire bénéficiait, de son côté, d'un bon report des voix des électeurs du FN. Mais il est douteux que le Front facilite la tâche à M. Teissier qui n'a pas voulu répondre, avant le premier tour, à une demande de désistement réciproque de M. Perdomo. Au demeurant, le jeu reste très ouvert compte tenu de l'augmentation prévisible de la participation électorale. En 1988, il y avait eu, au second tour de scrutin, près de quatre mille cinq cents électeurs supplémentaires. M. Tapie comme M. Teissier ont affiché le même optimisme. Le président de l'OM comptant sur un - bon réservoir de sécurité » dans l'élec-

torat socialiste. M. Teissier se

tromperont pas d'adversaires ». **GUY PORTE.**

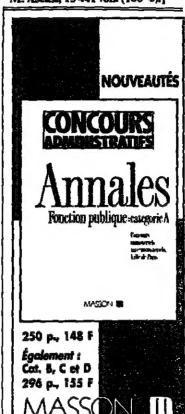
Les résultats Inser., 63 199; vot., 32 617; abst.,

48,39 %; suffr. expr.,32 308. MM. Bernard Tapie, maj. p., sout PS, 13489 voix (41,75 %); Guy Teissier, UDF-PR, c. g., c. m. de Marseille, 12638 (39,11 %); Ronald Perdomo, FN, 3 213 (9,94 %); M= Annick Boet, PC, 2559 (7,92 %); MM, Eric Yeni, sans étiq., 231 (0,71 %); Hyacinthe Santoni, div. d., 124 (0,38 %); Jean Souchon, sans étiq., 54 (0,16 %). Il y a ballottage.

Les précédents résultats dans cette circonscription avaient été les

suivants: 5 juin 1988: inser., 63 391; vot., 41 429; abst., 34,64; suffr. expr., 41 000. MM. Tapie., 15 165 (36,98 %); Teissier., 12 502 (30,49 %); Gilbert Victor, FN, c.r., 9137 (22,28 %); M≈ Boet, 3 923 (9,56 %); M. Jacques Estrade, RPR diss., 273 (0,66 %). 12 jain 1988 : inscr., 63 391 ; vot.,

déclarant persuadé que les élec-teurs du Front national « ne se 45 842; abst., 27,68 %); suffr. expr., 44 816, MM. Teissier, 22 450 (50,09 %); Tapie, 22 366 (49,90%).



Si vous voulez savoir à quoi ressemble un carnet de chèques qui ne rapporte pas 6 à 7%, placez le vôtre ici.

CORTAL

Si vous n'êtes pas client de Cortal, filiale de la Compagnie Bancaire, l'argent que vous avez en permanence sur votre compte chèques n'est pas rémunéré. Une seule condition pour qu'il le devienne : déposez 100 000 francs chez Cortal. Mais chez Cortal, l'innovation ne s'arrête pas à la rémunération des comptes chèques. Si vous devenez client, vous aurez à votre disposition jusqu'à 20 heures, sur simple appel téléphonique, un conseiller financier, qui vous connaîtra et que vous connaîtrez. Ce banquier gérera votre patrimoine en vous faisant profiter de toutes les opportunités des marchés financiers du monde. Il le fera en fonction de vos objectifs personnels. Pour en savoir plus, sur le compte chèques rémunéré et le service Cortal, demandez la documentation Compte Optimal en appelant le 16 (1) 47-47-11-29 ou en nous retournant le coupon réponse ci-contre :

un dossier d'infor	mation con	sans engagement oplet sur le Compt	e Optima	te recevu L
Nom		. Prénom		
Adresse				
Code postal		Ville		
Tčl (dom.)	.=	(bureau)	~	
Age		. Profession	_	

CORTAL. CHOISIR SA BANQUE, C'EST DÉJÀ UN PLACEMENT.



1989

réuni, samedi 21 janvier à Paris, les premiers secrétaires fédéraux du PS pour faire le point sur l'application de l'accord signé le 12 janvier avec le PCF en vue des élections municipales, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a souligné, en rendant compte de cette réunion, que « les secré-taires fédéraux, dans leur ensemble, se félicitent de cet accord », dont MM. Pierre Mauroy, Henri Emmanuelli et Marcel Debarge ont rappelé, a-t-il dit, qu'il « s'inscrit dans la logique de nos congrès ».

M. Queyranne a confirmé que - dans un certain nombre de villes, des accords ont pu être conclus - avec le PCF, mais que, dans de nombreux autres cas, les communistes - ne veulent pas prendre en compte les évolutions électorales depuis 1983 ». « Nous allons poursuivre la discussion, dans la semaine qui vient, avec la volonté d'aboutir, a ajouté le porte-parole. Nous souhaitonsparvenir à un maximum de listes communes. Notre objectif, c'est le rassemblement de la gauche ».

Emmanuelli, le numéro deux du PS, a indiqué, cependant, dans un entretien publié le 22 janvier par le Journal du Dimanche, que si le PCF

Paris:

M. Tibéri (RPR)

de M. Joxe

A propos de la candidature de M. Joxe à l'élection municipale de Paris, M. Jean Tibéri, député

RPR de Paris, premier adjoint au

maire de la capitale, nous a

mois de valse-hésitation au sujet

de sa candidature à Paris. Nul ne

s'en plaindra. En douze ans de

mandat, ce conseiller de Paris ne

s'est jamais intéressé à la capitale,

Chirac en difficulté dans un ou

plusieurs arrondissements. Dans

un véritable débat démocratique,

on présente une alternative, une

équipe contre une autre. Ce n'est

pas ce combat loval que les socialistes ont décidé de conduire.

» Mais le plus préoccupant est que cette candidature da ministre

de l'intérieur, même si elle n'est

pas contraire à la lettre de la loi, fait naître un malaise croissant

dans l'esprit des élus et de la

population. Elle donne d'abord le

entiment que c'est une manière

indirecte mais brutale de revenir

à la situation d'avant 1977, lors-

que la Ville de Paris était placée

sous une tutelle étroite de ce

sans vergogne les pouvoirs réga-

s'accommoder facilement de la

brèche, à tout moment, un certain

Les rectifications des listes

électorales à Bastia sont annuiées

par la majorité du Conseil. »

Enfin, on peut se demander

intérêts électoraux.

déclaré :

- persiste dans sa mauvaise foi, il stratégie du PS depuis dix-huit ne restera plus aux socialistes qu'à faire leurs listes en réservant au PCF la place qui lui revient, évaluée sur la base du rapport des forces des élections législatives ». M. Emmanuelli estime que le centre et le PCF, bien que « politiquement opposés, se retrouvent tactiquement d'accord pour pousser le PS dans le piège d'une stratégie de renversement d'alliance ».

Ce dernier propos de M. Emmanuelli, de même que l'insistance de M. Queyranne sur l'approbation de l'accord du 12 janvier par les premiers secrétaires fédéraux socialistes et. le 20 janvier, la mise en cause par M. Lionel Jospin de certains socialistes . notoires ., qui seraient prêts à « partir aux élections sans communistes sur leurs listes », témoignent d'un débat sous-jacent. Augun responsable socialiste n'a pris position officiellement contre l'accord signé avec le PCF ni pour la multiplication des primaires entre les deux partis. Le comportement des communistes oblige, cependant, la direction du PS à une attitude quelque peu défensive, appuyée sur trois arguments: 1) l'accord

ans; 2) le PS n'est pas dépourvu de moyens de riposte face à ce que M. Emmanuelli appelle la - mauvaise foi - du PCF; il pourrait y avoir plus de « primaires » que prévu face à des maires communistes; 3) l'attitude du PCF pourrait évoluer dans les prochains iours.

« Réalisme » et « simulacres »

Cette dernière affirmation repose, notamment, sur une déclaration faite samedi, à Lille, par M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du PCF, qui s'est déclaré d'accord avec M. Jospin sur la nécessité d'être « réaliste ». Les communistes, a affirmé M. Laurent, entendent appliquer l'accord - totalement et dans tous ses termes -, ce qui signifie qu'il accepte de tenir compte de la « représentativité actuelle » des deux partis. Dimanche, au Forum - FR 3-Radio-Monte-Carlo, M. André Lajoinie, lui aussi membre du secrétariat du comité central, a réaffirmé qu'il n'y aura - aucune primaire du fait du PCF.

Toutefois, à Paris, la position du 12 janvier est conforme à la des communistes, qui revendiquent deux têtes de liste, dont une dans un arrondissement gagnable par la gauche, demeure inchan-gée. M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux, estime, dans sa « lettre » du club Maintenant et demain, que le PCF « divague » et que . ce serait le plus mauvais service à rendre à la politique de rassemblement à gauche que d'accepter de tels simulacres ».

La direction du PS, saîsie par les premiers secrétaires fédéraux de la Moselle - M. Jean-Pierre Masseret - et de l'Yonne - M. Jean-Paul Rousseau - des problèmes posés par l'attitude de deux ministres d'a ouverture », maires sortants de Metz et d'Auxerre, MM. Jean-Marie Rauch et Jean-Pierre Soisson, a apporté son soutien aux responsa-bles fédéraux. Ils sont seuls habilités, a déclaré M. Mauroy, à négocier la formation de listes auxquelles participerait le PS, ainsi que la place des socialistes sur ces listes. La direction du PS entend s'opposer ainsi à toute tentative de MM. Rausch et Soisson pour imposer au PS leur propre choix de ceux de ses membres avec lesquels ils sont prets à

PATRICK JARREAU.

Brest: rupture de l'accord à droite

critique la candidature

de notre correspondant

M. Yannick Marzin (UDF-PR) a annoncé, dimanche 22 janvier, qu'il conduira sa propre liste aux municipales. Après l'accord oral scellé avec le maire sortant RPR, M. Georges Kerbrat, le 11 janvier, pour la constitution d'une liste commune et les difficiles négociations avec le RPR local et l'UDF « orthodoxe » (i) sur la répartition des places, M. Marzin a décidé de faire cavalier seul : « C'était faire sa liste

où il s'est fait remarquer essentielou rester à la maison. » lement par son absentéisme. Le président du Syndicat natio-» Quant à M. Joxe, qui a donc nai des pharmaciens, dont le manl'investiture du Parti socialiste, on dat syndical arrive à échéance au ne sait pas très bien s'il est chef de début du mois de février, ajoute file des autres candidats, ou simqu'il part « soulagé » et « débarplement un porte-parole. On comrassé du syndrome de 1977 », prend en tout cas qu'il n'est pas c'est-à-dire la primaire à droite candidat à la mairie de Paris qui avait abouti à faire élire la puisqu'il s'agit simplement eauche à cette époque. d'essaver de mettre Jacques

Cette décision satisfait une grosse partie des militants UDF,

notamment ceux du CDS qui estimaient qu'une tentative d'alliance était un piège. Alors que l'on s'attendait, en effet, à ce que M. Marzin mêne sa propre liste après avoir annoncé le le janvier qu'il ne se déroberait pas, un accord oral avait été conclu, le 11 janvier à Paris, dans le bureau de M. Alain Juppé, entre lui et M. Georges Kerbrat. Le maire sortant prenaît la tête de liste, et M. Marzin se trouvait en position. de premir adjoint.

Cette union, a déclaré dimanche M. Marzin, nous voulions incontestablement la réussir, mais force est de constater que cela n'est pas possible. En effet, la campagne est conçue et commencée depuis plusieurs semaines sans consultation, le programme se décline déjà, là aussi sans consultation, l'accord d'hommes est piétiné (...). Tout cela aboutit à un blocage des négociations, d'autant que nous n'arrivons pas à calmer les

Les négociations butaient, en particulier, sur le quota de sièges attribué aux différentes formations de l'UDF et sur le choix de personnalités appartenant à la société civile.

M. Marzin doit annoncer à la fin de la semaine la composition de sa liste, sur laquelle se trouveront M. Jacques Berthelot, ancien maire, M. Georges Lombard, sénateur, président de la commu nauté urbaine (UDF), M. André Rosec (SDC), premier adjoint sortant, M. Yvon Callec (PR), conseiller régional, adjoint au maire sortant.

GABRIEL SIMON.

(1) Le Finistère compte désormais une UDF « officielle » regroupée des-rière M. Jean-Yves Cozan, député CDS, premier vice-président du conseil géné-ral, et une autre emmenée par M. Ampire Genlles député CDS M. Ambroise Guellec, député CDS, conseiller général, ancien secrétaire d'Enst à la mer.

Bouches-du-Rhône, à Martigues, le FN annonce la constitution d'une liste FN-RPR-UDF emme-

née par le docteur Fouque (FN). La formation de M. Le Pen a présenté sa « charte municipale »

jusqu'au-boutistes .. M. Le Pen appelle à la constitution de « comités de salubrité publique »

Le Front national a tenu, les samedi 21 et dimanche 22 janvier, à Versailles, sa convention nationale pour le lancement de la campagne des élections municipales. Il a publié la liste de 183 chefs de file dans les villes de plus de 30 000 habitants. A Paris, le FN est présent, pour l'intant, dans 17 arrondissements sur 20 : M. Le Pen est candidat dans le vingtième. Dans les

Dénonciation de « la corrupministère. On voit aussi que ce tion à tous les niveaux =, appel à candidat ne se prive pas d'utiliser la constitution de « comités de salubrité publique », soutien aux liens du ministre au service de ses luttes légitimes des « ouvriers hautement qualifiés qui gagnent moins de 10 000 francs en fin de carrière -, mais aussi défense du si la démocratie locale doit cadre supérieur qui « après quasituation qui sera celle du Conseil de Paris si M. Joxe est élu. On verra, en esset, un conseiller de rante ans de travail ne peut s'acheter un appartement à Paris », sans oublier l'inévitable l'opposition municipale être le supérieur hiérarchique direct du dénonciation de « la droite préfet de police, qui exerce les courbe - et du - pouvoir socialiste - : tel fut le menu de la attributions de maire à Paris dans certains domaines. M. Joxe aura convention nationale de Verainsi la possibilité de battre en sailles, lancée sous la bannière : « Front national, le nouveau nombre de décisions prises conforsouffle ». Il était sans doute utile mément à la volonté des électeurs de le proclamer, le FN semblant plutôt ces derniers temps à bout de souffle. M. Le Pen a eu, en effet, la plus grande difficulté à composer ses listes municipales,

par le tribunal administratif. - Le tribunal administratif de Bastia même s'il escompte s'implanter plus solidement dans ses bastions (Haute-Corse) a annulé, vendredi du Midi. 20 janvier, les tableaux rectificatifs A nouveau souffle, nouveau des listes électorales de tous les bureaux de vote de la ville. Ont été discours?: M. Le Pen a repris la plupar des thèmes de sa campaégalement annulées les modifications effectuées dans neuf autres comgne présidentielle, mais en metmunes, cinq en Haute-Corse (Luctant l'accent sur ses aspects les ciana, Monte, Santa-Luciaplus populistes, notamment quand di-Moriani, Cagnano, Porri) et quatre en Corse-du-Sud (Balogna, Pilail s'agit de dénoncer « la corruption généralisée » et de prendre la Canale, Osani, Guitera). Le tribunal défense des petits qui ont tant de administratif doit examiner, jeudi 26 janvier, le cas de quarante-trois mal - et il n'a pas hésité à se classer parmi ces - petits - - à

qui précouise notamment l'« affirmation de l'identité nationale et locale » et « le développement de la démocratie directe locale par le recours au référendum ». conserver leurs - petits biens > face aux . gros ». La salle a. à chaque fois, éclaté en applaudis-

sements en entendant cette dénonciation de la « nomenklatura ». N'oubliant pas que l'heure est aux municipales et que la dose de proportionnelle du système électoral devrait lui assurer une présence dans nombre de cités (même s'il n'y a pas accord de fusion entre les deux tours avec la droite), M. Le Pen a estimé que les municipalités souffraient de concussion » : « C'est une dérive du national vers le municipal, mais avec une gravité plus grande (...) Les maires se prennent pour des monarques autoritaires et s'affichent aux frais du contribuable sur des affiches de 1 m sur 3. » M. Le Pen a appelé ses troupes à suivre le chef de file du FN à Lyon, M. Bruno Gollnisch qui détourne les affiches de ses concurrents par des bulles incendiaires : - En cet état de corruption générale dans toutes les villes, il n'y a qu'une seule réponse : des comités de salubrité

Abordant les questions économiques, M. Le Pen a repris le plan de travail élaboré par Jean-Pierre Stirbois avant sa disparition: il s'agit de s'attaquer à l'électorat de gauche après avoir grignoté celui de la droite et singulièrement celui du RPR. M. Le Pen n'a donc pas lésiné sur les arguments pour défendre « l'ouvrier français » : « Il faut choisir entre ibventionner les chômeurs de Chadli et donner du travail aux travailleurs Français (...) > - il faut faire de 1989 une grande année politique pour ouvrir les yeux des Français sur les réa-lités. M. Le Pen a ajouté que son parti - ne se préterait pas aux mascarades électoralistes commémorant » le bicentanaire de la

Le baiser

an séropositif Avant d'intervenir, M. Le Pen avait invité un avocat américain. M. Paul Gana, séropositif à la suite d'une transfusion sanguine et qui s'est fait le champion de la baisse des impôts. M. Le Pen l'a embrassé sous les applaudisse-ments du public. Enfin, le nouveau secrétaire général du FN, M. Carl Lang, a lancé un appel - aux candidats de bonne volonté du RPR et de l'UDF », en leur demandant de ne pas tenir compte « des diktats parisiens de leurs dirigeants qui s'apprétent à sacrifier des dizaines de villes dans chaque region, alors qu'il faudrait faire l'union à la base ».

Toulouse : les socialistes embarrassés par les appétits du PC et du MRG

TOULOUSE

de notre correspondant

Les radicaux de gauche ont gros appétit, les communistes ont des antipathies et les socialistes toulousains out donc avec leurs partenzires de gros soucis.

M. Jacques Lévy, candidat du PS à la mairie de Toulouse, croyait en avoir fini avec le casse tête de la liste d'union. En quelques jours, sa copie a été méchamment raturée par les représentants des autres partis de ganche, l'obligeant du même coup à reprendre à zéro des négocia-tions où la revendication politique le dispute à des querelles d'indi-

Chronologiquement, c'est le MRG qui le premier a ouvert les hostilités. Mécontent de la place que le PS lui accordait initialement - un seul candidat en position d'être élu, — il revendique aujourd'hui un deuxième éligible · parce que nous partageons tota-lement les responsabilités gouvernementales -, explique M. Robert Gély, conseiller sortant et directeur commercial de la Dépêche du Midi. Longtemps les socialistes locaux ont fait la sourde oreille, opposant à cet argument la très faible représentativité d'un MRG qui, en 1986, lors des législatives partielles, avait voulu, à l'instigation de M. Henri de Lassus, se compter.

- Nous voulons une liste d'union ouverte. Nous allons trouver un arrangement avec nos amis du MRG -, explique main-tenant M. Jacques Lévy. Le PS toulousain et son candidat ont quelques raisons de régier rapide-ment le contentieux. M. Dominique Baudis, maire sortant UDF. assiste goguenard à ces querelles de famille. Il est vrai aussi que M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux collectivités locales. président d'honneur du MRG et directeur général de la Dépêche du Midi, a discrètement mis son poids dans la balance.

Reste le cas des radicaux dissidents. M. Gérard Folus, un des responsables du MRG, est prêt à rejoindre la liste de M. Baudis D'autres pourraient être tentés de le suivre. - L'assemblée générale de notre mouvement, explique M. Robert Gély, a tranché: ces gens s'excluent d'eux-mêmes. »

Du côté du PCF, on fait dans la mise en demeure. Bien avant les accords nationaux PC-PS, M™ Sylviane Ainardi,secrétaire de la fédération communiste de Haute-Garonne, avait prévu: Pas question que je fasse liste

Une intransigeance renouvelée ces derniers jours qui vent obliger le PS à choisir entre le PCF et les rénovateurs, entre M. Ainardi et M. Claude Llabrès, conseiller municipal sortant, chef de file du Mouvement des rénovateurs communistes (MCR), ancien secrétaire de la fédération communiste de Haute-Garonne, et de surcroît ancien compagnon de M. Ainardi.

« Nous ne lâcherons pas Claude Liabres >

M. Marchais, au cours de son Heure de vérité », semblait prêt à transiger pour peu que les réno-vateurs gomment l'étiquette com-muniste. Mais, en Hante-Garonne les rénovateurs se refusent à tout compromis sémantique... - Cest le triomphe du sectarisme . déplore M. Alain Pécastaing. conseiller sortant et communiste reconstructeur.

· Nous voulons une liste de large union, martèle M. Jacques Levy, mais le PCF n'a pas à dicter ses choix. Il n'est pas question pour nous de céder aux ukases. St les rénovateurs veulent changer de nom, c'est leur problème. En tout cas nous ne làcherons pas Llabres. » Dernière réunion, jeudi prochain. Le PCF avait obtenu trois représentants dans les quinze premiers de la liste socialiste. Son éventuel départ pourrait permet-tre à M. Bertrand Verdier, conseiller sortant PSU, de retrouver une place d'éligible. Ce dernier envisage actuellement de présenter sa propre liste sous le label

Nouvelle Gauche

La liste proposée par M. Lévy. pourtant, n'a pas fait que des henreux au sein même du PS, surtout parmi ceux qui en ont été écartés. C'est le cas de M. Julien Andrès. conseiller sortant et animateur sensit prêt à passer avec armes et bagages dans le camp de M. Bandis. - Il réflèchit -, commente son entourage.

M. Michel Rocard devrait, le 10 mars prochain, animer un meeting de soutien à la liste socialiste. Dans l'immédiat, un petit groupe de spécialistes et le candidat, dont la permanence a vue imprenable sur le Capitole, la mairie de Toulouse, mettent la dernière main au programme de campagne. Il est grand temps, car les électeurs pourraient bien se lasser au seul spectacle des ambitions manifestées.

GÉRARD VALLÈS.

A l'extrême gauche

La Ligue communiste révolutionnaire préserve son unité

Réunie pour son neuvième congrès du jeudi 19 au dimanche 22 janvier, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste) a réussi à maintenir son unité, fort compromise au moment de la création de la Nouvelle Gauche de M. Pierre Juquin (le Monde du 6 décembre 1988). Le « projet de thèses politi-

ques », qui fixe la «ligne» de l'organisation, a été adopté par 55 % des délégués (environ 220 personnes), qui se répartis-sent de la façon suivante : 39 % pour le courant majoritaire représenté principalement MM. Alain Krivine, porte-parole de la LCR, et Daniel Bensaid; 13 % pour le « groupe de travail » qui a dressé un bilan très critique de la démarche de la Ligue envers M. Juquin parlant d'image . désastreuse. sectaire et manœuvrière » ; 3 % pour un regroupement de platesformes locales sur un seul texte situé aux antipodes du « groupe de travail ». Cette exceptionnelle majorité de 55 % pourra donc difficilement, dans l'immédiat tout au moins, se traduire par une fusion et aura des répercussions

au sein du bureau politique. Cette majorité est d'autant moins unie que, sous l'influence de M. Bensaïd, le congrès a adopté un amendement de défiance à l'égard du « groupe de travail », rappeiant la nécessité du centralisme démocratique. M. Bensaïd a critiqué la campagne présidentielle de M. Juquin et, sans franchir le pas, le

« groupe de travail » s'était montré favorable, en décembre, à une démarche commine de la Ligue avec la Nouvelle Gauche.

Ayant consommé son rapprochement avec le mouvement de M. Juquin, la tendance dite T3 = n'a rassemblé que 30 voix (contre 180) sur la possibilité d'une double appartenance. Les membres de la T3 engagés derrière M. Juquin se considèrent exclus de fait. M. Krivine estime que ce vote va entraîner le départ de - quelques dizaines de militants -.

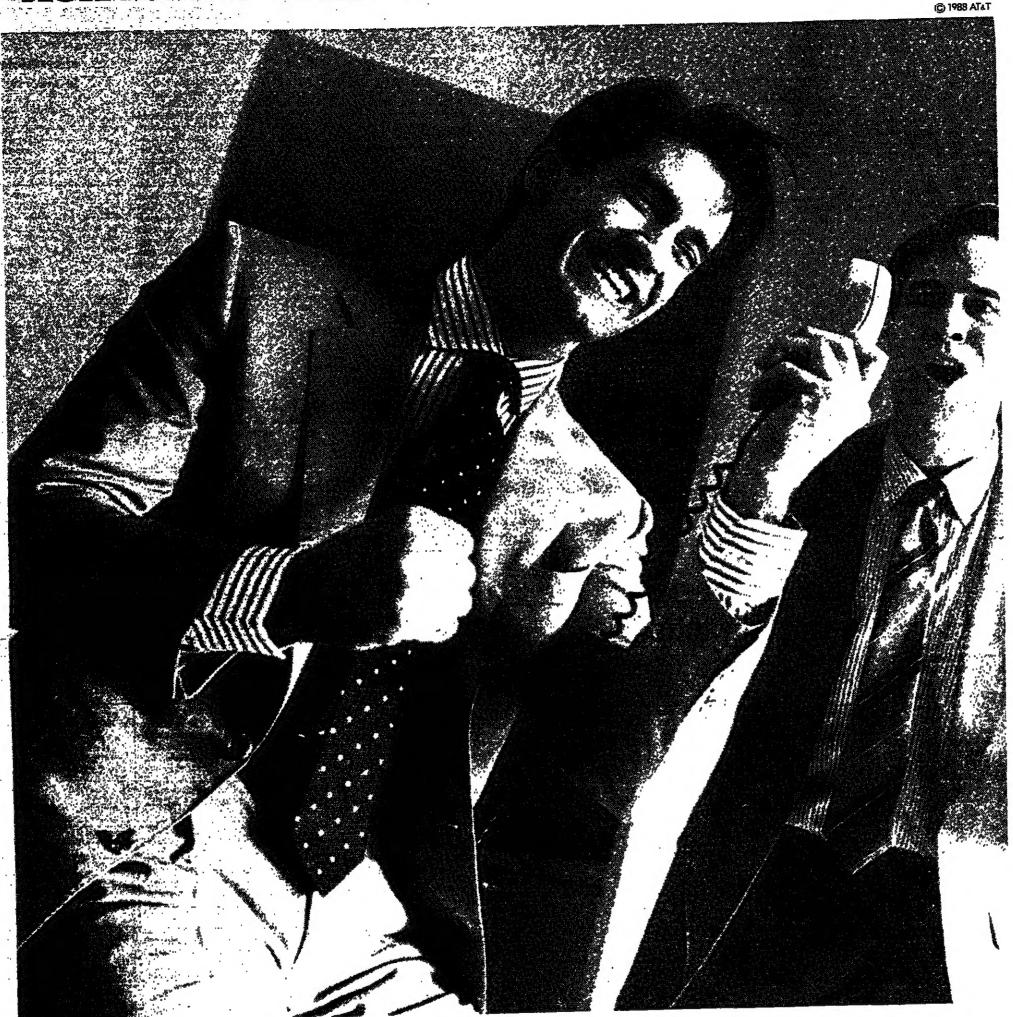
La LCR, qui critique l'action du gouvernement, a décidé de participer - là où elle peut - aux élections municipales sur des listes indépendantes du PCF et du PS, cependant elle consacrera son effort sur les élections européennes, et l'organisation va s'engager dans une - féminisation - de ces instances dirigeantes.

Le Monde EN BANQUE DE DONNEES LE TEXTE INTEGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUS RENSEIGNEMENTS:

> SINORG G CAM. SERVEUR



IL N'EST PAS AUX ETATS-UNIS.



MAIS IL Y FAIT DES AFFAIRES TOUS LES JOURS.

"Jack? C'est Paul. Vous avez reçu le feu vert pour l'émission?"

"Oui, si les conditions sont acceptables."

"Elles le sont?"

"Oui, à condition que vous preniez l'intégralité des 300 millions".

"Notre syndicat de placement est prêt à intervenir".

"Dans ce cas, on y va."

"Alors, on a le contrat?"

-Vous l'avez.

"Fantastique... Dites, et si on signait à Paris?"

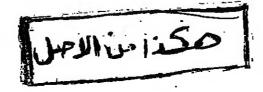
La suite de la conversation est strictement professionnelle.

Avec AT&T et France Télécom, les lignes entre la France et les Etats-Unis sont ouvertes à tout le monde.

Si vous voulez décrocher une affaire, décrochez le téléphone.







La preuve biologique d'une paternité pourrait être fournie à des particuliers

Un nouveau laboratoire français d'identifications génétiques vient d'être créé en France. Baptisé « Codgène », cette société est née de l'association de l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, d'une filiale de la Société générale et de l'Institut de médecine légale de Strasbourg. Elle vise à exploiter une nouvelle technique d'identifications génétiques des individus basée sur l'utilisation d'une sonde moléculaire. Codgène pourrait bientôt mettre en œuvre cette technique dans le cadre des affaires de contestation de paternité, en dehors de toute réquisition judi-

Après Appligène, Codgène est la seconde société française à se spécialiser dans les empreintes génétiques, cette nouvelle application des techniques de biologie moléculaire à des fins criminalistiques ou médicolégales. La coîncidence veut qu'elle soit aussi la seconde société de ce type basée à Strasbourg. A la différence d'Appligène, qui exploite en exclusivité pour la France un brevet détenu par une équipe belge, Cod-gène a acquis sa licence d'exploitation exclusive à partir d'un brevet d'une société américaine, la société Lifecodes de New-York.

- Notre choix s'est porté sur le brevet de cette entreprise améri-caine car elle a déjà réalisé plusieurs milliers de tests permettant l'identification de séquences chromosomiques spécifiques à chaque individu, explique-t-on chez Cod-gène. Cette méthode, couramment utilisée par un grand nombre de cours de justice américaines, perpaternité, d'immigration ou d'enquêtes judiciaires, notamment dans les affaires de viol. le FBI a fait appel récemment aux experts de Lifecodes afin d'étudier la possibilité d'instaurer un standard national pour l'utilisation du test d'empreintes génétiques. »

A la différence d'Appligène qui est une société privée, la firme Condgène, dirigée par le docteur Bertrand Ludes, associe l'Institut de médecine légale de Strasbourg, la Sogenal (filiale de la Société générale), à hauteur de 49 %. Sont notamment associés à ce projet le professeur Pierre Chambon, spécialiste de biologie moléculaire de renom international, les docteurs Pierre Mangin et André-Jean Chaumont, médecins légistes, ainsi que M. Jean Wagner, premier président honoraire de la cour d'appel de Col-

Des problèmes MOTAEX

Jusqu'à l'apparition et la diffusion de la technique des empreintes géné-tiques, la recherche des preuves biologiques de la paternité n'était mise en œuvre (à partir d'une batterie de marqueurs sanguins) par le Centre national de la transfusion sanguine que sur réquisition judiciaire. Pour M. Daniel Dupret, directeur scientifique d'Appligène, cette rigueur était « quelque peu excessive ». Il avait accepté, quant à lui, de mettre en œuvre ce nouveau procédé, à la demande d'un juge, bien sûr, mais aussi à celle d'un avocat ou d'un médecin. « On peut en effet invoquer une série de situations où la

priori absolument nécessaire, explique-t-il. C'est notamment le cas des personnes qui, après divers pro-blèmes personnels, veulent s'assurer que leur enfant est bien le leur, des enfants de l'Assistance publique qui, ayant après une longue enquête retrouvé leurs parents, veulent véri-fier qu'ils ne se trompent pas avant de se ller d'affection avec eux,

Appligène refusait de mettre en œuvre directement ce procédé à la demande de la - ou des - personne concernée. On n'entend pas, pour l'heure du moins, adopter la même position rigoureuse chez Codgene, la présence de médecins au sein de cette société permettant de faire l'économie des difficultés rencontrées par Appligène. Ainsi, les per-sonnes ou les couples impliqués dans les affaires de contestation de paternité pourraient-ils directement sevoir à quoi s'en tenir en matière de paternité biologique. « S'il est vrai que la loi n'interdit pas de telles investigations, explique M. Dupret, on ne peut pas à mon avis sous-estimer les problèmes moraux que ces techniques soulèvent. Si les gens de Codgène n'ont pas conscience de ces problèmes, nous, nous les percevons, et quels que soient les impéralifs et les intérêts en jeu, nous refu-sons et refuserons de répondre directement à la demande. »

JEAN-YVES NAU.

(1) En matière de vérification de paternité biologique, la technique des manipulations génétiques peut être mise en œuvre à partir de simples prélèvements sanguins de la mère de l'enfant et du père, père biologique présumé. Parfois, seuls ces deux derniers prélèvements sont récessaires

Au palais de la Mutualité

Les différentes familles de l'extrême droite ont participé à la « grande journée anti-89 »

Le roi est mort et ceux qui le pleu-rent ne seraient pas fâchés de pou-voir guillotiner la République. Réunies par une commune nostalgie de l'Ancien Régime, mais surtout par une insurmontable aversion pour la modernité, un millier de per se sont rassemblées à Paris le 21 janvier, jour anniversaire de la mort de Louis XVI. Appelés à participer à une « grande journée auti-89 », ces fidèles, venns de tous les horizons du royalisme et de l'extrême droite, se sont groupés derrière le panache du défunt roi pour proclamer leur haine de la Révolution française. Longuement conspuée, cette période de l'histoire a servi de catalyseur à tout un bric à brac de professions de foi politiques et religieuses.

Pieusement courbées sur leurs antiques prie-Dieu, des familles endimenchées assistent à la messe solennelle qui doit donner le coup d'envoi de cette journée contesta-taire. L'église Saint-Nicolas du Chardonnet, occupée depuis près de donze ans par les adeptes de Mgr Lefebvre, a sorti pour la cir-constance ses plus gros cierges et ses chants les plus ardents. Un cantique, justement, donne le ton de la journée, lorsque les fidèles entonnent à pleins poumous un hymme aux curieux accents : - O Marie, entends du Ciel ce cri de la patrie : catholiques et Français toujours. .

Dans le ciel de la Contre-Révolution, la religion donne la main an nationalisme... Les participants qui se retrouvent, au sortir de la messe, dans les couloirs du palais de la Mutualité mélent sans états d'âme des aspirations surnaturelles à des revendications on ne peut plus temporelles. Rassemblés pour dénoncer l'e imposture » de 1789, ils accusent en bloc « le manque de vertu » du monde moderne et

d'asphyxier la terre de France. Eux, en tout cas, ne se laissent pas gagner par le péril étranger, puisqu'ils se retrouvent entre enx, se saluant avec bonne humeur, et se félicitant d'être venus si nombreux,

Le sentiment d'apparteur à une même famille persécutée par la * trilaterale franc-maconne » et les « lobbies sionistes » gomme bien les différences. On trouve là les représentants de « Montjoye Saint-Denis », un mouvement légitimiste qui vend des étendards royaux et des « briquets de tradition royaliste », aussi bien que ceux du journal National Hebdo ou de maisons d'édition spécialisées. Les respon hles d'une école traditionaliste offrent lenrs services aux parents qui craignent que l'éducation nationale ne fasse de leurs enfants « des cancres, des apatrides, des gauchistes ou des athées », tradis qu'un « cercle franco-hispanique » propose des rencontres avec les néo-

franquistes et les phalangistes espa-

Des prélats intégristes aux lougues soutanes noires déambulent à travers la foule, rappelant par leur présence que le combat contre la célébration du Bicentenaire est avant tout une lutte en faveur de la religion traditionnelle. L'association 4 15 août 1989 », grande coordonnatrice de la journée, entend lancer une vaste croisade contrerévolutionnaire, dont le point d'orgue serait une procession organisée à Paris le jour de l'Assomption: En attendant cet événement qui doit restaurer « la royauté sociale de Notre Seigneur Jesus-Christ ... l'abbé Paul Aulagnier, membre supérieur du district de France de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X.

« l'invasion immigrée » qui menace créée par Mgr Lefebvre, toune d'asphyxier la terre de France. Eax, - contre « le rationalisme moderniste qui ronge notre paya et notre Eglise de l'intérieur, à la façon d'un concer - et appelle à la réparation.

«La grande farce

Tout au long de le journée, il sera fait mention de la longue liste des e crimes » perpétrés contre l'Eglise par des sans-calottes présentés comme autant de loupe garous sans foi ni loi. La Révolution offre aux intégristes des martyrs dont l'inter-minable inventaire ponetne les disconte à la façon d'une litanie. « On ne peut être catholique et se dire fils des principes d'une révolution qui nie Dien », affirme avec force un prêtre traditionaliste. La Déciaration des droits de l'homme, qualifiée de « faueste » figure en boune place sur le cahier des doléances de cette journée. « Nous sommes profondément attachés aux droits de Notre-Seigneur Jésus-Christ, a affirmé le prêtre au cours de son homélie du matin. Ils nous rappellent qu'il existe un Rédempteur qui a des droits sur nous et que nous avons des devoirs. »

Cette soumission aux volonies du Christ n'est cependant pas la seule préoccupation des participants. S'ils acceptent volontiers hurs devoirs religious, ceux-cl n'entendent pas se priver de four droit à la contestation, voire à l'anathème. On amonce publiquement la prochaine commé-moration du 6 février 1934. On se réjouit de le disperition des deux premiers présidents de la Mission nationale de Bicentendire. On parle, la tribistic de « la grande farce du Bicentengire animée par toute une série de pantins procesques ».

La « démocratie sans âme et sans souffié » est condémnée pendant le grand banquet au cours duquel cer-tains portent des tours à la mémoire du maréchal Pétain, tandis que d'autres beivent à la samé du roi.

Copiessement brocardée, la République à du mons l'avantage, aux yeur des convives, de rassem-bles contre elle des bataillons d'hommes et de femmes aux profils différents oriéanistes, légiministes et les différentes fractions de l'extrême droite se côtoient, le temps d'une messe ou d'un repes, dans une unité que rien ne acrable ponvoir troubler. Mariame, au fond, n'est pas si mauvaise fille...

RAPHAELLE REROLLE.

FAITS DIVERS

L'enquête sur les « disparus de Fontainebleau »

La piste trop voyante des braconniers

La chasse a été interdite dans le massif de Coquibus, en forêt de Fontaineblean, pour permettre aux enquêteurs de retrouver d'autres douilles de calibre 22 long rifle. Les gendarmes restent persuadés que Gilles Nandet et Anne-Sophie Vandamme, dis-parus depuis le 31 octobre et dont les corps ont été découverts le 10 janvier, out été tués par une arme de ce calibre. Toutefois, l'hypothèse privilégiée par les gendarmes - la rencontre avec des braconniers - est contestée par les habitués de la

Comme elles sont dérangeantes, ces douilles de calibre 22 long rifle. Etrangères, troublantes dans le décor du massif de Coquibus, entre Milly-la-Forêt et Arbonne, entre Essonne et Seine-et-Marne, au milien de ces hectares lunaires de rochers et de fougères, de vent et de bruyère. Leur présence est incon-grue sur cette frontière boisée vouée depuis des lustres à la chasse au gros, sangliers et cervidés, qui se règle à coups de 16 ou de 12 millimètres et dont les balles, Blondeau, Bremeke pour les fasils, 280 pour les carabines. « arracheraient », à en croire un comaisseur, « la tête de

n'importe qui ». Le 31 octobre, la catastrophe avait d'ailleurs été évitée de justesse dans le massif. Une balle perdue avait fait un trou « gros comme ça » dans la carrosserie d'une voiture de garde. Le coupable n'a pas été retrouvé. Mais on en parle encore. On en parle même davantage que du triple meurtre des « disparus de Fontainebleau ». Le malaise tient au malentendu sur le calibre.

Le coup de feu sur la voiture pour regrettable qu'il soit, a sa cohé-rence. Il vient se ranger, après bien d'autres drames de la chasse – sangliers survivants, blessures, contesta-tions de territoire – parmi les légendres du Coquibus. La mort, ce même 31 octobre, et à quelques encâblures, de Gilles Naudet, d'Anne-Sophie Vandamme et de leur chien Dundee paraît dépasser l'entendement des habitués de la

Par l'utilisation du 22 long rifle. Parce que les deux promeneurs ont bien été blessés, puis exécutés par au moins deux tireurs munis d'armes de petit calibre. L'autopsie des corps des deux victimes, retrouvées le 10 janvier après deux mois et demi de recherche, le prouve. Les pre-mières expertises balistiques le confirment. La découverte, à trente mètres du lieu du drame, de deux douilles de 22 le corrobore. Mais ils sont nombreux, entre Arbonne et Milly, à s'obstiner. - Ca ne colle

Ca ne colle pas tout à fait, c'est un chasseur, et lorsqu'il s'agit de cadenat à numéros, le code est secret de Polichinelle. vrai. Les chasseurs ne contestent pas les résultats scientifiques de l'enquête. Incontestables. Ils s'inquiètent du fil conducteur suivi par les gendarmes, depuis le 10 jan-vier, qui privilégient la thèse d'une mauvaise rencontre avec des bracon-niers. Les tueurs n'attendaient sans doute pas les deux promeneurs sur le chemin de grande randomée nº 11. Le crime était vraisemblablement non prémédité. Scénario possible : ils tirent, volontairement ou non, sur le chien. Trois fois et, selon l'autop-sie, au feu croisé de deux armes. Gilles Naudet, solide garçon de vingt-sept ans, se rue sur les attaquants. Ils tirent encore. Une fois à épaule. Une deuxième fois, éraflant le visage.

La jeune femme a peut-être hurié. Elle a tenté de s'enfuir. Les tueurs ont achevé la besogne, si l'on ose dire, par nécessité de ne pas laisser de témoins. Une balle dans la nuque pour elle. Une au visage, une dans la nuque pour lui. Puis ils ont trainé les corps hors du sentier, ont recouvert les deux jeunes gens et le chien de fougères. Ils se sont enfuis au volant d'un véhicule 4 × 4. Les gendarmes ont retrouvé des traces de pueus sur le sentier, peut-être d'une Lada, et de peinture claire sur un rocher.

« Secret de polichinelle »

Mais pourquoi des braconniers? Le massif de Coquibus est connu pour sa fréquentation discrète de truands à la recherche d'un coin tranquille pour s'entraîner au tir. Mesrine, dit-on, venait s'y exercer. Les gardes fédéraux dressent chaque année procès-verbal contre des amateurs d'armes surpris en plein loisir de cartons en forêt. Gilles Naudet et Anne-Sophie Vandamme ont pu déranger des mauvais gar-cons, une bande de jeunes en quête de violence gratuite. Des terroristes : des caches d'armes et d'explosifs ont aussi été retrouvées, dans le passé, sur la mare-aux-Jones, cette hauteur de la forêt de Fontainebleau qui a toujours di faire peur, puisqu'elle se partage entre la gorge aux Loups, la gorge aux fauves et la gorge aux fris-

La voiture? Tous les chasseurs ont la même, ou presque. Des témoins en ont aperçu plusieurs, le 31 octobre. Le massif, tout en loncur et relativement petit, avait été très fréquenté ce jour-là. A Arbonne et à Milly, les sociétés de chasse ont d'abord dit aux gendarmes qu'elles étaient responsables, avec les gardes fédéraux, de la surveillance du Coquibus. Que les sentiers carrossables étaient fermés par des barrières. « Beaucoup de monde possè-dent la clé, la même pour tout Fontainebleau, explique malgré tout

Entre douc, à pied ou en voiture, à peu près qui veut. Les gardes, les découpeurs de bois, les chasseurs, mais aussi tous les Amis de la nature, écolos et promeneurs, dont l'association est locataire, au cour des chasses, à portée de fusil du lieu du crime, d'une ferme. Mais aussi des particuliers, dont la famille Michelin, propriétaire d'un ensemble de maisons au milieu, lui aussi, du dispositif. Le 31 octobre 1988 était jour de pont, veille de Toussaint. Dix personnes, au moins, ont certifié aux gendarmes s'être promenées, à une heure on à une autre, aux abords du GR 11. x abords du GR 11.

aux abords du GR 11.

C'était aussi un lundi, jour de chasse au grot. Jour d'ouveture de la chasse, même. Et, sur Arboane comme sur Milly, ou s'était disputé, par tirage au sort, le privilège de la rencourre avec les premiers sangliers de l'aumée. Le massif n'est pas toute la forêt. Ce n'en est même qu'un petit coin, délimité par l'autoroute du Sud et la route reliant les deux communes. Sur le parking de la Feuillardière, où Gilles Naudet avait garé sa 304, d'autres véhicules avaient été laissés là, pour un petit tour au bois.

Aujourd'hui, des chasseurs reprogare sa 50%, d'autres ventrates avasons eté laissés là, pour un petit tour au bois.

Aujourd'hui, des chasseurs reprochent à l'administration des gardes d'avoir ouvert les battnes un jour ensoleillé de grand week-end. « C'était trop dangereux, raconte M. Anton, secrétaire de la société de Milly. A midl, j'ait donné l'ordre de rentrer. Nous n'avons pas tiré une cartouche. » D'autres ont continué leurs battnes. Ceux d'Arbonne, trento-deux fusils en ligne qui abattirent. affirment-ils, une biche et trois « cochons » de 14 heures à 15 h 30 — vraisemblablement deux heures après la mort des deux jeunes gens — avant de cesser leur traque et de compter, connue cest la règle, leurs coups de feu. Ceux, aussi, qui avaient reçu l'autorisation de chasser sur les zones voisines, concédées à quelquet familles, les Darbonne, les Michelin et le marquis de Ganay.

Les gendarmes ont reconstitué

Michelin et le marquis de Ganay.

Les gendarmes ont reconstitué paiemment les itinéraires de ces battues, additionné les cartouches, sollicité les témoignages. Les chasseurs ne sont pas responsables de la mort de Gilles Naudet et d'Anno-Sophie Vandamme. Affaire de calibre, d'abord. Mais une rumeur est partie d'Arbonne. Six noms de braconniers ont été làchés. Ainsi qu'une ctplication : les battues au gros sont souvent gangrenées par des braconqu'une explication : les tannes au grossont souvent gangrenées par des braconniers, munis de fusils 22 long rifle et postés au voisinage de la figne de rabatinge. Ils se contentent d'attendre le gibier, d'achever les sengliers ou les cerfs blessés. Leurs armes sont parfois pourvies de lumettes de précision, de silencieux, pour ne pas attirer l'arten-tion. Mais leurs coups de feu peuvent se confoadre, aussi, avec ceux des chas-

Quelque chose de plus moche »

A Milly, on conteste formelle ment cette tradition. De mémoire de chasseur, de ce côté-ci du massif, on n'a jamais entendu parier de « vian-dards ». Les braconniers ne sont pas fous. Ils tirent la muit, aux phares, un autre jour que le lundi. Surtout pas le jour de l'ouverture de la

chasse. « Et puis, affirme un habi-tué de la chasse des Darbonne, per-sonne, encore une fois, n'a jamais arrêté un cochon au 22 long rifle.

Non. c'est autre chose... » Alors, depuis le début de l'enquête, naissent des querelles. Entre les Amis de la nature et les sociétés de chasse. Entre Arbonne et Milly. En clair, si ceux d'Arbonne ont désigné des braconniers, c'est qu'ils savent quelque chose. - Quelque chose de plus moche s'est passé. » Les gendarmes ont obtenu sur le territoire des chasses rivales un renseignement qui mettrait en cause des labitants de Courances, un village du versant d'Arbonne. Des chasseurs, braconniers à l'occa-sion, mais qui n'auraient pas traîné, le 31 octobre, du côté du GR 11, e pour la viande. Des villageois devenus assassins par circonstance. Parce qu'ils rôdaient dans la forêt, justement avec des 22 long rifle. L'arme ici maudite. L'arme d'un crime possible. Puisqu'on ne tue pas les promeneurs avec les fusils du

egros».

Les gendarmes, muets d'avoir trop parlé après la découverte des corps, estiment pourtant que la taerie du Coquibus est l'œuvre d'un e familier de la forêt ». Les calibres 22 long rifle, ils les cherchent au domicile de ceux, cheseurs et peutêtre connaissances des chasseurs, qui avaient fait l'objet d'une perqui-sition après le 31 octobre, pendant l'enquête sur la disparition des deux jeunes gens. Ils n'espèrent pas retrouver les deux armes du crime. Mais peut-être des munitions, appartenant aux mêmes lots. Ou alors, les suspects seront ceux qui auront fait disparaître armes et munitions. La preuve par sonstraction.

Pourquoi des perquisitions, cet automne? Officiellement, une information judiciaire pour séquestration avait été ouverte, afin de permettre la poursuite des recherches du couple perdu. Des chasseurs soupcontent les enquêtement des divantes de déla ne perus. Des chasseurs sompcon-nent les enquêteurs d'avoir déjà bénéficié d'un indice, alors que per-sonne n'évoquait l'hypothèse de la mort par balles de Gilles Naudet et d'Anne-Sophie Vandamme. Plu-sieurs dizaines de fusils de tou cali-bre avaient été répertoriés.

Et les gendarmes avaient déjà interrogé les rares armuriers du mas-sif. Claude Herblot, par exemple, le marchand de journaux de Milly. A l'époque déjà, un s'était intéressé à ses lots de 22 long rifle. Les enquêa ses sois de 22 long ritle. Les esquê-teurs, apparemment persuadés que les cartouches ont été achetées par des habitués du Coquibus, sont revenus le voir, ces derniers jours. Il leur a répété que, à son avis, « les promeneurs avaient été tués au pis-tolet », non à la carabine. Et, c'est bien connu, on a encore moins de bien connu, on a encore moins de

d'arrêter un sanglier au pistolet. PHILIPPE BOGGIO. Douzième crime sexuel

Une fillette de Bourges assassinée par un voisin

Une fillette de huit ans, Céline Millerioux, qui demeurait à Bourges (Cher) chez ses parents, a été découverte, samedi 21 janvier en fin de matinée, morte, étranglée après avoir été victime de sévices sexuels, dans l'appartement d'un voisin de palier, Vincent Ker, âgé de vingt-six ans. Celui-ci devait se constituer prisonnier dans un commissariat du dixième arrondissement de Paris, où il s'est accosé du crime.

La petite Celine, dont tous les familiers diseat qu'elle était « très méfiante » et même « petareuse », avait dispara le 20 janvier après qu'elle eut quitté son école vers 16 h 30. Son cartable avait été retrouvé le lendemain matin dans la cour de l'immeuble de neuf étages où habitent ses parents, rue des Frères-Michelin à Bourges.

Vincent Ker, qui avait dispara peu après le début des recherches, habitait un appartement situé en face de celui de la famille Millerioux. Il a été transféré à Bourges où il se trouvait encore placé en garde à vue dans la matinée du lundi 23 janvier. Il vivait avec une amie et est père de deux enfants en bas âge.

Ce nouveau crime sexuel commis sur un enfant ou un adolescent est le douxième constaté en France depuis un an. La victime du précédent fut Fabrice Ledoux, âgé de onze ans, retrouvé violé et étranglé près de Comphie le 15 inventeure. Grenoble le 15 janvier. Son agres-seur n'a pas été retrouvé. Cinq autres de ces crimes n'ont pas non plus encore été élucidés.

• Inscriptions antisémites au Perreux. — Des inscriptions emisé-mites — croix gammées, « Ausch-witz » — ont été portées par des inconnus sur les portes et les murs de la synagogue du Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne).

Double évasion à Aix-en-Provence. — Deux détenus de la maison d'arrêt d'Aix-en-Provence, Jean-François Di Meglio et Mario Piarulli, âgés l'un et l'autre de vingt-cinq ans, se sont évadés dans la nuit du samadi 21 au dimanche 22 janvier. On a constaté qu'ils avaient scié des barreaux de la cellule où ils se trouvalent pour descendre ensuite le long d'un mur à l'aide de draps noués. Di Meglio purgeait une peine de quatre ans de prison pour vol à maine armée. Piarulli, de nationalité italienne, arrêté pour infraction à la législation sur les stupéfiants, faisait l'objet d'une demande d'extradition.

RELIGIONS

Les cardinaux octogénaires resteront à la retraite

Régulièrement, depuis 1970, des demandes de révision du décret de Paul VI e ingravescentem setetate : (le poids de l'âge), ôtant sur cardinaux le droit de pasticiper è un cooclave, arrivent sur le bureau du pape. Signée par une dizzine de cardinaux ratine pu encere en activité — comme l'Américain William Baum, préfet de congrégation, agé seulement de soixante deux ans, la dernière en date de ces démarches remonte à Noël dernier.

Connue samedi 21 janvier à Rome, la réponse de Jean-Paul II est négative. Malgré son goût pour le tradition, il ne reviendra pas aux la décret de son prédecesseur. Déjà exclus des deut derniers conclaves de 1978, les cardineux octogé-nailes ne retrouveront plus l'excercice de la seule fonction attachée à leur titre, celle d'élire un pape. Le Sacré Collège compte aujourd'hui cent dixneuf cardinaux électeurs, et trente-huit sont âgés de plus de quatre-vingts ans.

ECHECS

 Les quarts de finale du Tour-noi des candidats. — Le Canadien Kevin Spraggett (trente quatre ans), a remporté, landi 23 janvier à Qué-bec (Cariada), la deuxième partie du match des quats de finale des candidats su titre de champion du monde d'échecs, qui l'oppose au Soviétique Arthur Youssoupov, vingt-neuf ans. Alors qu'il reste quatre parties à jouer, Spraggett mêre au score par 1,5 à 0,5, le prémière partie s'étant terminée par la nullité, Le vainqueur sera ceiui des deux joueurs qui obtiendre 3,5 points.

BORD OF NEW A i. Miret The control of the 22 y 200 Marie 1

Soci

1.56

يهاجه الإنهاري

and the registration

F 22 2 1 1 1 2 2 2 2 1 1 1 1 1 Tario e 🚎 🖦 🧀 Web さんちょか + 時間 The many of the second A SECTION AND A SECTION AND ASSESSMENT And the second of the second American and an owning Real of Francisco THE STATES -Service a Print of the The same and the s

大型 选择 100 m 100 m

7 1

THE RESERVE

Stard Holzer pres aboliques d'aide

Management of the second The state of the s ALL THE PARTY OF T

All a little and the Print Print The same of the sa The same of the sa

****** State of the Spirit and the state of A SEASON all shorts & tone

THE ME Constitute (Salarate A British was The second second The same of the sa

Cast to Season A STATE OF THE STA

Société

ÉDUCATION

Un forum à Lyon

Apprendre les langues pour construire l'Europe

de notre bureau régional

Pour que l'idee de citoyemeté européenné prenne corpa il faudrait donner une dimension communautaire à l'école, en dévelopment taire à l'école, en développant notamment l'apprentissage des langues : telle était l'idée directrice du forum intitulé « Quelle école pour l'Europe ? », organisé à Lyon, les 19 et 20 janvier, par l'université Lyon-II et l'association Europe Education, avec la collaboration du Monda.

. L'Europe est la clef de l'avenir. mais l'éducation, soyons-en surs, est elle-même la clef de l'Europe », a affirmé M. François Mitterrand, dans un message in par Mas Edith Cresson, ministre des affaires euro-

M. Lionel Jospin avait covert le forum avec une proposition suscepti-ble de satisfaire les participants, puisqu'il annonçait des expériences pour enseigner; à la prochaine ren-trée, des langues vivantes; des le cours moyen (le Monde du 21 jan-vier). Une moyen contra de la cours moyen (le Monde du 21 janvier). Une mesure que le président d'Europe Education, M. Jean-Jacques Kerouredan, réclame depuis une vingtaine d'années.

Toutefois, le fait que cet enseigne-ment soit limité à deux ou trois heures pur semaine ne pouvait enthousiasmer les pionniers qui composaient l'assistance. Des représen-tants de la région Nord-Pas-de-Calais ont rappelé qu'ils unt expérimenté, dès 1983, un aussignement des langues des l'école mater nelle. • C'est avant la puberté qu'il sout déclencher le mécanisme de l'apprentissage des langues, expli-quan un pédagogue à l'origine de

Grève nationale du SNES le 27 janvier

Les professeurs de lycée et col-lège du SNES (PEN) seront en grève, le vendredi 27 janvier, pour protester contre les propositions de M. Lionel Jospin (le Monde du 19 janvier) qui, selon ce symbols, no permattront pas d'engager une véritable revalorisation de métier d'enseignant ». La SNES vent accompagner les négociations enga-gées avec le ministre par « » « action de très grande ampieur jusqu'à la mi-mars », marquée notamment par des opérations « portes ouvertes » le 28 janvier et une reprise possible de la grève le 6 février dans les zones de vacances 2 et 3 et le 17 dins la

De son côté, le SNI-PEGC appelle les instituteurs à une manifestation nationale à Paris, le mercredi le février, pour protester contre leur maintien à un niveau de recrutement et de rémunération inférieur à celui des sutres ensei-gnants. Enfin le SNEC-CFTC (enseignement privé) invite ses adhérents à adresser au ministre des télégrammes, afin que tous les easci-gnants du privé bénéficient d'une revalorisation équivalant à celle du

cette expérience. Mais on ne peut pas décréter qu'on y consacrera trois heures par semaine. Cela doit se faire à tout moment, par une gresse sur les autres matières ; c'est le principe de la transdisciplina-

Le désir d'apprendre une langue ne vient que si l'on a besoin de la parler, a rappelé M. Théodore Zel-din, professeur à l'université d'Oxford, en préconisant de longs séjours à l'étranger. Proposition qui se heurte, hélas l'à la crainte bien française de « prendre du retard sur

Contre → l'anglais seul »

La question du choix de la langue déclenché une levée de boucliers contre ce nouvel esperanto qu'est devenu l'anglais, dont le professeur Harald Weinrich constatait qu'il cumule aujourd'hui les fonctions usuelles, commerciales et conviviales qu'eurent, respectivement, le latin, la « lingua franca » et le francais. « Le danger n'est pas l'anglais, mais l'anglais seul », soulignait M. Jean-Pierre Jallade, directeur adjoint de l'Institut européen d'édu-cation et de politique sociale, en pro-posant de faire adopter, à Bruxelles, une directive imposant un apprentis-sage aussi intensif pour la seconde langue vivante que pour la première.

Le choix de la langue pourrait obéir au pricipe de « proximité », a proposé M. Jacques Tschoumy, directeur de l'Institut romand de recherches pédagogiques. Celui-ci donnersit un caractère naturel au bilinguisme et transformerait les régions en pôles d'excellence bian typés, a suggéré ce spécialiste suisse, partisan d'une - Europe locale -.

M. Tschourry proposait aussi que les Français accordent davantage d'attention sux « compétences de réception », qui permettent de com-prendre une langue sans toutefois la parier. M. Weinrich so int applaudir sur la question délicate de la forma-tion des enseignants, en ladiquant que les étrangers ne sont pas néces-sairement les meilleurs pédagogues, sauf s'ils ont appris à enseigner leur langue commo uno langue ctran-

Interrogé sur l'opportunité d'au baccalaurent europeen, M. Dome-nico Lenarduzzi, chef de la commis-sion coopérative en éducation à la Commission des Communautés enropéennes, répondit que cello-ci préfère une reconnaissance récipro-que des diplômes des Etats mem-bres. « Nous ne croyons pas à une des formations équivalentes ».

· « L'Europe ne sera pas seulement un supermarché, mais aussi un rassemblement d'individus dont l'école doit éduquer la citoyenneté», a estimé M. Michel Cusin, président de l'aniversité Lyon-II. Tontefois, aucun des congressistes n'a pu définir cette nouvelle citoyenneté, dont tous se sont accordés à dire - qu'elle reste à inventer ».

RAFAELE RIVAIS.

DÉVELOPPEMENT

M. Bernard Holzer président des associations catholiques d'aide au tiers-monde

Bernard Holzer, secrétaire général du CCFD (Comité catholique contre la faim et pour le développe-ment), a été élu à Londres, le 19 janvier, président de la CIDSE (Coopération internationale pour le développement et la solidarité) qui réanit quatorze organisations catho-liques d'Europe, des Etata-Unis et du Canada. La CIDSE soutient plus de 6 000 projets de développement dans le tiers-monde, pour un mon-tant global de 300 millions de dol-

[Né le 12 juillet 1948 à Huningne (Hant-Rhin), Bernard Holzer est licencié en sciences économiques, religioux (non prêtre) de la congrégation des tes. Il est devenu secré taire général du CCFD en 1984. Il a été la cible principale des campagnes menées au cours des dernières années contre ce service officiel de l'Eglise catholique accusé d'aider des réseaux marxistes dans le tiers-monde. La confiance de l'épiscopat lui a été main-

EN BREF

• Essai cuclóaire souterrain en Union adviétique. - L'agence Tass a confirmé que l'Union soviétique avait procédé, dimeache 22 janvier, à une expérimentation nucléaire soutenaine à des fins militaires, ser son polygone de tir au Kazaldistan. C'est l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, en Suisse, qui, ayant enre-gistré cet essai, est en réalité à l'origine de l'information. L'expérience sa situerait dans la gamme des puis-sances comprises entre 20 kilo-tonnes et 150 kilotonnes. — (AFP,

 Manifestation contre Superphonix à Annemerse. — Plus d'un millier de personnes venues de la l'IRCHA dans le budget 1989. Un région Rhône-Alpes et de Suisse ont appet à la grève a été lancé pour le manifeste, semedi 21 janvier, dans feste, samedi 21 janvier, dans

les russ d'Annemasse (Haute-Savoie) contre le redémarrage de la centrale nucléaire de Creys-Malville (Isère), intervanu le 14 janvier après une interruption de vingt mois. Il n'y a pas en d'incident.

. • Greve à l'IRCHA. - Les personnels de l'institut national de recherche chimique appliquée (IRCHA) s'inquiètent pour leur avenir. Cet établissement public travaille essentiellement sur contrat pour l'industrie chimique. Le précédant gouvernement vouteit le privatiser; l'actuel n'a pas pris position mais n'a inscrit aucun financement pour

Communication

Concentration dans l'industrie cinématographique française

La guerre des circuits

Les intrigues políticofinancières qui entourent depuis six mois le rachat de Pathé témoignent de la guerre que se livrent les trois grands circuits français pour contrôler les salles de cinéma et la programmation des films. Depuis l'an dernier, Gaumont, UGC et Pathé programment plus de la moitié des salles françaises. Une concentration qui risque de menacer rapidement la création cinématographique et inquiète les pou-voirs publics.

« Ce milieu est totalement allergique au droit », soupire M. Dominique Brault. Dans la bouche de ce contrôleur d'Etat, formé à la dure école de la première commission de la concurrence, ce constat lapidaire prend des allures de déroute. Depuis cinq ans. Dominique Brault préside la commission de la programmation et tente de faire respecter par les grands distributeurs français le code de bonne conduite définie par la loi. L'esprit en est limpide : les puissants groupes cinématographiques inté-grés ne doivent pas écraser les entre-prises indépendantes, la concurrence doit rester telle que le plus grand nombre de spectateurs puissent voir le plus grand nombre de films.

Mais M. Brault reconnaît lui-même qu'il a échoué dans sa tâche. Depuis cinq ans, il se heurte, impuis-sant, aux abus répétés de position dominante, à la violence des pressions soigneusement étouffées par une véritable loi du silence, au corporatisme triomphant qui gangrène l'administration et pèse sur la décision politique. Vu de la commission de la programmation, le cinéma ressemble à un mauvais polar ou à un misse de la programmation de confine de la programmation de la commission de l épisode de « Dallas ». On est loin des stars et des sunlights, près des caisses enregistreuses, et l'on contemple la face cachée d'une petite industrie qui se lamente sur sa crise, accuse la télévision de tous les maux et souffre des effets pervers de la concentration.

Pressions

Le mai a grandi avec les circuits. A l'origine, quelques salles régio-nales s'associent pour obtenir à de meilleures conditions et dans de plus bref délais les films à succès. Ces centrales d'achat permettent aux exploitants de résister aux « ventes forcées » des distributeurs américains qui, forts de leur puissance au lendemain de la guerre, imposaient leurs fonds de catalogue avec leurs films vedettes. Mais, peu à peu, les sympathiques circuits animés par quelques carés de province pour alimenter leurs salles de patronage ont laissé la place à de véritables réseaux, contrôlés par les plus gros propriétaires de cinéma.

Anjourd'hni, Gaumont et associés, Pathé Edeline et indépendants, UGC diffusion sont les maîtres du en. Ils déterminent l'affiche de curs propres salles et celle des

Restructuration et création dans la presse économique espagnole

Expansion s'allie à « El Pais »

La presse économique espayuole continue à vivre au rythme des rachats, des restructurations ou des créations de titres. Le groupe de presse économique français Expansion avait pris, aux côtés de ses partenaires Dow Jones, Indosuez et la Lyonnaise de banques, 50 % du capi-tal de l'éditeur espagnol Estructura, en juin dernier. Vendredi 21 janvier, le PDG du groupe Expansion, M. Jean-Louis Servan-Schreiber, a signé un accord avec l'administra-teur délégué du groupe Prisa (El Pais), M. Juan-Luis Cebrian. Grâce à une procizine augmentation de capital d'Estructura, Prisa et Expan-sion détiendront à parité 67% des parts de ce groupe.

Pour l'éditeur d'El Pais, premier quotidien ibérique avec quotidien ibérique avec 372 000 exemplaires diffusés par jour, il s'agit d'une diversification dans le donaine de la presse économique. Le groupe Expansion souhai-tait, pour sa part, s'associer à un édi-teur espagnol puissant — Prisa possède des imprimeries à Madrid et à Barcelone et un réseau de distribu-tion — afin de développer les titres d'Estructura, et notamment le quotidien économique Cinco Dias (23 000 exemplaires), et de créer en Espagne un groupe de presse écono-mique de la taille d'Expansion en

Quant au groupe espagnol Zeta, qui publie les magazines Interviu et Tiempo, il prévoit de lancer au printemps un quotidien sconomique, la Gaceta de los negocios, avec deux de los des de la conomique de la c éditions (Madrid et Barcelone).

de programmation : une alimenta-tion en films assurée contre 2 à 3 % de la recette. En contrôlant ainsi un millier d'écrans soigneusement sélectionnés, ils règnent sur plus de la moitié du marché. Chaque lundi, ils font et défont la carrière commerciale des films, décident si le dernier succès américain va sortir sur trente ou cinquante écrans, si le film qui entame sa troisième semaine de projection va quitter la salle panoramique du complexe pour la petite salle à cinquante places ou passer tout simplement à la trappe. Une concentration d'autant plus inquiétante que Gaumont et UGC sont aussi distri-

buteurs et producteurs de films. En face de ces trois groupes, pour l'exploitant qui n'a pas reussi à se faire programmer on qui veut garder

son indépendance, la survie est par-

fois difficile. Pas de Walt Dispey au

moment des fêtes de Noël pour ce

cinéma de banlieue : le circuit qui

programme une salle concurrente à

quelques kilomètres de là a fait pres-

sion sur le distributeur. Pas de ver-

sion originale de Bird pour cet exploitant de Lyon spécialisé dans le

film d'art et d'essai : le circuit, qui

programme une salle en version

française dans la même ville, craint

la concurrence. Pas de copie de 1471-

low pour le Kinopanorama à Paris :

le circuit s'est assuré l'exclusivité

Les exploitants ne sont pas les seules victimes du système. Les dis-

tributeurs doivent aussi passer sous

les fourches caudines de Pathé,

UGC et Gaumont. Les puissants, compagnies américaines en tête,

obtiennent des circuits des garanties

sur la durée d'exploitation de leurs

films. Les autres risquent de voir,

chaque semaine, leurs films retirés

précipitamment de l'affiche pour

Rares sont les entreprises qui résis-

tent à pareil traitement. La liste est

longue des distributeurs indépen-

dants éliminés du marché au cours

des dix dernières années : Valoria

(Z. Belle de jour, la Grande

Vadrouille), Prodis (Angélique, Playtime, les Valseuses, Rambo I),

Imperia (la Religieuse, Il était une

fois l'Amérique, les Aventures de Rabbi Jacob), CCFC (Diva, les Bronzés, Providence), Corona (le Cercle rouge, Un flic, Soleil rouge), Pianfilm (More, Atlantic City,

Il est difficile de savoir si les fer-

metures de salles et les faillites de

distributeurs sont dues à la baisse de

la fréquentation cinématographique

ou aux abus de position dominante des circuits. Par peur de compro-

mettre leurs futures relations com-

merciales avec les trois grands

groupes, les professionnels du

cinéma restent avares de confi-

dences et se réfugient derrière un

strict anonymat. Rares sont ceux qui

portent leur contentieux devant la

ustice. « On trouve devant les tribu-

naux quelques exploitants au bord de l'asphyxie, qui n'ont plus rien à

perdre, observe un juriste. Les cir-

cuits peuvent alors facilement

démontrer que la salle a perdu son

public et qu'ils ont de bonnes rai-

sons commerciales pour refuser de

Une chambre

d'enregistrement

La justice, d'ailleurs, manque

cruellement de preuves pour agir. Les contrats de location, seule trace

écrite - théoriquement obligatoire

distributeurs et circuits, ont prati-

quement disparu depois deux à trois

ans. Pathé, Gaumont et UGC ne tra-

vaillent plus que par téléphone.

Etrange dérapage dans une profes-

sion totalement réglementée où tous les contrats, du début à la fin d'un

tournage, sont soigneusement enre-gistrés auprès du Centre national du

cinéma et où les recettes des salles

sont methodiquement contrôlées par

l'administration.

des relations entre exploitants.

programmer les films. »

l'Arcent des autres l.

place à un autre titre.

sur la capitale.

laisser la

blir une concurrence plus saine sur le marché. L'entente de programma-tion entre Pathé et Gaumont est alors dissoute. La loi soumet les accords de programmation à l'agrément d'une commission et demande aux circuits de garantir l'accès des salles indépendantes aux films. Un médiateur est chargé d'arbitrer les conflits. Six ans après, le médiateur, M. Jacques Vistel, reconnaît que les litiges qu'il a pu régler à l'amiable ne représentent qu'une petite partie du contentieux réel et que l'absence de transparence dans le milieu du cinéma gêne considérablement son

Président de la commission de la programmation, M. Dominique Brault est beaucoup plus désabusé : « La composition de la commission a reflété dès le début le pouvoir

dominant au sein de la profession.

Les trois personnalités qualifiées sont minoritaires et ne peuvent

qu'assister en spectateurs au par-tage du marché entre les circuits.

Les représentants des indépendants

n'osent pas prendre position par crainte des représailles. Enfin, la

commission est dépourvue de pou-

voir de sanctions. Nous ne sommes

qu'une chambre d'enregistrement.

Après mars 1986, M. Dominique Brault propose à M. François Léo-

tard de supprimer la commission

mais le nouveau ministre de la

culture ne donne pas suite. L'année

suivante, les représentants des indé-pendants perdent tous les sièges de

titulaires à la commission, où

règnent désormais sans partage

Gaumont, Pathé, UGC, rejoints par

Marin Karmitz, président de MK2,

lui aussi producteur, distributeur et

exploitant. « Je ne peux plus cau-tionner ce qui se décide dans la

commission, conclut M. Brault. Le

dispositif de 1982 s'est révélé inca-

est urgent de revenir au droit com-

mun de la concurrence. »

Septembi o

semblent à beaucoup une répétition de l'affaire Parafrance. Qui connaît les intentions exactes de M. Gian-carlo Parretti (le Monde du 17 janvier) et ce que cache son discours sur les bienfaits des monopoles? Comme l'homme d'affaires italien, les dirigeants de Gaumont et d'UGC ne cessent de répéter que le marché français du cinéma est trop étroit pour être soumis à des règles de concurrence strictes. Ils estiment, non sans quelque raison, que l'ouver-ture du grand marché européen en 1993, la menace des grands groupes américains plaident en faveur de la concentration. Les pouvoirs publics - et surtout le ministère des finances qui ne veut pas éponger, comme l'an dernier, les pertes d'un secteur en difficulté - peuvent se laisser séduire par ce discours du réalisme économique ».

La « coordination des indépendants »

Mais les derniers indépendants producteurs, distributeurs ou exploiiants - ne l'entendent pas de cette orcille. Ils viennent de constituer une « coordination », demandent au ministre de la culture de suspendre les autorisations de programmation des circuits, placent leurs espoirs dans la mission de réflexion, confiée il y a un mois à M. Georges Prost, sur la séparation entre production et

« La concentration, c'est la mort du cinéma, explique Anatole Dauman, producteur de Wim Wenders et d'Elia Kazan. Lorsque, en Grande-Bretagne, Rank et Thorn EMI ont mis la main sur toutes les salles de cinéma, dans l'espoir de constituer des grands groupes internationaux, le résultat ne s'est pas fatt attendre : disparition des producteurs indépendants, effondrement de la fréquentation et mort du cinèma britannique. Dans l'histoire du cinéma mondial, la création n'a jamais été le fait des grandes sociétés intégrées. Elle a toujours été portée par les indépendants, producteurs ou exploitants. -

Cette profession de soi ne peut laisser indifférent. Ce sont en ellfet quelques propriétaires de salle du quartier Latin qui ont inventé à la fin des années 60 les complexes multi-salles pour résister victorieusement à la concurrence de la télévi-sion. Aujourd'hui, à Paris, ce sont le Kinopanorama ou l'Escurial qui réhabilitent le grand écran panora-mique, le son THX et le confort de l'accueil pour relancer la fréquentation. A chaque fois, les grands circuits n'ont fait qu'embolter le pas aux indépendants.

Il y a quelques mois, en Belgique. un autre fou de cinéma créait, dans le scepticisme général, un immense ensemble de 27 écrans à 25 km de Bruxelles. Toutes les salles y ont quatre niveaux, un écran géant et le son THX. Dans un pays entierement cable où chaque loyer recoit 25 chaînes de télévision. Kinépolis est pourtant en train de gagner son pari avec une affluence record de spectateurs. Il est vrai que, en Belgique, les circuits ne sont pas la loi et que le propriétaire de Kinépolis peut afficher librement la même semaine Willow, l'Ours, Camille Claudel. Crocodile Dundee, Betteljuice et Rox et Rouky.

Le dépeçage de Parafrance

Il est vrai que la baisse de la fréquentation a durci la guerre des circuits. Les salles peu rentables sont déprogrammées sans ménagement. Pathé, Gaumont et UGC se recentrent sur les salles qui leur appartiennent en propre tentent, dans chaque grande ville, de faire le plein de spectateurs. Ils disposent pour cela d'une arme redoutable : le compte de soutien, cette taxe instituée par l'Etat sur le billet de cinéma qui alimente une « caisse d'épargne » de la profession. Les exploitants peuvent l'utiliser pour moderniser leurs salles ou en créer d'autres. Mais les sommes mobilisables par les trois grands groupes sont sans commune esure avec celles perçues par un exploitant indépendant. Combien de temps peut résister une salle qui voit s'implanter sur le trottoir d'en face un complexe flambant neuf construit par Pathé, Gaumont ou UGC, grâce au compte de soutien, et programmé avec les meilleurs

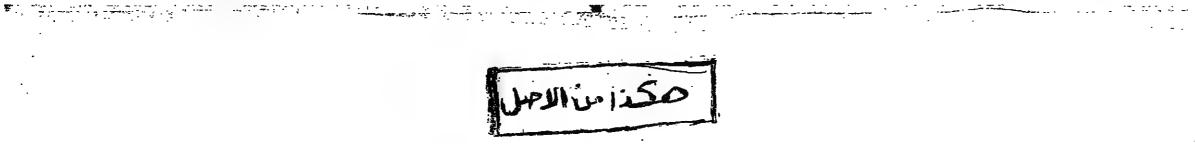
films par un circuit? Mais la guerre fait aussi rage entre les circuits qui ne supportent plus d'être trois à se partager un marché en nette régression. Et. dans ce combat pour la survie, tous les coups sont permis. Déjà, en 1985, Parafrance, qui s'est hissé au rang de quatrième circuit, disparaît dans des conditions mystérieuses. La société, en difficulté, doit être rachetée par les Editions mondiales, qui ne parviennent pas à obtenir un prêt de l'Etat. Un homme d'affaires britannique, Michael Stevens, se présente comme un sanveteur providentiel. Il ne jouera en fait qu'un rôle d'intermédiaire financier : Parafrance est dépecé et ses meilleures salles vendues aux trois autres cir-cuits. La commission de la programmation a-t-elle été consultée ? Non, répond M. Brault, toute l'affaire a été traitée par le seul cabinet du ministre de la culture.

Aujourd'hui, les mystérieuses En 1982, Jack Lang, ministre de tractations et pressions politiques la culture, a pourtant tenté de réta- qui ont entouré le rachat de Pathé JEAN-FRANCOIS LACAN.

M. Jean Stock quitte M 6 pour la CLT

M. Jean Stock, directeur général adjoint chargé de l'antenne à M 6, rejoindra dès le le février la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), une société qu'il avait quitté en février 1987 après y avoir réalisél'intégralité de sa carrière. Il y supervisera – avec le titre de directeur délégué – l'ensemble des activités télévisuelles du groupe. activités actuelles ou à créer comme le projet de chaîne luxembourgeoise ou celui d'un programme sur le satellite Astra. M. Alexandre Balond lui succède comme directeur d'antenne à M 6, fonction qu'il cumule avec celle de directeur de l'information qu'il exerçait jusque-

M. Stock n'ahandonnera pas totalement la chaîne - dont la CLT détient 25 % - pour autant. Nommé conseiller, il y secondera d'abord le PDG, Jean Drucker, à la tête d'un comité de programmes nouveilement créé et auquel participeront MM. Baloud et Charles Villeneuve. M. Stock devra ensuite renforcer la collaboration de M 6 et de la CLT dans la production audiovisuelle. notamment de fictions réalisées l'échelle européenne. Le conseil d'administration de la chaîne devait être officiellement informe de l'ensemble de ces modifications Jundi 23 janvier dans l'après-midi.



A FARM

 $w=(w_{n}, \omega_{K_{n}})$

 $\mathbf{x} = (\mathbf{x}_1, \mathbf{x}_2, \mathbf{y}_3, \mathbf{y}_{222})$

2.14

4 W V

5 4 4 5 5

A STATE OF STATE

8 g : 772

Links (See

.

. 65.45

 $\mathcal{O}_{\mathcal{A}} = x_1 + x_2 + \frac{x_3}{x_{-\alpha}}$

Culture

La mort de Salvador Dali

Le fou du siècle

Surréaliste, peintre pompier, décorateur, sculpteur, mathématicien, poète, mémorialiste et maître à penser : Dali est mort

le lundi 23 janvier.

Il est tentant de tenir Salvador Dali pour un faux génie, un peintre médiocre et un histrion. Il est tentant de lui tenir rigueur de ses extravagances de pitre photogénique et de l'accuser d'avoir donné au grand public l'image la plus compla et la plus caricaturale de l'artiste moderne : celle d'un trafiquant de célébrité qui a la folie pour argu-ment de vente et le profit pour ambition unique. Il est tentant de ne voir en lui qu'un mégalomane adroit obsédé par l'envie de devenir par imitation le Léonard de son siècle, artiste, inventeur, savant et philoso-phe, mais un Léonard de dessins animés. Tentant, vrai pour l'essen-tiel, et cependant incomplet.

Si Dali est un simulacre, il est un simulacre qui connaît son état. Autrement dit : un fantôme cynique qui entretient ses mythes et légendes soigneusement, sachant qu'il convient de les rafraîchir périodiquement afin de ne pas ennuyer les spectateurs et de conserver intacte sa célébrité. L'apparence, le cos-tume, les habitudes alimentaires et hygiéniques, le palais de Port-Lligat, les convictions politiques et reli-gieuses, l'amitié de quelques grands : rien ne doit échapper à la publicité. Etre l'homme des foules : roilà le but à atteindre.

Dali l'a atteint mieux que quicon-

avait lui-même conçu comme un mausolée dédié à sa grandeur. Elles sont venues dans ses expositions. somptueusement mises en scène. Elles ont acheté les cartes postales et les posters de ses tableaux et des nuées de lithographies à l'authenticité mal établie. Elles ont acheté ses livres et jusqu'au chocolat qu'il a vanté à la télévision.

Des Surréalistes, il est donc devenu le plus populaire - sinon le scul populaire - et sa gioire a égalé



celle de Picasso, son meilleur ennemi et faire-valoir. Quel succès! Et quel paradoxe! Pendant cinquante années, depuis le fin des années 30, le peintre Salvador Dali s'est servi méthodiquement des procédés conventionnels du trompel'œil et de la perspective. Il a copié les maniéristes italiens et plagié l'académisme français. Il s'est que. Les foules sont venues en pèle-rinage au musée de Figueras, qu'il réclamé de Meissonnier et de For-tuny. Il a réduit sa peinture à un réclamé de Meissonnier et de For-

petit système de calembours optiques et de rébus.

Ses toiles n'out servi qu'à démontrer la virtuosité appliquée de leur auteur, qui affirmait dans ses livres avoir retrouvé les secrets de la Renaissance, Flattant le scientisme de l'époque, il a introduit l'hologramme, la physique nucléaire, les molécules et la spirale de l'ADN dans ses compositions. Faisant fond de l'incompréhension de la peinture moderne depuis le cubisme, il a convaincu ses admirateurs que le propre, le léché et le « bien peint » s'étaient réfugiés dans ses imageries oniriques, si belles quand on les reproduit sur papier glace. Et tout cela, qui est navrant à bien des égards, loin de mettre sa réputation ca péril, l'a renforcée et augmentée.

> « Je réfléchis dix-sept minutes »

C'est que Dali a admirablement compris qu'il n'était pas né au siècle de Dürer, mais dans celui de Walt Disney, des magazines illustrés et de l'image cathodique. Société du spectacle, dit-on justement pour définir le vinguème siècle sinissant. De ce point de vue, exception faite de Warbol, nul n'a mieux compris la mécanique contemporaine qu'« Avida Dollars » — Breton dixit. Depuis mars 1939, depuis qu'il a cassé avec une baignoire la vitrine de Bonwit and Teller à New-York, s'assurant du coup la faveur des journaux, Dali est devenu le vrai Dali, le seul, c'est-à-dire le faux, celui qui a'existe pas, parce qu'il faut ne pas exister pour plaire. Le Surréaliste, l'ami de Bunnel « de Garcia Lorca, le peintre inventif du Jeu lugubre, qui révulsa Eluard et sédaisit Gala, le jeune Catalan, intronisé par Miro et adopté par Breton, a dispara dans un éclair de flashes. Ce peintro là était « vieux jeu», tout «paranosaque-critique» qu'il se prétendit. L'autre Dali 2 été véritablement moderne, ou postmoderne, si l'on préfère.

On aurait tort de dédaigner son enseignement, de ne plus lire ses livres et de tenir ses exhibitions pour négligeables, car tous sont parfaitement symptomatiques d'un temps, le nôtre, L'auteur des Cocus du vieil art moderne, pamphlet de 1956, avait raison, selon la logique, de tenir pour anachronique les considérations intellectuelles et esthétiques de ses rivaux. Ayant en la révélation de l'essence de l'art, qui est économique et publicitaire, il n'a plus eu qu'à illustrer sa théorie par une pratique exaspérée, tout en s'assurant de jolis revenus, Il est fort étonnant qu'il n'ait point été encore honoré comme il devrait l'être : comme un dadaīste saus scrupules, un nibiliste costumé en mage, le saint patron des parodies qui font la joie des avant-

A moins que l'on ne puisse hi pardonner d'avoir poussé la farce trop loin et d'avoir en l'indécence de dire ce qu'il ne fallait pas dire en révélant froidement le « fin mot » de son destin dans le Journal d'un génie. On y lit ceci, qu'il évrivait en 1952 : « Hitler venait de mourir d'une manière toute wagnérienne dans les bras d'Eva Braun à Berlin. Dès que j'appris cette nouvelle, je réfléchis dix-sept minutes avant de prendre une décision irrévocable : Salvador Dali allait devenir la plus grande courtisane de son époque. Et je le devise, . En effet.

Le Festival du film fantastique d'Avoriaz

« Vous avez dit... étrange? »

Le festival de l'horreur voulait se recentrer vers l' « étrange ».... et l'européen. Mission accomplie.

En douceur, on a quitté les chers vampires et les grandes machines cruelles pour des horreurs plus inté-rieures. En douceur, le Festival de film fantastique, ou plutôt fantas-matique, d'Avoriaz a réussi son virage vers l'étrange, le bizarte... et l'européen, prenant en compte l'évo-intien d'un genre qu'il a beaucoup contribué à promouvoir et à populariser en France.

Le jury était pour le moins éciecissant sous la présidence éthérée de Terence Stamp des persomalités anssi diverses que Marco Bellochio et Serge Lama, Bo Wider-berg et Pierre Mondy, Marcel Ophuls et Barbara Sukowa. Mais pour hétérogène qu'il ait été, ce jury a bien travaillé.

Le Grand Prix est allé sans sur-prise à Faux Semblants, de David prise a Faux Sembiants, de David Cronenberg (le Monde du 20 jan-vier). Les gynéco fatals out frappé fort... On pourra admirer la vertigi-neuse double prestation de Jérémie Irone dans le rôle des inséparables juneaux dès le 8 février.

Priz special du jury à King Size, le très passionnant travail du jeune Pulonair Juliusz Machulski. Un peuple sonterrain de gnomes dans su décor kafikaien de tiroirs géants, des fugitifs très sympathiques, une ter-reur bureaucratique à six pieds sons terre, suivez mon regard... Ou quand missing rime autre politique onirique rime avec politique.

onirique rime avec politique.

Nonveauté de l'année, le Grand
Prix de l'étrange a couronné Paper
House, premier film du Britannique
Bernard Rose. On entre dans l'univers secret d'une petite fille rebelle
et imaginative. Elle dessine beaucoup. Elle dessine une maison. Un
garçon dans la maison. Et les traits
sur le papier devienness pires que la
réalité...

Un sutre premier long métrage a life remarqué à juste time. Parents, de Bob Balaban, a obtesse le Prix de la critique. Comédies (on Pa vu dans Midnight Express ou Rencontres du traisième type et il joue du Mamet à Broadway), réalisateur de plusieurs épisodes d'Amazing Stories pour la télévision, admirateur fervent de François Truffant et de ries pour la télévision, admirateur fervent de François Truffant et de Frank Capra, Balabas est très doux et végétarien. Il dit que son film parie « de la tarreur d'être jeune ». Drôle et douloureux, Parents raconte en effet l'histoire d'un petit garçon chétif qui lui ressemble comme un frère et qui découvre que ses géniteurs sont cannibales...

Le Prix des effets spéciaux est Le Prix des effets spéciaux est allé en toute logique au fastineux remake du vieux Rlob, le Blob de Chuck Russel (sortie le 1ª février), ou l'invasion d'une masse gélatineuse meurtrière. L'élève de Roger Corman à bien appris la leçon... Ah! cette scène délicieuse où un malhemreux est aspiré tout entier par le syphon de l'évier!

Antenne d'or décernée par Antenne d'or décernée par Antenne 2 à Monkey Shines, de George Romero. Impeccablement filmée, la cohabitation passionnelle d'un handicapé moteur et d'une guonon tueuse. Enfin, dans la section «penr», refuge des classiques de l'horreur, ont été distingués Waxwork, d'Anthony Hickex, (le bon vieux musée de cire), et Hand of Deuth, du réalisateur d'origine sucdoise Anders Palm (le bon vieu assasin défiguré). Ce dernier film, particulièrement crasseux et nangiant, a reçu le Prix du Grand Guigiant, a recu le Prix du Grand Gui-gnol.

Sende victime, seal oublié de ce palmarès équilibré, Baxter, de Jerôme Boivin (le Monde du 20 jan-vier), qui à di se contenter pour seule caresse d'une tardive «men-tion spéciale». Pourquoi ne pas lui avoir déterné, si on voulait être tour à foir retrore le « Prix du fille franà fait vexant, le «Prix de files français avec un chien=?

DANIELE HEYMANN

1 h - 108

1.579 8

March 5

41.058.46

State.

46.0

12:3F

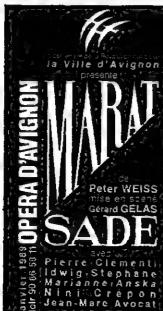
Seed & Libeline of

VENTES

Films aux enchères

Avant-première le 24 janvier prochain : six long métrages et un court bobines comme les droits. C'est à la suite de la liquidation judiciaire de la société de production française Lyric International SARL que le Sixième Jour, Adieu Bonaparte, du réalisateur égyptien Youssel Cha-hine, et Quartet, de James Ivory, avec Alan Bates et Isabelle Adjani, seront mis à prix chacun à 50 000 F. Une vente inusitée et délicate.

« On ne peut pas parler de la cote d'un film comme l'on parle de celle d'une commode Louis-XV », constate Michel Magnien, expert judiciaire en la matière. • Le prix obtenu en vente publique n'est pas fonction de la qualité de la réalisation, ou du jeu de l'acteur, mais nd essentiellement du contenu du cahier des charges, qui recense



Philippe Graitson

les droits d'exploitation attachés à chaque film. » Si l'on regarde de plus près ce sameux cahier des charges, on s'aperçoit que l'acquéreur ne pourra acheter que 16,67 % des droits du film Adieu Bonaparte et 50 % du Sixième Jour.

Alors que, au premier abord, l'acquisition en vente publique peut sembler être une bonne opération financière, il est un autre facteur à ne pas négliger : la liste des pro-blèmes juridiques à régler avec les créanciers de la société Lyric International SARL. A l'acheteur potentiel d'évaluer si le jeu vant la chan-delle. Pour la première sois, les auteurs du film pourrout user de leur droit de préemption, qui leur a été accordé par la loi du 3 juillet 1985. Sauf si le dernier surenchérisseur est un coproducteur.

Même si ces ventes n'intéressent qu'une poignée de professionnels de l'audiovisuel ou des investisseurs insitutionnels comme la Caisse des dépôts et consignations ou le groupe L'Oréal, elles n'en constituent pas moins un enjeu économique de taille, étroitement lié à la modification du paysage audiovisuel fran-cais. Il n'y a pas si longtemps encore, un film était conçu pour être rentabilisé en salles. Aujourd'hui, ces dernières ne sont plus responsables que de 30 % des recettes.

Cette vente est aussi un enjeu attaquent là un créneau traditionnellement tenu par la profession notariale. Les notaires continuent d'adjuger les ventes en liquidation judiciaire à la lueur des bougies. Dès janvier 1987, l'étude des commissaires-priseurs parisiens Bos-cher, Studer et Fromentia avait fois-ci, de films et de droits à Monaco. En concurrence directe avec les ventes de gré à gré, les professionnels de l'audovisuel l'avaient

ALICE SEDAR.

* Vente: 24 janvier, salle Drouot.

SIGO SHANDYAYARAYARA "Beau, brutal, bouleversant". MERCREDI GORILLES DANS LA BRUME UNIVERSAL PICTURES - WARREL BROCK - TABLES CURED PETERS - TABLES DANS LA BROWN CORTLES D CORDLAS IN THE MISTI, PULE HARRIS TO STUART BAIRD, ACT. BOARD (SEN GRAYSLARK DESSE) CHIN STALL ACS. THAT RAKE CORDER NICHT RICHE FURT RISKER AND MAURICE JARRE THE STEE GUEER BUN PETERS THE HAN FOSTEY STREET HAROLD IN HAVE STREET ANNA HARRITON PHELAN BIAR MURICE ANNA HAMILION PHELAN - ARNOX D'ELEMENT CLECC - LOCHAEL APTED



LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

and the state of t

7

K LAG

L'empire Boulez, c'est l'IRCAM bien entendo et l'Ensemble intercontemporain, mais aussi un regard sur le Centre-Pompidon (par Jean Mahen, qu'il a contribué à faire nommer), une part importante de la Cité de la musique à La Villette, où doit s'installer l'EIC; avec une entrée, au Conservatoire supérieur tout proche, où certains élèves serous en quelque manière e tutorisés » par ses musicieus.

Cétait aussi l'Orchestre de Paris. qu'il a vilipende pendant tant d'années, avant de lui trouver bien des charmes, nouant avec Baren-des charmes, nouant avec Baren-born des lians artistiques de plus en plus solides. Mais, parallèlement, il a un pied dans l'Orchestre national de Radio-France, où il est charge

Pour l'Opéra il était à la fois vice-président de l'Association de préfi-guration de la Bastille, deveaue l'Association des théâtres de l'Opéra dont il vient de démissionner, et vice-président de l'établissement public Opéra Bastille, chargé de la construction ; il y a défendubec et ongles à la fois la grande salle et la saile modulable, son enfant chéri, triumphant finalement des oulesses de MM Chiment, des oukases de MM. Chirac et Léotard. On comprend que, démissionment d'un côté, il s'incruste de l'autre

dans l'organisme de construction. Tout cela fait beaucoup pour un homme de soixante-trois ans, qui est en même temps un grand composi-teur et chef d'orchestre. Nous avons ici même suffisamment célébré et soutent son action dans la phipart de ces doinaires pour ne pas être suspect de malvellance, et en partisuspect de mavendance, et en parti-culier dans son combat pour le Bas-tille. Mais comment ne pas-penser qu'il fait fausse avante en sontenant à fond le projet Basenbenn qui déma-turerait l'inte de l'Opèra Basenbe, et plus carrier en apprésant alpha los

A la base du déban, deux chiffres le colloque de Nanterre (Mortier-Boulez), il ye tois aux, prévoyait en année ploine (1992-1993)
230 représentations lyriques : le programme annoucé par Daniel Barentoon l'an déraier se limitait à 160 représentations (1). C'est dire que, sans que le problème ait été débattu démotratiquement (au Parlement) et publiquement (dans la presse), on est passé à une conception diamétralement opposée.

Festival permanent ou Opera populaire

L'Opéra Bastille a été bâti expres-L'Opéra Bastille a été bâti expres-sément-pour donner plus de repré-sentations qu'an Palaia Garnier, pour up public plus vaste et un prix de place plus faible, grâce à une salle de 2700 places et à des instal-lations techniques qui permettent une capacité d'alternance inégalée dans le monde; or, avec Barenboum, on en revenait au « festival perma-nent à de Liebermann, avec, certes, an haut niveau de qualité, mais un nombre de représentations trop fai-ble et use supvention particulière-ment élevée.

Etait-il acceptable qu'un Opéra de 25 milliards de fancs, fait pour

Samedi. au « Journal Inst-

tendu s de RTL, Pierre Bergé

avait reitéré ses propositions de

compromis a Daniel Barenboim.

Ouverture de pure forme puisque le chef d'orchestre avait

repoussé ses propositions des le

interrogé, en outre après le

-e Sept sur sept » de dimenche

suir per Nicola Duault dans France Soir, Pierre Bergé a

répondu au défi que lui avait

lance Barenbolm su cours de

X'emission : le Que Pierre Bergé

quitte la présidence de la société Saint Leurent pour venir faire

e sous le boulot » d'administre-

tion de la Bastille I »). C'est en ces termes « Que Daniel Baren-

boim abandonne tous see enga-

jouer trois cent fois, fût utilisé à la moitié de ses possibilités pour la seule gloire de Barenbolm, Chéreau ou Boulez? « L'Etat n'est pas une vache à loit », a dit vendredi Jack Lang à « Questions à domicile ».

Lang à - Questions à domicile
Le pari, c'est de donner de longues séries de spectacles en « alternance modérée », invitant l'immense public potentiel à venir voir les œuvres qu'il aime ou veut découvrir, sans problème de réservation, à des prix abordables; des spectacles de grande qualité, mais où il n'est pas nécessaire d'avoir toujours des veaux à cinq pattes. La Bastille serait-elle déshonorée de présenter d'excellentes productions avec des chefs, des merteurs en scème et des décorateurs inconnus, comme le fait cette semaine, par exemple, au cette semaine, par exemple, au Grand Théâtre de Genève, Hugues Gall pour l'Heure espagnole et l'Enfant et les sortilèges, de Ravel?

Mais Gail, si sonvent présenté comme un modèle de directeur, est responsable de son budget et ac ferait licencier s'il le dépassait. Quand en sera-t-il de même à Paris, où le colloque de Nanterre et le rap-port Soubie allaient dans ce sens? Tout serait plus sain si le gouvernement assurait, comme en Allemagne, le fonctionnement du « théâtre en état de marche », l'administra-

gements extérieurs pour se

consacrer à la Bastille et j'aban-

close, a-t-il ajouté. Il faut mainte-

nant un retour au calme, J'ai confié le théâtre à René Gonzalez

et Mee Eva Wagner est chargée

d'étudier la programmation.

Ainsi apprend-on que l'arrière-

petite fille du musicien de Bay-

reuth, impresario lyrique à Lon-

dres, dont on n'avait plus guère

entendu parler dequia sa nomina-

tion_ reste contre toute attente

en lice pour la Bastille et qu'elle

ne s'est pas solidarisée avec

Daniel Barenboim, qui l'a néan-

moins fait nommer.

« Je considère l'affaire comme

personnellement de toutes les dépenses liées à la programmation depenses nees à la programmation (couvertes par recettes et éventuellement subventions): cachers et honoraires, artistes, décors, etc., avec obligation par le cahier des charges d'un nombre élevé de représentations qui seul peut permettre de maîtriser les coûts.

Quant an programme, on discutera longtemps pour savoir si Don Giovanni est un « opéra populaire » ; ooi, sans doute, comme les Noces de Figaro mises en scène par Strehler. Tristan, Pelléas on les Soldats ont bien entendu leur place à la Bastille. mais ne peuvent à eux seuls drainer tout le public visé, et doivent voisiner avec de très belles productions de Faust, Manon, Boris, Traviata, Norma, Tosca et autres chefsd'œuvre « populaires », assurant par ailleurs des rentrées substantielles... Un Opéra populaire, ce n'est pas un Opéra au rabais, mais un organisme à des coûts économiques supportables et d'une forte rentabilité culturelle pour l'ensemble de la nation.

La conception de « festival permanent » est une contradiction dans les termes. Un festival est fait pour attirer le public en un lieu inhabituel, pour une durée limitée, avec des subventions d'Etat à but économique (Salzbourg l'été) et des utions de mécènes (Salzbourg à Pâques) ou d'industriels oui en attendent des profits (maisons de disques).

> L'intérêt des multinationales

Il est particulièrement inconvenant que, ce 18 janvier, dans une dépêche, un consortium des plus grandes marques de disques (CBS, Erato, DGG, Decca, Philips) se soit permis de faire des remontrances au gouvernement pour le licenciement de Barenbolm et la démission de Boulez (ce qui, certes, risque de por-ter préjudice à leurs productions et à leurs ventes), et ce, juste au moment où l'une d'elles - Erato - annonçait (le Monde du 13 janvier) qu'elle venait de signer un contrat d'enre-gistrement avec Barenboun et la Philharmonique de Berlin pour les trois opéras de Mozart montés à la Bastille avec les mêmes chanteurs!

La Bastille aurait ainsi payé les

répétitions de trois productions de disques pour l'orchestre de Kara-jan... Les musiciens de l'Opéra apprécieront, ainsi que le gouverne-ment; mais n'est-ce pas déjà l'Orchestre de Paris qui avait servi de cobaye à Barenbolm pour faire

ses gammes en vue de Bayreuth?
Son éviction de la Bastille est évison eviction de la Bastille est évi-dentment pour le chef d'orchestre on coup très dur. Il avait pourtant fort bien mené sa barque jusqu'ici avec l'Orchestre de Paris, éliminant les responsables du temps de Kara-jan et Solti, sans ménagements, pour y installer une fourire france. y installer une équipe franco-anglaise (lire encadré ci-dessous) qui comptait bien diriger la Bastille qui complait bied diriger la Bastille, sous la marque Barenbolin. Avec la Bastille, Bayreuth, éventuellement l'Orchestre de Chicago, c'était le plus grand pouvoir assuré, même si ses talents de chef d'orchestre restent discutés.

> Un sabre de bois?

Malgré ce qu'il a dit ces jours der-niers, Daniel Barenboim avait bien l'intention de ne résider que quatre mois en France, condition sine qua non pour obtenir le régime fiscal le plus favorable de non-résident fran-cais (d'où une économie supplémentaire d'un million de francs). Et en prévoyant un nombre de représentations assez restreint, il lui était plus facile de continuer à mener une carrière internationale, tandis que son staff surveillerait la vic quotidienne de l'Opéra (2).

Son départ peut-il faire palir l'étoile de la Bastille? Ou faut-il croire qu'il brandit un sabre de bois quand il dit que la communauté internationale des arristes est der-

rière lui? Assurément, la liste des protestataires du 13 janvier est prestigieuse, mais courte et guère significative : d'abord parce qu'il s'agit d'artistes engagés par lui et qui se devaient poliment de l'aider; ensuite, parce que bien peu jouaient un véritable rôle dans les spectacles lyriques. Les deux plus importants pour l'avenir du théâtre étaient sans conteste Chéreau (3) et Harry Kupfer, pour trois Mozart et trois Wagner.

Plus grave serait sans doute la menace d'un boycott international (que réclame Boulez, mais Barenboim s'en défend), au cas où les nouveaux directeurs de la Bastille ne plairaient pas aux tout-puissants agents internationaux qui décident engagements de la plupart des chefs et chanteurs.

Que peut-il se passer mainte-nant? Souhaitons que la guerre médiatique s'achève, car elle risque de dissimuler les problèmes qui se posent aujourd'hui : il s'agit de bâtir, non seulement une program-mation, mais toute l'architecture humaine, technique, administrative et artistique, de trouver un directeur musical et un directeur de la scène, de mettre au point d'urgence de nouvelles conventions collectives, etc. On peut penser aussi que le direc-teur de la Bastille, René Gonzalez, aura besoin d'avoir auprès de lui un véritable spécialiste du théâtre lyrique. Mieux vaudra sans doute ne rien bousculer, mais le temps est

JACQUES LONCHAMPT.

(1) A titre de comparaison, le Met de New-York donne 210 représentations de New-York donne 210 representations lyriques (en sept mois), Berlin 325 représentations (dont 275 lyriques), Francfort 220 lyriques, le Maly de Leningrad 358 (dont 200 lyriques et Covent Garden à Londres 272 représentations (dont 166 lyriques).

(2) · Barenbolm, écrit Maurice Fleuret, l'ancien directeur de la musi-que, est entouré d'une équipe de financiers, d'avocats, de conseillers fiscaux. Aucune de ses décisions artistiques n'est innocente, et, s'il n'avait par lui-même les dents assez longues, ses agents de sous poil se chargeraient de les avoir pour lui « (Nouvel Observa-seur du 8 décembre).

Il peut, par exemple, paraître éton-nant que ce chel si demandé aux Etatsunis n'accepte de diriger que l'Orches-tre de Chicago (sur lequel il a des visées) et, rarement, chez son ami Zubin Metha à New-York. C'est peutêtre que les droits à payer là-bas sur les cachets sont particulièrement élevés (20 % à l'impresario, 30 % de retenue à la source) : et que ni les frais de séjour ni les billets d'avion ne sont, aux Etats-Unis, pris en charge par les organisa-teurs comme ils le sont couramment ail-

(3) On dit que Patrice Chéreau devait recevoir un cachet de 450 000 F pour Don Giovanni, plus 150 000 F par an promis par Barenboim au titre de conseiller (le Monde de la musique, dècembre 1988).

CALENDRIER

Classique

grammes distincts d'œuvres des scirième et dix-septième siècles, en compagnie de claveciniste Ton Koopman et, le 25, de la contraito Nathalie Stutzmann * Let 24 et 25, 18 h 30, T61 ; 48-87-

Pleyel. Hildegard Behreus. Wal-traut Meier, Gary Lakes, John Tom-linson, les Cheurs d'Arthur Oldham et l'infatigable Barenboim an pupi-tre de l'Orchestre de Paris, pour cette si bella messe de Beethoven qu'on a rarement l'occasion d'enten-

★ Les 26 et 28, 21 heures. Tel.: 45-63-07-96.

· Zemlinsky zax Champs Elysées. - Trop rares sont aussi les exhumations d'œuvres importantes du beau-frère de Schoenberg, promier prétendant et professeur de composition d'Alma Malher. Une tragédie florentine, d'Alexandre Zemlinsky, est une adaptation lyrique en un acte d'un poème d'Oscar Wilde. Par Carolya Warkinson, une equipe allemande et l'Orchestre national de France.

* Vendredi 27, 20 h 30, Tel.: 42-30-23-08.

Danse

Ballet national d'Espagne. Guitares et changnettes, jupons à volants et châles à flanges, reins cambrés et talous furieux. Si on

Ballet Antonio Gades - Cest décidément la semaine espagnole. Le bel Antonio donne en création mondiale Fuego, balles inspiré de l'Amour sorcier de Manuel de Falla; avec la collaboration de Carlos

Saura.

* Châtelet, du 26 janvier au 2 mars.
Tél.: 40-28-28-00.

Tél: 40-28-28-00.

Rendez-vous cherégraphique de Seesur. — La Francée sux yeux de boir de Karine Seporta, rencontre sur « Les publics de danse », Tabula Terra de Karin Vvncke. Eas de Vicente Sacz et Sept Peaux de rhi-nocéros de Josef Nadj.

**MACTON OF JOSES NAdj.

** Centre d'action celturelle **Les
Gémeaux **, jusqu'an 3 février. Tél.: 4660-05-64 Groupe Fabrice Dugled. - Le Ciel de mousson, création chorégraphique pour danseurs et comédieus.

hispiré par Nijinski et créé à la Biensale de Lyon, et une création, Paires callnes, pas de quatre.

* Agora d'Evry, 27 et 28 janvier. 161: 64-97-30-31. Compagnie Laps. — Uo-o-lo, triptyque d'Anne Koren sur des musiques de Costin Miericanu,

Marc Monnet et Paul Mefano, Avec l'ensemble 2E2M.

* 25 janvier, Centre Pompidou; 27 janvier, Théâtre Jean Vilar de Champigny an Marne.

Jazz

Biboquet. - Rue Saint-Benoît, un club de jazz tontes les deux portes (le Montana, le Latitudes, le Bilboquet), les frères Ferre, derniers rejetons d'une lignée de guitaristes

Marguerne Duras.

Marguerne Duras.

Marguerne Duras.

Thésire de la Linde Viry, du 25

Ville: — Alfred Deller a est plas et as 29 janvier. Tel.: 4642-44-90.

In Belge René Jacobs a pris sa suite, hante contre double d'un innisicolo que, musicien complet du récital à graphe à son tour. Il propose Plaisir l'opéru. Le voici dans deux programmes distincts d'estante de suite d'offrir, duo, Faune Fomitéh solo messages d'anteres d'estante d'offrir, duo, Faune Fomitéh solo messages d'anteres d'estante d'offrir, duo, Faune Fomitéh solo messages d'anteres d'estante d'anteres d'anteres d'anteres d'estante de la semaine. Au programme, un savoir direct des musiques populares (izzz, tzigane), une connaissance intime des musiques savoir d'estante des musiques populares (Boulou a étudié longtemps avec d'offrir, duo, Faune Fomitéh solo Messiaen) et une ardeur d'interest. d'après l'écriture et l'univers de fameux (Matelot, leur père, Baro et tation très communicative * Jusqu'au 28, 22 heures. Tél.: 47-38-17-92.

Derniers défis avant le divorce

 André Cecarelli au Sunset. -Le batteur le plus exact, le plus technique, le plus sensiblement « drummer pour drummer », c'est André Cecarelli. Il est peu fréquent de l'entendre en club : il présère l'ambiance des studios et le travail discret. Inutile de donner le tuyan aux musiciens : ils sont déjà au courant. Pour le public, c'est une nou-velle : André Cecarelli est au Sunset pendant cinq jours. Rare.

★ Du 24 an 28, Sunset, 22 heures, Tel.: 40-26-46-60.

• François Jeanneau au New-Morning. - Après une année sabba-tique dans les îles, François Jeanneau est de retour en club et en com-pact (Taxi Way, LBLC 6518). Avec des qualités de compositeur et de saxophoniste encore affinées. Son trio d'accompagnement est l'ancienne rythmique de l'ONJ, qu'il dirigeail. Une soirée au New-Morning.

* Jeudi 26, 21 b 30. Tel. : 45-23-51-41.

Variétés

· Leslie au Sentier des Halies. Ce théâtre inaugure les « Lundis du rock - d'expression française avec un jeune groupe d'Aubervilliers porté par la voix exceptionnelle de Marie, leur chanteuse.

* Le 23 janvier, 21 heures, Tél. : 45-08-96-91.

· Maxime Le Forestier au Bataclan. – Après une longue éclipse, la chanson amiraciste Né quelque part a replacé Maxime Le Forestier au premier plan. Un deuxième titre (Ambalaba) au «Top 50 » et voici que ses produc teurs prolongent d'une semaine so passage au Batacian.

* A partir du 24, 20 h 30, Tél. : 4 00-30-12.

THEATRE

« La Reconstitution », de Bernard Noël

Les maîtres du jeu

Charles Toridman, directeur du Théâtre populaire de Lorraine, présente salle Gémier est celle d'une bavure policière. Elle rappelle fort l'affaire de la rue de Mogado- un une muit de 1000

La reconstitution dont parle Ber- Yannis Kokkos. La scène est nard Noël dans la pièce que découpée par un mur noir et lisse dans une perspective qui accuse la profondeur de l'espace.

Bernard Noël as donne point 4

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

André Fentaine, directous de la publication

Anciens directeurs:

Hubert Beure Miry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) Autré Laurens (1982-1985)

Danée de la société :

Capital social: 620 000 F

Principiux sesociés de la société :

Société civile Les Rédacteurs du *Monde* »,

Société ancoyme des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises, MM: André Fontaine, gérant, t Hubert Beuve-Méry, Jondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 — Tapez LEMONDE
code d'accès ABO 7. RUE DES ITALIENS.

Tél.: (1) 42-47-97-27 THEK MONOPAR 660572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81



sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journant et publications, a 57 437 ISSN: 0395 - 2017

st index du Monde au (1) 42-47-89-61. Le Monde TELEMATIQUE Composes 35-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde PUBLICITE

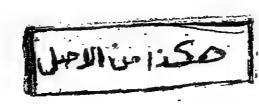
Tel: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 THEX MONDPUB 3N6 136 F

ABONNEMENTS BP 507 09 **75422 PARIS CEDEX 09** Tél: (1) 42-47-98-72

PLINCE IDEAL SUSSE 365F 399F 504F 795F 729 F 762 F 972 F 1408 F 1438 F 1989 F 1484 F 2848 F 1m | 1300 F | 1395 F | 1890 F | 2650 F

ETRANGER: par voie aérieme tarif sur demande. Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus PORTAGE: poer nous reaseignements t&L: 05-04-03-21 (muméro vert)



Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

J'AI PAS D'AMIS. Biancs Manteaux, saile 11 (48-87-15-84) 21 h 30. L'AVARE. Marais (42-78-03-53) LE REVIZOR, Marie Stuart, (45-08-JOBELET OU LE MAITRE-VALET. Comédie-Française, audito-rium de la galerie Colbert (40-15-00-15) 18 h 30. 17-80), 18 h 30.

LE RÉVEIL D'ÉPIMÉNIDE A PARIS OU LES ÉTRENNES DE LA LIBERTÉ Carré Sylvia Monfort (45-31-28-34) le lun. à 14 h 30 et 20 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12).

Match d'improvisation: 21 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). 0 Le Rèveil d'Epiménide à Paris ou les étremes de la liberté (Lundis de la révolution): 14 h 30 et 20 h 30.

COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-12). COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15).

Salle Richelien, O La guerre de Troie n'aura pas lieu : 20 h 30. COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITO-RIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15), o Jodelet ou le maître-valet Cycle: Fous et Bouffons du XVIIe siècle: 18 h 30,

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous ou fait où ou sous dit de faire : 22 h. HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta-

trice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. La pluie n'est pas du tout ce que l'on croit : 21 h 30. L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68).

La Face cachée d'Orion : 20 h 30. Adieu Monsieur Tchekhov : 22 h 15. LE BATEAU (42-08-68-99). La Terreur :

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles: 20 h 15. Existe en trois tailles: 20 h 15.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Theatre noir. Le Pett Prince: 18 h 45.

Renaud et Armide: 20 h. Theatre rouge.
Contes érotiques arabes du XIVe siècle: 20 h. Quant au diable, n'en parlons pas: 21 h 30.

MAISON DE L'AMÉRIQUE LATINE (42-22-97-60). ♦ Rencontre avec l'écri-ture (Fernando del Paso) : 18 h 30. MARAIS (42-78-03-53), O L'Avare :

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). O Bonne Année, bonne santé d'après Ma maladie, mes médecins : 20 h 30. POTINIÈRE (42-61-44-16). La Frousse :

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05. TREATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89), Salle L. O. Le Tartufe ; 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40).

Enorme changement de dernière minute ; 21 h.

Concerts

SALLE ANDRÉ-MARCHAL

Ensemble de musique ancienne de Rio de Janeiro, 20 h 45. Homero Ribeiro de Magalhaes. • Motets • de Monteverdi, Télephone location : 47-34-11-91. SALLE GAVEAU (45-63-20-30).

 Gerhard Oppitz, Jusqu'au 30 janvier,
 20 h 30. Piano. Œuvres de Brahms. Christa Ludwig, 13 h 30. Orchestre du conservatoire, dir. J.-S. Béreau. Cours public de chant. Œuvres de Mahler. THEATRE GREVIN (42-46-84-47).

 Brigitte Lafon, Jean-François Gardeil,
 20 h 30. C. Lecoz, G. Chambera,
 F. Katz. Soirée consacrée aux jeunes chanteurs français.

Région parisienne

ASNIÈRES (GRAND THÉATRE) (47-90-63-12). O Carmon (de Bizet) : VERSAILLES (THÉATRE MONTAN-SIER) (39-50-71-18). O Bérénice: 21 h.

BÉRUCHET DIT LA BOULIE (Fr.): Studio Galande, 54 (43-54-72-71).

BIRD (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

(43-26-58-00).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12): Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33): 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Gaumont Champs-Elysées, 8* (43-59-04-67); Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-87-35-43): Les Nation, 12* (43-43-04-67); Eacurial, 13* (47-07-28-04): UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50); Miramar, 14* (43-20-89-52): 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (43-75-79-79): Gaumont Convention, 15* (48-28-43-27); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

LE CAUCHEMAR DE FREDDY (*) (A., v.o.): Forum Orient Express, la (42-33-42-26); UGC Normandie, &

(45-63-16-101; v.J.: Rex. 2º (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6º (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9º (47-42-56-31).

CROCODILE DUNDEE II (A., v.f.); George V. 8* (45-62-41-46). DANS LES TÉNÈBRES (Esp., v.o.); Utopia Champollion, 5* (43-26-84-65).

DEAR AMERICA (A., v.o.): George V, 8 (45-62-11-46).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.): George V, 8" (45-62-41-46).

LA DERNIÈRE TENTATION DU

CHRIST (A., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5 (46-33-63-20).

MANU (IL. v.o.) : Ciné

DISTANT VOICES (Brit., v.o.): 14 Julilet Parnasso, 6 (43-26-58-00); Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25).

cinema

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SALLE GARANCE CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

(42-78-37-29)
Le Cinéma géorgien: Keto et Kote
(1948, v.o. s.t.f.), de Vakhtang Tablischvili
et Chalva Gedevanichvili, 14 h 30: la Fosse
(1979, v.o. s.t.f.), de Gueno Tchiradze,
Hors du chemin (1931, v.o. russe-trad.
simultanée). de Mikhail Tchiaoureli,
17 h 30: Notre Cour (1956, v.o. s.t.f.), de
Rezo Tchkhaidze, 20 h 30. VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

Reläche.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Epée da Bois, 5 (43-37-57-47).
L'ARME ABSOLUE (A. v.f.): UGC
Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC
Opéra, 9 (45-74-95-40).

BACH ET BOTTINE (Can.) : Latina, 4 (42-78-47-86).

(42-73-47-80).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36): 14 Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83): Gaumont Ambassade, 8º (43-59-19-08); 14 Juillet Bastille, 11º (43-37-90-81); Gaumont Parnasse, 14º (43-35-30-40).

PEETLE/FICE (A. v.o.): Forum Orient constaller. (49-33-42-26): Pathé judiciair an Cons fonction de l tion, ou de

Lundi 23 janvier

Germain-des-Prés, Salle G. de Beaure-gard, 6^c (42-22-87-23); UGC Rotonde, 6^c (45-74-94-94); Les Trois Balzac, 8^c (45-61-10-60); La Bastille, 11^c (43-54-

DROLE D'ENDROIT POUR UNE REN-CONTRE (Fr.): Lucernaire, 6º (45-44-57-34). DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36). EPIDEMIC (Dan., v.o.): Studio 43, 9º (42-70-63-30). L'ETUDIANTE (Fr.) : George V. 8 (45-

FANTOMES EN FÊTE (A. V.O.):

FANTOMES EN FETE (A., v.o.);
George V, 8* (45-62-41-46).

LA FEMME DE MES AMOURS (Fr[L]; Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36);
UGC Montparnasse, 6* (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8* (45-62-20-40); UGC Opéra, 9* (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Mistral, 14* (45-39-52-43); Convention Saint-Charles, 15* (45-30-32-00); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Mistral, 14* (45-39-52-43); Convention Saint-Charles, 15* (46-30-32-00); UGC Gobelins, 14* (45-30-32-00); UGC Gobelins, 15* (45-30-32-00); UGC Gobelins, 16* (46-30-32-00); UGC Gobelins, 16* (46-3 (45-79-33-00); Le Gambetta, 20- (46-

36-10-96).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.):
Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65):
14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.): George V. 3 (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr., vf.): Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93); Les Montparaos, 14 (43-27-52-37).

HAMLET GCES BUSINESS (Fin., v.o.) : Studio 43. 9 (47-70-63-40).

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS (Hong Kong, v.o.): Clumy Palace, 5° (43-54-07-76): Le Triomphe, 8° (45-62-45-76): Sept Parnassiens, 14° (43-20-13-20)

32-20).

IMAGINE JOHN LENNON (A., v.o.):
Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12);
Les Trois Luxembourg, 6* (46-3397-77): Gaumont Ambassade, 8* (43-5919-08): Bienvenüe Montparnasse, 15*
(43-44-25-02).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE
L'ÈTRE (A., v.o.): Cinoches, 6* (46-3310-82).

10-82).

L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE (A., v.o.): Forum Horizon, != (45-08-57-57): UGC Danton, & (42-25-10-30); UGC Normandie, & (45-63-16-16); v.f.: Rex. & (42-36-83-93); UGC Montparnasse, & (45-74-94-94); UGC Opéra, 9 (45-74-93-40); UGC Gobelins, !3* (43-36-23-44); Mistral, !4* (45-39-32-43); Pathé Montparnasse, !4* (43-20-12-06); UGC Convention, !5* (45-74-93-40); Images, !8* (45-22-47-94); Trois Secrétan, !9* (42-06-79-79); Le Gambotta, 20* (46-36-10-96).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.): Forum Arc-en-Clel, 1= (42-97-53-74); Rex. 2= (42-36-83-93); Bretagne, 6= (42-22-37-97); UGC Odéon, 6= (42-25-10-30); Gaumont Ambessade, 8= (43-59-19-08); George V, 8= (45-62-41-46); Pathé Français, 9= (47-70-33-83); Pathé Montparnasse, 14= (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15: (48-28-42-27); UGC Mailiot, 17: (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18: (45-22-46-01); Le Gambetta, 20: (46-36-10-20); Convention (46-36-10-20); C

LA LECTRICE (Fr.): Lucernaire. 6º (45-MANGECLOUS (Fr.) : Sept Parnassis 14 (43-20-32-20).

149 (43-20-32-20).

LES MARIS, LES FEMMES, LES AMANTS (Fr.): Forum Horizon, 1* (45-08-57-57): 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83): Pathé Marigaan-Concorde, 8* (43-59-92-82): Publicis Champs-Elysées, 8* (47-20-76-23): Pathé Français, 9* (47-70-33-88): 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81): Les Nation, 12* (43-43-04-67): Fauverte Bis, 13* (43-31-60-74): Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50): Miramar, 14* (43-20-89-52): Sept Parmassiens, 14* (43-20-32-20): 14* Sept Parmssiens, 14* (43-20-32-20): 14
Inillet Beaugrenelle, 15* (43-73-79-79): UGC Maillot, 17* (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

MIDNIGHT RUN (A., v.o.): Forum
Orient Express, 1º (42-33-42-26); UGC
Ermitage, 3º (45-63-16-16).
LE MOINE NOIR (Sov., v.o.): Cosmos,
6' (45-44-28-80); Le Triomphe, 3º (45-62-45-76).

MOONWALKER (A., v.o.) : George V, 8-(45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse,

14 (43-20-12-06). MORT A L'ARRIVÉE (A., v.o.); Cino-Cinoches, 6' (46-33-10-82); v.f.: Les Montparnos, 14' (43-27-52-37).

NE RÉVEILLEZ PAS UN FLIC QUI DORT (°) (Fr.): UGC Normandie, 8-(45-63-16-16): Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31): Pathé Montparasase, 14-(43-20-12-06).

(45-41-2-05).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.): Le Triomphe, & (45-62-45-76).

LA NUIT BENGALI (Fr., v.o.): Lucernaire, & (45-44-57-34).

naire, 6* (45-44-57-34).

L'OURS (Fr.-All., v.o.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26): Gammont Opéra, 2* (47-42-60-33); Pathé Hantefeuille, 6* (46-33-79-38); Gammont Ambassade, 8* (43-59-19-08): Fauvette, 13* (43-31-56-86); Gammont Parnasse, 14* (43-35-30-40); Convention Saint-Charles, 15* (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

LE PALANOUIN DES VAPAGES (5-LE PALANQUIN DES LARMES (Fr-

LE PALANQUIN DES LARMES (FrCan,-Chiu., v.o.): Pathé MarignanConcorde, 3º (43-59-92-82); Trois Parmassiens, 14º (43-20-30-19); v.f.: Pathé
Français, 9º (47-70-33-88).

LE PASSEUR (Nor., v.o.): Forum Arcen-Clel, 1º (42-97-53-74): Pathé Impérial, 2º (47-42-72-52); Pathé Hautefeuille, 6º (46-33-79-38); Les Trois
Balzae, 8º (45-61-10-60); Sept Parisssieus, 14º (43-20-32-20).

PAYSAGE DANS LE RECHILLARD

sicus, 14 (43-20-32-20).

PAYSAGE DANS LE BROUILLARD (Gr., v.o.): 14 Juillet Parmassa, 6 (43-26-58-00).

PELLE LE CONQUERANT (Dan., v.o.): Les Trois Laxembourg, 6 (46-33-97-77); UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16); v.f.: Les Montparnos, 14 (43-77-42-37).

27-52-37).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.): Gaumont Les Halles, 1= (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2= (47-42-60-33); Pathé Impérial, 2= (47-42-72-52); Rex, 2= (42-36-83-93); 14 Juillet Odéon, 6= (43-25-59-83); UGC Montparnasse, 6= (45-74-94-94); Gaumont Ambassada, 8= (43-59-19-08); Saint-Lazare-Pasquier, 8= (43-87-35-43); UGC Biarritz, 2= (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11= (43-43-04-67); Fauvette, 13= (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14= (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14= (43-75-79-79); Juillet Beaugrencile, 15= (45-75-79-79); Juillet Beaugrenelle, 13 (43-73-79-79); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06); Trois Secrétan, 19 (42-06-79-79).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-BTT ? (A., v.o.): Forum Horizon, 1* (45-03-37-57); Cinoches, 6* (46-33-10-82); UGC Normandie, 8* (45-63-16-16); v.f.: Rex., 2* (42-36-83-93); Miramar, 14* (43-20-89-52); Convention Saint-Charles, 15* (45-79-33-00). RAGGEDY (Brit., v.o.) : Epés de Bois, 5º (43-37-57-47).

SALAAM BOMBAY ! (indo-Fr., v.o.): Lucernaira, 6° (45-44-57-34).

SANS PEUR ET SANS REPROCHE
(Fr.): UGC Biarritz, 8° (45-62-20-40);

Sept Parnassiens, 14° (43-20-32-20).

LE SUD (Arg.-Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26) : La Bastille, 11* (43-54-07-76). LA TABLE TOURNANTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-86). TOSCANINI (IL-Fr., v.o.) : Le Triomphe,

8' (45-62-45-76).
TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.): L'Entrepôt. 14' (45-43-41-63).

TUCKER (A., v.o.): Gaumont Les Halles, i= (40-26-12-12); Bretagne, 6- (42-25-57-97); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08);

Fanny Ardant n'a jamais été aussi formidable depuis "Vivement Dimanche" et

Dans des images spiendides d'audace, dans des plans beaux à couper le souffie, Dans use mages sperimente a manade, una des principales, infi-baroque, baigné Tony Gatlif signe un film profondément personnel mi-réaliste, infi-baroque, baigné d'un charme profond et d'une vraie poésie.

FANNY ARDANT: JEAN-PIERRE SENTIER REMI MARTIN

Rémi Martin n'a jamais été aussi formidable tout court.

Max Linder Panorama, 9: (48-24-88-88); 14 Juillet Bastille, 11: (43-57-90-81); Escurial, 13: (47-07-28-04); Gaumont Alésia, 14: (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 19: (45-75-79-79); v.f.; Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33); Fanvette, 13: (43-31-56-86); Gaumont Convention, 15: (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18: (45-22-46-01); Le Gambetta, 20: (46-36-10-96).

UN ÉTÉ CHEZ GRAND-PÈRE (Taiwag, v.o.): 14 Juillet Parussse, 6 (43-26-58-00).

UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.): George V. 8 (45-62-41-46). George V. 9* (45-62-41-46).

UNE POIGNÉE DE CENDRE (Bru., v.o.): Elysées Lincoln, 8* (43-59-36-14).

VAMPIRE, VOUS AVEZ DET VAMPIRE ? II (*) (A., v.o.): Forum Horizon, 1* (45-08-57-57): George V. 8* (45-62-41-46): Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82): v.f.: Parumoum Opéra, 9* (47-42-56-31): Pauvette Bis, 13* (43-31-60-74): Les Montparnos, 14* (43-27-52-37): Convention Saint-Charles, 15* (45-79-33-00): Pathé Clichy, 18* (45-12-46-01):

1246-01):

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.): George V, 84 (45-62-41-46).

VOLS D'ÉTÉ (Eg., v.o.): Epéc de Bois, 54 (43-17-57-47).

(43-37-57-47).

LA VOUIVRE (Pr.): Gaumont Les Halles; 1* (40-26-12-12): Gaumont Opéra, 2. (47-42-60-33): 14 Juille: Odéon, 6: (43-25-59-83); La Pagode, 7* (47-05-12-15): Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08): UGC Lyon Bastile, 12* (43-43-01-59): UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44): Gaumont Paramse, 14* (43-36-30-40): Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50): Mistral, 14* (45-39-52-43): Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27): Images, 18* (43-22-47-94).

WILLOW (A., v.o.): Forum Horizon, 1**

42-27); Images, 18° (43-22-47-94).

WILLOW (A., v.o.): Forum Horizon, 1° (45-03-57-57); UGC Danton, 6° (43-25-10-30); UGC Champs-Elysées, 8° (45-62-20-40); v.f.: Rex, 2° (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13° (43-36-23-44); Gamout Alésia, 14° (43-27-44-50); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18° (43-22-46-01); Trois Secrétan, 19° (42-06-79-79).

Les grandes reprises

ADORABLE MENTEUSE (Fr.) i L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU (All., v.o.): Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86). LES AMOURS D'UNE BLONDE (Whique, v.o.) - Studio 43. 9 (47- 0-63-40). LES ARISTOCHATS (A. v.f.): Cusches. 64 (46-33-10-52).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A. v a.) : Action Christine, 6 (43-29.

[1-30].

LA BAIE DES ANGES (Fr.): Reflet
Loges I, 5 (43-54-42-34): Elysées Lincoin, 8 (43-59-36-14).

BEAUCOUP TROP POUR UN SEUL
HOMME (IL-Fr., e.g.): Accessore (cr.
Studio Cujas), 5 (46-33-86-86). BRAZIL (Brit., v.o.) : Scodio Galande, 5

(43-54-72-71). (43-54-72-71).

CASINO ROYALE (Briz., vo.); Le Champo, 9 (43-54-51-60).

CES MALADES QU'I NOUS GOUVER-NENT (Fr.); Liopia Champollon, 5 (43-26-84-65).

EASY RIDER (A., vo.): Forem Orient Express, 1" (42-33-42-26): Action Ecoles, 5* (43-25-72-07).

Ecoles, 5 (43-25-72-07).

ELEMENT OF CRIME (Dan., v.h.):
Studio 43, 94 (47-70-63-40).

FELLINI ROMA (It., v.h.): Accessor:
(ex Studio Cojas), 5 (46-33-36-36).

LES GENS DE DURLIN (A., v.h.): Unpix Champollion, 5 (43-26-34-65).

JANE EYRE (A., v.h.): Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40): Mac-Makon, 17 (43-29-78-37).

MACADAM CONUMON (A., v.h.)

MACADAM COW-BOY (*) (A.; Y.E):

MACABAR COW-SOY (*) (A., VI);
Cisb, 9.

MACBETH (Fr., v.o.); Vendous Opéra,
2 (47-42-97-52).

MÉDÉE (IL-AII., v.o.); Accessos (ca.
Studio Cupas), 5 (46-33-86-86).

LES PASSAGERS DE LA NUIT (A.,
v.o.); Racine Oddon, 6 (43-26-19-68). LE PETIT SOLDAT (Fr.): Les Tros. Luxembourg, 6 (46-33-97-77).

LES QUATRE CENTS COUPS (FL): Les Trois Laxenbourg, & (46-13-97-77).
RETOUR DE FLANGME (*) (A. v.f.):

Club, 9.

LA SOURIS QUI RUGISSAIT TBrit.
v.o.): L'Entrepèt. (4/45-43-41-43).

STRANCER THAN PARADISE (A.Ail., v.o.): Utopiz Champoliton, 5º (43-26-4-45).

SUNSET BOULEVARO (A., v.o.):
Action Christine, 6º (42-29-11-30).

HIT GROS MINET ET LEURS AMIS
(A.) TEP 20º (43-44-84).

(A): TEP, 20 (43-64-80-83). LE TROISIÈME HOMBIE (Bric, 4.0.): Le Champo, 5 (43-54-51-60).
ULTIME RAZZIA (A., ya.): Action
Rive Gauche, 5 (43-29-44-40). ZELIG (A., v.o.): Accesses (cz Stedio Cujas), 5 (46-13-86-86).

LES FILMS NOUVEAUX

BAXTER. (*) Film français de Jérôme Bowin, d'après le roman de Ken Greenhall, v.f.: Mistral, 14* (45-39-52-43): Cind Beaubourg, 3* (42-71-52-36): UGC Montpar-nasse, 6* (45-74-94-94): UGC Odéon, 6* (42-25-10-30): UGC Biarrinz, 8* (45-62-20-40): Para-mount Opéra, 9* (47-42-56-31): UGC Lyon Baxtille, 12* (43-43-61-59): UGC Gobelins, 13* (45-36-

01-59): UGC Gobelins, 13 (43-34-23-44): UGC Convention, 15 (43-74-93-40): Images, 184 (45-22-47-94): LE BENTHOS OU LA TERRE SOUS-MARINE Film français de Gerald Calderon: La Géode, 19 (46-42-13-13).

(46-42-13-13).

HIGH SPIRTIS. Film anglo-américain de Neil Jordan, 4-0.;
Forum Horizon, 1= (45-08-57-57);
UGC Danton, 6= (42-25-10-30);
UGC Rosonde, 6= (42-25-10-30);
Pathé Marignan-Concorde, 8= (43-59-92-82); UGC Bistritz, 8= (45-62-20-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15= (45-75-79-79); v.f.: Saimolazare-Pasquier, 8= (43-87-35-43);
Pathé Frampais, 9= (47-70-33-88);
UGC Lyon Bastille, 12= (43-43-01-59); Fauvette, 13= (43-31-56-86); Mistral, 14= (45-39-52-43);
Pathé Montparnasse, 14= (43-20-12-06); La Gamberia, 20= (46-36-10-96).

HYDRO. Film français de Pierre VI-lemin: La Géode, 194 (46-42-13-13).

LAST SONG. Film franco-caisse de Demais Berry, v.a.: Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26): Le Triomphe, 8 (45-62-45-76); Bien-venta Montparnasse, 15 (45-44-25.02). venta (25-02).

25-02).

MON CHER SUJET. Film francosuisse d'Anne-Marie Mieville:
Saint-André-des-Arts I, 6° (43-2648-18); Les Trois Balzac, 8° (45-6110-60); Les Bestille, 11° (43-5407-76); Sept Parnassiens, 14°
(43-20-32-20).

LE PRINCE DE PENNSYLVANIEL LE PRINCE DE PENNSYLVANIE.
Film américain de Ron Nyawara;
vn.: Forum Aroca-Cicl. 1st (42-9753-74); Elysées Lincola, 8 (43-5936-14); Sept Pataessiens, 1st (4320-32-20).
LA SECTION, Film afrique de sud de
Darrell Roods, vo.: Forum ArocaCicl. 1st (42-97-53-74); Pathé Hamtefenille, 6 (46-33-79-38); Pathé
Marignas-Concorde, 8 (43-59-

THE WASTE LAND. Phy françois

de Timou Koulmans, v.o.: Rellet Logos II, 5 (43-54-42-34). UN POISSON NOMBAS WANDA. UN PORSSON NOMBRÉ WANDA.

Film américais de Charies Crichton,
v.o.; Gaumont Les Halles, 1º (4026-12-12); Gaumont Opéra, 2º (4742-60-33); Pathé Haunciconile, 6º (46-33-79-38); Publicis SaintGermain, 6º (42-22-72-80); La.

Pagode, 7º (47-0S-12-15); Pathé
Marignan-Conscurde, 8º (43-5992-82); Publicis Champe-Dysées,
8º (47-28-76-23); Gaumone Parmense, 14º (43-35-30-40); 14 juillet
Beangrenelle, 15º (45-75-79-79);
UGC Maillot, 17º (47-48-06-06);
v.f.; Pathé Français, 9º (47-7033-83); Les Nation, 12º (43-4304-67); Fauvetté, 13º (43-3156-86); Gaumont Alésia, 14º (43-27-184-50); Pathé Montparmasse, 14º (43-20-12-06); Gaumont
Convention, 15º (48-28-42-27);
Pathé Wepler, 18º (45-22-46-01).
VEUVE MAIS PAS TROP. Film
américain de Jonathan Demme,
v.o.; Ciné Beaubourg, 3º (42-7152-36); UGC Dauton, 6º (42-2510-30); UGC Rotonde, 6º (45-7494-94); UGC Lyon Bassille,
12º (43-43-81-59); v.f.; UGC
Gobelins, 13º (43-36-23-44); UGC
Convention, 15º (45-74-93-40);
Images, 18º (45-22-47-94)

PARIS EN VISITES

MARDI 24 JANVIER

Une heure au Père-Lachaise ... heures et 15 heures, boulevard lmontant, face rue de la Roquette (v. de Langlade). L'Opéra », 13 h 45, hall d'entrée (M. Pohyer).

• Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles, boulevard du Palais (C. Merle).

a L'Eglise Saint-Sulpice et ses sous-sols , 14 h 30, en bas des marches de l'église (Aris conférences).

"Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du Passé). « Les salons décorés des beaux hôtels du neuvième arrondissement », 14 h 45, métro Cadet (M. Banassat). «L'Opéra», 15 heures, en haut des marches (Tourisme culturel)

"A l'époque révolutionnaire, les archives de la police parisieune", 15 heures, 1 bis, rue des Carmes (Approche de l'art), - Voyage monumartrois entre les Aborigènes d'Australie et les artistes nails

d'Halti ». 15 heures, mêtro Abbesses (Paris et son Histoire). MONUMENTS HISTORIQUES · Le musée de la Serrure dans l'hôtel Liberal Bruant et l'hôtel de Marle.

14 h 30, 11, rue Payenne. Les massacres de Septembre 1792 : L Au couvent des Carmes », 15 heures, 70, rue de Vangirard.

Le Marais et ses restaurations récentes , 15 heures, 62, rue Saint-Antoine,

PARIS-MUSÉES Les Révolutions et la peinture d'his-toire », 14 h 30, Petit-Palais, avenue Winston-Churchill.

Gobelins, 13° (43-36-23-44); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Images, 18° (45-22-47-94).

*Delannay, Léger », 12 h 30; «Historie du musée, son architecture, ses col·lections », 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art)

"Victor-Hugo: la demeure et l'auvre», 14 h 30, place des Vosges (Maison de Victor-Hugo).

11. avenue du Président-Wilson, 14 h.
30 : «Jean Hélion, abstraction aller retour», par P. Dagen (Musée d'art moderne de la ville de Paris).

moderne de la ville de Paris).

9 his, avenue d'Iéna, 14 h 30 etc.
18 h 30 : « La Gaule et Vereingétorix à César, Alésia », par O. Boucher (Antiquités vivante) 22, rue Saint-Roch.
14 h 30 : « Grandes abbayes romanes » (Approche de l'art).

3. rue Rousselet, 19 heures : « Histoires générale de l'art : la France au quinzième siècle » (Arcus).

78. hoalevard Maleshertes, 19 h 30 :

78, bonlevard Malesherbes, 19 h 30 :

78, bonlevard Malesherbes, 19 h 30:

Nonveau paradigma, nonveau langage
pour l'ère du Verseau» (accessible à
tous), par C. Trebel (L'Homme et la
connaissance).

91, rue de Seine, 20 heures : « Etude
ésotérique de noure époque. Les pollutions, la guerre atomique, la dégénérescence de l'aura de la terre, etc. », par
J. Breyer (L'Espace bleu).

11, rue de Lancry, 21 heures : « La
main qui nous révèle. Chirologie», par
S. Bonnaud (La Maison de Soleil. Tel.:
43-31-65-83). 43-31-65-88).



iony gatlif

. -8-2

.

の書

1. 1597

100

· ŝ

and start

i di

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semeine dans notre supplément du sameli daté dimanche-lundi, Signification des symboles ; > Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter m On past voir ■ Ne pas manquer m m m Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 23 janvier

TF 1

-)

20.35 Femilieton: Maria Vandamme. De Jacques Ertand, d'après Jacques Duquesoe, avec Corime Dacia, Christian Kohlund, Romy Coutteure (2º épisode). La vie d'une femme pas ordinaire au dix-neuvième siècle. 22.05 Magazine: Choes. Sommaire: Les héros; Les témoins; Planète express; Reportage. 22.55 Journal et Météa. 23.15 Magazine: Minuit Sport. De 0.15 à 6.27 Rediffusions. 0.15 Série: Drôles d'histoires. 0.48 Magazine: Choes. 1.25 Documentaire: Histoire de la vie. 2.20 Femilieton: Symphorien. 2.40 Femilieton: Cogne et gagne. 3.30 Documentaire: Histoires naturelles. 4.20 Musique. 4.35 Documentaire: Histoires naturelles. 4.20 Musique. 4.35 Documentaire: Histoires naturelles. 5.00 Femilieton: Ballerina. 6.00 Série: Drôles d'histoires.

A 2

A 2
➤ 20.35 Le grand échiquier. Emission de Jacques Chancel. Demain l'Europe, un pour douze, douze pour an. Invité: Jacques Delox. Avec François Mitterrand, président de la République; M. Cor Van der Klugt, président de la Fondation européeane pour la qualité, PDG de Philips: Françoise Giroud; Felipe Gonzalez, premier ministre espagnol; Jorge Semprun, ministre de la culture espagnol; Ettore Scola; Simone Veil; l'Orchestre national de Beleique sous la direction de Mendi Rodan; les Cheurs des Communantés exropéeanes, sous la direction de Jean Jackus; James Galway, flatiste irlandais; José Van Dam, basse belge; Amalia Rodriguez, chanteuse portugaise; y ves Simon; Arna Villumsen et Mette-ida Kirk, danseurs étoiles du Ballet royal du Danemark; Stéphane Grappelli; Philippe Catherine, guitariste belge; Placido Domingo; la chorale basque Putorak; Elisabeth Sombard, pianiste; Maren Berg, chanteuse germanque; Paolo Conte; l'Orchestre des jeunes de la Communauté européeane; Jean-Michel Folon; Ennio Morricone.
23.00 Flash d'afformations, 23.05 Patinage artistique. Championnat d'Europe; gala de clôture. 0.00 Informations:
24 heures sur la 2. Eurochallenge 89: Grande-Bretague. Le marché de l'art, Sosthely's et Christie's. 0.25 Magazine; Du côté de chez Fred (rediff.).

20.30 Cinéma : Terreur sur le Britannie m Film anglo-américain de Richard Lester (1974). Avec Richard Harris, Omar Sharif, David Hemmings. 22.20 Journal. Avec un résumé du Rallys de Monte-Carlo. 22.50 Magazine: Océa-niques. Emmanuel Berl (2º partie). L'écrivain évoque son engagement politique, sa conception de Dieu, ses contempo-rains. 23.50 Musiques, sussique. Chacone en mi mineur BWV 160, de Buxtehude, par André Isoir.

20.30 Cinèma : Kalidor, la légende du talianam □ Film américain de Richard Fleischer (1985). Avec Arnold Schwarze-

negger, Brigitte Nielsen. 21.55 Flash d'informations. 22.66 Magazine: Bohagolfeet. A 22.00, football; à 22.30, boxe. 0.00 Chafens: Cayeone Palnee of Film français d'Alain Maline (1987). Avec Richard Berry, Jean Yanne, Xavier Deluc, Olivia Brunaux. 1.40 Série: Paire d'es. 2.25 Série: Staleg 13.

LA 5

20.30 Téléfilm: Classeur de gang. De Fred Williamson, avec Fred Williamson, Nancy Wilson. Un agent seeret contre la Mafia. 22.10 Magazine: Les rubriques de Sangria. 22.35 Série: Le voyageur. 23.16 Téléfilm: Le cri. D'Alan Gibson, avec Peter Cushing, Brian Cor. En sortant de prison, i était blen décidé à me plus « planger ». Mais il fait une curieuse rencontre... 0.00 Journal de minuit. 0.05 Capitaina Furillo (rediff.). 1.00 Les brigades du Tigre (rediff.). 1.55 Ardischois cour fidèle (rediff.). 240 Bournal et campagnie (rediff.). 2.55 Journal de la moit. 3.00 Vive la vie (rediff.). 3.15 Voisia, voisiae (rediff.). 4.15 Magazina: Ciné Cing (rediff.). 4.20 Fepilleton: Dominique, 5.05 Voisia, voisiae (rediff.).

M6

M 6
20.35 Téléfilm: Les mercessires attaquent. De William Witney, avec Madison, Rocline Tarkington, Cherie Langhi. Trois con-boys et des fermiers tensent de reconstruire leur ville après la guerre civile. 22.10 Série: Drôles de dames. 23.08 Six misutes d'informations. 23.10 Magazine: Cub 6. De Pierre Bouteiller. 0.10 Magazine: Jazz 6 De Philippe Adler. 0.40 Missique: Boulevard des clips. 2.90 Les anistes chéries (35° épisode). 2.25 Magazine: M6 aime le cinéma (rediff.). 3.15 Variétés: Carabine FM. 3.40 Magazine: Oudes de choc (rediff.). 4.30 Variétés: Carabine FM. 4.55 Les anistes chéries (rediff.). 5.20 Missique: Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

28.30 Le grand débat. Quels programmes culturels pour quelle télévision? 21.30 Dramatique. Le fontaine obscure, de Raymond Jean (1" partie), 22.40 Cote d'amour. Coup de cour. 9.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique; Code, Le

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Coacert (donné à Cannes le 21 janvier) : Fantaisie impromptue en ut dièse mineur, op. 66, Value en ut dièse mineur, op. 64, n° 2, Mazurka en la mineur, Etude op. 25 n° 12 en ut mineur, de Chopin; Lichetramme, Ronde des lutins et Rhapsodie hongroise n° 6, de Liszt; Poèmes pour piano, op. 32, de Scriabine; Les tubleaux d'une exposition, de Moussorgski, par Victor Eresco, piano, 23.07 Coscert (en direct de MIDEM) : Benist Achiary et sa fantare. 0.30 Messestis.

Mardi 24 janvier

TF 1

TF 1

15.30 Série: Drûles d'histoires. 15.55 Variétés: La chance aux chansons. 16.30 Jen; Crdinaceur. 16.50 Club Dorothée après-midi. 17.50 Série: Matt Houston. 18.45 Avis de recherche. 18.55 Femilieton; Santa-Barbara. 19.20 Jen: La roue de la fortune. 19.50 La bébête show. 20.90 Journal, Météo et Tapis vert. 20.35 Clufigns: le Cercle noir m Filmaméricain de Michael Winner (1973). Avec Charles Brooson, Martin Balsam, David. Sheiner, Norman Fell. 22.20 Magazine: Ciel, mon mardi l'Présenté par Christophe Dechavanne. 23.40 Journal et Météo. 9.90 Magazine: Livres en tête. De Joseph Poli et Jacques Duquesne. De 0.10 à 6.27 Rediffusions. 9.10 Série: Drôles d'histoires 0.35 Téléfilm: La piroque. 1.25 Femilieton: Symphories. 1.50 Femilieton: Cogne et gagne. 2.35 Documentaire: Histoires naturelles. 4.25 Musique. 4.35 Documentaire: Histoires naturelles. 5.05 Femilieton: Ballerina. 6.00 Série: Drôles d'histoires.

A 2

15.10 Magazine: Du côté de chez Fred. 16.00 Flank d'informations. 16.05 Série: Chapean melon et hottet de cuir. 16.55 Flask d'informations. 17.00 Magazine: Graffitts. 17.55 Série: L'homme qui tombe à pic. 18.45 Jen: Des chiffres et des lettres. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Pluisir de rire: Tel père, tel fils. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Chéma: Dien me savonne D Film bostwanien de Jamie Uys (1977). 22.05 Flask d'informations. 22.10 Magazine: Séars à la burse. De Catherine Barma et Thierry Ardisson, présenté par Roger Zabel. 23.25 Informations: 24 heures sur la Z. Eurochallenge 89: Pays-Ban. Comment se servir du port de Rotterdam. 23.55 Magazine: Strophes. De Bernard Pivot. 0.15 Magazine: Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

14.30 Magazine: C'est pus juste. 15.30 Magazine: Télé Caroline. 17.00 Flash d'informations: Spécial jeunes. De 17.05 à 18.30 Amuse 3. 17.05 Dessin animé: Petit ours brun. 17.06 Croc note show. La ffûle. 17.10 Série: Consa, le fils du futur. 17.30 Série: Le chevalier lumière. 18.00 Ascenseur pour l'aventure. 18.05 Magazine: Dievet vend la mèche. 18.30 Jeu: Questions pour un champlon. 19.00 Le 19-20 de l'information. 19.53 Antomobile: Rullye de Monte-Carlo. 20.05 Jeu: La classe. 20.25 INC. 20.30 Téléfilm: L'enfant et les magicieus. De Philippe Arnal, avec Magali Noël, Etienne Bierry, Alexandre Sterling. Orphelin, le jeune Christian ext recueilli per son oncla, guérisseur, rebouteux et un peu sorcier... 22.10 Journal. Avec un résumé du rallye de Monte-Carlo. 22.40 Cinéma: l'enen et les Ombres se Film français d'Alain Robak (1986). Avec Farid Chopel, Denise Virieux, Christian Rauth. 6.05 Musiques, musique Aria de la cantate BWV 169, de Bach, par André Isoir.

CANAL PLUS

4,

15.05 Pochettes surprises. L'homme aux chats, d'Hemi Glasser. 15.30 Chéma: la Vie en manve a Film américain de Jean-Claude Tramont (1980). Avec Gene Hackman, Barbra Streisand, Diano Ladd. 17.10 Série: Max Headroom. 17.35 Cabou cadin. En clair jusqu'à 20.30. 18.25 Dessin animé: Virgul. 18.30 Dessins animé: Ca cartoou. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50. 19.30 Magazine: Nulle part allleurs. 20.25 Football Les coulisses. 20.30 Football. Match amical: Auxerre-Bayern de Munich.

22.25 Flash d'informations. 22.30 Cinésan : Comp double U Film américain de Jeff Kanew (1986). Avec Kirk Douglas, Burt Lancaster, Charles Durning, Alexis Smith (v.o.). 0.10 Cinénas : Vendred 13 nº 6 U Film américain de Tom McLoughlin (1986). Avec Thom Mathewa, Jennifer Cooke, David Kagen. 1.30 Cinésas : Prends ta Rells et ra pointer O Film français de Richard Balducci (1981). Avec Jean Lefeb-vre, Micheline Luccioni, Marco Perrin.

LA 5

14.45 Série : Bomuza. 15.45 Série : Capitaine Furillo, De 16.50 à 18.30 Dessine animés. 16.50 Fie et les Robisson suisses. 17.15 L'histoire du père Noël. 17.40 Cynthis su le rythme de la vie. 18.65 Olire et Tem, champione de foot. 18.30 Bouvard et compagnie. 18.55 Journal images. 19.00 Série : Deux files à Miami. 20.00 Journal. 20.30 Chrisma: les Planquis du régiment II Film français de Michel Caputo (1983). Avec Paul Préboist, Michel Modo, Jacques Préboist. 22.00 Magazine : Ciné Claq. 22.10 Séquence comique. 22.36 Chrisma : le Fibrer se folie II Film françoisalement de Philippe Clair (1973). Avec Alice Sapritch, Henri Tisot, Michel Galabru. 6.00 Journal de misust. 6.85 Capitaine Furillo (rediff.). 1.05 Les cine demières microses (rediff.). 2.35 Vive in visi (rediff.). 3.00 Magazine : Ciné Cmq (rediff.). 3.15 Journal de la muit. 3.20 Voicie, voisine (rediff.). 4.20 Femilieton : Domizique. 5.00 Voicie, voisine (rediff.).

M G

Strie: Boulevard des clips. 16.95 Jen: Ozizz
cour. 16.50 Hist, hit, hit, hourrs! 17.05 Série: Les esploss.
18.05 Série: Vegras. 19.00 Série: Les routes du paradis.
19.54 Six salantes d'informations. 20.00 Série: Costy show.
20.35 Téléfilm: Evusion de Penfer. De Robert Lewis, avec
Timothy Bottons, Kay Lenz. Dans la célébre prison de
Lecumberri. 22.10 Série: Drüles de dames. 23.00 Six
tenintes d'informations. 23.10 Magazine: Turbo (rediff.).
23.35 Magazine: Advesture (rediff.). 0.80 Musique: Boulevard des clips. 2.00 Les asintes chéries (36 épisode).
2.25 Magazine: Oules de choc (rediff.). 3.15 Variétés:
Carabine FM. 3.40 Magazine: M 6 aime le cinéma
(rediff.). 4.30 Variétés: Carabine FM. 4.55 Les saistes
chéries (rediff.). 5.20 Musique: Boulevard des clips. chéries (rediff.). 5.29 Masique : Boulevard des clips

FRANCE-CULTURE

28.36 Archipel médecine. Psychologie et psychamalyse dans la société. 22.46 Naits magnétiques. Le rouge et le vert : l'Italie, de l'engagement politique à l'écologie. I. La surie. 0.05 Du jour an lendemain. 0.50 Mesique : Coda. Le parler

FRANCE-MUSIQUE

PRANCE-MUSIQUE

20.30 Orgae. Ricercare pour orgae de Hambraeus; Prélude
pour orgue, op. 33, nº 1, et Pastorale pour orgae, op. 34, de
Valen; Divertimento, de Nielsen; Iter media nocits; de
Sveinsson; Prélude, récitatif et variations pour filire, aito et
piano, op. 3, de Durallé; Deux improvisations transcrites par
Durallé, de Tournemire, par Claire Chassin, orgue, Philippe
Bernold, filire, Jean-Bapaste Brunier, alto, Frédéric Aguessy,
piano, 22.36 Récital. Ivry Gillis, violon, Georges Pladermacher, piano; Sonate pour violon et piano nº 1, Sonata pour
violon et piano nº 2, Sonate pour violon seul, de Bartok.
0.00 Chab d'archives. Ernest Bour, à partir des symphonies
de Beethoven (4). Symphonie nº 4 en si bémol majeur,
op. 60, de Beethoven; Suite symphonique nº 2, de Milhaud.
100 Autous du Grand Motet, Marc-Antoine Charpemier.

Audience TV du 22 janvier 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN) Audience instantanés, France entière 1 point = 193 000 fayers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (on %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LAS	Me
19 h 22	53.9	7 m= 7 20-4	Sarda 2 15-9	Sharlock Hoteres 9-5	Demier vol - 8.6	200 dollars 3-1	Espion modific
19 h 45	58.2	7 sur 7. 19.9	18.4	Sherlock, Hokoye 9-5	Ça partoon 4-0	200 dollars . 2,7	Espice resolite 3.7
20 h 16	66.4	Journal 24.8	Journal 18-7	Servey HSE 11.5	Çı cartoon 6.2	Journal ·2_8	Cher circle Still 2.5
20 h 55	70.6	Garpon (29-2	Regrett désir 25-0	Casur du dragén 3.8	Coup double 3.1	Serents Jon 5.9	Der Fandschie 15.9
22 h 8	64.3	Gespon I 24,7	Regrant dier 23-5	Journal 1,9	Coup double 2.9	Sarana Joe 6.1	Der Finvindbie 6.8
22 h 44	26.9	Sport dimenchs 9.8	Erdensu rock. 2-4	Viella straille 4-2	Mon winith	Calinot 7-4	Capital 1.6

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLEME Nº 4924 123456789

HORIZONTALEMENT

I. Utile pour un bain de « pieds ».

— II. Pour avoir de bons coups. —

III. Qui peuvent donc se mettre an

travail. — IV. Pronom. Dirige des

mines. Pas présentables. — V. Port.

Partie d'une échelle. — VI. Demitour. Pronom. Morcean de bois. —

VII. Des hommes qui aiment bien
les coutacts. — VIII. Elément d'une

botterie. — IX. Fut discret. Terme. batterie. – IX. Fut discret. Terme de jen. – X. Qui a donc de l'expé-rience. – IX. Bien nourri quand il y a beaucoup de pruneaux. Ne laisse pas tout passer.

VERTICALEMENT

 Quand on y est, tout paraît noir. Un joli bouquet. – 2. Se sen-tent plus à l'aise quand ils ont mis les pieds dans le plat. Dans le milieu. 3. Période de chaleur. Avoir une allure de bidet.
 4. Se déclare parfois à l'oreille. Pronom. - 5. Est plus plate qu'une vieille. Bien exprimés. - 6. Langue ancienne. En Espagne. Pas à quelqu'un d'autre. - 7. Son fils fut vraiment aveuglé par elle. Manvais plis. — 8. D'un auxiliaire. Rivière. — 9. Qui ont de solides atta-ches. Coule à l'étranger.

Solution du problème nº 4923 Horizontalement

L Meneuses, Alarme. - II. Avantagées, Dais. – III. Tin. Poll. Dos. –
IV. Italie. Nivelage. – V. Nama.
Age. Lège. – VI. Mûri. Misère. –
VII. Gilères. Riec. – VIII. Renne.
Epis. Us. – IX. Et. Le. Geindre. – X. Vidame. Air. Ciel. - XI. Iritis. Ide, Es. - XII. Satiété, Eus. Ere. -XIII. Otera. Sacré. - XIV. Eden-tées. Elite. - XV. Sensé. Saisi. Elu. Verticalement

1. Matin, Grévistes. - 2. Evitable. Ira. Dé. - 3. Nanan. Inédit. En. ole. 172. De. - 3. Najian. 110011. 211. - 4. En. Lamentations. - 5. Ut. Ure. Miette. - 6. Sape. Ré. Lestée. - 7. Ego. Aisée, Eres. - 8. Seing. AI. Asa. - 9. Elie. Rigide. - 10. As. Miséreuses. - 11. Déliée. Sali. -12. Adolescence. Cl. - 13. Rasage. Discrte. - 14. Mi. Gercure. Réel. -

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 22 janvier : DES ARRÊTÉS

• Du 6 janvier 1989 fixant les titres requis pour le recrutement des professeurs certifiés par liste d'apti-

 Da 30 décembre 1988 relatif à l'attribution pour les bâtiments d'habitation d'un label haute performance énergétique et d'un label solaire.

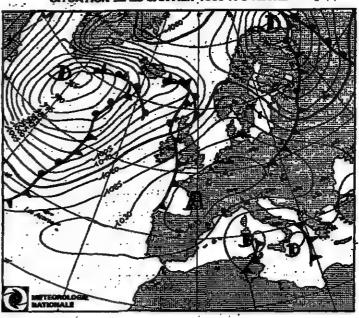




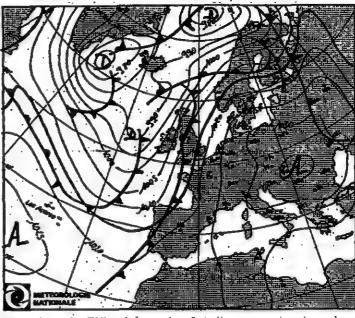
and the same of th

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23 JANVIER 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 25 JANVIER 1989 A 12 HEURES TU



volution probable du temps en France entre le landi 23 janvier à 0 heure et le mardi 24 janvier à 24 heures.

Un puissant anticyclone (1 035 HPA) se maintiendra sur l'Enrope centrale, ôctournant les perturbations océaniques sur les lles Britanniques et la Scandinavio. La France bénéficiera ainsi d'un temps see mais souvent le proposer le mais brumeux le matin.

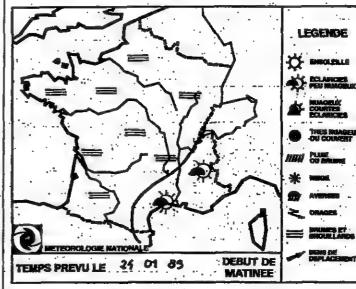
Mardi : matinée bruneuse, écisircies fréquences l'après-midi.

apparaîtra en de nomi

An lever du jour, brouillards et nuages has reconviront la quasi-totalité du pays. Sculs le Languedoo-Roussillon, du pays. Sculs le Languedoo-Roussillon, la Provence et les régions montagneuses est dès le matin d'un ciel bleu. Dans le courant de la journée, le seleil grisaille en plaine en Alsace, en Lor-raine, en Champagne, en Bourgogne, en Franché-Comté, dans le Lyonnais et en Anvergne. Le solcil sera toujours

Les températures minimales gahais-Les températures minimales s'abais-seront souvent vers —2 à —5 degrés, excepté près des côtes, où elles avoisme-ront 1 à 4 degrés. Les températures maximales ne dépasseront pas —1 à 4 degrés de la Champagne à l'Aisace, à l'Auvergne et au Lyonnois. Elles attein-drent 5 à 10 degrés du Nord à la Breta-gne, au Sud-Ouest et aux Alpos, 12 à 14 degrés près de la Méditerranée.

Le vent sera faible à modéré de secteur sud-est.



TEMPÉRATURE Valous ou					106 Ob	
le 22-1-1989 à 6 hours					: • • .	
FRANCE AMACO 11 5 BARRITZ 11 6 BARRITZ 11 5 BARRITZ 11 5 BARRITZ 12 6 CARD 2 9 2 CHEST 12 6 CARD 9 1 CEPRIONS 9 2 CLEMONSFER 5 2 CLEMONSFER 5 2 CLEMONSFER 5 1 LYON 6 -2 MARSTILEMAR 9 -1 NANCS 11 6 MARSTILEMAR 9 -1 NANCS 11 6 MARSTILEMAR 9 -1 NANCS 11 10 -1 NACC 11 6 MARSTILEMAR 9 -1 NANCS 11 -2 FERENGAN 77 6 FRENERAN 77 6	D COMMENT OF THE PROPERTY OF T	1RANGE 15 10 10 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11	-1 D 22 D R	MADRID MARRAKE MERICO MILAN MCNITREA MOSCOU NAIRORI NEW-YORI	ORG 7 12. 12. 22 22 9 1 14 1 4 1 6 1	-1 D B B - 2 C C C - D D D A A P N C C 24 P N C C C C C C C C C C C C C C C C C C
STATESTE 4 2 FILADOUG 6 0	D LONDRES .	9	3 D	VENE		-! C
A B C	D cid	N ciel	0	P	T	*
COE.	rert dégagé	mageux	Cizito	pluie	tempête 1	neige

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : beure légale moins 2 heures en été; heurs légale moins 1 heure en hiver.

Puissance quinze

Vaincu par 23 à 7 samedi 21 janvier sur la pelouse de Murrayfield à Edimbourg, par l'Ecosse, le Pays de Galles sera samedi 18 février au Parc des Princes de Paris le prochain adversaire du Quinze de France. L'équipe composée par Jacques Fouroux et dirigée par Pierre Berbizier a pris un bon départ dans le Tournoi des Ciuq Nations 1989 en battant (26-21) à Lansdowne Road les Irlandais après avoir été mesée de 15 points.

DUBLIN de notre envoyé spécial

La pelouse de Lansdowne Road n'a rien d'un tableau noir. La ren-contre Irlande-France s'y est pourtant inscrite comme l'exercice de mathématiques décortiqué laborieusement par un élève brouillon qui, d'un seul coup d'un seul, après des dizaines de coup d'éponge à effacer les ratures, trouve la solution idéale, sinon géniale, au problème que lui a posé un professeur un tantinet sadi-

L'équation paraissait assez sim-ple. Une seule inconnue : la victoire. Deux paramètres : le vent, qui fait partie intégrante du décor de ce stade biscornu, à cheval sur une voie ferrée; aux tribunes de guingois et l'esprit hatailleur de ces rugbymen irlandais, qui, pour se recruter dans les cours des universités, n'en sont pas moins de sacrées canailles.

L'élève Fouroux, qui avait révisé ses classiques, qui connaissait par cœur tous ses théorèmes néozélandais, qui avait potassé tous les axiomes anglo-saxons, le fort en maths, le premier de la classe, prix d'excellence de la fédération, sou-

Donc il y a sur le terrain quinze énergumènes en maillot vert. Je pose huit et je retiens sept. Facile, c'est une question de quantité de mouve-ment, de choc des masses. Ils ont, ces Irlandais, des avants furieux, je les isole, je les neutralise. Opération préliminaire enfantine : il faut trouver le dénominateur commun. Eh bien c'est le pack, autrement dit le poids. Peser, alourdir, ajouter du poids et encore du poids. Nous voilà presque à une tonne? C'est bon, la fraction peut-être réduite, le coup d'envol peut être donné. Il n'y a plus qu'à laisser l'opération se faire tout seule. D'ailleurs, ce ne sont plus des maths, c'est de la chimie : regardez le précipité, qui doit être d'un joil blanc puisque ici telle est la couleur du maillot français.

La conleur de la trouille

Et cela précipite effectivement. Mais vert! La couleur de la trouille, des sorcières, de l'espoir et de l'Irlande. Il doit y avoir une erreur quelque part. Cherchons l'erreur. Voyons : j'ai mis trois piliers en première ligne, c'est audacleux, c'est presque nouveau. C'est choc. comme mes deuxième et troisième ligne. Bref, c'est la solution. Je

Et l'élève Fouroux de refaire ses additions et ses soustractions, ses règles de trois et ses preuves par neuf, de vérifier et de supputer. Mais ce n'est toujours pas cel. Pis, c'est de plus en plus le contraire, de plus en plus vert. A ce moment 'élève Fouroux regarde sa montre. La moitié du temps imparti est déjà passée. Il est complètement perdu dans son raisonnement, noyé dans ses calculs. Dans son dos, il entend ses méchants petits camarades qui riait d'aise en allant au tableau, se moquent de lui. Le rouge de la c'est-à-dire à Dublin, faire la honte lui monte au front. Le prof lui

démonstration de sa science. C'était la mention assurée.

Donc il y a sur le terrain quinze pour lui faire bien comprendre qu'il n'est pas question de tricher.

Recommençons donc tout de zéro. Je pose quinze... Et oui, gros bêta, tu poses quinze et tu ne retiens rien. Tu te sers, de tous tes éléments, tu ne réduis rien par rien, tu ne retranches pas, tu ne divises plus. Tu multiplies, tu multiplies encore. Et tu as le résultat : le rugby !

C'est simple, c'est simplement beau. C'est évident. Comme cet essai fulgurant qui est la vraie solu-tion au problème Irlandais, celui de la 61º minute, celul qui ramène le score de 21-14 à 21-20, c'est-à-dire de l'échec promis à la victoire pro-

A ce moment de la partie – une partie rugueuse qui – à vrai dire – n'a rien à voir avec un exercice théorique au tableau noir - les Français ont tout faux ou presque. Les avants sont dominés dans les phases de conquête du ballon où leur abondance de muscles s'avère insuffisante à maîtriser l'ardeur irlandaise. Les demis accumulent les bévues. Et les trois-quarts essayent de colmater les brèches plutôt mai que bien car en se bousculant Lafond et Blanco ont offert à Mullin l'essai irlandais.

Les hommes de Noel Mannion auraient tout aussi bien pu en marquer deux autres. D'ailleurs, ils sont encore dans les 22 mètres français. Et Blanco est pressé de dégager. Un peu trop. Son tir est contré. Les Irlandais rejoueraient ce coup-là cent fois, cent fois ils iraient à l'essai. C'en serait alors bien fini de la démonstration française. Mais samedi, les Irlandais ne savent pas en profiter. Ou plutôt Franck Mes-nei les empêche d'en profiter.

L'ouvreur français s'était jusqu'alors surtout illustré en tapant dans son dos un renvoi au 22 mètres. C'est l'équivalent d'une double faute au tennis ou d'un moteur calé sur la ligne de départ d'un grand prix. Cela aurait presque mérité le bonnet d'âna. Voulait-ii se faire pardonner cette faute de cancre? En tout cas Mesnei est parvenu à arracher le cuir aux assaillants irlandais pour lancer une contre-offensive de grande envergure,

Au lieu d'un de ses coups de pieds de mule dont il se fait trop une spécialité sous le maillot national, il se résout à faire circuler le bailon. Ce geste, ce mouvement amorcé, c'était comme le baiser du prince charmant à la Belle au bois dormant. De fait la maison France, s'est éveillée de la cave au grenier. Un grand moment d'allégresse. Tout le monde met la main à la patte. Marocco ne joue plus les challengers de Myke Tyson. Carminatti arrête de se prendre pour Kirk Douglas dans Spartacus. Bourguignon renonce à réviser les immobilisations de judo. Bref on retrouve une vraie équipe de rugby, un Quinze qui d'un seul mouvement s'élance vers la ligne adverse. Deux regroupements et treize passes plus tard, 80 mètres plus loin. Blanco aplatit le ballon entre les poteaux. La belle ouvrage. Le mouvement symphonique de tous les instruments de cet imposant orchestre rugbysti-

La mélodie des essais

Ce grand air du jeu on ne l'a pas assez entendu. Un quart d'heure, vingt minutes sur quatre-vingts minutes de temps réglementaire c'est peu. On en voudrait toujours plus car on ne se lasse pas de cette mélodie des essals, avec Lafond au cadrage-débordement commo au violon, ou Blanco à la passe tournante comme au piano. Les quatre qu'ils nous offriront au total avec la complicité de Sella, Andrieu et de Lagisquet seront un ravissement.

Mais le rugby, surtout ce jeu-là, en plein champ irlandais, n'est ni mathématique, ni chimie, ni musique. C'est une méchante affaire d'hommes avec tout ce que cela implique d'égarements, d'hésitation, de confusion. Bref, de naturel. Les Irlandais ont été naturels au-delà de leur réputation, puisant dans une combativité légendaire les ressources d'un échec des Français, envisageable tant que ces derniers n'ont pas été eux-mêmes, tant qu'ils se sont imposé les contraintes d'un raisonnement stérile. Ou'en pensezvous élève Fouroux ? Le plus simple iours de ne pas faire co Quέ.

ALAIN GIRAUDO.

PATINAGE ARTISTIQUE: CHAMPIONNATS D'EUROPE

Surya, perle noire



L'hymne soviétique a souvent retenti dans le National Exhibition Center de Berningham (Angleterre) lors des quatre-vingtdis-huitièmes championnats d'Europe de patinage artistique qui se sont terminés samedi 21 janvier. En remportant sept médalles sur douze, — les patineurs et patineuses venus de Moscou ont affirmé leur suprématie. Ils auraient même ou reussir le corand chelem » si l'Allemande de l'Ouest Claudia Leistner ne s'était imposée au cours de la dernière épreuve. La jeune fille de Marnhaire succède au palmarès à la reine sans partage de la discipline, l'Alle-mande de l'Est Katarina Witt, qui a abandonné la compédition l'an

Mala c'est une petite Française, née à la Réunion, Surva Bonaly, qui a (e plus surpris le public. La *e perle noire »* (1,54 mètre et 42 kilos) a réussi un programme libre disculment en s'envolant sept fois dans les airs et en effectuant un triple axel. « Je n'ai été impressionnée par aucune patineuse lors de ces championnats », déclare la gamine de quinze ans qui, après sa troisieme place au Mondial juniors de Sarajevo, confirme sa réusside.

La championne de France va continuer à travailler six à sept heures par jour pour préparer son prochain rendez-vous avec la glace : les championnats du monde qui ont lieu à Paris, du 14 au ;

TENNIS: les Internationaux d'Australie

Becker déconfit

Après Noah et Wilander, un autre favori a été éliminé des Internationaux de tennis d'Australie, L'Allemand de l'Ouest Boris Becker a été battu, lundi 23 lanvier, en huitième de finale, par le Suédois Jonas Svensson en trois sets. Le tournoi est riche en surprises puisqu'un jeune Yougoslave, Goran Ivanisevic, s'est qualifié pour les quarts de finale. En revanche, la Française Cathy Tanvier n'est pas parvenue à créer l'événement : elle a été éliminée par la Tchécoslova-que Helena Sukova.

MELBOURNE correspondance

Boris Becker se voit volontiers aux antipodes en immigrant heu-reux. Seulement, il lui faudrait pour cela, nous dit-il, changer de métier. En effet, oue l'Open d'Australie se joue en fin d'année ou en ouverture de saison, sur l'herbe rare de Kooyong ou sur le Rebound Ace actuel de Flinders Park, l'Allemand s'y étale de tout son long. Lourde-

Sur la lancée de sa fin de saison magistrale, où son premier titre au Masters fut suivi par le triomphe collectif allemand en Coupe Davis, dans un haut de tableau allégé par les défaites de Wilander et de Leconte, Becker voyait s'ouvrir devant lui un véritable boulevard.

Le soir de la sortie de Wilander. l'Allemand dinait au restaurant avec sa nouvelle compagne et parlait à mots nullement couverts de ses grandes chances d'aggindre la finale ici. Pour y retrouver sans doute Ivan Lendl, son adversaire du Madison Square Garden. Les paris à Melbourne s'accumulaient ces derniers jours sur un doublé allemand Becker-Graf. Lundi, l'Allemand a redonné le sourire aux bookmakers.

Contre le Suédois Jonas B. Svensson, sur un central plein qui baignait enfin dans un vrai soleil de saison, l'Allemand a revêcu l'époque pas si lointaine des tâtonnements techniques et de la confusion d'esprit d'un jeune champion à la dérive. Classement. — 1. Limoges, Cholet, 37 pts; 3. Orthez, Saint-Quentin, 35; 5. Montpellier, 34; 6. RCF Paris, Mul-house, Monaco, 33.

Becker était mou, énervé, pataud. Premières balles défaillantes (son premier ace n'arriva qu'après 43 minutes de jeu), jambes lourdes : l'Allemand laissa à son adversaire toute l'initiative du jeu.

« Bon sang, pourquoi n'avance-til pas? - A voir ainsi son poulain s'engluer comme lors de la période noire où il évoluait sans entraîneur, i le voir retomber dans les même errements, balancer sa raquette après la perte de son service à deux jeux partout au début du deuxième set (il récoltera un avertissement), à l'entendre hurier sa colère, le Roumain Ion Tiriac a dû se croire ramené quelques mois auparavant.

Tout comme le victorieux Suédois. Svensson a refait en effet à Melbourne le coup fumant de Roland-Garros où il sortit Lendl. Le Suédois se fait-il une spécialité d'éliminer des vedettes en déconfiture? il sentait avant le match que Becker était « prenable ». Le comportement de son adversaire sur le court lui apporta la plus rapide des confirmations : « Becker semblait très confiant, sur de lui. Sa démarche était ceile d'un homme qui ne doute de rien. Puis il a commencé à hurler pour une erreur, pour une double faute. L'apparence était donc peut-

jeu, mise en relief par la solidité, la vitesse et la vigilance de Svensson, Becker, sous le regard attentif de Tiriac, prétendait avoir bien joué, Contre-vérité si énorme que personne sur le coup ne broncha.

BALLYE DE MONTE-CARLO

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Limoges b. *Tours 87-85
*Monaco b. ASVEL 102-79

Nantes b. Avignon 98-74

GRANDE-BRETAGNE-FRANCE

La Grande-Bretagne a battu la France (26-10), samedi 21 janvier à

MARC BALLADE,

FOOTBALL AMÉRICAIN: le Super Bowl

Après plusieurs jours d'émeutes raciales, Miami accueillait, dimanche 22 janvier, l'événement attendu chaque année par toute l'Amérique, le Super Bowl, la finale du championnat de football américain, entre les 49ers de San-Francisco et les Bengals de Cincinnati. Comme en 1982 où ils avaient déjà triomphé des Tigres de Cin-cinnati (26-21), les Californiens, donnés favoris, se sont imposés (20-16) et sont devenus avec trois succès l'équipe de la décennie 80. C'est un échec pour Paul Brown, personnage de légende,

qui a été à l'origine de toutes les

révolutions dans le football amé-

ricain depuis un demi-siècle.

correspondance

Après l'insigne médiocrité de son

Automobile

Jeu à XIII

Robbie Stadium, qui devrait accueillir des matches de la Coupe du monde de footbail 1994, il y avait comme une auréole antour de Paul Brown. A quatre vingts ans, le vice-président et manager général des Cincinnati Bengals est une légende vivante, respectée par tous les fans de football américain. Beaucoup le considérent comme le dirigeant le plus influent depuis la deuxième guerre mondiale. Ses idées, presque toujours originales, ont été acceptées en raison d'une efficacité tout aussi souvent démontrée.

Natif de l'Ohio, c'est à Cleveland en 1946, qu'il fonde sa première équipe, immodestement appelée les Cleveland Browns. Les couleurs noir et orangé apparaissent déjà, et les succès s'enchaînent. En dix ans, les

Paul Brown, un vieillard aux larges épaules Têta. Paul Brown continua de tra-

Browns remportent sept fois le titre national, ancêtre du Super Bowl. Il en est alors le vice-président, le manager général et l'entraîneur principal.

Il sera le premier à favoriser le passing offence, ce jeu basé sur les

Après avoir remporté la descente de Wengen samedi, le Luxembourgeois Marc Girardelli s'est classé quatrième

du slalom dimanche. L'épreuve a été remportée par l'Autrichien Rudolf

Nierlich devant l'Italien Alberto

INTERNATIONAUX IFAUSTRALIE

(Huitièmes de finale)

Simple messions

Tennis

passes, plutôt que le running offence dans lequel l'essentiel consistait à ouvrir une brèche dans la défense adverse pour que le porteur du bal-lon s'y engouffre. Il s'ensuivra une longue querelle de technicions dont, a posteriori, on peut juger qu'il est sorti vainqueur, au va des résultats et du style adopté depuis par les

cer sa propre voie, de ne rien faire comme les autres. De dix années passées à entraîner des lycéens, il avait déduit que les footballeurs ne perdraient rien à retourner sur les bancs d'une école pour apprendre les différentes tactiques. Pendant que d'antres se consacraient uniquement à la course ou à la musculation, les Browns révisaient leur répertoire de gestes, de positions et de déplacements avant de les mettre en application en match. L'heure était venue de jouer intelligemment. Quand un entraineur enseigne bien en classe, cela se voit automatiquement le dimanche, lors de l'exanen sur le terrain. » -

Un jour que l'examen avait été un peu trop mouvementé, dans les années 50, Paul Brown perdit plu-sieurs semaines l'un de ses potaches, blessé au visage. Furieux de ce contretemps, il téléphona aussitôt à la Ridel Company, la société qui-équipait ses joueurs de pied en cap, et lui ordonna de munir désormais ses casques de barres de protection verticales et horizontales. Là aussi tous les autres clubs allaient ravidement lui emboîter le pas. L'histoire d'amour entre les Cleveland Browns et leur père créateur s'arrêtera pour-tant en 1962 pour cause d'incompatibilité d'humeur entre Paul Brown et le nouveau propriétaire du club, Art Modell.

> Des « détecteurs » dans les universités

Paul Brown mettra cinq ans pours'en remettre. Cinq ans avant de devenir le seul homme à avoir fondé deux clubs de la National Football League (NFL). Echaudé par sa première expérience, il se place d'entrée comme l'un des trois principaux propriétaires de sa nouvelle équipe, les Cincinatti-Bengals. Fort de lui une dizzine d'investisseurs dela région. Il n'a pas de difficultés à les convaincre. Avec un stade de

soixante mille places (à 120 dollars le tarif moyen d'une place pour les matches), avec les dividendes versés par la NFL et les indemnités de retransmission télévisée (NBC a payé 17 millions de dollars pour retransmettre le Super Bowl), un club de football est une affaire rentable, même quand le budget, comme certe année, dépasse les 10 millions de dollars: En vinet ans. les Bengals, avec leur casque tigré, sont devenus des vedettes de la NFL, même s'ils ne disputaient dimanche que leur deuxième Super

1. 1. 1. 1. 1. 1.

4 1776

Fall is

4.14

.

the constitution

4.45 6.51

4.445.385

The Marie of

4

Complete and Fig. 2

्ता । विक्रमान्त्रक म्हेला द्वारिक

an abin i 🔻

1 - 1 - 1 - 1 X

The state of

Control States

The State of the

Paris Lines

No. of Assessment

A COMPANIE

 $c=c=c_{\rm cons}$

BowL Paul Brown a mis lui-même son rejeton sur les bons rails, avant d'abandonner ses fonctions d'entraineur en 1975. Depuis, il se force à ne pas intervenir dans les choix tactiques. C'est pourtant toujours lui qui décide des joueurs à engager à cha-que intersaison. Et son équipe, il l'a construite en faisant la sortie des écoles: Il dispose de « détecteurs » rémunérés par le club dans presque toutes les universités. Il reçoit régulièrement des rapports sur tel ou tel ioueur, rencontre l'éventuelle recrue et mise ensuite sur une capacité inégalée de sentir chez un individu son aptitude à s'intégrer dans un sys-tème de jeu donné. Il ne daigne soiliciter l'avis que de ses deux fils : Pete, directeur de l'équipe, et Mike,

manager adjoint. L'entraîneur, Sam Wyche, est tenu au courant des tractations, mais n'a absolument aucus pouvoir de décision. Jusqu'ici, seuls le running back James Books et le kicker Jim Breech sont arrivés d'un autre club. Tous les autres, de Boomer, le gaucher meneur de jeu, à Ickey Woods, qui ponctue tous ses touchdowns par quelques pas de danse, cous out êté engagés à leur sortie de

l'université. En fait, Sam Wyche serait très mai placé pour s'offusquer d'une pareille mise à l'écart. Après une saison 1987 ponetuée d'une médiocre dix-septième place, tout le monde avait demandé le renvoi de l'entraîneur. Contre vents et marées, Paul Brown continua de lui accorder sa confiance. Aujourd'hui, Wyche est considéré comme un génie. de sa réputation, il rassemble autour Comme quoi le vieux tigre de Cincinnati a toujours du flair. - -

THIERRY CERINATO.

Les résultats

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Amiens b. Villard-de-Lans, 7-4; Briancon b. Rouen, 7-4.

(Parcours de classement)

1. Biasion-Siviero (Lancia Delta intégrale), en 1 h 26 min 8 s; 2. Auriol-Occelli (Lancia), à 20 s;

3. Kankunnen-Piironen (Toyata Celica), à I min 55 s; 4. Sainz-Moya (Toyota Celica), à 2 min 6 s;

5. Valunn-Berslund (Missubishi 5. Vatanen-Berglund (Mitsubishi Galant), à 2 min 34 s. Basket-ball

> COUPE DU MONDE Slalom spécial dames

La Suissesse Vreni Schneider a rem-porté, samedi 21 janvier, l'épreuve de Tignes (Savoie). Elle obtient ainsi son au palmarès international des victoires mière manche. la Française Carole Merte a tenté de contrecarrer cet exploit. Mais la skieuse de Super-

Français Volants b. Grenoble, 5-0:

Classement. - 1. Rouen, 18 pts Briançon, 16; 3. Français V., 13; Amiens, 11; 5. Grenoble, 5; 6. Vil-

onzième succès de la saison et rejoint dans une saison la championne autrichienne Anne-Marie Moser-Proell. En réalisant le meilleur temps de la pre-Sauze n'a pu rééditer ses performances des jours précédents. Elle a perdu le duel mais accroche une nouvelle seconde place à son palmarës

et un vieux monsieur. Dans ce Joe

Soixante-quinze mille spectateurs

Hockey sur glace

Svensson (Suè.) b. Becker (RFA, m³ 3), 7-6 (7-5), 6-4, 6-3; Gunnarsson (Suè.) b. Schapers (P.B), 7-6 (7-5), 6-1, 6-2; Ivasinevic (You.) b. Lavalle (Mex.), 3-6, 3-6, 6-3, 6-4, 6-1.

Shople dames B. Cordwell (N-Z) b. B. Schultz (P-B), 6-3, 6-2; C. Lindqvist (Suè.) b. J. Wiesner (Aut.), 7-5, 6-2; M. Navratikova (E-U, 10° 2) b. H. Mandlikova (Aus., 10° 15), 6-4, 6-1; S. Graf (RFA, 10° 1) b. N. Provis (Aus.), 6-4, 6-0; C. Kohda-Killeh (RFA, 10° 2) Kohde-Kilsh (RFA, nº 8) b. Faber (E-U), 6-3, 6-3; G. Sabatini (Arg., nº 3) b. Reggi (lt., nº 13), 6-0, 4-6, 6-1; Z. Garrison (E-U, nº 9) b. C. McGregor (E-U), 7-5, 6-1; H. Sukova (Tch., nº 5) b. C. Tanvier



Le Monde

L'EMPLOI EN FRANCE

En marge du salariat

Plus de trois millions de personnes travaillent de façon temporaire, intérimaire, saisonnière ou intermittente

la volonté de maîtriser un mouvement qui a vite rencontré un écho dans les entreprises, soucieuses de disposer de plus de souplesse et amenées à pratiquer la e gestion externe de la main-d'œuvre » (contrats divers, intérim, mais aussi filialisation ou appel à des sociétés sous-traitantes). Il fallait d'une certaine l'açon prévenir les débordements : ainsi, selon M. Bernard Perret, de la direction

création d'emplois réelle n'est pas équivalente au volume des bénéficiaires accueillis, un effet de substitution se produisant.

· Pour les SIVP, poursuit M. Perret, on peut considérer que dix stagiaires se substituent en moyenne à trois emplois « normaux » et s'accompagnent de la création de sept emplois supplé-mentaires. » Selon les calculs de la direction de la prévision, il faudrait même considérer que, pour un « stock » de 660 000 emplois « aidés » dans le secteur marchand non agricole en 1987. l'effet net cumulé sur l'emploi aura été de 133 000, les effectifs salariés ayant augmenté de 72 000 en un an.

à suivre

Si l'on peut donc s'interroger sur l'efficacité de tels dispositifs, il faut aussi savoir que le problème, loin d'être exclusivement français, se retrouve dans plusieurs pays, sous des formes variables, y compris au Japon et aux Etats-Unis. En RFA, on souligne qu'un tiers de la population active, en 1987, travaillait en indépendant, à temps partiel ou de façon temporaire. En obtenant un nouvel emploi en 1985, une personne sur deux s'est retrouvée sur un poste à temps partiel ou

Le développement de ces formes atypiques a mis en évidence les problèmes de couverture sociale ou collective. Ainsi, on estime que pour 3,7 millions de femmes qui travaillent à temps partiel 1,7 million n'ont pas droit à la retraite ni à l'assurance maladie. On ne compte que 80 000 salariés intérimaires, mais on évalue que, pour chacun de ces emplois, il y en a cinq qui sont

types de travail ont augmenté de 1,7 million, représentant 36 % de la main-d'œuvre. Si la tendance se

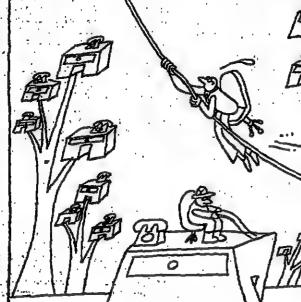
tre et une femme sur deux sont actuellement touchés.

De fait, il apparaît une specialisation, le travail à temps particl étant l'apanage des femmes et l'emploi indépendant celui des hommes. Depuis 1980, on assiste à une augmentation spectaculaire du travail indépendant. Entre 1979 et 1987, le nombre de ces travailleurs a augmenté de 50 % pour atteindre les 2,9 millions, et de 1986 à 1987 on en a compté 230 000 de plus, qui sont des chômeurs ou des ieunes arrivant sur le marché du travail.

Fait significatif: ce type de travail n'est souvent que temporaire. entre deux postes d'employé, et ne correspond done pas à une aspiration profonde. Les mêmes schémas peuvent se reproduire ailleurs. Aussi se montre-t-on attentif, notamment dans les sphères officielles, aux évolutions des « nouvelles formes d'emploi ».

ALAIN LEBAUBE.

d'emploi qui créent « un marché



du travail multiple ou pluriel où « le dualisme s'est largement

milieu professionnel dans le

cadre ou non du contrat de tra-

vail . Face à . l'apparent para-

doxe d'une puissance publique à

la fois gardienne du droit et

octrice de la flexibilité », il souli-

gna, lors du colloque, les limites de ce recours à des formes

. L'essentiel est fait. Nous n'irons pas plus loin et nous serons même particullèremens vigilants pour que le marché n'alle pas plus loin de son propre mouvement -, assura M. Soisson. qui s'interrogea sur « la cohésion et la motivation d'une communauté de travail constituée de travailieurs précaires ou, au mieux, d'un noyau de permanents entourés d'un halo d'intermittents . Ces nouveaux statuts devront désormais respecter une règle, · protéger sans exclure ·, et, surtout, être mieux . partagés =, * rester une transition et. non une position permanente ».

Un peu solennelle, la mise au point ministérielle se justifie par

de la prévision au ministère de l'économie et des finances, pour 720 000 bénéficiaires du traitement social en juin 1988, jeunes ou chômeurs de longue durée, l'économie réalisée par les employeurs sur la masse salariale. par rapport à une rémunération au SMIC, s'élève à 44,4 milliards de francs en année pleine, à 26.6 milliards si l'on exclut l'apprentissage et à 13,7 milliards pour les seules entreprises privées non agricoles.

En clair. l'existence de ces emplois « aidés » a permis » un contournement de fait de la contrainte du SMIC », qui s'est traduit par une augmentation des postes de travail offerts, notamment dans le BTP, les commerces et les services aux ménages. Mais encore faut-il noter que, dopée, la

Des évolutions

temporaire.

En Grande-Bretagne, on en arrive à une configuration qui doit faire réfléchir. Entre 1981 et 1987, le nombre de salariés permanents à temps plein a diminué de 1,07 million, et tous les autres poursuit, on atteindra les 40 % en 1991, alors qu'un homme sur qua-

Un embauché sur deux

'EST à partir de 1984-1985, selon l'INSEE, que la forte poussée de « nouvalles formes d'emploi » vient compenser les pertes de l'emploi salane traditionnel (200 000 en moins chaque année). Parmi ces emplois a stypiques », les stages, dont les TUC et les SIVP, viennent en tête, sulvis par le travail à temps partiel, l'intérim et les contrets à durée déterminée.

Désormais, plus d'un sur deux des nouveaux embauchés depuis trois mois l'est sur un emploi « atypique », alors que la proportion n'était que de un sur trois, six ans plus tôt. Ce sont les moins de trente ans et les jeunes femmes (aux deux tiers) qui sont ainsi recrutés. Entre 1983 et 1987, le nombre de contrats à durée déterminée a été multiplie par 1,8 et celui des stages par 4,8.

Au total, les « nouvelles formes d'emploi » représentent 20 % des emplois, dont 12 % de ceux des hommes et 31 % de ceux des fammes ; mais le pourcentage diminue de moitié si l'on exclut le travail à temps partiel qui serait « choisi », par opposition à celui qui serait « contraint ». Alors que le temps partiel regroupe 11,5 % de la main-d'œuvra, la distinction devient

toutefois de plus en plus difficile. Il existe des vanantes selon les statuts. Au bout d'un an, en 1988, un stagiaire sur quatre occupe un emploi stable contre près d'un sur deux en 1985. En movenne, un staciaire sur cino le reste ou passe dans un autre emploi précare l'année survante (intérim ou contrat à durée déterminée) et un sur trois se retrouve au chômage. L'intérim favorise l'insertion puisque trois sur quatre ont toujours un emploi un an plus tard, mais la perspective d'obtenir un emploi stable diminue (33 % en 1988 contre 49 % il y a quatre ans).

« Du provisoire qui dure ». écrit l'INSEE qui note qu'un intérimaire sur cinq est au chômage l'année suivante. Le titulaire d'un contrat à durée déterminée s'en tire mieux. Un sur deux a un emploi stable l'année suivante, sans changement depuis 1985.

d'enseignement supérieur

8 rue de Lota - 75116 Pans

761: 45 53 60 00 - Minitel: 3616 ISG

Cette formule s'apparente de plus en plus à une pénode d'essai prolongée, mais le risque de chômaga est du même ordre que pour l'intérim. Deux activités, hôtellerie et réparation automobile, note l'INSEE, sont des secteurs de passage qui « accueille des personnes auparavant inemployées et redistribuent vers d'autres secteurs une part impor-tante de leurs salariés ».

L'autre partie de la population touchée par les métamorphoses de l'emploi est celle des « nonsalariés » décrite par le Centre d'étude des revenus et des coûts (CERC), soit, hors agriculture, les travailleurs indépendants, non salariés, mais aussi les personnes qui sont leur propre employeur dans une société. En treize ans, de 1975 à 1988, leur nombre a sugmenté plus vite que l'emplor total (+ 16,4 % contre + 4 %).

Le nombre total des employeurs et des travailleurs indépendants, après s'être accru lentement (de 0,7 % par an) entre 1975 et 1985, augmente de 2,7 % par an de 1985 à 1983, observe le CERC. On deviendrait conjoncture de l'emploi est mauvaise, faute de trouver un travail salané, ce qui serait le cas pour des jounes ou des adultes licenciés, a Catégoria rafuga a, le trabeaucoup de « maioré eux », mais aussi un bon nombre de faux indépendants, petits sous-traitants, très dépendants d'un chent qui domine, quelquetos les employait auparavant.

En passant de l'industrie aux services, et en se modernisant. l'économie autonse la naissance d'activités exercées à fitre personnel, sur la base d'un savoirfaire spécialisé ou de competences pointues. Ainsi pullulant les créations de cabinets de consultants ou d'audits qui totalisent la plus forte partie des augmentations d'emplois chez les cadres, alors même que les entrecités plutôt que de les intégrer en raison de leur recentrage profes-

L'industrie à la rescousse

Les services semblent essoufflés et créeront peu d'emplois dans les années à venir.

1987. Dans le même temps, le secteur des services a créé des emplois. Presque autant : 1,6 mil-

La France est un cas limite. mais pas unique. Dans tous les pays, les emplois sont créés princi-palement ou uniquement dans les services. Aux Etats-Unis, où presque 18 millions d'emplois ont été créés pendant la même période, plus de 16 millions l'ont été dans le teruaire.

ces pouvelles formules conduisent l'nous pensons que le développe-

que des services. L'analogie avec le secteur primaire s'impose : le nombre des emplois dans l'agriculture a diminué de façon inexorable et continue depuis un bon Le nombre des emplois dans

l'industrie va maintenant connaître une évolution semblable. Ce postulat est à la base de beaucoup d'actions, en matière de politique régionale ou de politique de sormation, par exemple. Est-il pour autant bien fondé? Un retournement de tendance est-il conceva-

L'analyse détaillée de l'évolution du tertiaire montre que l'aug-

(*) Professeur à l'université de

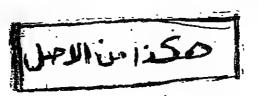
mentation de l'emploi au cours des années passées a été concentrée dans cinq secteurs : les services non marchands, les services aux particuliers, les services marchands aux entreprises, les services de restauration et les services financiers, 94 % des emplois créés en France depuis 1978 l'ont été dans ces cinq secteurs. Ils sont tous fragiles. Pour des raisons différentes. l'augmentation du nombre des emplois dans ces secteurs est improbable.

Prenons les services non marchands. Ils sont essentiellement rendus par les administrations, centrales et locales, et l'inancés par l'impôt. De la droite à la gauche, tout le monde est bien d'accord pour dire que la pression fiscale doit diminuer ou, au pis, se

De plus, les salaires de la fonction publique sont devenus si bas que la qualité du recrutement s'effondre; et beaucoup pensent ou disent que notre pays se porterait mieux avec moins de fonctionnaires mieux payés.

(Lire la suite page 18.)

2e CYCLE ISG PROGRAMMES PEDAGOGIQUES 1989 Cycle national: le et 2º année d'enseignement et préparation à la vie professionnelle à Paris 3º année d'insertion professionnelle progressive en entreprise. Cycle multinational: le année : enseignement de base et préparation internationale a Paris 2º année renseignement à l'étranger Zone U.S.A. I.S.G./New York Zone ASIE: I.S.G./Tokyo-Chine - N.P.I. 3º année insertion professionnelle en entreprise Date limite du dépôt Dates du concours: des dossiers : 17, 18 et 19 avril 1989 4 février 1989 Institut Supérieur de Gestion Etablissement libre



E développement des « nou-velles formes d'emploi » est La responsabilité de l'Etat en tout a la mode. A l'origine, il cas est engagée, ce monvement s'agissait de l'émergence d'une étant selon les propres propos de zone floue entre le travail tradiM. Jean-Pierre Soisson, ministre tionnel et le chômage, qui avait du travail, « le résultat du dèvel'inset (Claude Thélot et publics (...) de dispositifs de for-Mireille Elbaum, principale mation, d'insertion ou de réinserment). Maintenant l'intérêt tion sollicitont l'entreprise et le s'accroît avec successivement la publication d'un rapport consacré à l'exemple français, par la DG V (direction générale des affaires sociales et de l'emploi) de la Commission européenne, et la tenue, à Paris, en novembre der-

tional sur le sujet.

lions en mars 1988.

paule

D'autres études ont précisé le champ où se joue, peut-être, la métamorphose d'un système né de la révolution industrielle et fondé sur le salarie à temps plein, stable et définitif. Ainsi le CERC (Centre d'étude des revenus et des coûts) indiquait que le nombre de non-salariés recommence à croître de 2,7 % par an depuis 1985, alors que l'INSEE précisait que le nombre de travailleurs indépendants, agriculteurs non compris, s'élevait à 1 420 000. Tandis que le . modèle dominant » perdait un million de personnes en six ans. les . emplois atypiques . en gagnaient autant, passant de deux millions en mars 1982 à trois pil-

nier, du premier colloque interna-

Tout entremêlé - crise et déréglementation, flexibilité et adaptution, modernisation et gestion de la main-d'œuvre, sans compter les effets imprévus du traitement social qui a inventé stages et dispositifs nouveaux, - il n'y a pas un élément qui n'ait jous en faveur de l'apparition on de la progression d'emplois, à la périphérie du salariat habituel. Condamnant une part toujours plus importante de la population active à des statuts précaires, ce mouvement a entraîné la multiplication des contrats à durée déterminée, de l'intérim, du travail saisonnier, temporaire, occasionnel, partiel, du travail indépendant, sous-traitant ou fanssement salarié, ainsi que la création d'entreprise, souvent individuelle.

> Une mobilité à normaliser

Cette métamorphose, encore exceptionnelle, peut tout bouleverser si elle se poursuit, et, pourquoi pas, entrainer une désagrégation du monde du travail, les logiques du contrat commercial se substituant à celles du contrat de travail. Installé à la frange, se nourrissant du chômage, le phéno-

mène peut annoncer une fragmentation - durable - de la main-

Il peut aussi fonctionner comme un processus de sélection. les jeunes et les femmes devant subir ses épreuves initiatiques. Au mieux, il sert de passage obligé entre un emploi normal et un autre. Enfin, il peut, comme le prefigure l'intérim, se moraliser ou se normaliser en se dotant d'un - statut de la mobilité -.

Quoi qu'il en soit, cette évolution aura forcément des incidences sur les régimes de protection sociale, leur financement, et sur les droits des travailleurs. Un chômeur indemnisé sur la base de 5 000 F par mois paiera 70 F de contribution pour une converture complète en cas de maladie, relève Mª Hélène Strohl, de la Cour des comptes, alors qu'an chômeur non indemnisé ayant exercé des activités occasionnelles pour 5 000 F dans un trimestre aura versé 1 000 F - suns s'ouvrir aucum droit -. L'assurance-. maladie devient . pratiquement inaccessible à ceux qui sont dans les situations les plus précaires ».

Avec un statut social inadanté.

Par RÉMY PRUD'HOMME (*)

U cours des dix dernières ment de l'emploi ne peut venir années, l'agriculture et l'industrie ont en France perdu des emplois. Beaucoup: près de 1,9 million entre 1978 et

La tentation de prolonger cette tendance lourde est forte. Presque tons les économistes y cèdent. Implicitement ou explicitement

Les puces et le chômage

du chômage ou des emplois? Le débat est ancien. Il remonte à la première révolution industrielle et à la révolte des canuts de Lyon. En Europe, il est largement idéologi-que. Il n'est pas sans intérêt de le poser au plan des faits, dans l'économie contemporaine.

L'examen en profondeur de trois économies-clefs conduit au diagnostic suivant : de 1973 à 1985, le progrès technique a créé chaque année 290 000 emplois au Japon, 960 000 emplois aux Etats-Unis... et 90 000 chômeurs en France, soit environ 1 million de chômeurs en douze ans.

Première surprise : pourquoi la France est-elle dans une si mau-vaise posture? Pourquoi à la même époque le progrès technique crée-t-il ici du chômage, là des emplois?

Deuxième surprise : pour nombre d'économistes, plus le progrès technique est intense, plus la croissance est forte, plus l'emploi augmente. Or le progrès technique de 1973 à 1985, a été très fort au Japon, sort en France et saible aux Etats-Unis. En d'autres termes, il a créé beaucoup d'emplois dans le pays (les Etats-Unis) où il avait l'intensité la plus faible. On est en plein paradoxe.

Un double impact

Pour un industriel, le progrès technique, c'est clair, ce sont des innovations de procédé et des innovations de produit. Il en envisage automatiquement le double impact sur l'offre et sur la demande : impact des équipo-ments nouveaux, tels que les robots, sur la productivité; impact des produits améliorés ou, mieux, radicalement nouveaux, tels que les magnétoscopes, qui créent des besoins...

Toutefois le langage de l'industriel - ce micro-économiste - est ignoré des macro-économistes, les Ceux-ci, qu'ils soient keynésiens, néo-classiques ou marxistes, ignorent l'innovation de produit, qui touche notamment le consommateur final. Ils ne prennent en compte, dans leurs modèles, que l'innovation de procédé, qui accroît d'abord la productivité, et, après un long et complexe détour, la demande finale.

L'explication de la relation progrès technique-croissance par l'innovation de procédé est certes nécessaire, car elle prend en compte l'impact sur la producti-

E progrès technique crée-t-il vité, soit la productivité imputable au progrès technique, Mais elle est insuffisante, parce qu'elle sous-estime le rôle du progrès technique dans la genèse de la demande. Or il a un impact sur les quatre éléments de la demande finale ; il y a des produits et services à forte densité technologique dans la consommation des ménages et des administrations, sous forme de voitures et de magnétoscopes, de scanners et de médicaments, de planches à voile et de deltaplanes...; il y en a dans l'investissement brut sous forme de machines et d'équipements; il y en a dans le solde du commerce extérieur sous forme de biens de consommation et d'équipement... La somme de tous ces produits et services à forte densité technologique constitue la demande imputable au progrès

Cependant, revenous aux industriels. Quand, dans le milieu des années 80, Renault a robotisé ses usines (+ 15 % de gains de productivité), la demande stagnait (+ 0 %) et l'emploi chutait (- 15 %). Tout le monde comprend ce phénomène et l'admet : une croissance de la productivité sans croissance de la demande, c'est la chute de l'emploi et la montée du chômage.

C'est la même chose, en un peu plus compliqué, avec le progrès technique: une croissance de la productivité imputable au progrès technique supérieure à celle de la demande imputable au progrès technique, c'est la chute de l'emploi, lié au progrès technique qui crée alors du chômage. Dans le cas inverse, il crée des emplois.

Ainsi on a l'équation : taux de croissance de la demande imputable au progrès technique moins taux de la productivité imputable au progrès technique égale taux de croissance de l'emploi lié au progrès technique. De cette équation, on déduit trois règies : pour que le progrès technique crée des emplois, il faut que cette dissérence soit positive: nour maximi ser l'emploi créé par le progrès technique, il faut maximiser cette dissérence : ensin, l'intensité du progrès technique ne rentre pas nécessairement en compte quand il s'agit de maximiser l'emploi qui lui est lié. Un pays à progrès technique très fort (le Japon), pourra creer moins d'emplois qu'un pays à faible progrès technique (les Etats-Unis), si la sameuse dissérence est plus forte dans le second

Sur la période 1973-1985, le Japon a connu une croissance

Le progrès technique a créé... un million de chômeurs, faute d'inventer de nouveaux produits

Par BERNARD RÉAL (*)

forte (+ 3.8 % par an), où le progrès technique a joué un rôle décisif. La croissance de la demande imputable au progrès technique a cte très forte, un peu plus que celle de la productivité imputable au progrès technique. La différence entre ces deux variables a été positive : des emplois ont donc été créés, certes moins qu'aux Etats-Unis, mais le résultat a représenté tout de même 70 % des emplois créés et contribue à expli-quer largement le faible taux du chômage japonais,

a voie royale

Une des forces du Japon a été d'industrialiser la production de biens radicalement nouveaux destinés à la consommation (magnétoscopes, disques compacts...) et à l'équipement (robots, ateliers flexibles...). Maîtrisant la filière electronique, il les a fabriqués en masse et à bas prix, inondant le marché national, puis mondial, où il a très souvent disposé d'une avance technologique absolue. Voilà une voie royale, génératrice de sorte croissance et aussi d'un peu d'emplois. La seule filière magnétoscopes — de la recherche à la commercialisation — n'a-t-elle pas représenté 200 000 emplois

Aux Etats-Unis, de 1973 à 1985, le progrès technique a joué un rôle très limité dans la croissance, qui a été par ailleurs modeste (+ 2,5 % par an). La progression de la productivité imputable au progrès technique a été quasiment nulle, du fait, entre autres, de la désindustrialisation et du développement massif des services (à faibles gains de proaucuvite).

En revanche, la croissance de la demande imputable au progrès technique a été réelle, quoique modeste. Au total, la différence entre les deux variables-clefs a été positive et relativement forte. Résultat : le progrès technique a créé beaucoup d'emplois, la moi-tié de l'ensemble des emplois créés dans le pays.

Cette performance est certes largement liée au développement massif des services qui sont peu exposés à la concurrence internationale. Mais il n'en est pas de

tion, menée depuis quinze ans à coup d'investissements de rationalisation plus que de capacité, a concerné le mode de production. guère le mode de consommation. Elle a accru la productivité imputable au progrès technique plus que la demande imputable au prorès technique, ce qui a créé du chômage.

que le bât blesse, car peu d'inno-vations de procédé, c'est moins de Contrairement aux Etats-Unis, la France a été soumise à une compétitivité, ce sont des diffidure contrainte externe, qui exicultés pour la balance des palegeait des innovations de procédé et des gains de compétitivité. Elle a peu développé la consommation de produits et services à forte den-En France; un assez grand nombre d'innovations de procédé sité technologique. se sont diffusées dans l'économie

Contrairement an Japon, elle de 1973 à 1985. Cette modernisan'a acquis qu'exceptionnellement une avance technologique, fût-elle (*) Chercheur au CNRS-université relative. Elle a en outre modernisé

son outil de production sans moderniser son mode de consommation. Enfin, elle a renonce à une politique modérée de croissance quand ceci était possible, c'est-à-dire à partir de 1985.

Ce sont là cinq handicaps lourds, à l'origine d'une situation grave mais non insurmontable. Il n'y a pas de fatalité. La mise en place par l'Etat comme par les firmes de politiques appropriées et complémentaires dans les domaines technologiques, industriels et économiques est nécessaire. Rien n'empêchera le pro-grès technique de créer 500 000 à 1 million d'emplois dans les dix ans à venir. L'étranger a fait beaucoup mieux. Il nous montre

L'industrie à la rescousse

(Suite de la page 17.)

même dans l'industrie : c'est là

Il semble donc difficile de croire que le nombre des emplois dans les services non marchands puisse augmenter dans le futur aussi vite que dans le passé.

Le cas des services marchands aux particuliers — des agences de voyages aux cabinets de kinésithérapeutes - est peut-être plus promet-teur. La demande de ces services augmente avec le revenu, et en particulier le revenu des ménages les plus aisés. Si le revenu augmente, et si les inégalités se perpétuent, ce sous-secteur dans lequel les progrès de productivité sont lents continuera sans doute à créer des emplois. On notera cependant qu'il n'en a guère créé aux États-Linis au cours des années récentes, ce qui est un signe inquiétant

Les services marchands aux entreprises - agences d'intérim, cabinets de consultants, entreprises de nettoyage, etc. - ont sans doute un bel avenir devant eux. Mais il y a quelque abus de langage à opposer la croissance de l'emploi dans ces secteurs au déclin de l'emploi dans l'industrie (et l'agriculture). En grande partie, il s'agit de l'avers et du revers d'une même médaille. Les processus de production des biens se

complexifient et se dissocient. Les entreprises industrielles se spécialisent et sous-traitent des pans entiers de leurs activités traditionnelles à des entreprises classées entreprises de services. En fait, on pourrait tout aussi bien considérer les emplois de ces services marchands comme des emplois industriels. La croissance de l'emploi dans ce secteur ne résulte pas d'un changement dans la structure de la demande, mais d'une modification dans la structure de l'offre.

Les emplois dans les cafés, hôtels et restaurants ont augmenté. La raison en est principalement l'augmentation de nombre de femmes qui travaillent, et de ce fait ne peuvent pas faire à déjeuner et veulent moins faire à diner. Mais un tel phénomène est par définition temporaire. A partir du moment où toutes les femmes travaillent, le nombre de femmes qui travaillent n'augmente plus, et le nombre des emplois dans les restaurants non plus.

Il en va de même pour le secteur financier — banques, assurances, location, — qui a créé des emplois dans les années passées. Là encore, on pent se demander si le phénomène n'a pas été engendré par un changement qui ne se reproduira plus : la « financiarisation » de notre économie. Beaucoup la considèrent déjà comme excessive. Peu pensent qu'elle va se poursuivre. De plus, on a ici affaire à un secteur où les progrès de productivité sont rapides, et déjà engagés, ce qui exerce une pression à la baisse sur le nombre des

Le vrai marché-

A des degrés divers, et pour des raisons différentes, les secteurs qui ont porté la croissance du terdans les années passées apparaissent donc essouffles, et peu créateurs d'emplois pour les années à venir. D'autres secteurs tertiaires, comme les transports ou les commerces, qui n'ont guère engendré d'emplois au cours de la dernière décennie, prendront-ils le relais? Ne serait-il pas plus sûr de compter davantage sur l'industrie? On peut peut-être penser, et on doit sans doute souhaiter, que l'industrie française va prendre la relève des services en matière de créa-

La demande des biens fabriqués par le secteur industriel ne diminue pas. Elle ne diminue pas en France si on la mesure à prix l'industrie française doit être en modifie rapidement. Elle diminue encore moins dans le monde, qui dre du poids - créer des emplois est le vrai marché des entreprises

françaises. La France va donc produire de plus en plus de biens. Si nous voulons rééquilibrer notre balance commerciale, il va même falloir augmenter cette production rapidement, plus rapidement que notre consommation.

Pour que cette augmentation de production se traduise par une augmentation de l'emploi industriel, il faut - et il suffit - qu'elle soit plus importante que le progrès de la productivité du travail. Ce progrès est certainement dési-rable, mais il n'est que l'un des moyens du maintien ou de l'amélioration de la compétitivité - qui est ce qui conditionne tout le reste. Les autres moyens sont l'augmentation de la productivité du capital, le freinage des couts salariaux, le développement de l'innovation, la maîtrise de la qua-

1000

44

The RESTROY

1.17

and the same

and the second second

化多环烷酸酶 智

Tradition (Inc.)

- 12- ARBO,

The state of the state of

چا بومیدن کا با در

April 1944 Beig.

Harris Contraction

REVENEZ

LACHAS ITEMANIES

the section of

Particular and the state of the

the state of the same of the s

ALTE 14 - 5 410 6 130 84 84 84

ETUNISIE !

On peut garder on gagner des parts de marché sans débaucher. C'est ce que l'Italie ou les Etats-Unis ont fait, sans parler du Japon. La raison en est que la concurrence internationale est de plus en plus une concurrence qui se fait sur les produits, et pas seulement sur les prix. Licencier per-met de serrer les coûts, mais pas d'inventer des biens nouveaux.

Les débauchages massifs qui sont intervenus dans l'industrie française étaient peut-être nécessaires (à moins qu'ils n'aient été le prix de l'incapacité des dirigeants économiques, syndicaux et politiques français à abandonner assez vite les secteurs et les produits condamnés, et à en inventer de nouveaux); mais ils ne sont pas une fatalité pour l'avenir. Après tous ces dégraissages, constants, même si sa structure se forme, et tout en muscles. En faisant de l'exercice, elle peut prensans prendre de graisse.

HUMEUR

Les exclus du banquet

ANS l'euphoria de la croissance économique retrou-vée et au milieu du vacanne que font les différents corps de métier bour réclamer leur juste part, il est une population que l'on n'a pas beaucoup entendue jusqu'ici. Forte de deux millions et demi d'âmes, elle égale pourtant le nombre des fonctionnaires et dépasse de loin les effectifs de ces services dits publics qui ont occupé avec tant de véhémence la devant de la scène.

Autrement plus défavorisée et déconsidérée que ces derniers, pour autant que ceux-ci le soient réaliement, elle a maiheureuse-ment l'énorme tort, dans notre microcosme socio-politique, qui ne réagit qu'au son des lobbies et des organisée, de n'avoir aucun porteparole et d'être totalement dénuée de tout levier d'action. C'est l'immensa cohorte des chômeurs.

A observer le spectacle des surenchères catégorielles et des revendications salariates, les mandeurs d'emploi pourrai néanmoins être saisis d'un fameux haut-le-cour et le faire savoir, s'ils en avaient le moyen. Certes, leur situation est bien triste, dira-t-on, mais quel rapport entre leur problème et la légitime radistribution des fruits de la croissance au profit des travailleurs ?

Le rapport, c'est celui qui existe directement entre les salaires et l'emploi, entre l'accroissement du pouvoir d'achat et celui du chomage. Ce rapport, en raison d'un consensus implicite fondé sur on ne sait quels tabous, est complètement passé sous silence dans les débats actuels. Et pourtant, ces augmentations généreuses que demandent les salariés au nom du retour à la croissance, ce sont forcément des salaires que les chomeurs n'auront pas. Il faudra bien, s'ils les obtiennent, les ser par des embauches en

Par FRANÇOIS THIOT (*) moins ou des déflations supplé-

mentaires d'effectifs.

La croissance permettrait toutes les audaces ? Avec 3 % de croissance, on peut augmenter de mais certainement pas les deux à la fois. Il faudrait 6 % de croissance pour ce faire, et pas 3 %, ce qui est à la portée de n'importe quel porteur de pancarte pourvu d'un minimum de bonne foi.

L'exemple américain

Trop simple, voire simpliste? Que l'on prenne donc seulement la peine de jeter un coup d'œil sur les statistiques économiques cou-vrant les dernières décennies, qu'il s'agisse des années glorieuses ou des années de crise. On constatera qu'en France, en Allemagne fédérale, au Royaume-Uni, en Itz-lie, et d'une manière générale en Europe, les salaires réels ont pro-gressé comme le PIB, mais l'emploi a stagné commument

Aux Etats-Unis, au contraire, c'est le salaire moyen qui se traîne (+ 14 % en seize ans contre + 57 % pour la croissance économique) et c'est l'emploi qui, exceptionnellement et à la différence de tous les autres pays, augmente structurellement et de manière spectaculaire (+ 35 % depuis 1970, +61 % depuis

Europe, l'Espagne a vu son emploi s'effondrer littéralement à partir de 1974 (- 14 % entre 1974 et 1983). Seule également, elle s'est permis de voir croître ses salaires réels d'un taux largement supé-rieur à celui de son PIB pendant la même période : + 28 % contre

(*) Economista.

+ 13 %, soit un excédent exacte ment opposé à son déficit d'emploi.

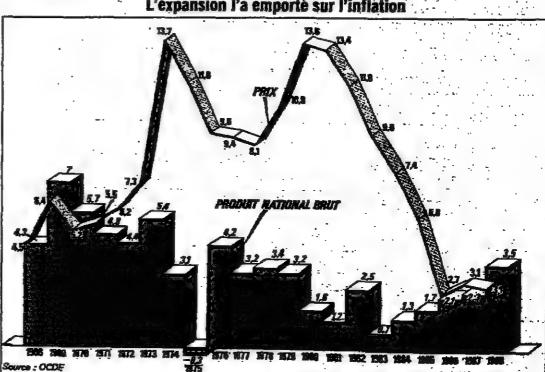
Se refusera-t-on après cela à admettre que la masse salariale ne peut croître durablement plus vite sert à augmenter le pouvoir d'achat, elle ne peut simultané-ment permettre l'embauche? constatation relève de la trivialité. It n'y a aucune raison pour qu'elle ne s'applique pas également au pays tout entier : les statistiques économiques en font foi de manière éclatante.

Aussi, tant que la courbe de l'emploi ne se sera pas vigoureuse-ment redressée – et il faut qu'elle le fasse de 20 % d'ici à 2005 si l'on veut éviter d'attendre à cette date les quatre millions et demi de chômeurs en France, - voilà ce qu'il faut dire à ces apents publice qui se santent mal aimés et s, et à tous ces salariés dépressits, et à tous ces salanés du privé qui, discrètement et sous le couvert de primes et d'intéressements divers, sont en train de festoyer en l'honneur du retour de la croissance : ces fruits de la croissance que vous empochez allégrement, ce sont les fruits que les chômeurs n'auront pas, ce sont les salaires des fins de droits, des langues durées et des restruc-

Le pouvoir d'achat ou l'emploi. la rigueur ou quatre millions et demi de chômeurs, voilà un discours simple et direct, propre à placer chacun devant ses responsabilités. Mais l'emploi, malgré toutes les professions de foi, est-il vraiment LA priorité pour tout le monde ? Et face à tous les lobbies qui, syndicats ou coordinations en tête, se pressent à la table du banquet et sont prêts à tous les chantages pour y participer le plus largement possible, que pésent les chomeurs inorganisés et sans droit

BALISE

L'expansion l'a emporté sur l'inflation



Pour la première fois dépuis 1970 - et pour la troisième seulement en vingt et un ans, - la croissance du produit national brut français a été, en 1988, supérieure à la bausse des prix à la consommation. Depuis 1968, le cas ne s'était produit que deux fois, en 1969 et 1970 ; unis au cours de ces années, et jusqu'en 1973, la croissance étalt plus forte (+ 5,3 % en moyenne) et l'inflation plus rive.

Pais, après le premier choc pétrolier, et jusqu'an second, l'expansion se situa à un palier nettement infé-

rieur (+ 2,8 %), alors que les prix flumbalent : ce fut, selon une expression excessive, la estagliation ». De 1980 à 1985, la France subit la cure de l'austérité avec une très faible croissance (+ 1,5 %) et une chute de l'inflation. Est-on maintenant entre dans une nouvelle période de six ans, avec une expansion — dont le taux correspond d'ailleurs à la moyenne de ces vingt et un ans (3,1 %) — voisine de l'inflation ? Il semble en tout cas difficile, compte tenu de la conjoncture mondiale et des structures nationales, de faire beaucoup mienx.

100 CO A 6 7 - 2



Il ne faut pas faire payer les machines

Des cotisations sur le capital technique freineraient les investissements et nuiraient à la sauvegarde dés emplois

par ALAIN EUZEBY (*)

ES ressources consacrées au financement de la protection sociale représentent des sommes considérables (de l'ordre de 25 % à 30 % du produit intérieur brut dans la plupart des pays de la CEE). Elles proviennent pour l'essentiel, mais dans des proportions très différentes seion les pays, du produit général des impors et de cotisations assises sur les revenus professionnels, en particulier sur les salaires.

Comment modifier les modalités de financement dans la perspective de les rendre plus équitables, plus favorables à l'emploi ou mieux adaptées à la nature et aux modalités d'attribution de chaque prestation? Quelles décisions doivent prendre les pouvoirs publics pour faire face à la tendance spontanée - c'est-à-dire à législation inchangée - des dépenses à augmenter plus rapidement que les recettes permettant de les

MUSSA

Un chômage technologique

En réponse à ces deux questions, qui se posent dans tous les pays européens, la solution consisiant à - faire payer les machines - est parfois présentée comme une mesure séduisante: mais, si elle peut l'être, ce n'est qu'en apparence. Par rapport aux cotisations des employeurs, qui ne sont assises que sur les salaires et. par conséquent, ne pèsent que sur l'utilisation du facteur travail et affectent particulièrement les entreprises qui utilisent beaucoup de main-d'œuvre, elle présenterait l'avantage de réaliser un certain rééquilibrage puisqu'elle porterait sur l'autre grand facteur de production, le capital technique, et peserait davantage sur les entre-

prises qui sont très mécanisées. En outre, dans une période de mécanisation, d'informatisation et de robotisation rapides de la production, il s'agirait de tirer parti. pour le compte de la protection sociale, des conséquences d'un progrès technique qui ne lui est guère (avorable puisqu'il incite les entreprises à remplacer des travailleurs par des machines et comporte un risque de chômage tech- (actionnaires, salariés ou consomnologique. D'où l'idée de frapper mateurs) qui supportent, en der- mé Grenoble-II.

également les machines en instituant des cotisations assises sur les investissements, les amortissements ou l'actif net des entre-

Toutefois, une telle mesure comporterait plus d'inconvénients que d'avantages. D'un point de vue économique, elle freinerait l'investissement et la modernisation, alors que ceux-ci sont indispensables à la compétitivité des entreprises, c'est-à-dire à leur capacité à affronter avec succès (développement des exportations et résistance aux importations) une concurrence internationale qui est de plus en plus vive. Face à cette concurrence, les relations entre investissement et emploi doivent être considérées en termes de complémentarité plus que d'opposition car, même lorsqu'ils se traduisent par des licenciements (que l'on pourrait d'ailleurs souvent éviter à condition de leur substituer de véritables mesures de partage du travail), les investissements permettent de sauvegarder des emplois.

Il y aurait en tout cas contradiction à vouloir instituer des cotisations sur les machines alors que, par ailleurs, on cherche, grace à de nombreuses mesures d'encouragement, fiscales ou financières, à favoriser la modernisation des entreprises. De plus, si les entreprises qui utilisent beaucoup de machines et peu de main-d'œuvre supportent effectivement peu de charges sociales, elles ont par contre à faire sace à des frais plus importants d'énergie ainsi que d'entretien et de renouvellement de leur matériel.

D'un point de vue logique, on remarquera que, si les machines ne rapportent rien aux organismes de protection sociale, elles ne leur coûtent rien non plus. Elles ne bénéficient pas de prestations d'assurance maladie lorsqu'elles sont en panne, ni de pensions de retraite lorsqu'elles sont mises au rebut!

En France, l'idée de saire payer les machines pour frapper à travers elles les entreprises les plus puissantes ne peut guère non plus être retenue car, en fait, ce sont toujours des personnes physiques

des cotisations et des impôts payés par les entreprises. Dans la mesure où des cotisations sur les machines seraient répercutées dans les prix de vente ou se traduiraient par une freinage des rémunérations versées aux salariés, elles n'auraient pas un impact aussi juste que ce que laissent entendre les propositions en faveur de cette formule.

Pour répondre aux questions soulevées par le financement de la protection sociale, il conviendrait niutot de s'orienter dans les deux directions suivantes.

La contribution des ménages

Chaque fois que des cotisations servent à financer des prestations qui n'ont pas pour but de compenser une perte de revenu professionnel (prestations familiales, soins médicaux, pensions versées aux personnes agées indépendamment de la durée et des revenus de leur vie active), le recours progressif à un financement sur le produit général des impôts serait sans doute mieux adapté en l'absence de tout lien entre les prestations versées et les revenus professionnels de leurs bénéfi-

Dans une situation économique où l'emploi est de plus en plus dépendant de la compétitivité des entreprises, il serait sans doute préférable de faire supporter par les menages la plus grande partie des ressources supplémentaires à mettre en œuvre. Cela consisterait à arbitrer en faveur de la protection sociale, au détriment de la progression du pouvoir d'achat des revenus - gagnés ».

Bien que les populations des pays de la CEE, en particulier les Français, soient très attachés à la sauvegarde de leurs systèmes de protection sociale et de leurs acquis sociaux, une telle option devrait être assortie d'un véritable effort d'information.

Il s'agirait de mieux faire prendre conscience aux individus des impératifs de la solidarité, ainsi que des économies que leur fait réaliser la protection sociale en prenant en charge la majeure partie de leurs frais médicaux, en leur évitant d'assurer eux-mêmes l'intégralité des charges de leurs parents retraités ou en les aidant à faire face à leurs obligations financières en cas de maladie. d'invalidité ou de chômage...

Le RMI, un bouche-trou...

Sans une politique active de la formation, le revenu minimum d'insertion ne sera qu'une formule d'assistance améliorée

par CHANTAL EUZEBY (*)

A France vient de se doter d'un revenu minimum garanti comme l'ont fait avant elle la plupart des pays européens. Il n'y a plus que l'Ita-lie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce qui n'en disposent pas encore au sein de la Communauté européenne. A-t-elle fait preuve d'originalité?

On aurait pu a priori le penser compte tenu des nouvelles contraintes économiques et sociales qui pèsent sur l'avenir financier de la protection sociale et qui sont bien dissérentes de celles que connaissaient nos voisins au moment de la mise en œuvre de leur dispositif : mis à part le Luxembourg dont la création du revenu minimum date de 1986, les expériences européennes en cours sont antérieures à la crise, la Belgique se situant à la charnière avec son - minimex créé en 1974.

Un édifice complexe

En fait, la France se situe dans la ligne de ce qui existe chez ses partenaires avec les risques de se heurter aux mêmes problèmes qu'eux, mais avec l'înconvénient supplémentaire d'avoir introduit un peu plus d'opacité dans un édifice social dejà plus complexe qu'ailleurs.

Sur le plan de la nature de la prestation, il s'agit ici aussi d'un minimum complétif, et non pas substitutif: le revenu minimum d'insertion (RMI) n'entend pas remplacer les autres prestations sociales comme le proposent les partisans de l'allocation universelle ou de l'impôt négatif, mais seulement les compléter lorsqu'elles sont trop faibles ou inexistantes. Comme ailleurs, il s'inscrit dans la logique des régimes d'assistance et d'aide sociale et présente à peu près les mêmes caractéristiques.

Le RMI est de « type » universel, sans pour autant s'appliquer à toute la population puisque certaines personnes peuvent en être exclues, notamment les jeunes de (*) Maître de conférences à l'univer moins de vingt-cinq ans. En l'étranger, à savoir : un niveau Europe, la « barre » se situe plus trop modeste de la prestation, sité Grenoble-II.

bas, à l'exception du Luxembourg, où elle est fixée à trente ans : vingt et un ans en Belgique, dix-huit ans au Danemark, dixhuit ans désormais pour les jeunes chômeurs au Royanme-Uni... Il ne correspond pas véritablement à un droit à la solidarité puisque les organes gestionnaires ont un pouvoir d'appréciation non négligeable dans l'examen des contreparties au moment du renouvellement de la prestation.

Le principe du rejet ou de la réduction de la prestation pour motif de non-acceptation d'emplois offerts, d'absence de recherche d'emploi ou de défaillance dans le suivi de la formation proposée s'applique bien qu'à des degrés divers dans plusieurs pays (Belgique, Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne, Luxembourg) et constitue, dans certains cas, un moyen de maîtriser l'évolution financière du dispositif. On peut craindre une pareille évolution dans le cas français, dans la mesure où les dépenses à financer risquent de dépasser les prévi-

Tel qu'il est conçu, le revenu minimum d'insertion se démarque de la formule nécriandaise, qui est de loin la plus généreuse, et du système britannique, qui se distingue par son rôle, devenu central, dans le système de protection sociale (plus de 4.5 millions de bénéficiaires de l'allocation complémentaire, soit 8 % de la population, sans parler des bénésiciaires du supplément familial.) Il se rapproche du «minimex» belge à la fois par le niveau de la prestation (ce qui est perdu au titre des allocations samiliales qui s'ajoutent au minimex en Belgique est en gros compensé par les possibilités de cumul partiel avec l'aide au logement en France) et par la fonction marginale qu'il doit jouer dans l'ensemble de la converture sociale (3 % de la population totale concernés en France, 1 % environ en Belgique).

Quant à la portée et aux limites de la mise en œuvre, le RMI devrait rencontrer les mêmes problèmes que ceux observés à

dans le but notamment de maintenir un écart par rapport au SMIC ; un exercice insuffisant du droit à la prestation de la part des bénéficiaires potentiels, lui-même du au caractère rebutant des démarches à réaliser face à la lourdeur administrative du systême social et à la difficulté de diffuser l'information auprès des plus démunis (30 % environ des allocataires potentiels restent en dehors du dispositif dans plusieurs pays); l'aspect trop exclusivement monétaire de la prestation et l'insuffisance des mesures d'accompagnement permettant d'assurer le suivi social et l'insertion professionnelle.

L'heure

des urgences

Sans une politique active de l'emploi et de la formation capable de proposer des emplois à ceux qui sont professionnellement insérables, sans la mise en œuvre de moyens financiers importants, le revenu minimum d'insertion ne sera pas plus qu'une formule d'assistance améliorée. Il sera tout au plus un moyen de freiner ou de reculer l'évolution vers une société duale dans laquelle les plus démunis parmi les pauvres seront inexorablement exclus.

On peut déplorer qu'une fois de plus on ait privilégié la solution · bouche-trou », alors qu'une restructuration de l'ensemble du systême de la protection sociale s'impose, d'une part pour en accroître la rationalité et l'efficacité à plus long terme; d'autre part, pour en faciliter l'accès aux plus démunis à l'heure où les urgences sociales se manifestent. Pourquoi, par exemple, laisser subsister l'allocation de parent isolé, alors qu'elle a fait la preuve de son inefficacité au regard de l'insertion des personnes concer-

Pourquoi continuer à verser des allocations familiales à toutes les families et ne pas les réserver aux ménages à revenus modestes ? Pourquoi ne pas supprimer l'allocation de solidarité spécifique », alors qu'elle fait désormais double emploi avec le revenu minimum? Pourquoi ne pas affecter les fonds de l'action sociale des caisses prioritairement à la pauvreté, quitte à les financer totalement ou partiellement par l'impôt?

(*) Maître de conférences à l'univer-

VOUS REVENEZ DE TUNISIE?

Ce beau livre est un tres beau livre. G. SALACHAS (Télérama)

Vous revivrez vos souvenirs dans Tunisie, ma mémoire d'enfant, un album de Joël Cuénot, qui se souvient de sa jeunesse dans un pays retrouvé après trente années d'absence.

Un album de la collection les sentiers imaginaires, en vente chez votre libraire. A défaut, téléphoner au (1) 45 07 18 11 (répondeur).

Les sentiers imaginaires, des livres inclassables.

LIBRAIRIE INTERNATIONALE &L rue Bonaparte, PARIS VI

Metro : Saint-Sulpice HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE ARCHITECTURE - BEAUX ARTS

Livres neufs - Livres anciens Catalogue bimestrici

Envoi sur sample demande

REGIONALISME

orientations

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

et recevoir gratultement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs sulvants, cochez la ou les lifléres qui vous intéressent et adressez ce bon à : Orientations Service, 28, rue de la Trémoille, 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement). M. - Mme - MHE

Code postal ___ Classes Preparationes
Grandes Ecoles, Commerce, Gestion
Ecoles à Vocation Internationale
Vente, Commerce, Gestion, Distribution
Grandes Ecoles Scientificues
7 Cycle on Gestion
Administration Militaire: Commissariets
Architecture
Alchitecture 4 Indiana.

Communication
Communication
Communication
Communication
Communication
Communication
Communication
Publicité
Communication
Audioviquelle
Compabbité
Danse
Design Design Industriel
Consciuns Excle Normate
Cours par Correspondance ETS
Cours par Correspondance Sciences Po

Elegranicas
Experiss Complable
Expression Vauelle
Farression Vauelle
Formation Continue
Gestion of Personnel
Institution-Restauration
Institution
Institution lournalisme .cg:stique Production Maintenance d'Ordina Marche de l'Art

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements:

45-55-91-82, poste 4330

Palais des Congrès - Paris - 31 janvier, 1-2-3 février



LA SEMAINE EUROPÉENNE **DU MARKETING DIRECT 1989**

CRÉE L'ÉVÉNEMENT

"Rencontrez les spécialistes et découvrez les nouvelles techniques du Marketing Direct"

pement des entreprises, le des marchés européens. Conquête, Marketing Direct devient, en 1989, la fidélisation, réactiva-

Réservations instantanées tion de clients, création de trafic, optimisation des tournées des vendeurs, stimu-

lation de la force de vente, action sur les prescripteurs... mais aussi télématique, video, television, base de données, mailing, marketing téléphonique, couponning, cartes de fidélité, cartes d'achat, clubs, parrainage..., les objectifs du Marketing Direct sont aussi divers

Téritable locomotive du dévelop- que ses formes. Accompagnant l'impressionnante percée du Marketing Marketing Direct part à l'assaut Direct, la 8º Semaine Française du

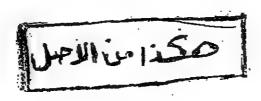
Semaine Europeenne du Marketing Direct. Sur 5000 m² et 3 niveaux d'exposition du Palais des Congrès,

plus de 280 exposants européens, représentant toute la profession, vous accueilleront. Plus de 15 conférences gratuites et 35 séminaires spécialisés vous permettront d'acquérir les connaissances indispensables dans les domaines de votre activité.

Quand les PDG font du "Direct" un objectif prioritaire. "L'Europe sans frontières, c'est pour demain. Alors comment proiter du marché unique pour developper votre entreprise à l'étranger?" La réponse des PDG tient en deux mots: "Marketing Direct",

une nouvelle technique de vente landée sur une rélation per-sonnalisée, durable et conhante avec les clients et prospects. AUDE DE THUIN Presidente du Groupe ADT

4, rue de Commaille 75007 Paris



La chronique de Paul Fabra

AUT-il rémunérer les comptes de chèques ? On aurait pu croire cette question indirectement écartée pour une période indéfinie après la peu reluisante querelle du mois de septembre dernier sur les cartes de crédit et la tarification des services bancaires, actuellement rendus gratuitement en France, dont, précisément les paiements

Un des arguments sur lesquels butent les banques pour faire admettre le chèque payant par le public est que celui-ci leur confie des dépôts gratuitement. Un avantage en valant bien un autre, à partir du moment où les banques se sont vu refuser par le ministre le droit de facturer librement leurs services, il semblait entendu que le statu quo allait se prolonger pour encore un certain temps. Or cela pourrait bien ne pas être le cas.

La doctrine des pouvoirs publics a beaucoup évolué depuis quelques mois. Les professionnels avaient déià ou s'en apercevoir, et pour beaucoup d'entre eux s'en inquiéter, à l'occasion d'une convention organisée le 30 novembre dernier par l'Association française des banques (AFB) sur la thème « Les perspectives ouvertes par l'évolution du système de paiement français ». Les participants parlaient; surtout technique; celle-ci étant en train, grâce aux progrès de l'électronique, de faire franchir une nouvelle et particulièrement spectaculaire étape dans la « dématérialisation » des moyens de paiement.

Cependant, après avoir lui-même largement brodé-sur; ces changements accélérés, le sous-gouverneur de la Banque de France, Philippe Legayette, profita de l'optimisme général suscité par ces transformations (et les nouvelles possibilités de profit qu'elles offrent) pour remettre sur le tapis le dossier qu'on croyait provisoirement enterré. « il est, à terme, souhaitable et inévitable que l'on substitue à [la] double interdiction une double liberté », déclara-t-il (le Monde du 2 décembre 1988). Ces propos n'étalent pas du goût de tous ses

Pour de nombreux banquiers, et notamment pour la plupart des dirigeants (pas tous, en effet) des grandes

* Nombreuses pages

d'offres d'emploi

« Accélérez votre carrière

dans la distribution et le marketing »*

Faut-il rémunérer les comptes de chèques ?

hanques qu'on continue à appeier « de dépôt » (quoiqu'elles fassent bien d'autres choses), il est certes grand temps de lever l'interdiction de tarifier les chèques, mais ils considèrent que, contrairement à ce que s'imagine un vain peuple, dont les préjugés semblaient ainsi recevoir une sorte de consécration officielle, cette liberté réclamée incassamment n'en appelle pas une autre. L'interdiction de rémunérer les comptes à vue devrait être maintenue, car elle s'explique pour des raisons qui lui sont propres et qui tiendraient aux € spécificités » du « système bancaire français », comme se plaît à dire l'AFB.

D'un avis contraire sont évidemment les établissements dits financiers ou spécislisés : ceux qui ne recoivent pas et n'ont pas le droit de recevoir des dépôts à vue. Eux ne bénéficient d'aucune ressource gratuite. Ils sont de plus en plus enclins à dénoncer l'état de choses existant parce que les banques classiques leur disputent désormais la clientèle sur le marché hautement lucratif du crédit personnel et du crédit à la consommation. Les conditions de la concurrence ne sont pas égales, disent les établissements financiers spécialisés.

Ce qui a le plus contribué à l'assou-

plissement de la position de la Banque de France (laquelle, toutefois, ne veut pas brusquer les choses) est que notre pays est de plus en plus isolé dans son interdiction. Depuis dix ans, les Etats-Unis ont déréglementé. L'Espagne l'a fait depuis avril 1987 : dans le climat actuel de la péninsule, cela s'est traduit par une compétition un peu folie entre les banques pour attirer les clients, mais ceux-ci se portent mieux et celles-là pas plus mai. C'est maintenant le tour de la Grande-Bretagne d'emprunter ce chemin. En Allemagne, les comptes à vue sont en général rémunérés, à des taux très faibles, de l'ordre de 0.5 %. Le cartel bancaire germanique veille à ce que les choses se passent calmement : c'est du moins ca que l'on dit en France. On

ajoute que, chez nous, la prohibition n'a pas toujours été en vigueur. Elle n'a été introduite qu'à une époque relativement récente : en juin 1967.

A quoi les banques de dépôt répondent que dans aucun autre pays d'Europe l'épargne liquide ne trouve des placements plus rémunerateurs qu'en France. Cela est du à l'essor sans égal qu'y connaissent SICAV et FCP (fonds commun de placement). Ce n'est pas sur la non-rémunération des comptes à vue, justifiée précisément par l'excellence des débouchés alternatifs offerts à l'épargne liquide, que se jouera 1993.

Laissons là cette querelle : elle oppose des intérêts beaucoup plus que des thèses. Cependant, parmi les reisons avancées par les tenants du statu quo, il en est une qui a toutes les apparences d'un vrai argument, je veux dire, susceptible de tenir le coup quelles que scient les circonstances. Il consiste à dire ceci : puisque les comptes à vue mobilisables par chèques font partie de la masse monétaire dans sa définition la plus stricte (M1), on doit an tous points les assimiler aux biliets de banque, avec lesquels ils sont amalgamés dans les statistiques. Or un billet de banque ne porte pas intérêt. Cela tient à sa nature de monnaie, c'est-à-dire d'instrument capable, en vertu de son pouvoir libératoire, d'éteindre définitivement une dette sans en créer une autre immédiatement. Seule une créance est susceptible de rapporter un intérêt.

ISONS-LE tout de suite : si l'assimilation dont il s'agit était légitime, il faudrait y regarder à deux fois avant d'envisager de rémunérer les comptes de chèques. Reste à savoir si ces demiers, actifs liquides, s'il en est, peuvent êtra regardés comma l'équivalent de la liquidité absolue à quoi correspond la monnaie. A cette question, il convient, me semble-t-il, de répondre par la négative, et cela d'abord pour des motifs tirés de l'expérience (non de la

Comme l'ancienne lettre de change, le chèque, qui en dérive, sert à économiser l'usage de la monnaie par des transferts de créances. Il est si vrai qu'un compte à vue est une créance sur une banque qu'on a dû se demander ce qui se passerait en cas de faillite. En l'espace de guarante ans. On à contiu en France vingt et une défaillances de (petites) banques, dont neuf au cours des treize demières années, Le plus extraordinaire est que le dispositif de garantie, sur l'existence duquel le public samble bien n'avoir aucun doute - un sondage sur ce sujet serait sans doute très instructif. - est, en ce qui concerne les banques proprement dites, des plus minces. Sur quoi repose aiors la confiance du public ? La réponse à cette question en dit elle-même très long sur les réalités du « système français » et sur le chemin qu'il lui reste à parcourir pour aboutir à un minimum de transparence et : de cohérence. Voyons les choses de plus

Dans l'état actuel des choses, la garantie des dépôts bancaires n'est juridiquement assurée que par des engagements de solidarité conclus entre les membres de l'AFB. Chacun d'eux consent par avance qu'un certain droit de tirage puisse s'exercer contre lui pour le cas où il faudrait procéder sux remboursements des fonds déposés dans une banque adhérente tombée en règlement judiciaire.

Encore la garantie par déposant estelle limitée à 400 000 francs tandis que le total des sinistres est plafonné à 200 millions de francs par an. Même si. sous certaines conditions, le montant annuel de la prise en charge peut être quintuplé, la proportion par rapport au total des dépôts bancaires (500 milliards pour les seuls dépôts à vue) est extrêmement faible. 1 milliard de dépôts (200 multiplié par 5), c'était le seuil à partir duquel, en 1982, tombaît le couperet de la nationalisation, un montant correspondant à un établissement très moyen.

To NE étude consacrée à ce dispositif et publiée par la faculté de droit de Lausanne en 1985 sous la signature de Michel Vasseur nous dit bien que e les critères de remboursement des déposants sont défins avec precision ». Il n'empêche, et c'est un trait extrêmement regrettable du c système français », que l'accord de solidanté passé au sein de l'AFB n'est pas rendu public. Les déposants en ignorent donc la teneur (tous, dans le passé, n'ont du reste pas été remboursés, parmi les plus gros).

Notons aussi que la garantie n'entre en jeu qu'après le jugament constatant la défaillance de la banque, et non pas des le moment de la fermeture des guichets. Enfin, et peut-être surtout, il s'agit d'un financement au coup par coup. Aucun fonds de garantie alimenté par des cotisations régulières n'est constitué. Autant dire, au vu de cette absence et de la modicité des appels de fonds convenus, que rien n'a été prévu pour l'hypothèse d'une crise bancaire, même confinée à une seule ville moyenne,

Il est vrai que l'article 52 de la joi bancaire du 24 janvier 1984 samble avoir amélioré les choses. Elle envisage la possibilité, sur l'initiative du gouverneur de la Banque de France, « d'un conçours de l'ensemble des établissements de crédit a en faveur de « la protection des intérêts des déposants et des pers s. L'ironie du sort aura voulu que cette disposition ait été pour la première fois mise en œuvre pour venir au secours des correspondants étrangers de la banque Al Saoudi, dont la piupart. étant donné leurs relations d'affaires. étroites avec cet établissement, auraient normalement dù supporter le risque eux-

L'épisode force le trait, jusqu'à la caricature, du « système français ». S'il inspire un sentiment de grande sécurité aux déposants, c'est parce que ces derniers, inconsciemment ou consciemment, comptent en toutes circonstances sur le secours - discrétionnaire - des « autorités de tutelle ».

BIBLIOGRAPHIE

« Bernard Lambert - trente ans de combat paysan »

Un syndicalisme de personnes

ETRACER l'histoire d'un mili-tant syndical, en dessiner le portrait, chercher à comprendre ce qui le sit courir présente aujourd'hui une utilité certaine. Puisqu'on s'interroge sur la désyndi-calisation, sur le renouveau possible des structures et des actions, il n'est pas mauvais de questionner le passé. Le livre Bernard Lambert trente ans de combat paysan (1) a cette vertu. Mais ce portrait, c'est aussi l'histoire de l'agriculture des trente dernières années, d'autant plus passionnante qu'elle dévoile l'envers du décor officiel.

A homme exceptionnel, formule exceptionnelle : la vie de Bernard Lambert est ici racontée par ses proches, et sa femme. Yves Chavagne journaliste, tient pour eux la plumé une plume alerte, sans citations excessives, sans le ton respectueux que l'on redoute dans ce centre d'exercice. Le témolgnage fait mou-

Loin des facilités de l'hagiogra-phie, les défauts mêmes du « grand homme », mort dans un accident de la route le 24 juin 1984, à cinquantetrois ans, sont analysés, le plus sou-vent justifiés aussi avec humour et tendresse. Ainsi l'inimitable façon qu'avait Bernard Lambert d'empor-ter seul une adhésion... démocratique. De même les difficultés fami-liales, rarement absentes chez ceux qui sont souvent absents, sont évoquées avec pudeur.

Précurseur, Bernard Lambert le fut, lorsque député météore, le plus jeune à quelques mois près en novembre 1958, il proposa l'autodé-termination des habitants de l'Algé-rie. C'était le 9 juin 1959 et il ne put terminer son discours devant l'Assemblée... Précurseur il l'était quand, dès les années de formation, au sein de la Jeunesse agricole catholique (JAC), il insistant sur l'information, celle de la base pay-sanne, celle des journalistes, celle des autres catégories professionnelles.

Sortir l'agriculture de son corporatisme ; faire alliance avec les ouvriers et les étudiants, que ce soit en mai 68 à Nantes, sur le Larzac, avec les Lip; contester la dérive capitaliste de la coopération et du mutualisme; autant de combats qui productivisme et de ses méfaits, il aura réfléchi, travaillé, proposé.

Ces parcours, Bernard Lambert les a découverts successivement. S'il était cohérent, le chemin n'était pas tracé d'avance, d'où d'inévitables contradictions. Il fut aussi souvent seul, devant les autres, ou plutôt un coup devant, un coup dans la cou-lisse. Figure de proue des paysans-travailleurs, après l'avoir été à la JAC, au CNJA, puis à la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ouest, il dut convain-cre son extrême gauche pour reconstruire l'unité de la gauche paysanne.

Photo étonnante que celle du bureau national de la JAC en 1957.

Autour de Bernard Lambert on voit notamment Michel Debatisse, Raymond Lacombe, Lucien Douroux qui cox ont pris le chemin des institutions. Dès cette époque, Bernard Lambert plaidait pour un syndicalisme de personnes, par opposition aux groupes et aux produits. C'est cette conception du syndicalisme qui l'amènera à se dépenser dans une succession de luttes pour la défense de cas individuels, dans l'analyse desquels il puisait cepen-dant les outils de la théorisation.

JACQUES GRALL.

(1) Editions La Digitale (Baye, 29130 Quimperlé), 284 pages, 120 F. Préface de Bernard-Thareau.

CESMA

<u>Une Formation Complémentaire</u> au management de haut niveau en 10 mois.

pour cadres et étudiants diplômés. de Grandes Ecoles d'Ingénieurs et d'Universités françaises et étrangères.

L'ne sélection rigoureuse fondée sur les qualités intellectuelles et humaines de candidats d'origines culturelles et professionnelles diversifiées. ■ Une formation intensive au management de 3 cycle, dispensée par un corps professoral de baut niveau, alliant excellence académique et expertise professionnelle.

Un accès privilégié à des fonctions de direction. dans des entreprises convaincues que la richesse d'une double l'ormation, acquise dans une perspective internationale, est un atout majeur pour leur dévelop-

Information et dossier de candidature auprès de : CESMA INFORMATION - BP 174 69132 FCLILY CEDEX/FRANCE.



OFFICE DE PROMOTION DE L'ÉDITION FRANÇAISE OIRES INTERNATIONALES DU LIVRE/JANV. MARS 89 restent d'actualité. Sur le statut pay-Le Monde san, sur la question foncière, sur la politique agricole commune et son corrège d'absurdités (comme la pou-SCIENCES OPEF, 35, rue Gregoire de Toars, 75006 Paris (43-26-61-66). ET MÉDECINE dre de lait reconstituée pour nour-rir... les veaux), jusqu'à l'analyse du

Le nouveau

d'actualités

distribution

Chaque vendredi, 9 F

chez votre marchand

de journaux

journal

de la

ABONNEZ-VOUS

au tarif de lancement 195 F (un an, 43 numéras)

el réalisez des économie de 50 % en le per ou nevéro en coonne à CASA MARKETING au prior de 195 F. le recevris donc les 43 ebdo, le régleris, allaneorement, à réception de votre factoire.

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 30 AVRIL 1989

CASH MARKETING, Service obe

SOLYING WE

1477年14日 日本 · GSDYFF Meladia Chailmettamille

STICKON BOOK S

porturations of

MOITUBISTOR

Le Monde DIRIGEANTS

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSER-VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

SOLVING International

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNERATION ANNUELLE 400 000 F +.

Consultants de Haut Niveau

Voici pourquoi notre société est susceptible de vous intéresser :

A Notre activité de conseil est fondée sur la PERFORMANCE stratégique et opérationnelle avec, au premier chef, une éthique de résultats significatifs.

SOLVING intervient dans l'élaboration et la mise en place de stratégies de développement et d'organisation.

SOLVING est au service de grandes entreprises en Europe et aux Etats-Unis souvent leaders dans leur secteur.

SOLVING est une société internationale dont la faille autorise à la fois une capacité importante d'intervention et une forte personnalisation des contacts avec ses clients.

SOLVING s'attache à être constamment à la painte des approches et des méthodes contribuant à l'efficacité du management. A Pour accompagner notre croissance, nous cherchans actuellement à intégrer dans nos équipes des CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU ; Ingénieurs, HEC, MBA, MS, Ph.D., ayant une première expérience professionnelle réussie et réunissant à un niveau exceptionnel les qualités suivantes:

- intelligence de la vie des affaires,
- largeur de vues et créativité,
- esprit analytique et grande rigueur intellectuelle,
- forte capacité de travail,
- excellente aptitude à communiquer et à promouvoir le changement,
- Nous recherchans également des candidats parfaitement bilingues, français, américain, italien, espagnol, allemand, néerlandais...



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à :

Solving International 2, avenue de Messine - 75008 PARIS.

PARIS - LONDRES - NEW YORK **BOSTON - COLOGNE - BARCELONE**

DISTRIBUTION LOGICIELS SYSTEMES

Filiale d'un groupe américain, notre société distribue des logicles concus pour améliorer les conditions d'exploitation sur grands systèmes IBM. Après 2 ans d'existence en France, nous atteignons 40 millions de CA en 1988 et un taux moyen de croissance de 40 % par an. Nous recherchons notre

Diplômé de l'enseignement supéneur, vous avez acquis, à 35/45 ans, une solide expénence de la vente et du service en environnement IBM grands systèmes.

Manager dans l'âme, vous maîtrisez les problèmes liés aux structures en forte croissance.

Directement rattaché à notre Direction Internationale, vous disposerez d'une large autonomie et vous prendrez sous votre responsabilité les Divisions Commerciales, Technique et Administrative. Votre challenge sera de développer encore notre taux de croissance ainsi que de nouvelles activités, dans le conseil notamment. L'anglais courant est indispensable. Le poste sera basé à Neuilly-sur-Seine.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 45388/LM à Média System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris cedex 17, qui transmettra en toute confidentialité.

Jeune directeur usine

Annecy (Haute-Savoie)

Dans le domaine des biens d'équipements mécaniques, notre groupe (CA 400 millions -60 % export) est remarqué par ses performances, sa croissance et sa rentabilité. Nous recherchons un jeune Directeur pour une unité industrielle autonome et récente, qui développe et fabrique un matériel breveté dans le monde entier.

Diriger cette usine (70 personnes actuellement), en accroître les capacités et les performances tout en participant au développement de nouveaux produits, ce sera votre challenge avec l'appui de la Direction Industrielle du groupe, dans un climat social positif.

Ingénieur mécanicien, vous avez une expérience de 7 à 10 ans diversifiée et concluante en bureau d'études, industrialisation, organisation industrielle... et production, dans les biens d'équipements mécaniques moyennes séries. Entreprenant et rigoureux, ouvert et novateur, votre capacité d'évolution est à la hauteur des objectifs élevés que nous avons pour cette activité. Alors écrivez vite sous réf. 522.01 M aux Conseils en Recrutement Associés 1 avenue Georges Pompidou - BP 3211 - 69403 Lyon Cedex 03.

LES CONSEILS CE EN RECRUTEMENT ASSOCIES RA

22 Le Monde Mardi 24 janvier 1989 •••

Le Monde

DIRIGEANTS

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGES A PRÉSER-VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

DIRECTEUR DE DIVISION

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES! DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE

500.000 F

Mesure et instrumentation - Ce groupe français de dimension internationale qui réalise 50% de son chiffre d'affaires à l'étranger, recherche le directeur de sa division mesure et instrumentation. Placé sous l'autorité du directeur général du groupe, il aura pour mission de définir la politique de développement et d'inter-nationalisation des 5 sociétés composant la divi-sion (550 personnes, 250 millions de francs de chiffre d'affaires) et de la mettre en œuvre. Basé à Paris on à Rennes, ce poste s'adresse à un cadre de la C.E.E. âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur et parlant conramment le français et l'anglais. Il doit

nécessairement justifier avoir exercé des respon-sabilités de management (direction commerciale ou générale) dans une société fabriquant et commercialisant en France et à l'export des produits à caractère technique destinés à l'industrie (composants, équipements légers...). Fonction des compétences présentées la rémunération annuelle brute de départ sera de l'ordre de 500.000 france à mitten de fonction Essive à SOO.000 francs + voiture de fonction. Ecrire à JM JACLOT en précisant la référence A/R9481M - PA - 3, rue des Graviers - 92521 NEURLLY Cedex - TS. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group HUMAN RESOURCES ..

Creating Business advantage

Notre société conçoit et intègre des systèmes de gestion de documents sur disque optique numérique pour les grandes entreprises.

Son développement rapide (150 clients prestigieux en 3 ans) nous amène à recruter un

Directeur general

dont la mission sera de gérer notre croissance en Europe francophone et dorganiser notre implantation dans plusieurs autres pays d'Europe.

Pour ce poste de Irès haut niveau, basé à PARIS, nous recherchons un candidat de grande valeur dont la formation initiale inécessairement une école de tout premier plan: X, ECP, HEC...) n'aura constitué qu'une étape dans la connaissance des métiers de l'ingénierie informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence 8006 AM à notre conseil : CREFORM - 7, rue Louis David 75116 PARIS.

The state of the s

VENEZ DIRIGER Une entreprise... Demain plusieurs (Ponts, ECP, ESE, ESTP ...)

REPRODUCTION INTERPOTE

Notre groupe [8 000 pers.] intervient dans les Travaux Industriels, l'Electricité, les Automatismes et les Techniques de Pointe. Il appartient à l'un des tous premiers ensembles privés

Notre philosophie de management repose sur une très forte décentralisation : nos besoins en cadres dirigeants sont donc importants.

Le patron d'une dizaine d'agences et filiales [40 ans] est appelé à évoluer sous moins de deux ans. Afin de préparer sa succession, il confiera d'abord la Direction de la principale unité à un

A environ 38 ans, (± 5 ans), celui-ci dispose de réelles qualités d'entrepreneur et de meneur d'hommes. Il a pu acquérir son expérience dans un domaine d'activité proche de l'un des nôtres ou plus généralement dans le secteur des services (ingénierie, BTP, second œuvre,

La rémunération de départ (à négocier) comprendra une part attractive d'intéressement. Le poste est à pourvoir dans une métropole régionale située à 100 km de Paris.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite) sous réf. 1414 LT à notre conseil PLEIN CADRE - 350, rue de Vaugirard - 75015 Paris, qui dans un premier temps nous permettra de communiquer confidentiellement.

PLEIN CADRE

Accroître la productivité

Pour une des premières sociétés trançaises de location dans le secteur textile, participer à la délimition de la politique générale, assurer le développement de 3 unités régionales dans le sonci permanent de rentabilité, telle est la mission du

Directeur Général Région Sud

Membre du Comité de Direction, il anime sa région comme un centre de profits : définition et mise en œuvre de l'action commerciale, optimisation des processus de fabrication, gestion administrative

An siège, il est responsable des fonctions achais, technique, finance. Agé de 30/35 ans, ingénieur, il est sensibilisé aux gains de productivité. A l'aise sur le terrain, il sait aussi négocier, gérer, animer. Ce poste, évolutif en fonction de la croissance de l'entreprise, est basé dans les Deux Sèrres.

Ecrivez sous référence 809 260/M. Consultez aussi le MINITEL 3617 code KRIEF:

BERNARD KRIEF CONSULTANTS 115, rue du Bac - 75007 Paris

DIRECTEUR DU MARKETING ET DES ÉTUDES

PERSPECTIVES: BRAS DROIT DU PRÉSIDENT, D.G. ÉVENTUEL, VOIRE ASSOCIÉ.

Groupe parisien de réputation internationale, en expansion rapide, spécialisé notamment dans l'ANALYSE PROSPECTIVE DE SOCIÉTÉS COTÉES, recherche entrepreneur créatif pour :

- diriger et appuyer analystes suivant planning strict ; - participer aux interviews à haut niveau des sociétés
- mise au point final et diffusion des études destinées à de grands institutionnels français et étrangers ;
- relayer le président pour des démarches marketing France, Europe, U.S.A. et, éventuellement, Japon.

REQUIS:

- excellente maîtrise de la comptabilité, intuition économique et boursière (française), pratique des interviews à haut niveau, de l'anglais, du travail en équipe;
- aptitude à l'administration interne et surtout à la vente de services financiers, au plan mondial, à des institu-Intéressement dès la première année à l'accroissement des

bénéfices, résultat de ses efforts. Age et nationalité indifférents.

Envoyer lettre manuscrite avec curriculum vitae détaillé,

références et dernière rémanération.

Ecrire sous le nº 8116, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

ES RENDEZ-YOUS EMPLOI

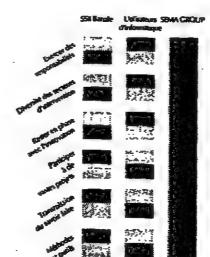
Cadres toutes les offres d'emploi de la semaine vendu en kiosque 10 F

LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES AMBITIONS

OPÉRATION SPÉCIALE

..Banques et Assurances... Banques et Assurances...

Carrières dans l'informatique bancaire taites le plei



SEMA GROUP est, de longue date, un partenaire privilégié pour les professionnels de la Banque et des Marchés Financiers. Les mutations et les transformations du monde bancaire en font un domaine pilate qui préfigure ce que seront les interventions futures dans les autres secteurs de l'économie. Nos équipes conçoivent et réalisent des projets dans les domaines suivant : Monétique, Gestion des crédits, Marchés des capitaux, Trésorerie internationale... ou des projets couvrant l'ensemble des systèmes centralisés d'information,

grande école, concepteurs / éaléateurs, venez accroître et mettre en valeur votre savoi faire dans le secteur de l'informatique bancaire. Pour gagner le challenge de 1993, soyez, dès aujourd'hui, au coeur des systèmes d'information de demain.

SEMA CROUP, qui réalise un chilire d'affaires de 3 milliards de francs en France, Grande Bretagne, Allemagne Fédérale, Bénélux, Espagne..., est aujourd'hui le premier groupe véritablement européen de services informatiques.

Pour prendre contact, merci d'envoyer C.V. et lettre manuscrite sous réf. LM/14, à Elisabeth PICARD, SEMA GROUP, 16 rue Barbès, 92126 MONTROUGE Cédex



JEUNE C

F CREDIT ACROCO



OPÉRATION SPÉCIALE

Banques et Assurances... Banques et Assurances...

JEUNE RESPONSABLE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Produits financiers

Provence — Ce GIII antonome (plus de 200 personnes) intervient cómune prestataire de services en matière de gestion de produits financiers (valeurs mobilières, SICAV, FCP; assurances...) pour le compte de 24 caisses régionales représentant environ 1.500 agences. Le responsable recherché participe à la définition et à l'adaptation des offres destinées aux caisses. Il en assure la promotion: définition et réalisation des supports, actions d'information, et de formation. ports, actions d'information et de forme opérations-tests... Enfin, à leur demande, il apporte aux causes régionales l'assistance commerciale dont elles ont besoin pour

CREDIT AGRICOLE

assurer le développement des produits financiers tant auprès de leur réseau que de leur clientéle. Ce poste concerne un candidat âgé de 25 ans au moins, de formation supérieure (école de commerce, DESS, banque...) possédant idéalement une première expérience commerciale (vente, animation, formation...) et une bonne connais-sance des produits financiers. Ective en précisant la référence A/3114M à IC GERARD - PA - 78. Bel de 11 Novembre - 68674 VILLE INDRA NAIS Bd du 11 Novembre - 69626 VII LEURBANNE Cedez - T.H. 78.93.90.63, (PA Minitel 36.14 code



Creating Business advantage

CHARGE DE CLIENTELE **FINANCEMENT ENTREPRISES**

Amiens - Une institution financière performante recherche, dans le cadre de son développement, un chargé de clientèle. Il aura pour mission de prendre en charge et d'accroître un portefenisse de chents en leurproposant la gamme complète des produits de financement (LMBO, prises de participation, crédit-bail immobilier, prêts, LT...). L'action commerciale concerne le département de l'Oise. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 25 ans minimum,

State of the state of the state of

A Company

7 - 1 700 EVE

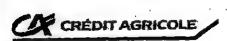
diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, Sciences éco., ...) ayant une première expérience du financement aux entreprises acquise en tant qu'exploitant bancaire, ou dans une direction financière d'entreprise. La rémunération motivante sera adaptée en sonction du profil du candidat retenu. Écrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9461M - PA - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Ta. 47.47.11.84. (PA Minitel 36.14 code PA)



JEUNE CHARGE D'AFFAIRES

Midi-Pyrénées

La Caisse Régionale de Crédit-Agricole du Tarn occupe une place privilégiée au sein de l'économie régionale. Pour conforter cette position, elle recherche un jeune charge d'affaires. Intégré an département entreprise du siège, il assurera le suivi et le développement d'un portesenille de PME-PMI ayant un chiffre d'affaires supérieur à 10 millions de francs. Interlocuteur privilégié de cette clientèle, il saura appréhender, comprendre et résoudre les besoins qu'elle lui soumettra. De plus, il exercera une mission fonctionnelle d'analyste financier auprès des agences du réseau qui conservent la gestion des entreprises de moindre importance. Ce poste s'adresse à un jeune diplôme de l'enseignement supérieur (ESC, Sciences Eco...) qui bénéficie d'une expérience d'environ 5 ans dans la gestion d'un porteseuille d'entreprises. Pour ce poste. basé à Albi, écrire à J. DEVY en précisant la référence A/T7281M - PA - 2 Bis, aveme Frizac - 31400 TOULOUSE - Tel. 61.52.34.18. (PA Minitel 36.14 code PA)





Crédit National



Contrôleur de Gestion

Au sein d'une équipe dynamique, il participera il l'ensemble des travaux : prévisions de résultats, simulations à moyen terme, développement des systèmes de comprabilité analytique et d'informations de

- Il devra posseder :
- une formation d'ingénieur avec un complément en gestion ou un diplôme de grande
- 2 à 4 années d'activité professionnelle.
- Une expérience du contrôle de gestion ou des opérations de banque ainsi qu'une bonne connaissance de la micro-informatique seraient appréciées.
- Il est prévu une rémunération compétitive et des possibilités d'évolution professionnelle au sein du
- Merci d'envoyer une lettre marasicrite avec CV, photo et indication du salaire actuel au Crédit National Service du Personnel et des Relations Sociales - 45 rue Saint-Dominique, 75700 PARIS.

Jeunes diplômés grandes écoles

Ce que nous sommes :

- Une banque d'affaires en expansion spécialisée en ingénierie financière, opérations de trésorerie et montages bancaires sophistiqués.
- Une présence significative nationale et internationale en relation avec une clientèle de grandes entreprises et d'institutionnels de haut niveau.
- Une entreprise à taille humaine spécialisée dans la réalisation d'opérations complexes à haute technicité et détenant des participations diversifiées dans l'industrie, les services et la finance.
- Un ensemble de métiers à forte valeur ajoutée en innovation continuelle.

Ce que vous serez :

- Trader en options de change. Responsable commercial en produits de trésorerie.
- Analyste financier.
- Analyste en montages bancaires internationaux.
- Gestionnaire obligataire.
- Spécialiste en micro-informatique-

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre manuscrite et CV à BUE, Direction des Ressources Humaines, Réf. ID. 4 rue Gaillon, 75107 Paris Cedex 02.

BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE,

BANQUE REGIONALE

Région ouest - Membre d'un des premiers groupes bancaires français, cette banque régionale (grande ville de l'ouest) renforce ses structures et propose à deux cadres de prendre des responsabilités importantes pour son développement

EXPLOITATION DIRECTEUR DE SECTEUR

300.000 francs + - Dépendant de la direction de l'exploitation et responsable d'un groupe d'agences (8 - 10 agences ou bureaux et une cinquantaine de collaborateurs), il aura un rôle essentiel d'encadrement et de motivation sur le terrain. Il établira personnellement des relations avec une clientèle d'entreprises de bon standing. Le poste conviendrait à un candidat âgé d'au

moins 35 ans, de formation supérieure (ESC ou équivalent) avant acquis une excellente maîtrise de l'exploitation (en particulier PME/PMI) et possédant de grandes qualités d'animateur. Basé dans une grande ville de l'ouest, ce poste peut offrir de bonnes perspectives d'évolution. Réf. A/2032M.

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ADJOINT

250.000 francs + - Collaborateur direct du directeur des ressources humaines et bénéficiant d'une large autonomie, il sera responsable du développement des ressources humaines (recrutement, formation, gestion prévisionnelle et préventive de l'emploi, communication interne). Capable d'analyser les performances, de détecter les potentiels, il sera une véritable force de pro-

position et d'anticipation, aidé par son sens de l'observation du climat social et par son attention aux aspirations individuelles. De formation supérieure (ingénieur, ESC, sciences humaines...) âgé d'au moins 32 ans, imaginatif, "communicant", il connaît le secteur tertiaire et maîtrise l'outil micro-informatique. Réf. A/2033M.

Pour ces deux postes, écrire à 1. MOUNIER, en précisant la référence du poste choisi - PA - 3, rue des Graviers - 92521 NEUTLLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business advantage

Banque : Spécialistes Crédits Promoteurs !... Développons cette nouvelle activité au sein du Groupe!

Agé de 28 à 35 ans, vous êtes un spécialiste du crédit promoteur, c'est -à-dire du crédit de trésorerie afférent aux opérations d'aménagement et de construction ; Rejoignez notre Département immobilier en qualité de gestionnaire des

Crédits Promoteurs

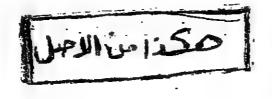
Avec le Responsable du Département, vous monterez complétement les dossiers et en assurerez directement la gestion informatisée. Au-delà de votre technicité, vous jouerez un rôle de coordination vis à vis de notre clientèle en liaison avec un ensemble de quinze banques importantes affiliées à un réseau national à la notoriété et à l'image de marque enviables. Une activité où la technicité n'est qu'une condition nécessaire... mais non suffisante !

Partons-en ! Poste à Paris. A bientôt !

Merci de nous adresser votre résumé de carrière, sous la référence N/CP/LM, à notre Conseil René



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



24 Le Monde • Mardi 24 janvier 1989 •••

REPRODUCTION INTERDITE

CLIENTELE HAUT DE GAMME!

n'est-ce pas aujourd'hui ce que vous cherchez pour donner un **nouvei**

essor à votre carrière ? après des études supérieures, 3 années passées dans un établissement bancaire vous ont donné une bonne perception du milieu et vous ent permis d'acquerir de solides

Nous vous proposons de venir nous rejoindre en tant que cadre EXPLOITANT

Nous sommes une banque privée, filiale d'un grand groupe français.

Prenez contact avec notre Conseil Denis SESBOUE à qui nous avons

confié cette recherche en lui envoyant votre dossier complet (lettre

manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence B/EX/LM, il

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Mais your southaitez autre chose... !

de haut niveau exigeant un service de qualité.

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE

Banques et Assurances... Banques et Assurances...

Ingénieurs en organisation dépassez l'horizon 1992

L'UCB, leader des établissements privés spécialisés dans le financement immobilier, doit sa progression régulière de 30% par an, à sa capacité de remise en cause permanente de ses structures et de ses produits. Dès aujourd'hui, l'UCB s'ouvre sur l'Europe avec des objectifs ambitieux.

Vous êtes ingénieur, de formation (Centrale, Mines_), vous avez si possible une première expérience de 3 ou 4 ans en organisation. Venez avec nous préparer l'échéance de 1992. En prise directe avec la Direction Générale, vous définirez vos missions, trouverez des solutions novatrices, mettant en œuvre toutes les techniques de pointe ; vous saurez apprécier la réussite de leur mise en place. Des missions d'audit et

d'expertise pourront, par ailleurs, vous être confiées.

Vos qualités relationnelles, votre sens de la communication, vos capacités d'analyse et de synthèse, vous aideront à faire passer vos idées, à mener plus vite à bien vos chantiers. Votre position stratégique à l'UCB vous permettra ensuite de prendre des responsabilités élargies en France comme à

Pour un premier contact, merci d'adresser lettre + CV, photo et prétentions sous référence 310 à Sylvie Aguer, Recrutement des Cadres - 5 avenue Kléber - 75116 Paris.





groupe compagnie bancaire

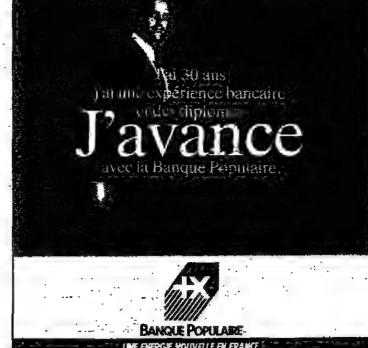
MCDONNELL DOUGLAS Si yous recherchez: La PUISSANCE: McDonnel Douglas Corporation est un grand groupe de hauts technologie, représentant dans le monde plus de 112.000 personnes et 13 milliards de 5, de chiffre d'affaires, dans l'aeronautique civile et militaire, l'espace et l'informatique La CONOUETE: Proposer des systèmes d'informations soécialises. PROFESSIONNELS DE LA FINANCE

Pour développer nos équipes dans le domaine de la FINANCE, nous recherchons des PROFES-SIONNELS en GESTION DE PORTEFEUILLES. OPERATIONS DE MARCHE, OPERATIONS DE CREDIT qui occuperont les fonctions suivantes :

- CONSEIL
- ETUDES
- COMMERCIAL
- MARKETING

Si participer à notre expansion vous intéresse, adressez lettre manuscrite, CV, photo, s/réf. : Fl. MCDONNEL DOUGLAS - Direction des Ressources Humaines 106, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD Cédex.

MCDONNELL DOUGLAS



Jeunes diplômés

Passez. a l'action sur les marchés financiers et monétaires

La CONQUETE: Proposer des systemes d'informations spécialises,
efficaces et remables, c'est notre
strategie. Nous sommes concepteurs, créateurs industnels et
ensemblièrs. Nous repoussons les
fronbères entre les industnes des
ordinateurs, du logiciel et des télécommunications.
L'AMBITION: Dans le monde, nous
realisons plus d'1,3 milliards de \$ de
chiffre d'affaires avec plus de
12.000 personnes. En France, nous
avons decide d'être l'un des plus

avons decide d'être l'un des plus grands fournisseurs de systèmes d'information dans les domaines de la Finance, de la Communication et de la Productique.

L'AVENTURE: Nous participons activement a cette sventure, dans

l'univers informatique, celle des systemes d'information. Rejoignez notre trajectoire

De formation supérieure commerciale ou scientifique, possédant une première expérience, l'univers des marchés financiers et monétaires vous passionne. Vous êtes un homme d'action. responsable, à l'esprit vif, ayant le goût des chiffres sachant allier finesse à méthode afin d'opter très vite pour les meilleures décisions.

Vous interviendrez sur les différents compartiments des marchés interbancaires (marché monétaire, titres de créances négociables, swaps et options) et

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, vous êtes prêt à rejoindre la DIRECTION FINANCIERE de notre groupe d'établissements financiers (total des bilais supérieur à 30 milliards de F), en tant qu'OPERATEUR DE LA SALLE DES MARCHES. Vos qualités personnelles, méthode, rigueur, facultés à communiquer, sont autant d'atouts qui favoriseront votre

Poste basé en proche banlieue Est de PARIS à 5mn du RER.

Merci d'adresser CV, lettre, photo, prétentions (Réf. 46050) à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins,

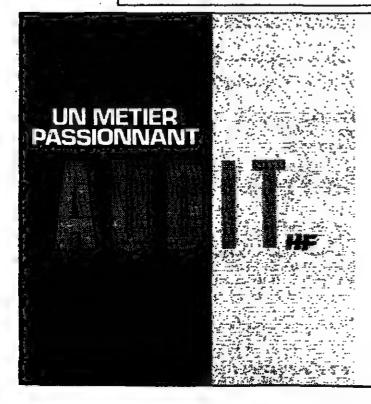


wous animerez et coordonnerez les activités de 7 personnes : contrôles de la comptabilité devises de la CNCA Paris vous fournirez les informations fiscales

nécessaires à l'établissement de l'IS vous justifierez auprès des auditeurs internes et externes la comptabilisation des opérations

Agé(e) de 28-30 ans, de formation supérieure + DECS avec une expérience de la comptabilité devises, vous souhaitez rejoindre un Groupe de dimension et de renommée internationales : nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV détaillé, prétentions)

sous ref: FR/O1.02 à CNCA Direction des Ressources Humaines 75710 PARIS 15 BONVIN



Jeune diplômé d'une Ecole de Commerce (SUP. DE CO. EDHEC...) ou d'un diplôme universitaire (maîtrise Sciences Eco, gestion...), vous étes rigoureux et doté d'un excellent sens de l'analyse. Vous avez, de plus, de bonnes connaissances en microinformatique. Vous êtes disponible et possèdez un tempérament battant : vous avez tout pour réussir.

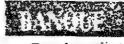
Nous sommes trois importants établissements financiers, spécialisés dans le crédit et filiales d'une grande banque, et nous nous développons très vite. Dans le cadre de cette expansion, nous renforçons notre service et recherchons un AUDIT.

Aprés avoir suivi une formation

adaptée, vous effectuerez l'audit et le contrôle des procédures de l'ensemble de nos agences.

Votre ambition : pratiquer un métier varié, passionnant et évolutif. Alors, contactez les collabora-trices d'ALLO-CARRIERES au (1) 45.02.15.74. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (du lundi. au vendredi, de 9 h à 17 h -Précisez la réf. 911).

Si vous ne pouvez pes téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la référence 911/LM, à ALLO-CARRIERES - 53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui



Dans le cadre de son implantation sur la Region Parisienne, la Filiale Bancaire d'un important Groupe Financier Régional recherche un

Aux côtés du Responsable de la Délégation, sa mission sera de développer et d'entretenir un Porteleuille d'Entreprises de haute qualité dont il aura la responsabilité. Orienté sur des produits de placements, de crédits, de services, classiques ou novateurs, ce poste requiert un excellent sens du contact et du risque.

Il conviendrait à un diplôme de l'enseignement supérieur justifiant, au travers d'une première expérience professionnelle de 5 ans, d'une réussite certaine dans l'exercice d'une fonction similaire.

Adresser votre candidature (lettre + C.V. + photo + pretentions à : CPA 34-38 rue Camille Peltan 92300 Levaliois-Perret qui transmettra sous réf. 2131 (bien précisée sur l'enveloppe).



Le Monde **OPÉRATION SPÉCIALE**

.Banques et Assurances... Banques et Assurances...

La BANQUE HERVET souhaite vous confier la gestion et le développement d'une clientels sélectionnée de PME/PMI.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4, ITB), 4 ans d'expérience bancaire dont 2 au moins dans la fonction vous permettront de mettre à profit : qualités commerciales, sens du risque et esprit d'initiative.

Intégré au sein de petites équipes responsables et dynamiques, vous bénéficierez des conseils et savoirs-faire des départements spécialisés du siège ; établissement à taille résolument humaine, la BANQUE HERVET offre les moyens

Un métier passionnant où rapidement, suivant vos résultats, vous évoluerez vers de nouvelles fonctions et des perspectives de carrière vous seront offertes.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à : Marie-Dominique LE LEVREUR, Banque HERVET, Division de la formation et des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY sous

Ingénieur en organisation

Au sein de notre Département Organisation, vous participez à la mise en œuvre de la stratégie d'organisation de notre plan de développement. Vous concevez, mettez en place et faites évoluer les systèmes organisationnels des différentes activités de la

Vous alliez à votre sens naturel de la rigueur, celui de la novation et d'une communication aisée, Après une grande école et une experience de 2 à 3 ans en Cabinet

Conseil ou dans le département

organisation d'un établissement financier, vous souhautez rejoindre une grande banque d'affaires développant les technologies bancaires, financières et monétaires les plus sophistiquées. Un univers d'opportunités et riche en compétences

> Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo) sous réf. IO/M, BUE, Direction des Ressources Humaines, 4 rue Gaillon, 75107 Paris Cedex 02.



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE

Directeurs d'agence, Seconds d'agence, Responsables de portefeuille, Opérateurs de marché, Gestionnaires de patrimoine, Rédacteurs de crédits, Organisateur.

Faire progresser sa carrière, c'est important, c'est engager son parcours professionnel sur un tremplin qui prépare à plusieurs possibilités d'évolution. Aux Banques Populaires, 5 eme groupe bancaire français, 1850 Agences, le Réseau est un tremplin. Le Réseau permet de vivre le métier de Banquier, de connaître les clients et d'acquérir le sens du service commercial indispensable à notre développement. Aux Banques Populaires, le Réseau est riche, autonome, il permet à chacun d'exprimer ses compétences, il permet aussi grâce à un investissement-formation important de prendre de plus en plus de responsabilités.

Encadrement réseau

Directeurs d'agence

Véritable patron de l'une de nos agences, vous mobilisez vos équipes vers un objectif de développement et de rentabilité de votre structure. Votre expérience (5 ans) et votre formation supérieure confirment votre sens des responsabilités et votre dynamisme commercial. Vos perspectives de carrière :

BP ANGERS I'L ANG/DA BP DUON ref. DU DA BP LELE ref. LIL/DA BP LYON ref. LYO 'DA BP MARSEILLE ref. MAR/DA.

BP RENNES ref. REN/DA BP ST-DENIS ref. STD/DA BP ST-ETIENNE rei. STE/DA BP TOURS ref. TOR/DA BP VERSAILLES rél. VER. DA

BP NICE ref. NIC/DA Seconds d'agence

Aujourd'hui gestionnaire de portefeuille ou responsable de bureau, votre expérience et votre formation vous permettent de prendre le poste de second d'agence. Vous élargissez ainsi votre mission vers l'encadrement d'équipes et la gestion commerciale tout en conservant la responsabilité d'un portefeuille d'entreprises. Vos perspectives de carrière :

BP ANGERS ref. ANG/SA BP DUON réf. DU/SA BP LILLE rel LIL'SA BP LYON ref. LYO/SA BP MARSEILLE ref. MAR/SA BP MONTROUGE ref. MOR/SA

BP NANTES ref. NAN/SA BP NICE réf. NIC/SA BP RENNES ref. REN/SA BP ST-ETIENNE ref. STE/SA BP TOURS ref. TOR/SA BP VERSAILLES rél VER/SA

Siège

Rédacteurs de crédits

Très à l'aise en analyse financière, vous êtes responsable de dossiers de crédits entreprises. Votre fonction consiste à étudier la faisabilité des crédits, apprécier les risques, évaluer les garanties et suivre la réalisation des dossiers. Vous avez une formation en économie ou en gestion. Vos perspectives de carrière : BP ST-DENIS ref. STD-RC.

Organisateur/Cartes de paiement

Passionne de micro-informatique, bon organisateur expérimente en production ban-

caire, vous participez à l'encadrement du service cartes de paiement.

Vos perspectives de carrière: CAISSE CENTRALE PARIS réf. CCB/CP. Merci d'adresser votre dossier de candidanne, leure manuscrite + CV et photo en précisant la ou les références à Martine TILLMANN département Hommes et Structures,

Chambre Syndicale des Banques Populaires, 131, avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17.

Responsables de portefeuille

d'entreprises ou de clientèle privée

Vous avez une expérience similaire et une formation supérieure. Vous ètes le partenaire financier de votre clientèle. Votre dynamisme commercial et vos resultats vous permettront d'évoluer rapidement vers des postes de responsable d'agence. BP PERPIGNAN ref. PER/RP Vos perspectives de carrière : BP RENNES ref. REN RP

Exploitation

BP ANGERS ref. ANG/RP BP DUON réf. DU/RP BP LILLE réf. LIL/RP. BP MARSEILLE réf. MAR/RP BP NANTES ref. NAN/RP BP NICE réf. NIC/RP

BP ST-DENIS ref. STD 'RP BP ST-ETIENNE ref. STE-RP BP TROYES ref. TRO/RP BP VERSAILLES ref. VER-RP

Commerciaux crédit-bail

La création et le développement d'un réseau de clients et de prescripteurs vous seront copfiés si vous avez une première expérience réussie dans ce domaine et une formation supérieure. Vous êtes autonome et très disponible. Vos perspectives de carrière : BP NANTES ref. NAN/CB.

. Activités financières

Opérateurs de marché

Vous avez une première expérience dans ce domaine. Vous intégrez la Direction des marchés de la Caisse Centrale des Banques Populaires ; organisme bancaire et financier du Groupe. Vos perspectives de carrière : CAISSE CENTRALE PARIS rél. CCB/OM.

Gestionnaires de patrimoine

Vous êtes le partenaire d'une clientèle "haut de gamme".

Vous la conseillez dans ses choix d'investissement grâce à votre excellente connaissance de la fiscalité et des marchés financiers et immobiliers. De nombreuses voies d'évolution au sein du réseau ou du siège, dans des domaines financiers, vous seront

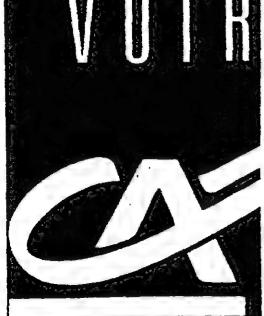
Vos perspectives de carrière : BP NANTES rél NAN/GP

BPTROYES ref. TRO/GP



UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE





De formation supérieure, Maîtrise Sciences Economiques, DUT Finances/Comptabilité/Commerce, BTS Secrétariat de Direction, vous souhaitez orienter votre carrière vers une grande Banque Française. Nous vous proposons, au sein de notre siège ou de notre réseau commercial, de réussir un véritable parcours

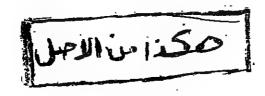
En fonction de votre formation de base et de votre tempérament, vous interviendrez sur des missions spécifiques et diversifiées. Vous intégrerez ainsi différents services et ferez l'expérience de plusieurs types d'organisation.

Ce challenge passionnant est riche d'enseignement. Il vous permettra d'acquérir sur le terrain une connaissance précise des métiers de la Banque et de vous situer professionnellement pour évoluer ensuite vers de plus hautes responsabilités.

Motivation, dynamisme, autonomie, adaptabilité et un très bon sens commercial sont nos principaux critères d'appréciation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet au Service du Recrutement, CREDIT AGRICOLE, 26 Quai de la Rapée, 75012 PARIS.

CRÉDIT AGRICOLE D'ILE-DE-FRANCE



EGOR

THE LAST

2375719755

OPÉRATION SPÉCIALE

...Banques et Assurances... Banques et Assurances...

créneaux porteurs.

référence M 22/2591 D à :

EGOR BANQUES ET SERVICES

35, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

Une grande banque recherche ses

FUTURS DIRECTEURS D'AGENCES

Cette banque française de premier plan bénéficie d'une excellente image auprès des entreprises et des particuliers.

Au sein d'unités autonomes et à taille humaine, ces SOUS-DIRECTEURS D'AGENCES bénéficient de délégations significatives. Ils participent activement au développement commercial, à la gestion des risques, à l'animation du personnel et à la gestion administrative.

Pour ces postes très évolutifs devant rapidement conduire à la Direction d'agence, puis de succursale, nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur ou bancaire (I.T.B. - C.E.S.B.), justifiant d'une expérience de plusieurs années en exploitation

L'établissement et les conditions offertes sont de nature à motiver des personnalités de valeur. Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous

EGOR BANQUES of SERVICES

référence M 37/839 D à :

EGOR

35, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

Paris Bordgaux Ulle Lyon Nantes Strasbourg Toulouse - Belgioue Danmark Deutschland Espana Italia Portugal United Kingdom Brasil

Banque

RESPONSABLE DE CELLULE ENTREPRISES

Deutsche Bank

est une des toutes premières banques mondiales. Implantée en France depuis 1971, elle souhaite pour accompagner son expansion, confier la responsabilité d'une de ses Cellules Entreprises à un Exploitant confirmé.

Assisté par son équipe, il gère et développe un portefeuille composé, en particulier, de Grandes Entre-prises Nationales et Internationales. Homme de conseil, il s'appuie sur les moyens de la DEUTSCHE BANK pour participer aux stratégies financières de ses clients Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des responsables justifiant d'une expérience confirmée

d'exploitation d'au moins 4 à 5 ans. Diplômés de l'enseignement supérieur, ils possèdent de bonnes bases d'allemand, rapidement perfec-

La qualité de l'environnement, le niveau de rémunération et les réelles perspectives d'évolution sont de nature à motiver des candidats de valeur. Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 37/2620 Bà:

35, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

pars bordéaux lalie Lyon nam'es strassourg toulouse-belgiouse damark deutschland espana Italia portugal united koksoom brase.

EGOR BANQUES ET SERVICES

35 rue de Ponthieu - 75008 PARIS

nature à motiver des candidats de valeur.

des produits bancaires.

Banque privée - Paris

ADJOINT au DIRECTEUR CENTRAL

chargé du Développement

Cette banque de dépôt à taîtle humaine fait partie d'un groupe financier français privé. Sa

Pour accompagner son expansion, elle crée le poste de Sous Directeur commercial. Directe-

ment rattaché au Directeur Central de l'Exploitation qu'il assiste dans ses contacts de haut

niveau, il a pour autre mission de développer une clientèle d'Entreprises PME/PMI dans des

Ce poste convient à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (H.E.C, ESSEC, ESCP__),

Les conditions proposées et les larges responsabilités confiées constituent pour un candidat

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous

ASSISTANTS EXPLOITANTS

GRANDES ENTREPRISES

Intégrés dans de petites équipes performantes (rédacteur, back-office), ils assistent les Exploitants.

Pour ces postes, nous souhaitons cencontrer des candidats de formation supérieure, âgés de 25 à

30 ans. Une première expérience d'au moins deux années, leur assure une solide maîtrise du risque et

Les perspectives d'évolution vers des responsabilités commerciales et les conditions proposées sont de

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence

Grandes Entreprises dans leurs missions (analyse, montage de dossiers, négociations...).

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NAVITES STRASBOURG TOLLOUSE - RELEGIOLE DINNAPIX CRUTSCHLAND ESPANA ITALIA PORTUGAL UNITED INFEDORI BRASA.

jeunes cadres expérimentés à fort potentiel.

Filiale de la Caisse Nationale du Crédit Agricole, UNICREDIT est une

banque à taille humaine spécialisée dans le financement des PME-PMI

et des grandes entreprises. En fort développement; elle recharche de

technicité et sa capacité à innover lui assurent un développement remarquable.

justifiant d'au moins 4 années d'expérience réussie en exploitation bancaire.

ambitieux à l'esprit développeur une excellente opportunité de carrière.

vous rappelle quelques unes de ses missions en cours

Directeur de Succursale

Responsable Comptable et Financier

Expérience des engagements nécessaire

Auditeur Informatique

Ayant une formation de type MIAGE, complétée par une expérience acquise dans un service informatique ou dans un service d'audit.

Adjoint Directeur des Etudes Informatiques Rei M 834 01 Connaissant le milieu bancaire et maîtrisant bien les méthodologies Merise, PMW, IPT etc...

Chef de Groupe de Projets

Ayant déjà encadré des équipes importantes et connaissant bien les activités bancaires.

Ces postes sont tous à pourvoir au sein d'importantes banques internationales et ouvrent des Adressez nous votre dossier de candidature sous la référence qui vous intéresse, il sera traité avec la plus grande confidentialité.

Banque d'Affaires Internationale

Auditeurs Internes

Cette importante banque d'affaires, appartenant à un groupe international, réalise des opérations très diversifiées, avec un fort développement. Elle est en relations d'affaires avec des parténaires de nombreux pays, Elle cherche à renforcer son département d'Audit Interné, basé à Paris.

Au sein d'une petite équipe, vous réaliserez des missions d'audit très opérationnel, couvrant toutes les activités de la banque. Ce poste, très formateur, vous permettra d'accéder, sous deux à trois ans, à des responsabilités opérationnelles, en France ou à l'étranger.

A 25/28 ans, vous avez une formation supérieure en gestion (ESC ou DESS) et une première expérience de l'audit acquise, soit dans les services d'Inspection d'une grande Banque, soit au sein d'un grand cabinet d'audit ayant une activité dans le secteur bancaire. Vous parlez couramment.

TEG. notre conseil vous remercie d'adresser sous référence M 829-01 votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande

113 rue de 75007 Paris



Cet Organisme Bancaire est implanté sur une partie du Sud Quest depuis de nombreuses années : il

dispose d'une trentaine d'Agences sur sa zone d'activité et son implantation régionale dans les milieux industriels est très forte (plus de 10 000 entreprises clientes). Sa clientèle est composée entre autres d'entreprises innovantes dans des secteurs de technologie de pointe. Face à cette orientation, il dispose d'équipements appropriés, ayant permis très tôt la mise en place de systèmes d'information autonomes, Sous l'autorité du Directeur du Service Contentieux, ce Rédacteur Contentieux aura pour principales

Secteur Bancaire

REDACTEUR CONTENTIEUX

missions le suivi et le recouvrement de créances, ainsi que la gestion de dossiers contentieux. Il est en liaison avec les Chargés de Clientèle et pourra être amené à se déplacer en Agence. Agé d'environ 30 ans, titulaire d'une Maîtrise en Droit, il fera état d'une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire chez un Avocat ou dans un Service Contentieux (Entreprise ou Organisme de Recouvre-

ment). Il aura des connaissances en matière de droit des atfaires. Qualités requises : rigoureux, autorité de compétence, communicatif, pédagogue, diplomate.

Les conditions offertes, la position tout-à-fait exceptionnelle de cet Organisme sur son marché régional,

l'ambiance de travail, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence

EGOR BANQUES ET SERVICES

Le Sully - 1, place Occitane 31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

paris bordéaux (allé lyon nantes strasbourg toulouse « belgicle Dambark Deutschlard espana Italia portugal United Igardos Brasil

A Nice, à Cannes, conseil en gestion de patrimoine.

Nous sommes une importante banque au rayonnement international et nous possédons un savoir-faire reconnu en matière de marchés financiers et d'opérations de hant de bilan. Dans le secteur de la clientèle privée, nous privilégions deux axes: bien sûr la gestion sous mandat de gros portefeuilles boursiers, mais aussi, et de plus en plus, l'ingénierie patrimoniale. C'est bien là, dans cette seconde activité, en très forte croissance, que nous souhai-

Diplômé Sciences Po., ESC, Sciences Eco..., vous avez acquis en 3, 4 ou 5 années de métier, au sein d'une banque de renom, des connaissances solides en matière de bourse, fiscalité, assurances, immobilier, droit des successions... Venez valoriser ces compétences dans l'une de nos agences du Midi, où vous sera confié d'emblée un portefeuille de clientèle, résidente ou non, à fidéliser et à développer.

Elizabeth Morin, associée du cabinet Sirca, étudiera personnellement votre candidature et sera heureuse de vous rencontrer soit à Nice, soit à Paris. Merci de lui adresser votre dossier complet sous référence 939 517 M, au 64 rue la Boétie - 75008 PARIS, en précisant votre rémunération actuelle.

Membre de Syntec



. . . . pars borderuk lile lyon naktes strasbourg tollouse - Belggue Danmark deutschland espara titalit portugal united kinedom brasil i The Executive Group, Banque et Institutions Financières Poste basé au Cameroun Responsable Crédit et Opérations

Réf. M 830 01 R& M831 01

113 rue de

R&L M 835-01

ASSISTANTE

JURIDIQUE

CORSEII STRUTTUT.
CONSEII STRUTTUTE R.P. 5558, TOUTS GE LAVITURE, 3-4060 MONTPELLER
CEDEX 01. su consulter is
définition de fonction sur
minital 3618 code SOFTEL.

SOLIDARITÉ

ET

TIERS-MONDE

PERMANENT

BÉNÉVOLE

Son rôle : faire vivre l'asso-ciation à tous les nivesus, vis-à-vis des groupes exis-tants, des e futurs groupes », des pouvoirs publics, de la Bolivia...

pour suivi donniers techni ques, traiterment de textes e

correspondance au sen e un groupe commencial en plein devatoppement. Maîtrine dectylo/orthographe exigée. Angleis souheris. Appear Valént eu 46-24-66-77.

Envoyer C.V. et motivat à CENTRE VIVRE 54, av. François-Rasput, 94117 ARCUER, CEDEX.

CARNET DE CONSEIL. RECHERCHE ORGANISATEUR 3 à 5 ans d'expérience en organisation informatique, conneissation de la micro-informat. 30 ans environ. Adr. C.V. + phoso + pré-tantions à C.T.A. CONSEL.

tentions à C.T.A. CONSER. 45, rue Boussingeuit, 75013 PARIS. ORGANISME 1 % LOGEMENT

COLLABORATEUR

CHARTIER ÉTOICE

and the second of the second of

- - - 43

EC

100

Contribution Page 15 Through 1

2 SECRÉTAIRES **ASSISTANTES**

36 à 46 ans, minimum 5 ans d'expérience, bilingues angleis, très ordonnées et exchant rédiger, TTX WORD. Travait impliquent de nombreux consects verifie

Adr. lettre mar., C.V., photo et prét. n/cét. 29/423 à CONTESSE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Peris Cedes D1, qui tr.

La Ville de Viccennes Not-de-Marmal recrute d'urgence pour sen centry de manté sa pour une crèche collective 2 INFIRMIÈRES DE

parmis V.L. exigé. ... Adr. lettre de cardidature suec C.V. è M. le Mahe. Hotal de Ville, service du per-duraté VINCENTES.

INSTITUT DE FORMATION de l'industrie pharmaceurique BOULOGNE-BELLANCOUFT-pacharche

ASSISTANT H./F. EN FORMATION

habitudie) à l'analyse des become en milleu éritustrial, pour assurer le promotion affective des contrats emploi-jestes.
Déplacemente nombreus.
volture souhaités. Trampéniment christrie, Trampéniment christrique et absciné
indispensable.
Acir. C.V., photo, prés. en
prépisent sur l'emveloppe le
nét. 43354, BLEU, 17, rue
Lebel, 94307 VINCERNES.

Agence de Sublicité Naully cherche assistante andieu

exigée. Angleis souhaité. Appeler Valérie au 46-24-66-77.

Le Ville de

RÉDACTEUR OR ATTACHE

SURVEILLANTE argée des fonctions de Survellance-chef Troileire du Certificat. d'Aptitude Anesthésie Réenimation et du CCI

ANTÉ DE RÉANMATION POLYVALENTE (4 Rbs) SURVEILLANTE Thuisire du CCI

Groupe Sociétés Traiteurs R.P. recharche ASSISTANT CHEF COMPTABLE QUALIF Nivers DECS at applications system botans connected agent botans connected agent botans. Postar decisión. 3M à SODP, 67, r. du Rendez-Yous, 75012 PARIS.

L'Association Centre d'Accueil et d'Aide aux Todopmanes des Hauts-de-Seine géchanche 1 DIRECTEUR

Bon niveste, dynamique, de pontible immédiatement, expérience souhisées, permit VI., et borne connelessance Parte, bernéese,
Adr. lettre man., C.V. et. pré: 5/rét, 29/418 à CONTESSE 20, av. de l'Opéra, 750-40 PARIS Cades Q1, qui tr., CORGAMENTE.

ORGAMENTE.

vocation internationals apacialista dans in ponstruction de matériel pour l'industrie papetière

CHEF DE SERVICE COMPTABILITE INDUSTRIELLE

Vous possibles une formers companie de nivera supideu et une sep, professionnelle probeser arau soins dire se dans une amergine similare.

Alignat, von soquie comprehier et von commissionice techniques des produkts fabriqués, votre missionice consisters à la mise en plant l'Iwai comprehiller analysique consistera à la mine en place l'en compubilió malyiquis et à l'élaboration d'un contrôle budgémire po-chaque matériel fabrique. L'utilisation de l'outil informatique et indepensable. Réguentation 170 à 230 KF.

Mussi d'adresse Réf. 25488 jettre menuerate et CV, phoss 4 présentaire à M. P. PROFIL L. rue Hinemer, 51100 Reims.

PARCHECTURE OF TUDES ASSISTANT DÉCORATEUR

NTERIORS 45-48-33-10. CHARGE(E) D'ETUDES

doo et str.
Conn. levre ou arpertise
strt. leures sectiours
Angles. Déples.
Durés dêter.
14 000 P. mans. URIGENT
Ew. CV + phom sous n° 8 109
LE MONDE PUBLICITE
E. de MONDERSTEIN. 5, rue de Montteesuy, 75007 PARIS.

DIRECTEUR

COMMERCIAL Rattaché su directaur géné-ral de région, le candidat ratenu sura à charge

retenu sura à charge la menagement complet d'une équipe de commercieux, d'administratifs et de terrificieux. Profit souhairé :

Formation commerciale supérieure ou expérieure du expérieure de contraction d'un centre de profit et l'animation d'une équipe.

Possibilités d'évolution à terme au sein du proupe.

Posspares develours
tema au sain du groups.
Merci d'écrim s/rif. 7 20 s.
notre Conseil JACQUES
SSOUTON, Chemin de la
Rouqueste-Puydouzon,
81330 ALSI.

demandes Paris

PROFESSIONNELLE STAGE POUR DEMANDEURS D'EMPLOI

FORMATION

RESPONSABLE EN COMMUNICATION RESEAUX CABLES - ENTREPRISES

1100 heures - du 27 février au 22 septembre 1989 Pormation essentiellement sur le cerrain. Niveau requis : Bac + 3 treconnaissance des acquis professionnels). (Possibilités de rémunération pour les personnes ayant déjà travaille).

Perseionements et lescriptions: université paris 8 formation permanente

2, rue de la Liberté - 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02

Tel. 48.29.23.00

CENTRE HOSPITALIER I Importante Société de 25, rue Edmond-Turoq Promotion immobilière rach, joune comptable, recherche pour MONTPELLER MONTPELLER developpement. Tél.: 40-38-33-39.

& DEMANDES D'EMPLOIS VOTRE PARTENAME

Pour assumer auprès du PDG une mission d'organisation administrative.
Préparer et analyser les ciliférants dossers juridiques et en saurer le saivi.
Praticiper aux néunions de préconstruction et assumer le conditionire servine MADAGASCAR IMPUNITO UNIX
Jeste che d'extrapte (A2 ma)
formation supérieure, 14 me
d'expériences réseaues dans la
gestion de contres de profit.
Bien introduit dans milieux
étude toutes propositions
concernant direction filiais
ou mission d'implentation.
Ecrite sous le m 8 112,
LE MONDE PUSILICITÉ
6, me de Montressen. que.
Agés de 28 à 38 ans environ, formation ántidique de
nissau BAC+3, expérience
dens le sectaur immobiler.
Envoyer CV + priots sous
nér. 1288 D è FLORIAN
MANTIONE INSTITUT.
Conseil en Resrutement

8, rue de Montteaux 75007 Parie.

J.H. 29 ms, bonne présent, rech. emplei CHAUFFEUR DE MATTRE en DERECTION, très disponible, rés contrôle-ble. Tél.: 42-49-02-65. Libre de suite.

Diplômé Sciences Po Parle, DEA Eco, licence Lettres, 26 ans. Etudio ttes propositions. Tél.: 47-53-02-61. Dipiómé Faculté de Clemont-Fd. J.H. 24 sha, sérieux, Melbrise Eco géné-rels (mantion B). DESS a sasiyoé de projet » (men-llen AB), ch. emploi oscira. Tél.: 71-48-61-96. Notre association a 5 ans. Des groupes de collégiers et lycéens financent entre auras des réalisations de serres en Bolivie, l'éducation agricole et sentient de communeutés villageoises. Pour assurer se continuité, it nous fast aujourd'hui un permanant.

CADRE BANCAIRE Directeur agance ci. Vi. K. 49 s., 22 s. acpárierce. Libre immédiatement. Tél.: 74-38-42-78, répond.

MGÉMEUR F. grandes Equies nationalité dancies. 29 ans syant fait ses études en france, désirerait trouver une situation. Spécialitre en thermo électronique. Métrins les langues standiness tranças engleit/erodricais alement. Expérients pratique Laport Europe, Amérique Japon. Moyen-Orient Australie ous me proposess-vous ?

li faut organiser, gérer, déve-lopper, conveintre... dens un environnement associatif de solidarité active aux multiples seralbilités. que me proposez-vous ? Ecrire sous le nº 8-110 LE MONDE PUBLICITÉ C'est un projet d'envergure pour une personne bénévole (retrainé per exemple) qui e déjà vécu des situations culturelles comparables.

J.H. DEA Droit, option ASSISTANTE CONFIRMÉE

H. 34 a., 10 are expir. Has-ponable, etacks, echaits et production met, informati-que, purtation maltrise gue-bon informacione (IBM PC réseau) ch. poste Paris ou proche banissue Nord-Est. Egr. CONTESSE Pub., nº 06/328, 20, av. de 1º Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr. Cherche
EMPLOYEE DE BUREAU
DACTYLOGRAPHE
débutante eccapitals.
Tél.: 45-48-10-66
de 16 h à 18 b.

locations

non meublées

demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY

rech pour multinationales et ambamadas APPTS HAUT de GAMMAE VIDES ou MEU-SLÉS HOTELS PARTICU-LIERS et BELLES VILLAS OUEST. ACHAT POSSIBLE.

TEL.: (1) 45-27-12-19.

EMBASSY SERVICE

TÉL: (1) 45-62-78-99.

INTERNATIONAL SERVICE

Le Monde **IMMOBILIER**

appartements ventes!

10° arrdt Chineau-d'Esu, appt 3 p

Cutties, w.c., a. d'eau, 450.000 F. Gare du Nord, 2 p., avyrie, pais, s. d'eau, w.a. 530.000 F. Irwino Mar-cedet ~ (1) 42-52-01-82.

18° arrdt

Rue Chempionnet, bei imm Rue Championnet, par imm. p.d.t., gd 2 pose, it cft. 630.000 F. Rue Damré-mont, beeu 2 pose, récent. 54 m², 785.000 F. Immo Manadet (1) 42-52-01-82. appartements

achats Recherche 1 à 3 p. PARIS, préfère RIVE GAUCHE svec ou serie traveux. PAIE CPT cher rotaire. (1) 48-73-48-07 même soir. VOUS DÉSIREZ VENDRE

un imm., un appert. 60 un ional commercial ADRESSEZ-VOUS A UN SPÉCIALISTE Iruno Marcotot. 42-52-01-82.

minimistrature extraction of the control of the con locations* meublees

STE MULTINATIONALE rech. pour se clamble du STUDIO su 8 PCES VIDE su MEUBLE. 76.: 45-00-84-75.

bureaux 🧗

Locations

SIEGE SOCIAL CONSTITUTION STES ASPAC 42-93-60-50 +

Domiciliation depuis 50 F/min Paris 1", 8", 8", 18" et 17", Construction SARL 1.000 F HT: INTER DOM 12", 43-40-31-46. CREADOM 17", 42-67-06-89.

Naissances |

Décès

Karoline HURER-AGNES et Jean AGNES,

ont heureux d'annoncer le naissance de

le 16 janvier 1989.

148, rec de Flandre, 75019 Paris. - Kathy, Bernard in Robert COMPAGNON

le 4 janvier 1989.

188. Clove Road. New Rochelle, N.Y. 10801 Etats-Unis.

- Dela Baranz, son épouse, Ruth et Gérard Erligmann, Olivier, Emmanuelle, Antoine. on la grande douleur d'annoncer le décès subit de

M. Henri BARASZ.

survenu le 17 ianvier 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part. - Les familles Busse, McMillan, Choisnard, Caradenc et Colis ont la grande tristesse de faire part du décès à Fontainebleau de

> Jean-Claude BUSSE, docteur vétérinaire.

le 7 iapvier 1989, dans se soixante-

L'incinération a cu lieu dans l'inti-

Cet avis tient lien de faire-part. - Mª Emma Galasso-Coben, Le docteur et M= Philippe Coben

et leurs enfants,
M. et Ma Jean Carasso,
M. et Ma Victor Berrebi et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Aldo COHEN croix de guerre 1914-1918,

survenu le 15 janvier 1989, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Les obsèques ont en lien à Villota en

2, allée des Pépinières, 94800 Villejuis.

Le président de l'université Joseph-Le doyen de la faculté de médecine, Les enseignants et le personnel, ont la tristesse de faire part du décès du

professeur Charles CONTAMIN, chef du service de chirurgie cardiaque an centre hospitalier régional de Grenoble,

survenu le 20 janvier 1989.

M= Marie-Hélène Heyte, M. Bernard Pierre, son époux, Et leurs enfants, nt la douleur de faire part du décès de

M" Denise HEYTE,

Les obsèques ont en lieu à Floirac (Gironde), le vendredi 13 janvier 1989, dans l'intimité familiale.

Ses anciens élèves. Et ses amis des classes terminales des Ex ses amis des cusses terminates des aunées 50 du collège de Notre-Dame d'Afrique à Alger, out la tristesse de faire part du rappel à Dieu du

Père Lec LHAUMET S.J.,

le 22 janvier 1989. MEC, 6, quai Claude-Bernard, 69007 Lyon.

 Ad majorem dei gloriam. - M. Robert Nataf.

Ses enfants et penits-enfants, Les familles Nataf, Azria, Timsit, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de M= Robert NATAF, née Gaby Azria,

survenu à son domicile, le vendredi

L'inhumation aura lieu le mardi 24 janvier, à 14 heures, au cimetière d'Anteuil, roe Ciande-Lorrain, 75016 Paris.

ROBLOT

ASSISTANCE TOTALE DANS L'ORGANISATION D'OBSEQUES

VERT 05.45.22.27

Le Carnet du Monde

~ Reine Tais. son épouse, Jacqueline Taix, Monique et Tadahiro Yoshida, Georges et Josette Taix,

ses enfants, Florence, Isabelle et Pierre Taix, ses petits-enfants, Hélène Taix, Hélène Bressolles,

es belles-sœurs, Pierrette Gaignebet et Jean Berseille, ses fidèles amis, Les familles Taix, Bressolles, Cros, Neyceusac, Blanc, Bournet, out la douleur de faire part du décès de

M. Gabriel TAIX. ndeur de la Légion d'honneur, ingénieur lET, président de l'APAVE du Sud-Ouest,

surveon le 20 janvier 1989. Les obsèques auront lieu le mardi 24 janvier, à 15 henres, en l'église Saint-Martin de Monbadon (Gironde), sui-vies de l'inhumation dans l'incimité.

Les fleurs penvent être remplacées par des dons à : la Fondation pour la recherche médicale, 54, rue de Varenne. 75007 Paris, ou à Amnesty International, 4, rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris Cedex II.

Château Fongaban, Monbadon, 33570 Lussac

- Le conseil d'administration, Le comité de direction,

Le personnel de l'APAVE du Sud-Ouest ont la douleur de faire part du décès de M. Gabriel TAIX.

ingénieur JET, commandeur de la Légion d'homseur, fondateur du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie, ce i unusation de l'energie,
rapporteur de la commission
de l'énergie au Conseil économique,
ancien administrateur d'EDF
et des Houillères du Bassin d'Aquitaine membre de la section permanente

du conseil sumérient de l'électricité et du gaz, fondateur de la confédération européenne des erganismes de contrôle (CEOC).

pour la désense civile région Aquitaine, président de l'APAVESO.

survenu le 20 janvier 1989.

Les obsèques auront lieu le mardi 24 janvier, à 15 heures, en l'église Saint-Martin de Monbadon (Gironde). Artigues-près-Bordeaux, 33370 Tresses.

Anniversaires

 Hippolyte CAILLON, ingénieur AM et ECP, 1889-1965, anrait eu cent ens ce 24 janvier.

Ses enfants appellent au souvenir et à la prière ceux qui l'ont connu et estimé.

lls rappellent la mémoire de leur

Léonie Angéline BELUZE, 1896-1975.

De ia part du RP Charles Caillon, de M[®] Claudette Caillon. La Mirandolle, Villerest, 42300 Rounos.

- Pour le vingtième anniversaire du rappel à Dieu du

médecin général inspecteur Raymond DEBÉNÉDETTI,

une prière est demandée à ceux qui ont gardé son souvenir, en union avec la messe célébrée, le samedi 28 janvier 1989, à 18 h 15, en la chapelle du Valde-Grace, I, place Laveran

Condoléances - M= Sabina Zlatin, directrice et fondatrice de la Maison d'enfants réfugiés de l'Hérault, à Izieu

(Ain). tient à exprimer ses condoléances attris-tées à la suite du décès de

M= BEN CUIGUI

le famille M= Ben Guigui avait perdu trois enfants, qui ont été déportés d'Izieu le 6 avril 1944 par Barbie et la Gestapo.



Du nouveau pour les visiteurs médicaux

A partir du 31 mai, la profession de visiteur médical obéira à une nouvelle réglementation, définie par un accord tripartite entre le Syndicat national des industries pharmaceutiques (SNIP), les organisations syndicales de visiteurs médicaux et les pouvoirs publics. Naguère métier de camelots, la visite médicale aspire à l'honorabilité des professions commerciales et scientifiques de haut de gamme. « Quand on vend aux médecins des produits de haute technologie pharmaceutique, on ne peut pas dire n'importe quoi », estime un

C'est pourquoi la nouvelle réglementation modifie la formation et le recrutement de ces futurs représentants. Un programme de référence de cina cents houres d'anseignement médical et professionnel a ét défini. La vérification des connaissances sera sanctionnée par un examen permettant d'obtenir la carte professionnelle, obligatoire à partir du 1" juin, qui sera délivrée par un comité pédagogique

national, composé paritairement par les organismes professionnels. Nouveau venu parmi les écoles déjà existantes, l'institut supérieur de communication médicale (INSECOMM) entend développer « un concept de grande école assurant des débouchés à une élite ». Trois cants heures de formation médicale et thérapeutique, deux cants heures de programmes professionnels et six mois de stage sur le terrain pour des étudients de moins de vingt-aix ans recrutés à un nivasu bac + 3 ou 4. Les visiteurs médicaux sont ectuellement douze mille. Les besoins d'ici cinq ans sont estimés à vingt mille par la

★ INSECOMM. 48, avenue Marceau. Tél.: (1) 47-23-04-00.

Stages en RDA

Des stages de langue allemande sont proposés dans une dizaine d'établissements de la République démocratique allemende en juillet et en août, pour les enseignants d'allemand des universités, lycées et collèges, traducteurs, interprètes et germanistes titulaires d'une maîtrise et se destinant à l'enseignement. Date limite des

dépôts de candidature : 15 mars. Pour le retrait des dossiers d'inscription et les demandes de bourse : ministère des affaires étrangères : division de la

formation des Français à l'étranger. 6, rue de Marignan, 75002 Paris.

Théâtre

Le septième Festival de théâtre des grandes écoles

organisé par les étudiants du Centre d'enseignement et de recharche appliquée au management aura lieu du 14 au 18 mars à Sophia Antipolis.

★ CERAM. Sophia Antipolis, BP 20, 06561 Valbonne Cedex. T€1.: 93-95-45-95.

Management de la production

L'IUT de Valenciennes lance à la fin du mois de janvier une nouvelle formation: a management de la production » (mécanique, métallurgie, bătiment et travaux publics). Elle s'adresse aux titulaires d'un DUT ou d'un BTS

à la recherche d'un emploi. * IUT. Formation continue, Le Mont Houy, 59326 Valenciem Cedex, Tél. 127-30-16-49.

anglais en Angleterre : une affaire de spécialistes

OISE 21. Ten Théophrasia Senandel 75015 Paris 164. (1) 45 33 13 02 La reférence pour l'excellence en anglais

OXFORD : stages intensifs et individualisés en cours particuliers, de toute durée à toute période de l'année,
 BRISTOL : stages semi-individualisés, cours par petits groupes,
 LONDRES : stages d'oral intensif par petits groupes.

Igraes catagiest:
 stages linguistiques en Angleterre, en Allemagne et aux USA.

(lire ci-dessous). ■ En rachetant la filiale canadienne de Texaco, Exxon va devenir la première entreprise pétrolière du pays (lire page 30). ■ La création d'entreprises a

atteint en 1988 en France un niveau record (lire ci-contre). Aucun des objectifs de croissance pour 1988 n'a été atteint en Union soviétique (lire page 32).

Le chômage en diminution au premier semestre 1989?

Le ministère du travail ne croit pas aux bonnes prévisions de l'INSEE sur l'emploi

On est bien embarrassé, au ministère du travail. On s'y préministère du travail. On s'y pre-pare, pour 1989, à de mauvais chiffres de chômage, après les sur-prenants résultats positifs de 1988 et l'on reste sceptique devant les prévisions optimistes de l'INSEE pour le premier semestre de pour le premier semestre de l'année, publiées en décembre dernier (le Monde du 22 décembre). Si la croissance de l'emploi - de dre durablement au-dessous d'un taux de chômage de l'ordre de 10 % par rapport à la population active, pour la première fois depuis

Feutré, le débat masque un désaccord profond sur nombre de mécanismes à l'œuvre, tant pour le fonc-tionnement du marche du travail que pour les conséquences de la politique de l'emploi.

Convaincu de l'impact des pro-grammes gouvernementaux de lutte grannes gouvernenteaux de la la control e chômage — le - traitement social », — l'INSEE considère que ceux-ci obtiendront, en 1989, les mêmes résultats qu'en 1988. Sa note de conjoncture estime ainsi que les stages courts de reclassement pro-l'essionnel, d'une durée d'un à trois mois, attireront 40 000 chômeurs de longue durée potentiels. Ce que l'on n'espère pas au ministère du travail. où l'on est bien plus modeste dans

De même, l'INSEE prétend que · la mise en place du revenu minimum d'insertion (RMI) pourrait également avoir un effet à la baisse sur le nombre des demandes d'emploi en sin de mois, lorsque les beneficiaires exerceront une activité d'insertion en contrepartie de la prestation offerte -. Ce que conteste le ministère du travail, persuade du contraire, et même préoccupé d'un contrecoup, désastreux pour les statistiques en sin de mois, de la montée en puissance du dispositif.

Sur les 500000 bénéficiaires du RMI attendus, on s'accorde à considérer que deux cent mille d'entre eux sont déjà inscrits à l'ANPE, que voudront pas, faute de capacités réelles d'intégration sociale, et que 100000, enfin, effectueront par leur

 Une fédération mutualiste mutuelles de France (FMF), qui avait lancé en Octobre 1988 une campagne publicitaire contre les pretiques des compagnies d'assurance en matière de santé sur le thème « Mon corps n'est pas une bagnole », a été condamnée, mercredi 18 janvier, à 1 F de dommages-intérêts par le tribunal de grande instance de Paris sur plainte de la Fédération française des sociétés d'assurance et la Fédération nationale des syndicats d'agents généraux d'assurance. La FMF a décidé de faire appel du jugement.

cotées à la Bourse de Montréal.

société et l'actionnaire majoritaire.

usine de produits en béton à Montréal.

a cimenterie de Picton, située dans l'Ontario.

mière démarche d'insertion. Ce dernier chiffre peut aisément être dou-blé, tant l'on connaît mal aujourd'hui la population des «nouveaux pauvres ..

Leur arrivée devrait donc, en toute logique, se traduire par une brusque augmentation du chômage recensé. Pour l'éviter, on envisage de les répertorier dans une catégorie spécifique qui ne servirait pas au calcul du taux officiel de chômage. Pour de nombreux bénéficiaires '« activité d'insertion » se résumera d'ailleurs à l'accomplissement d'actes simples tels que réapprendre à se lever à l'heure, effectuer des démarches administratives, etc. C'est pourquoi, aussi, le ministre du travail a lancé une mesure pouvelle : le contrat de retour dans l'emploi (CRE); celui-ci devrait toucher une population de 100 000 chômeurs actuels de longue durée. La réussite de ce dispositif compenserait, pour partie, la croissance de la même catégorie, due au RMI.

Découragés et dispensés

Ce n'est pas tout. Depuis quel-ques années, des mouvements brusques agissant sur le marché du travail modifient tellement les comportements que les analyses extrapolées d'une observation surune longue durée deviennent inopérantes. De crise profonde en reprise imprévue, avec l'émergence de nouvelles formes d'emploi, trop de fac-teurs perturbent la lecture des événements, notamment les interférences du traitement social du chômage. Ainsi - et tout récemment encore entre 1986 et 1988. l'INSEE a pu conclure à la moro-sité, alors qu'une relance de l'emploi s'amorçait. La même erreur pourrait se produire en sens contraire...

Plusieurs zones d'ombre incitent, en effet, à la prudence, la diminu-tion actuelle du chômage n'étant pas uniquement due à des causes naturelles. Le nombre de « chômeurs découragés » — c'est-à-dire, pour reprendre une expression en vigueur dans les pays anglo-saxons, ceux qui sont tellement éloignés de l'emploi qu'ils n'en cherchent même plus ne cesse d'augmenter. Ils étaient 70 000 - inscrits à l'ANPE - en mars 1986, 140 000 en mars 1988, dont, pour près des deux tiers, des personnes de plus de cinquante ans, t surtout des lemmes.

La baisse enregistrée par les sta-tistiques du chômage s'explique tistiques du chomage s'expinque aussi par l'accroissement du nombre d'inscrits à l'ANPE qui ont plus de plus de cinquante-cinq ans : dis-pensés de la recherche d'un emploi. ceux-ci ne sont plus considérés comme chômeurs. On en comptait 120 000 en mars 1987 et 200 000 en mars 1988. Peut-on penser qu'en régime de croisière cette disposition continuera d'engranger longtemps des effectifs supplémentaires, soustraits des comptes officiels? Le ministère du travail s'attend à un

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VA LANCER UNE OPA AU CANADA

les activités du Groupe ciments français au Canada, vient d'annoncer son intention de lancer une offre publique d'achat amicale, au plus tard le 13 février 1989, sur l'ensemble des actions composant le capital de la société Miron. Ces actions sont

A l'issue de la mission d'information engagée et sous réserve des autorisations administratives, le succès total de l'offre conduirait à un investissement de LOCL de l'ordre de 60 millions de dollars canadiens, soit environ 290 millions de francs

Miron est aujourd'hui présente dans le Québec et la Nouvelle-Angleterre avec

quatre terminaux de livraison de ciment pouvant assurer un volume d'activité de 500 000 tc mes et seize centrales à béton d'un capacité de l'ordre de 750 000 mètres

cubes. Elle exploite également des carrières de granulats près de Québec et une

La réalisation de ce projet permettrait au Groupe ciments français de compléter son dispositif nord-américain dans le ciment et les building products. En

essei, il est déjà fortement implanté aux Etats-Unis - en particulier en Pennsylvanie - et au Canada, dans l'Ontario. Cette nouvelle capacité de vente

permettrait également d'assurer dans les meilleures conditions la modernisation de

En 1988, la division Amérique du Nord du Groupe ciments français a dégagé un résultat net supérieur à 25 millions de dollars US et une capacité d'autofinancement de l'ordre de 50 millions de dollars US.

Lake Ontario Cement Ltd (LOCL), dont le siège est à Toronto et qui regroupe

Cette annonce a été faite conjointement avec le conseil d'administration de la

Après avoir exploité jusqu'en 1987 une cimenterie près de Montréal, la société

GROUPE

Plus préoccupante encore est la situation des jeunes maintenns dans le système scolaire.

Pour l'heure, tout va bien, Tandis que l'on attendait un excédent de population active, à la recherche d'un emploi, chiffré par l'INSEE à 182 000 en 1987 et à 188 000 en 1988, la variation réclie n'a été. respectivement, que de 49 000 et de

Le retour des jeunes

Mais cette conjoncture peut deve-nir redoutable à l'avenir. Si. en 1987, 80 000 garçons et filles de moins de vingt-cinq ans, et, en 1988, 235 000 autres ne se sont pas pré-sentés sur le marché du travail, contrairement à ce qui était attendu, ils finiront bien par arriver. Le flor ne peut pas être éternellement tari.

Certes, on doit se réjouir de ce que des jeunes aient différé leur entrée dans la vie active, puisque la prolongation de leur scolarité devrait améliorer leur niveau de formation. Mais, pour les gestionnaires des politiques d'emploi, l'incertitude est devenue totale. Ils savent que ces jeunes réapparaîtront et que le rythme du flux redeviendra normal, mais ils ignorent à quel moment et

A côté de ces garçons et de ces filles qui ont décidé de poursuivre leurs études, il y a ceux qui ont été dissuadés de rejoindre immédiatement la vie active par le dispositif lancé, à la rentrée 1986, par Mª Nicole Catala, et reconduit

depuis. A ces jeunes pen ou mal formés, pour la plupart, on a proposé après un entretien individuel des sessions d'information et d'orientation de deux à six semaines, ou des formules de stage allant jusqu'à neuf mois. Bienfait pour l'insertion professionnelle future mis à part, une telle démarche perturbe passable ment les cycles habituels. Or ils étaient, estime-t-on, 120000 jennes dans ce cas en 1987, et silrement autant en 1988...

Tout cela ne porte pas les services du ministère du travail à l'euphorie : jusqu'en 2005 ou 2010, le solde des entrées et des sorties de la vie active sera positif, et la création d'emploi, même retrouvée, ne pourra suffir pour absorber l'excédent et, encore moins, pour résorber le «stock» de

L'extrême réserve des responsables à l'égard des prévisions de l'INSEE vient de là. Paradoxe : l'Institut national de la statistique lui-même ne dissimule pas davantage les risques futurs contenus dans l'évolution à terme, une fois salués les succès du jour. Sous la querelle, les spécialistes, redoutent donc le retentissement d'une réalité passagère sur une opinion tentée de revenir aux facilités d'antan, celles de l'époque du plein-emploi. Les bonnes nouvelles de l'INSEE n'aident pas un gouvernement qui sait que la partie est loin d'être

ALAIN FERAURE

Le lancement du Xe Plan

279 000 immatriculations en 1988

Nouveau record de création d'entreprises en France

Nouveau signe de la bonne santé économique de la France. l'an dernier, le nombre des immatriculations d'entreprises a atteint son plus haut niveau ment, en 1978. Le nombre d'immatriculations totales s'est en effet élevé à 279 000 en 1988, dont 216 580 provenant de créations nouvelles, et 62 420 de reprises d'entreprises. En 1987, le nombre total des immatriculations était de 274 000.

L'INSEE note que le record de 1988 est établi maigré les' difficultés d'acheminement du courrier à l'automne, qui n'ont pas permis de recueillir toute les immatriculations au 31 décem-

Si le rythme de créations s'était noursuivi au quatrieme tamestre à son rythme des neut créations d'entreprises auraient progressé de 4 %, et non de 2 %, par rapport à 1987. Cependes grèves, l'INSEE n'exclut pas l'hypothèse d'une inflexion de

Le secteur du bâtiment a été particulièrement dynamique en 1988, puisque 35 000 entreprises y ont été créée 32 700 en 1987, et 31 700 en 1986. Le secteur des services, de son côté. a contribué à orès de la moitié des immatricu tions, avec 130,700 entreprises

ETRANGER

Le gouvernement néerlandais relance le conflit sur la «voiture propre»

AMSTERDAM de notre correspondant

gouvernement nécriandais vient de recevoir un soutien de poids dans le bras de fer qui l'oppose depuis pais de six mois à la Commis-sion de Bruxelles, mais aussi à la France, au sujet des automobiles équipées d'un pot d'échappement catalytique. C'est à l'unanimité que les partis politiques se sont rangés, la semaine dernière, derrière la déci-sion du ministre de l'environnement, M. Ed. Nipels, de stimuler la vente des «voitures propres» à compter du l'efévrier prochain. Un avantage du la levie procume de la lace de lace de la lace de l

Annoncée une première fois en juin 1988 et confirmée le 24 novembre suivant, lors de la réunion des

S'étendant sur quatre aus (1989-1992), ce

Ses orientations seront déterminées au cours

Xº Pian coîncidera avec l'avènement du marché

du conseil des ministres du 22 mars prochain

ministres de l'environnement de la CEE, cette « ristourne » avait valu à M. Nipels les fondres de la Commission européenne, qui annonçait immédiatement son internion de traduire les Pays-Bas devant la cour de justice de Luxembourg s'ils pas-saient aux actes. C'est désormais chose faite, et La Haye attend « avec confiance » l'issue du procès qui semble désormais inévitable.

Le ministre néerlandais estime en effet qu'une accusation d'entrave à la concurrence ne serait pas fondée, dans la mesure où la vente des voitures sans pot catalytique n'est pas interdite. C'est simplement celle des «voitures propres» qui se trouve non pas favorisée, mais simplement encouragée par une politique d'exo-nération fiscale visant à rapprocher neration riscaie visant à rapprocher la vis des deut types de véhicule. Cette argumentation ne convainc pas les observateurs italiens, et sur-tout français, qui-craignent d'être désavantagés aux yeux des consom-mateurs par rapport à leurs concur-rents allemands.

En 1988, la part du marché détenue par les marques françaises était de 16,7 %, en augmentation de 0.9 % par rapport à 1987, et celle des marques allemandes de 28,8 %, en baisse de 1.7 point.

Venu faire connaissance, le 17 octobre dernier, avec son homolo-gue nécriandais, M. Michel Rocard s'était d'ailleurs entretenn de ce dossier avec M. Raud Lubbers. Un mois plus tard, à Bruxelles, M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'envi-ronnement, demandair l'interdiction de toute mesure d'incitation fiscale. Ces démarches françaises sont

Réduire de 75 % la pollution automobile

M. Ed. Nipels, il est vrai, a fait de la « voiture propre » un de ses chevaux de bataille, aussi bien à l'échelle nationale; où il veut réduire de 75 % la pollution automobile, qu'au niveau curopéen. En bravant ouvertement la CEE, il veut stigmatiser l'incapacité des Douze, selon iui, à s'attaquer aux nuisances dues à la circulation routière. Les Pays-Bas considèrent que les normes anti-pollution définies le 24 novembre 1988 pour les petites cylindrées sont trop tolerantes et d'application trop

Nous seront des pionniers », a déclaré M. Nipels, qui est convaincu d'obtenir gain de cause devant la juridiction communautaire. En attendant, il travaille déjà à un renforcement de la réglementation des Moteurs diesel, et compte bien plai-der cette nouvelle cause auprès de ses collègues européens. CHRISTIAN CHARTIER.

EN BREF

 Aquaculture : feu vert pour le projet Salmor à Morlaix. — Le Conseil supérieur des installations classées, a donné le 16 janvier un avis favorable au projet de grande ferme aquacole dans la baie de Morlaix (nord du Finistère), conno sous le nom de projet Salmor. il s'agit de l'élevage et de la production de sau-mons (1 200 tonnes par an à partir de 1990). Ce projet, qui associe des capitaux norvégiens et bretons, a soulevé au cours des mois passés de nombreuses oppositions à la fois des associations de protection de la nature, des marins pêcheurs, et des ostréiculteurs concernés, qui craignent des polititions. On attend pour les prochains jours l'arrêté du préfet du Financia donnant le feu vert définitif à ce projet d'aquaculture, qui sera le plus important de France. Chaque année 40 000 tonnes de saumons sont importées, ce qui représente plus de 1,5 milliard de francs de déficit pour le commerce

POINT DE VUE

Le secrétaire d'Etat chargé du Plan,

M. Lionel Stoléru, a remis aux membres du

gouvernement le document de préparation du X° Plan. Ce document fait la synthèse des travaux

d'une douzaine de commissions, et sera examiné mardi en comité interministériel.

par Marc Blondel secrétaire général de Force ouvrière

UE reste-t-il du Plan ? Il peut paraître curieux de poser la question avant que le Plan ne soit définitivement voté par le Parlement à la session de printemps. Ce conduisent, en particulier le contenu de l'esquisse du X° Plan et la publicité faite, actuellement, aux travaux de concertation qui se sont déroulés du 20 septembre au 20 décembre.

Ces demières années, il est vrai, la planification a connu pas mai de péripéties : citons un VIIIº Plan mort-né, un Plan intérimaire tombé aux oubliettes, un IXº Plan qui finit en queue de comète, une période d'incertitude quant au maintien du Plan avec le vent du libéralisme en 1986/1987 et, pour finir, le lance-ment « à l'arraché » du Xª Plan.

Nous avons toujours marqué notre souple et indicatif, engageant les pouvoirs publics et préparé par consultation des interlocuteurs sociaux. Le Plan représente à la fois un exercice de cohérence, de perspectives, d'information, trois tonotions encore plus nécessaires en période d'incertitude et de difficultés conomiques et sociales.

Or, sur ces trois fonctions, esquisse du Xº Plan na nous donne pas satisfaction. En matière de cohérence, différents types de problèmes se posent. La procédure des contrats de plan Etat/région, lancée avant les travaux nationaux du Xº Plan, s'est, depuis, plus réalisée en paralièle qu'en complémentarité. Quant aux contrats de plan entre l'Etat et les entreprises publiques, nous sommes encore dans l'incertitude. Enfin. le couvernement a d'ores et déjà annoncé certains projets à moyen terme (modernisation de la fonction publique - Education nationale), alors que ces thèmes faisaient partie des discussions dans le cadre des commissions du Plan. A nouveau, c'est donc le caractère interministériel du Plan qui n'est pas entièrement

Insatisfaction

respecté. La cohérence fait égale ment défaut, selon nous, dans l'articulation entre certains objectifs de l'esquisse de Plan et les moyens affichés pour y parvenir. Ainsi, sì l'on peut souscrire à des objectifs, comme reconquerir un haut niveau d'emploi ou conserver et améliorer la protection sociale collective, on ne peut que s'interroger sur les moyens retenus qui, pour l'assentiel, maio tiennent le cadre orthodoxe des contraintes économiques en vigueur depuis quelques années. Par exemple, il est précisé que la croissanc économique ne pourra venir que de l'investissement et de l'exportation. affirmer que les objectifs ne seront

En matière de perspective, ou d'éclairage de l'avenir, les travaux consultatifs ont été menés sans que soient présentés au préalable différents scénarios macroéconomiqu de cadrage. Comment dès lors guider des choix et priorités ? Comment encore évaluer le poids des prétendues contraintes économiqu termes d'emploi ou de niveau de vie ? Que signifie dès lors l'objectif d'un taux de croissance de l'investissement deux fois supérieur à celui du produit intérieur brut, d'autant que la notion de stratégie industrielle est absente de l'esquisse ? Ce manque de cadrage macroéconomique obère sérieusement, quel que soit la

pas atteints.

contenu du Plan, sa qualité, Sur le troisième point, l'information, nous sommes aussi insetisfaits. De tradition, le Plan est à la fois un moment et un lieu d'échange d'infor mations, de transparence, c'est-àdire participe de fait à la démocratie. Si ces données n'ont pas été fondamentalament remises en cause, les conditions de l'exercice de planification y ont cependant porté atteinte. Que ce soit du fait de la rapidité même des travaux, vouloir sérieusement discuter en qualques réunions de tous les problèmes économiques et sociaux de l'heure relève de la gageure. Que ce soit aussi du fait de la composition des commissions de travail puisque le nombre de repré-

sentants des interlocuteurs sociaux était relativement plus limité. Que ce soit encore du fait de la personnalité de certains présidents de commis sion, phénomène qui a conduit à ce que le Plan ait gagné en médiatisation, en spectacle ce qu'il a perdu en concertation, en caractère democratique. C'est ainsi que la publicité faite aux avis de première phase de différentes commissions s'est faite avant que les interlocuteurs sociaux aient toujours eu le temps matériel de faire valoir leurs observations par écrit. procédure traditionnelle du Plan. Or, pour que le Plan conserve sa place dans le dialogue social, il est indis-pensable qu'il ne soit ni un lieu de négociation ni un lieu a priori consensuel, mais un lieu d'échanges, de débats, de positions contradictoires. A charge pour les pouvoirs publics, que le Plan engage, de prendre seuls leurs responsabilités en la matière.

Il est encore deux points sur les-

quels le contenu de l'esquisse de Xº Plan inquiète Force ouvnère. Sur le rôle et la conception de l'Etat d'abord, nous craignons que, au nom de l'efficacité, on ne débouche sur une conception libérale du devenir de l'administration et des services publics de laquelle serait absente la notion républicaine d'égalité des citoyens. L'Etat ne se gère pas comme une entreprise et ne répond pas aux mêmes critères économiques. C'est pourquoi Force ouvrière s'est opposée, en particulier dans la commission « Efficacité de l'Etat », aux notions d'autonomie de gestion ou de gestion participative qui conduisent à l'éclatement du statut de la fonction publique. Sur l'Europe, enfin. l'esquisse du Xª Plan, dont l'un des objets est de préparer 1992, demeure pour le moins évasive. En particulier dans l'aspect social de la construction européenne, puisqu'il n'est guère envisagé d'aller plus loin que le strict minimum (socie plancher - solidarité inter-régionale).

L'Europe ne pourra être réussie que si elle s'accompagne d'avancées significatives pour les salariés. Ce qui exclut la poursuite de la déréglementation et impose la mise en place d'un droit social européen...



* 1988 A-4-34

The second of the second

atte de PDG de S And the state of the state of State of the second

to the state of th

4.5

10-1

Trans & Ma

The second

A Constitution of the second

DES SCIENCE

1 150 A

THE PROPERTY OF

5:40

- Jima

Économie

REPÈRES

Brésil

Excédent record

de la balance commerciale en 1988

L'excèdent de la balance commer-ciale brésilienne a atteint 19,09 mil-liards de dollars (120 milliards de francs) en 1988. Ce montant, record, constitue, selon le président de la Caisse du commerce extérieur, M. Namir Salek, le troisième excé-dent commercial dans le monde, après ceux du Japon et de l'Ailema gne fédérale. Cependant. 14 milliards seulement sont effectivement entrés sous forma de devises au Bré sil en 1988, le reste correspondant à des ventes à plus long terme. Pour la deuxième année consécutive, ce ne sont pas les matières premièr mais les produits industriels qui ont constitué le premier poste des exportations. Au total, les ventes brésiliennes à l'étranger ont atteint 33,8 milliards de dollars. Pour 1989, l'objectif gouvernemental porte sur un excédent de 14,5 milliards.

Distribution

Les hypermarchés en tête de la croissance en 1988

En 1988, l'activité des hypermarchés a progresse de 9 %, celle des supermarchés de 5,6 %, tandis que celle des magasins de proximité se réduisair de 3 %, poursuivant ainsi une tendance constante depuis plusieurs années. A surface constante. car les distributeurs continuent à ouvrir des grandes et moyennes surfaces de vente et à réduire le parc des magasins de proximité, la progression n'est plus que de 6,8 % pour les hypermarchés, de 2,8 % pour les supermarchés, et la baisse de 2,9 % pour les magasins de proxi-

Ce bilan est celui de l'Association pour le commerce moderne (ACM), dui regroupe trois organismes professionnels fédéraux : la Fédération nationale des distributeurs de produits alimentaires et de grande consommation, le Groupement nationai des hypermarchés et le Syndicat national des maisons d'alimentation

Grande-Bretagne

Hausse des prix de 6,8% en 1988

Les prix de détail ont augmenté de 0,3 % au mois de décembre, ce qui

représente une haussa de 6,8% en un an. L'indice des prix (base 100 en janvier 1987) s'est en effet élevé à 110,3 au mois de décembre, contre 103,3 un an plus tôt. Les prix alimentaires sont les principaux responsables de la hausse du mois dernier, alors que ceux des véhicules à moteur ou des vins et spiritueux ont baissé en décembre. Le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, espère parvenir à faire tomber l'inflation à un rythme annuel de 5% à la fin de 1989, mais les analystes estiment que le rythme de la hausse des prix va auparavant s'élever à 7 % cu 8 %.

Masse monétaire

La RFA dépasse son objectif de croissance

gne fédérale, exprimée au sens large (M 3), a encora progressé, en 1988, à un rythme supérieur aux souhaits Rhin. Sa croissance s'est élevée à 6.7 %, alors que l'objectif visait à ne tois, en 1988, les autorités alle mandes avaient choisi de baser leu objectif sur M 3, et non sur la masse monétaire au sens de la Banque centrale, comme elles en avaient l'habi

Implantation

syndicale

En recul

L'implantation syndicale recule Selon una enquête du ministère du travail, la proportion d'établissements d'au moins cinquante selariés ayant (au moins) un délégué syndical est passé de 57,1% en 1985 à 55,1% en 1987, et le nombre de salariés appartenant à de tels établissements est passé de 76,2 % (4876 millions) à 74,5% (4597 millions). C'est surtout dans les établis semena de moina de deux cents salariés que le recul est sensible : ceux de cinq cents salariés et plus ont presque tous des délégués syndiceux L'éçant s'accroît donc.

La nombre de délégués syndicaux e diminué aussi de 2%, pessant de 44 271 à 43 378. Mais la baisse n'a touché que la CGT et la CFDT, qui réunissaient fin 1987 respectives 29,4 % des délégués (contre 30,7 %) et 24,4 % lau lieu de 24,8 %). En revenche, FO en reunissait 18,4% (au lieu de 17,8%), la CGC 14% (au lieu de 13.7 %), la CFTC 7.4 % (au lieu de 6,8%), avec des effectifs légèrement accrus.

CORRESPONDANCE

Une lettre du PDG de Scalbert -Dupont

A la suite de l'article sur la banque Scalbert-Dupont (le Monde du 18 janvier), M. Claude Lamotte. PDG de cet établissement, nous a adressé la lettre suivante :

L'article donne un large écho aux allégations contenues dans un télégramme adressé aux pouvoirs publics le 15 décembre 1988 par des organisations syndicales. Celui-ci contient des éléments de désinformation tels que je me vois dans l'obligation de compléter l'information de votre rédaction.

En effet, la réalité sociale et quotidienne de la banque Scalbert-Dupont est tout à sait différente de ce que la teneur de l'article laisse croire et permet à noire entreprise de poursuivre son adaptation à des métiers en profonde mutation et sa modernisation.

Cette action porte ses fruits : ainsi, le résultat brut d'exploitation (avant amortissements et provisions) est passé de 89 millions de francs en 1983 à 218 en 1987. Le niveau des provisions, malgré notre implantation dans un secteur économique difficile, est comparable à ceiui des banques régionales.

Au cours des quatre dernières années, l'effectif à diminué de cent spixante-six personnes, soit une baisse moyenne de 1,6% l'an, par non renouvellement de la moitié du turn over : cette évolution est tout à fait semblable à celle de nos

Dans le cadre de son projet d'entreprise de décembre 1986, la banque poursuit activement une politique de managoment participatif; ainsi trente-six groupes de progrès associant trois cent quarante collaborateurs (14% de l'effectif)

travaillent activement à l'amélioration de la qualité.

L'investissement formation est passé en quatre ans de 2,5 % à 5 % de la masse salariale et, sur le plan du dialogue social, deux accords partiels, améliorant l'accord d'entreprise, ont été signés début décembre 1988 par toutes les organisations

Cette réalité se traduit encore dans la faible participation du personnel à la grève nationale du 17 janvier : 8.2%, soit l'un des plus faibles taux dans la profession après un pourcentage à peine supérieur (11,6%) dans le récent mouvement propre à l'établissement...

Quant à la construction du nouveau siège de la banque, elle va enfin permettre - après des années d'études - de nous situer au cœur du futur centre d'affaires de Lille et de regrouper des services disséminés dans la ville. Cet investissement est entièrement autofinance par des arbitrages immobiliers. Il y a là un acte de gestion et aucune trace de politique immobilière de pres-

Il est évident - et les éléments que je viens de vous fournir en font foi - que ce télégramme ne représente pas le sentiment profond de la

grande majorité du personnel. Enfin, à l'invitation de M. Saint-Geours, président de la Compagnie financière de CIC, je tiens à indiquer que la politique de la banque qui vient d'être décrite est conduite

avec son complet appui. (Contacté par téléphone le 23 décem-bre, M. Claude Lamotte n'avait pas sou-haité répondre sur le fonds aux critiques émises par les organisations syndicales dans leur télégramme destinée aux pou-voirs publics.]

- Tous les ouvrages sur · le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles...

à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES 6, rue de Savois, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72 -

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN

SAINT-GOBAIN EN 1988 RÉSULTAT NET : 4 MILLIARDS DE FRANCS

1988 a été, à nouveau, me bonne année pour le groupe Saint-Gobain. Selon les estimations actuelles, le tésultat courant consolidé progresse de 22 %. Le résultat net consolidé (part du groupe) progresse de 60 %. Hors plus-values sur cessions d'actifs, l'augmentation de ce résultat net est de 45 %.

En effet, l'accroissement rapide, ces dernières années, de la productivité du groupe lui a permis de profiter de la icture favorable, dans les pays où

conjoncture favorable, dans les pays où il est implanté, des marchés qu'il dessert, notamment la construction, l'automobile, l'emballage.

L'événement principal a été, en 1988, pour le groupe le transfert à la Compagnie générale des eaux de la majeure partie de sa branche « entreprises de construction et de travaux publics », pour se concentrer sur ses activités industrielles. Cette branche, dont les

résultats de 1988 ne sont pas dans les estimations ci-dessous, était importante par ses ventes et ses effectifs, mais sa était restée marginale.

En même temps, le groupe a fortement augmenté son programme d'acqui-sitions, qu'il s'agisse du rachat des parts détenues par des intérêts minoritaires dans d'importantes filiales, ou de prises de participations, souvent majoritaires, dans des sociétés dont les activités sont complémentaires des métiers qu'il

L'ensemble de ces opérations modifie sensiblement les structures du groupe. Les comptes consolidés de 1987 ont done été retraités pour les rendre com-parables à ceux de 1988. Le tableau ci-dessous en résume les principales don-

En millions de francs	1988 estimé	1987 retraité	1987
Ventes	59 000	54 603	78 887
Résultat d'exploitation	8 000	7 219	7 507
Résultat courant	6 450	5 287	5 158
Résultat net du groupe	5 100	3 489	3 642
Résultat net, part du groupe	4 000	2 523	2 523
Résultat pet, hors plus-values	3 100	2 128	2 128
Autofinancement	7 100	6 207	6 855
Investissements industriels	5 800	3 530	4 253
Investissements en titres	7 400	2 005	2 084

La diminution des ventes provient de la déconsolidation de la branche « entreprises - et de celle de Saunier-Duval eau chaude-chauffage -, que com-pense particliement l'entrée dans le cer-cle de consolidation de plusieurs sociétés moyennes. A structure comparable, les ventes augmentent de 7% en francs français, et de 13% en monnaies nationales. Elles se répartissent ainsi : mar-ché intérieur français, 33 %; exporta-tion à partir de la France, 12 %; autres pays d'Europe, 34 %, dont RFA, 15 %; Amériques, 21 %.

Le résultat d'exploitation s'entend après dotation aux amortissements de 3 150 millions de francs (+ 8 %) et aux provisions de 750 millions de francs (+ 30 %). Il en calculé, depuis cette avant frais financiers et résultat des opérations de change.

La résultat courant des sociétés intégrées s'entend après des frais financiers (1 220 millions de francs), en lègère diminution sur ceux de l'an dernier, et des charges hors exploitation (500 millions de francs) nettement inférieures à

celles des années antérieures, cette dimi-nution marquant l'achèvement progres-sif des restructurations industrielles conduites depuis plusieurs années.

Le résultat net du groupe comprend, en 1988, des résultats sur cession d'actifs (1 180 millions de francs) très nettement plus élevés qu'habituelle-ment, du fait notamment de la cession de Sannier-Duval - eau chaude-chauffage .. qui en représente la moitié. Il s'entend après une provision pour impôts de 2500 millions de francs, eu augmentation de 25 % sur celle compa-rable de 1987.

Le résultat net, part du groupe (+60 %) est calculé après déduction de la part revenant aux actionnaires déte-nant des intérêts minoritaires dans les filiales du groupe (1070 millions de francs). Hors plus-values sur cessions d'actifs, ce résultat net serait de 3 100 millions de francs environ (+ 45 %).

Rapporté au nombre total d'actions en circulation (55 398 710), ce résultat net représente un bénéfice net par action de 72 F environ, contre 57 F en 1987. Hors plus-values sur cessions d'actifs, le bénéfice net par action est de 56 F environ, contre 48 F en 1987.

L'autofinancement (+ 14%) couvre triels, en augmentation de plus de 60 %, en raison d'importants programmes de renouvellement ou de construction d'usines. Il s'y ajoute, en 1988, des investissements en titres multipliés par 3.5. Cette progression s'explique, notamment, par le rachat d'intérêts minoritaires dans des sociétés du

Le financement de ces investisse ments a été totalement couvert par l'excédent de l'autofinancement, les ces-sions d'actifs et les augmentations de capital réalisés en 1988.

Enfin, la situation mette totale du groupe, après l'augmentation de capital réalisée en fin d'exercice et prélèvement pour doter à plein les provisions de retraites, est de l'ordre de 25 milliards de francs, alors qu'elle était de 19 mil-liards de francs à fin 1987 et de 13 milliards de francs à fin 1985. L'endette ment net du groupe est stabilisé à environ 9 milliards de francs.

L'examen des métiers du groupe montre le maintieu à un niveau élevé de l'activité et de nouveaux progrès des résultats des deux branches « vitrage » et . conditionnement ». Trois autres branches améliorent nettement leurs performances : « canalisation », « fibres de renforcement » et » papier-bois ». La branche » céramiques industrielles », en expansion rapide, maintiem les siennes ; la branche - matériaux de construction -, renforcée par certaines activités jusqu'ici classées dans la branche - iso lation -, progresse sensiblement. Seule la branche - isolation -, du fait notamment de l'évolution de ses ventes aux USA, a un résultat globalement en retrait sur celui de l'an dernier.

L'examen par zone géographique montre que le résultat net provient pour 30 % de la France, 40 % des autres pays d'Europe et 30 % des deux Amériques.

An total, done, le groupe aura ques et commerciales, en même temps que sa situation financière. Les prèvisions faites pour 1989 font apparaître le maintien d'un bon niveau d'activité et la consolidation des progrès de rentabilité constatés en 1988.

> avec les actionnaires ; tel.: (1) 47-62-33-33. Minitel: 36-15 code Gobain.



Economistes, chercheurs, aménageurs urbains, philosophes. artistes....

la ville de Vénissieux, la Communauté Urbaine de Lyon font appel à vos compétences.

Elles recherchent des équipes pluridisciplinaires pour inventer un destin aux dix tours murées de « Démocratie », l'un des quartiers des Minguettes, dans le cadre d'un concours international d'économie urbaine, lancé avec l'aide de l'Etat.

La transformation des grands ensembles est actuellement un enjeu mondial. Les Minguettes représentent un espace pilote stratégi-

Un jury d'experts sélectionnera l'équipe qui permettra de recréer une ville modèle par sa mutation exemplaire.

Pour tous renseignaments et dépôts de candidatures, écrivez? avant le 15 février à :





EMPRUNTS JANVIER 1989 GARANTIS PAR L'ÉTAT

	EMPRUNT 8,60 %	EMPRUNT 8,90% assimilable à l'emprunt 8,90% térrier 1988	EMPRUNT A TAUX RÉVISABLE (PIBOR à 3 mois - 0,25 %) P3R
MONTANT	F1300.000.000	F 300.000.000	F. 400.000.000
PRIX D'ÉMISSION	99,35%, soit F 4.967,50 pot obligation.	100%, sait F 5.000 pat obligation.	101,36%, soft F 20.272 par obligation.
DATE DE JOUISSANCE	6 Herrier 1989.	6 tevrier 1989.	6 tévrier 1989.
DATE DE RÉGLEMENT	6 tëvner 1989.	6 tévrier 1989.	6 Herrier 1989.
DURÉE	15 ons.	7 ans et 36 jours.	10 gns et 40 jours.
HNTÉRÊT	8.60%, soit F 430 par obligation payable is 6 février de chaque uninée.	8,90%, soit F 445 par obligation poyable le 14 mars de chaque uninée. Pour la période du 6 lévrier 1989 au 14 mars 1990, il sera versé	Payable trimestriellement le IT joud de chaque trimestre civil (au le 12° si le trimestre commence un joudi).
		un inthér fortúlisme de F 336,50.	Les obligations bénéficient d'un taux d'intérêt révisable égal du Pibar (Taux Interbancaire Otlert à Paris) calculé deux jours ouvrés ovant chaque période trimestrielle et diminué d'une marge de 0,25 %.
TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL	6,68 %.	8,33%.	Sur to base du Pibor à 3 Mois cristotilsé à 8,5625%, la marge actuarielle négative ressort à 0,48%.
AMORTISSEMENT NORMAL (par remboursement)	Au pair, en totalité, le 8 lávrier 2004.	Au poir, en 2 tranches sensiblement égales portant sur l'ansemble des obligations assimilées, les 14 mars 1995 et 1996.	Au pair, en totalité, le 18 mars 1999.
AMORTISSEMENT ANTICIPÉ	Possible par rachat en Bourse.	Possible par rachat en Bourse.	Possible por rochat en Bourse,
COTATION	Les obligations ferant l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).	Les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Pans).	Les obligations terant l'objet d'une demande d'admission à la Core Officielle (Bourse de Paris).

Lempring gives forts and som gives et oleg socialités aires aires de la concerne se public qui information des finformation (visa COB n° 85-17 du 13.01.1988 est mise granditement à la disposition du public au siège de la Calsse Centrole de Coopératio que, Ché du Retiro, 35-37, rue Bossy-d'Anglas, 75008 Paris, et auprès des établissements charges du plocement. BALO au 23.01.1989.

· La vente de Texaco Canada est la dernière étape du programme de restructuration du groupe Texaco destinée à valoriser le portefeuille des actionnaires et à accroitre la des actionnaires et à accroître la compétitivité du groupe , a expliqué son président, M. James Kinnear. Texaco avait mis en vente sa filiale canadienne en août 1988, ayant besoin de liquidités pour faire face à ses gros frais de justice dans l'affaire qui l'a opposé à la petite firme pétrolière américaine Pennzoil. En 1985, un juge texan avait condamné Texaco à une amende de quelque 1 milliards de dollars – la quelque 11 milliards de dollars - la plus forte pénalité jamais infligée par la justice des Etats-Unis, - pour

Texaco, troisième compagnie pétrolière des États-Unis, a annoncé, le 20 janvier, son intention de céder sa filiale canadienne à Imperial Oil, sous la protection de l'article 11 de sous la protection de l'article 11 de la loi sur les faillites, entamant sa réorganisation tout en échappant à la poursuite de ses créanciers.

La vente annoncée de Texaco Canada à Imperial Oil permet à Exxon de suppianter le milliardaire Alan Bond et la compagnie pétrolière anglo-néerlandaise Dutch Shell qui comptaient parmi les candidats sérieux au rachat. On estimait en fin de semaine passée à Wall Street que le « raider » Carl Icahn, patron de la compagnie aérienne TWA et plus gros actionnaire de Texaco Canada avec 15 % du capital ordinaire, pourrait contester le prix de vente

Depuis plusieurs semaines, le financier ne cachait pas son intention de tenter à nouveau de prendre le contrôle de la compagnie pétro-lière, après avoir échoué en juin-1988. M. Icahn souhaitait aussi, depuis l'annonce du plan de restructuration de Texaco, qu'une distribu-tion de dividendes exceptionnels pour cession d'actifs soit réalisée. L'annonce de la cession à Imperial Oil devrait, sur ce point, le satisfaire : 1,7 milliard de dollars seront prochainement distribués aux actionnaires...

Echec de l'OPA de Rodamco sur Hammerson

L'OPA surprise lancée par la société d'investissement néerlan-daise Rodamco sur le troisième groupe immobilier britannique Hammerson Property a échoué. Cette OPA, tout à fait inamicale, s'établissait à un montant de 1,3 mil-liard de livres (14 milliards de francs) sur une société anglaise que le président de Rodamco, l'une des quatre filiales de Robeco, qualifiait de • mai gérée ». Elle avait été

Avant la fin de l'année

Daimler-Benz veut contrôler 50% du capital de MBB

La reprise du premier avionneur onest-allemand MBB par le groupe Daimler-Benz devrait s'effectuer plus vite que prévu. Depuis le mois de décembre dernier, on savait que Daimler-Benz avait été autorisé à souscrire, seul, à l'augmentation prochaine du capital de MBB, qui passera de 600 millions à 828 millions de deutschemarks. Daimler-Benz détiendra ainsi 30% du capital de l'avionneur.

M. Edzard Renter, président de Daimler-Benz, a déciaré au quotidien munichois Suddeutsche Zeitung qu'il s'était entendu avec les Lander de Bavière, de Hambourg et de Brême (50% du capital de MBB), ainsi qu'avec l'assureur Allianz (4,63%) et l'électronicien Robert Bosch (4,38%), pour reprendre tout ou partie de leur nar ticipation et dépasser les 50% du capital. Cette prise de contrôle coûtera à Daimier-Benz 1,7 milliard de deutschemarks (5,7 milliards de

 Un Français nommé sous-directeur du BIT. — M. François Trémeaud, quarante-cing ans, a été nommé sous-directeur général du Bureau international du travail (BIT), responsable de la coopération technique et de l'aide au tiers-monde dans divers secteurs. M. Trêmeaud & fait toute sa carrière au BIT, il compte aussi poursuivre ses fonctions à la tête du Centre international de perfectionnement professionnel et technique de Turin, créé par le BIT en 1963 conjointement avec le gouver-nement italien. — (Corresp.)

immédiatement rejetée par les diri-geants de Hammerson, qui la consi-dérait comme « malvenue, dérisoire et totalement inacceptable ».

Une contre-attaque fut alors lancée, indirectement, par la compaguie d'assurances britannique Stan-dard Life, qui porta de 18% à 28,8% sa participation dans Hammerson, en payant 1 100 pence par action et en faisant connaître qu'elle n'accepterait pas l'offre d'achat de Rodamco. La société néerlandaise. qui n'avait recueilli jusqu'à présent que 3 % du capital de Hammerson, faisait une dernière tentative la semaine dernière, en relevant de 818 pence à 1 017 pence par action 18 milliards de francs) son offre initiale, mais à condition que les dirigeants de la société attaquée accepsur leur méthode d'évaluation de la filiale canadienne. En l'absence de réponse sur ce point, Rodamco a laissé expirer son offre initiale, lancée du 23 novembre au 20 janvier, et n'a donc pu réussir à devenir le quatrième groupe immobilier mondial, derrière deux japonais et un britannique.

Les Ciments français lancent une OPA sur une cimenterie canadienne

Les Ciments français, deuxième producteur français, ont lancé une OPA amicale sur la société canadienne Miron par l'intermédiaire de leur filiale Lake Ontario Cement, pour un prix de 60 millions de dollars canadiens (290 millions de francs). Cette opération leur permettra de porter de 4,5 millions à 5 millions de tonnes leur production de ciment sur le continent nordaméricain. Installés depuis 1976 aux Etats-Unis, les Ciments français ont réussi, par acquisitions successives (Coplay en Pennsylvanie, Louisville Cement, puis fin 1986, Lake Ontario Cement), à prendre 4,5% du marché américain derrière Lafarge-Coppée dont la part s'élève à 10% aux Etats-Unis et 30% au Canada. Le chiffre d'affaires américain de Ciments français atteint 450 millions de dollars avec un bénéfice net supérieur à 25 millions de dollars.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE DEDOT-BOTTIN

Fondé en 1796

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Vincent Hollard, a arrêté les comptes de l'exercice clos au 30 septembre 1985, qui se soldent par un résultat de 23 176 080 F après impôt.

Ces comptes intègrent les plus-values d'apports résultant de la création de Bottin SA, dont 80 % des actions ont été cédées en cours d'exercice. Il sera proposé à l'assemblée la mise en distribution d'un dividende de 15 F par action, avoir fiscal non compris.

L'exercice en cours doit enregistrer des résultats très supérieurs résultant

ent en cours de l'immeuble de bureaux situé 28, rue

Le groupe fait actuellement construire un important immemble de bureaux, 55-63, rue Anatole-France à Levallois, livrable au second semestre 1990. Entre-temps, le couseil a décidé le transfert du siège social au 11, rue Quentin-Bauchart à Paris-èr, dans les bureaux de l'OVP (société d'informa-tion sur les médicaments en France et en Italie et sur les produits agrochi-miques aux Etats-Unis), contrôlée conjointement par la COFIP et Didot-Bottin.

Le conseil a coopté comme nouveaux administrateurs : MM. François de Suarcz d'Aulan et Hervé de Carmoy.

Le président a désigné en outre :

MM. Jacques Chateau, secrétaire général du groupe ; Alain Maury, directeur général de la Division presse ; Jean-Louis Michel, directeur géné-

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

PRISTITUT NATIONAL DE LA STATISTICUE Et des etudes economicues; Indices génér, de bese 100 : 31 décembre 1968

	-	-
Valoure franç. à rest veriable .		105,6
Valoura industrialles	107,A	107
Valours étrangères	104.3	105,3
Pátroles-Energie	107	112.1
Chinis	104.3	104.9
Métallurgie, métacique	106.5	
Escricità, électronique	103.9	103.1
Editioned at metarines	107.3	
ind de construent, non afice, .	108.3	
Agrodinatisis	113.3	
Displacion	107.1	
	102.5	
Transports, loisirs, services	105.2	
Assurances		
Crédit besque	103,5	102.5
Siconi	39	98,2
lounchiller et longier	101.2	100.7
imenticament at portefecile .	105.9	105.3
Base 100 : 31 décembre		
Valenz franç à revenu fint	100.7	100.5
	100,5	
Express d'Etet	400,0	38,3

100.6 100,6 Base 100 am 1949 ç. à rev. variable .3 755,43 748,8 Ngires 4 134,44 174,1 Best 100 en 1972

Sace 100 : 31 décembre 1990 fice des vel. franç à res. fixe 122,5 122,1 122.7 122.7 COMPAGNE DES AGENTS DE CHANGE

BOURSES RÉGIONALES

296.2

La Fed autorise des banques à souscrire des « junk bonds »

La Réserve fédérale américaine (Fed) a autorisé cinq grandes banques américaines à souscrire dans certaines imites les obligations émises par les sociétés, élargissant ainsi la brèche déjà ouverte dans le mur qui sépare depuis les années 30 les activités pure-ment bancaires de celles du courtage.

Cette décision permet à ces établis-sements de souscrire également des «junk bonds», obligations à haut ris-que et à taux d'intérêt élevé destinées à financer des rachats d'entreprises. Toutefois, la Fed commue à inniter strictement le volume de ces souscrip-tions. L'institution a, d'autre part, indiqué qu'elle prendrait dans un an une décision concernant la souscripme décision concernant la souscrip-tion d'actions de sociétés. En 1987, la Fed avait donné sou feu vert à cer-taines banques américaines de sous-crire des obligations émises par les municipalités, des effets commerciaux. municipalinés, des effets commerciaux et des titres garantis par des prêts de consommation. La Réserve fédérale a précisé que les banques ne pourraient pas conduire ces opérations directement, mais seulement par le biais de filiales séparées et réglementées par la Security and Exchange Commission (SEC). La part du chiffre d'affaires de ces filiales provenant des opérations de souscription d'obligations émises par les sociétés ne pourra pas dépasser 3 % du total.

PARIS, 23 junior 1

beisse dans un marché relativement caima. Lundi, l'indicateur instantané, qui avait affiché une porte de 0,73 % durant is metinée, reculait jusqu'à
— 1 % an début d'après-midi. Le clòture en baisse de Wall Street vendredi
tout comme le léger repi du dollar
encourageaient les investisseurs à
faire une pause, d'autant que durant la
metinée le névent des barques franmatinée la plupart des banques fran-çaisse amonçaient un relèvement de leur taux de bese bençaire qui passe ainsi de 9,25 % à 9,6 %.

La marché amorcerait-il enfin le nouvement de consolidation tant soumovement de consociazion tant sou-heité après cinq semaines consécu-tives de hausse? Sous les lambris, certains l'envisagealent, n'excluent pas une baisse importante des cours pas tare logares empor nombre de com-prochainement. Pour comforter feur thèse, ils se référaient au sondage RES-alla Tribunez, selon lequel la fin de l'auphonie serait aminés. Les opéra-teurs interrogés se montrent en effet moins optimistes qu'en décembre. E3 56 des hourseles estiment que la ver se solde par un gain de 9,05 %...

En jenvier 1988, ce mois s'achevait sur une note négative de 9,41 %...
Cette première liquidation gegnante de 1989, qui est la diolème consécutive, raprésente une performance très honorable puisqu'il faut remonter à juin 1988 pour trouver un niveau supé-

Durant cette séance consacrée aux prises de bénéfices, quelques valeurs prises de perencair, queques viseurs se sont néanmoirs distinguées à la hausse. A commencer par Roussel-Uclaf, Maisons Phénix et Guyenne-Gascogne Moulinex et Fichet-Bauche. Parmi les baisses, on notait Carrefour, Matra et Havas, Sur le second marché, les exteriors des crouses territes. les cotations des groupes textile Duguy-Créations à Nentre et de Julie à Nancy étaient suspendues den l'attente d'une opération financièn entre les deux groupes.

Sur le MATIF, la tendance der rait ferme, l'ensemble des co s'appréciant.

TOKYO, 23 janvier 1 Légère hausse

La Bourse de Tokye a ciôturé en hausse lundi, pour la première fois depuis trois séances, l'indice Nilder terminant en progression de terminant en progression de 162,50 yens par rapport à vendredi, arrivant à 31 332,38 yens. A le fin de la séance de la matinée, l'indice Nikket avait déjà gagné 117,11 yens. Toutefois, le volume d'affaires était modéré, avec environ 450 milhous de titres échangés durant la séance du matin. Selon les opérateurs, les investisseurs ont été encouragés par la stabilité à la fois du marché des changes et des prix du bran. Ils our privilégié dans leurs achats les valeurs à forte capitalisation, telles que les sidérargiques et les constructions navales. En revanche, les électriques et les métaux non ferreux étaient peu demandés. Certains optimistes estiment à présent que le marché après cette pause est à nouveau haussier, notamment dans la perspective de la fin de l'exercice fiscal des entreprises, le 31 mars prochain.

VALEURS	Cours de 20 jans.	Cours do 23 jans.	
Itali Higgssone Anson Il Benk Inchi Motors Ansosivite Electric Roudbild Heavy Day Corp.	710 1 400 1 600 3 790 2 080 2 502 1 170 7 200 2 530	720 1 410 1 500 3 770 2 080 2 490 1 200 7 170 2 560	

constructeur ferrovisire Atelier de

FAITS ET RÉSULTATS

sur su filiale Ausiment. – Le groupe chimique italien Montedi-son a lancé, vendredi 20 janvier, une offre publique d'achat (OPA) détient déjà 72,6 % du capital. Le prix proposé pour cette société cotée à New-York est de 35 dollars par titre. Les activités d'Ausimont concernent principalement les spécialités dérivées du fluor, les élastomères spéciaux et les agents de blanchiment. Ce groupe a réalisé an chiffre d'affaires de 4,4 milliards de francs et 2 ennegistré un bénéfice de 325 millions

· Des bénésices pour le groupe public maritime CGMF. -Pour la première fois depuis sa création, il y a quinze ans, le groupe maritime CGMF (Compagnie générale maritime et l'inan-cière) est bénéliciaire. Au 30 septembre 1988, le résultat consolidé du groupe (+ 59,4 millions de franca) permet de constater, par rapport à la perte au 30 septem-bre 1987 (- 67 millions de francs), une amélioration de 126,4 millions de francs. Ce redressement tient essentiellement au bon résultat obtenu par la CGM et par les filiales de la Financière de l'Atlantique. A périmètre constant, le chiffre d'affaires a progressé de 2,26 % par rapport à celui de l'exercice

 Les conséquences de la restructuration d'ANF. - Le mobilières).

construction du nord de la France (ANF) a perdu 83 millions de francs au cours de son dernier exercice clos à la fin da mois de septembre 1988. Il avait réalisé un bénéfice de 13 millions de francs en 1987. Dans le cadre de son plan de redressement, ANF a décidé de céder au groupe suisse Erwena sa filiale SATI Investissements, qui gère six mille cinq cents wagons et quatorze mille cinq cents conteneurs pour le compte d'ANF. Une autre filiale, Nord Sambre, va céder à Thomé sa participation majoritaire dans usines et aciéries Sambre et Meuse. Les difficultés d'ANF som essentiellement dues à la chute des activités de sa principale siliale ANF Industrie, qui a beaucoup souffert du marasme sévissant sur le marché mondial de la construction ferroviaire.

· Uz nouvezu président pour la Bourse de Luxembourg. -M. Edmond Israel, administrateur de la BIL (Banque internationale à Luxembourg), a été nommé président de la Bourse de Luxembourg. Il a succédé à M. Carlo Hemmer, mort en novembre 1988. M. Israel, qui aura soixante-cinq ans au mois de mai prochain, est connu comme l'un des artisans de l'euromarché, et plus particulièrement du marché euro-obligataire. Il est également président de la CEDEL (Centrale de livraisons chargée du stockage de valeurs

- 4-2 - 4-3 - 4-55

Second marche (minorion)							
VALEURS	Cours prác.	Depart .	VALEURS	Cours pric.	Duties -		
Accept & Associés		510	La Compande Bacton:	213	253		
Apethi	280	250	Legal intraderace	****	320		
RAC	315	328	Loca investigate contract	Z)3 ···	272		
B. Donachy & Acons	53G .	690	Locate	****	. 171		
RICH	0740	- 485	Memberg, Miches		158		
BLP.		725	Mégalogie laterat		586		
Boirge	509		Microsenice	176	176		
Ballaré Technologies	500	. 296	MARK	776	780		
Britoni	1060 .		Moles	236	811-		
Cibbias de Lyon	1700	1706	Mercie-Deixer		192		
Cabesos	. 770	.780	Obesti-Logabes,	****	302.10		
Cardii	851	651	Our Gest.Fis	410	400		
CALGRECH	****	355	Picast	410	170		
CATE	136	136	PEASA		50s		
CDME	1253	1253	Presbourg (Clos. Fig	400	455		
C. Equip. Block	363	352	Priesco Associacia		60n ·		
CEGID	762		Publicat Ripacti	700	746		
CEREP		230	field	726	20320		
CEP. Commission .	1749	1748:	Rimy & Associa		1730		
C.G.I. beformstiges	1241	1247	St-Galain Embelinge St-Honoré Matienne		235		
Commiss Origon	625	610		-			
CHIR	**** 1 .	445	SCEPM	- 5 to 0	316 10		
Contest	286	202	Sign	406 108	****		
Confortive		255			~~.		
Cods	428	430	SEP.	****	345		
Dafas			SEPR		1400		
Daighin	****		Sec	408	410		
Desgring	1044	1050	SMT-Soupl	2000	330		
Devile	586	523	Suddien	700	700		
Editions Bellions	****	106	Sept	4460	229		
Elegies (suestiness)	23 20	24.20	TF1	365	385		
Figure	230	230	Uniteg	****	.192		
Gr. Fonciar Fr. (G.F.F.)	239	240	Union Financ. de Fr	480	490		
Gisti		511					
LCC		236	LA BOURSE	SUR I	MINITEL		
DIA	290	287		TAR			
LGF.	105	103.90	76.15	TAP			
102	258			LESS	ONDE		
be the Comme	430	- 630		LEST	VIENE		

Marché des options négociables le 20 janvier 1989

Nombre de contrats : 8 225.

	PRIX	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS	DE VENTE
VALEURS	exercice	Mars	Juin dernier	- Mais demier	Join dernier
CCOT	694 : 406 :	58 32	71 51	3,56	13 15,50 7
afargo-Coppée	1 550 182	52,50 18	103 24	n	-
fidi nelles engeot	1645 485 1466	111 35 81,59	48,58 130	12	
aint Gobrin	600 560	44 8,58	4	12,30	-
homoso CSF	240	11.30	26.26	-	17

Nombre de comrate		eu bource	ntage du 20) janv. 1989	
COURS	ÉCHÉANCES				
	Mars 89	. Ju	in 89	Sept. 89	
Dernier Précédent	107,82 107,72		7,24 7,16	197,24 197,28	
	Options	sur notion	nel		
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTION	ONS DE VENTE	
i Aus D Andreica	Mars 89	Jam 89	Mars 89	Juin 89	
108	0.50	8.90	0.73	1.63	

INDICES

CHANGES Dollar : 6,28 F. 1

Le dollar a repris un peu de ter-rain, lundi 23 janvier, après son net repli du vendredi 20 janvier, provoqué, d'abord, par de nou-velles interventions des banques centrales, essuite par le discours d'investirure du président Parès d'investiture du président Bush jugé décevant par les opérateurs.

FRANCFORT 20 just. 23 just. Dollar (ca DM) .. 1,8540 1,8430 TOKYO 20 janv. 23 janv. Dollar (en yens) .. 128,85 127,95

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés) Paris (23 janv.). #3/##1/25 New-York (20 janv.). ... 18/45

(Sbf., base 100:31-12-81) Indice général CAC . 438,81 441,38 (Sht. base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 .: 160391 160387 (OMF, base 100: 31-12-81) Indice OMF 50 . 458,85 458,13 **NEW-YORK (Indice Dow Jones)**

Valeurs françaises ... 196 Valeurs étrangères ... 195,7

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 31-12-88)

19 janv. 20 janv.

4.5

Cote des chan

34-1

Industrielles 2239,11 2235,36 LONDRES (Indice « Financial Times ») Industrielles 15562 15618 Mines d'or 163 1643 Fonds d'Etat 88,68 TOKYO:

20 janv. 23 janv. Nikket Don lons ... 31 178,38 31 332,88 Indice general ... 2425,72 2448,35

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + heat	Rep. + or dep	Rep. + ou dép	Rep. + on dep.
SE-U Scan. Yes (166)	6,2760 6,2790 5,2896 5,2876 4,8917 4,8978		- 85 - 69 - 244 - 286 + 373 + 373	- 280 - 190 - 748 - 644 + 928 + 1830
DM Florin FB (160) ES L (1 666)	3,4053 3,4085 3,9173 3,9292 16,2675 16,2879 4,9192 4,9237 4,6484 4,6811 11,1261 11,1327	+ 79 + 102 + 66 + 81 + 94 + 223 + 100 + 124 - 100 - 118 - 475 - 466	+ 154 4 178	+ 428 + 498 + 344 + 394 + 586 + 995 + 589 + 639 - 810 - 784 - 2282 - 1983

TAUX DES ELIBOMONNAIRS

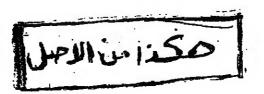
	144	N DES	EUNU	HURR	ALE;		 -
STE-U: DM Flecia F.R. (100) F.S L (1000)	5 1/4 5 5 3/8 5 7 1/4 7 5 1/4 5 11 1/4 12	1/8 9 1/1 3/8 5 7/1 5/8 5 15/1 1/2 7 7/1 3/8 5 1/2 1/4 11 3/4 1/8 13	5 9/16 6 6 1/16 6 7 3/4 5 5/8	5 15/16 5 15/16 7 1/2 5 9/16 11 3/4 12	5 11/16 6 1/16 7 13/16 5 13/16	6 1/16 7 5/8 5 5/8 11 7/8	E SEITE

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de marinée par une grande banque de la place.



Marchés financiers

BOURSE DU 23 JANVIER Cours relevés à 14 h 55										
	Denier % coss +=-	G# 		glement	mens	suel		······	Compen- serios	EURS Cours Premier Demier 96 cours +
1168 FLCF.T.P	875 + 011 063 167 + 017	LEURS Cours Premier Durnler precide cours	% Compes + - secon	VALEURS Cours Pres	sier Dunier	% Conspen-		remier Dernier Clust chars	% 84 De Beer + - 1920 Deutsch	e Bank . 1917 1866 1855 - 3 23
1463 Ramada T.P. 1108 1467 1168 1467 1168 1467 1168 1467 1179 1750 1753 1753 1300	187	The The	- 0 74 1380 - 0 16 1200 - 1 08 3330 - 2 51 2390 - 0 59 1050 - 2 11 850 - 2 11 850 - 2 11 850 - 2 12 11 850 - 2 12 11 850 - 2 12 11 850 - 2 12 11 850 - 2 12 11 850 - 1 140 185 - 1 140 185 - 1 140 185 - 1 140 185 - 1 140 185 - 1 140 185 - 1 140 185 - 1 140 185 - 1 140 185 - 1 140 185 - 1 140 185 - 1 140 185 - 1 150 185	Laisrge-Cuppée 1520 Labon * 1255 Lagrand (2P) * 1255 Lagrand (2P) * 2672 Lagrand (2P) * 2672 Largy-Somar* 1402 Largy-Somar* 1503 Lyden-Essa 1593 Lyden-Essa 1593 Lyden-Essa 1593 Lyden-Essa 1593 Lyden-Essa 1593 Lyden-Essa 1503 Lyden-Essa	1510 1510	- 0 86 835 Sah - 0 30 840 SA + 2 92 270 Sau + 2 92 48 S.C 0 21 570 S.C 1 47 770 Sab - 1 45 440 Sañ - 2 24 1470 S.F 1 153 S.G + 6 38 715 Sau - 1 14 1150 S.C 1 150 S.C 1 10 S.C	### 869 ### 806 ### 806 ### 806 ### 806 ### 806 ### 806 ### 806 ### 806 ### 806 ### 806 ### 806 ### 806 ### 806 ### 806 ### 807 ### 80	200	1920 Obested 1960 Oresche 57 Oresche 57 Oresche 58 Obested 530 De Post 65 Estant Re 295 Escant 0 31 350 Escant 0 33 310 280 Escant 0 43 44 Pressoo 0 57 90 Gencor 1 10 276 Gén. Re 0 37 776 Gén. Re 0 55 525 Gen. Me 0 27 33 Soddiel	a Sent. 1917 1886 1855 -3 23 Part. 1053 1050 1050 -5 50 Part. 1053 1050 55 50 +7 62 Part. 1053 550 55 50 +7 62 Part. 1053 550 550 +7 62 Part. 1054 257 107 265 50 265 50 -2 67 Part. 25 90 26 50 26 50 -7 0 21 Part. 25 90 26 50 26 50 -7 0 21 Part. 25 90 26 50 26 50 -7 0 21 Part. 25 90 26 50 26 50 -7 0 21 Part. 25 90 26 50 26 50 -7 0 21 Part. 25 90 26 50 26 50 -7 0 21 Part. 25 90 265 90 265 90 -7 0 21 Part. 25 90 26 50 26 50 -7 0 41 Part. 25 90 26 50 26 50 -7 0 41 Part. 25 90 26 50 26 50 -7 0 41 Part. 26 90 26 50 26 50 -7 0 41 Part. 26 90 26 50 26 50 -7 0 41 Part. 26 90 26 50 26 50 -7 0 41 Part. 26 90 26 50 26 50 -7 0 41 Part. 26 90 26 50 26 50 -7 0 41 Part. 26 90 26 50 26 50 -7 0 41 Part. 26 90 26 50 26 50 -7 0 41 Part. 27 90 26 50 26 50 -7 0 41 Part. 27 90 26 50 26 50 -7 0 41 Part. 27 90 27 90 22 90 -7 0 27 Part. 27 90 27 90 22 90 -7 0 41 Part. 27 90 27 90 22 90 -7 0 41 Part. 27 90 27 90 22 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 22 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90 27 90 -7 0 90 Part. 27 90 27 90
675 Colas +	184 -184 -280 Inglei 182-10 -272 8800 Rest. 185 +2083 548 Result 186 -102 878 Lisa 1480 -082 835 Jahn	co fr 291 283 290 665esock .7100 7190 7060 615c 524 624 524 626 616 616 616 616 616 616 616 616 616	- 120 1250 - 034 835 - 058 3050 + 077 170 - 058 1890 + 158 586 - 129 1020	Rossent-Uclefy 1665 1656	1060 1830 816	+ 5 79 176 Aras 82 Ang - 1 21 966 BAS - 0 81 1040 Bays - 0 31 73 Buffs	E. Teleph 167 lo Anser. C 109 80 gold 429 F (Alcr)	185 185 20 ~ 114 113 50 + 132 50 432 50 + 169 955 ~ 1011 1010 ~ 187 50 87 70 +	1 32 365 Unitered 1 3 3 7 390 Vasil Re 0 82 380 Valve 1 1 56 350 Xerte 0 0 23 210 Yassand 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4	den
470 lC: Lyen C8+ 480 477 478 - 021 1880 Lets Billong: 1860 1865 1860 12170 Salosson 2190 Comptant (selection)						SICAV (selection) 198 197 80 + 1 44 2 15 Zembs Corp 231 230 232 + 0 43				
VALEURS % % de sous	VALEURS Cours	Demisr VALEURS Co	es Demier ic. cours	VALEURS Countries		VALEURS	Emission Rachar Fruis Incl. net	VALEURS	Emission Racher Frais incl. net	VALEURS Emission Rachet Freis Incl. Rechet
Obligations Eng. 2,90 % 77	C.C. France. dei C.I. Maritime Chrom (E) Column (E) Column (E) Column (E) Considers Column (E) Column (E	209	144 70 100 437 452 155 125 80 376 441 1295 738 630 70 225 50 390 2271 245 10 346 1270 1850 199 528 1885 555 50 390 199 528 244 50 476 300 278 380 370 281 3885 555 80 390 278 3885 555 560 110 649 300 278 3885 555 560 110 649 300 278 3885 555 560 390 278 380 278 380 380 380 380 380 380 380 380 380 38	LLTA. Vicas	210	A. A. A. Action Actions Actions Actions rescen Actions relactionates Actions fee-CPf Actions fee-CPf Actions fee-CPf Actions fee-CPf Actions A	955 28 971 228 05 221 55 527 62 560 59 631 42 608 27 1134 13 1106 47 632 15 606 98 1109 76 1083 78 1120 27 117 34 1119 45 1113 78 1083 90 10835 90 650 72 634 65 620 72 634 65 620 72 634 65 621 55 65 65 66 69 636 97 66 66 77 66 66 67 120 67 76 66 69 120 67 76 69 120 67 76 76 120 67 7	Francic Francic Francic Prome Francic Régions Franci Régions Franci Régions Franci Régions Franci Régions Francicapi Fran	101 35 99 40 1120 82 1088 17 22 38 22 39 23 38 19 12 70 112561 32 112561 32 246 95 243 30 870 35 849 32 23 07 23 38 4382 07 23 38 4382 07 23 38 4382 07 23 38 4382 07 23 38 4382 07 23 38 4382 07 23 38 4382 07 23 38 4382 07 23 38 4382 07 23 38 11403 14 11234 62 1151 73 1113 55 10237 12 1123 52 10237 12 1123 52 10237 12 1123 52 10237 12 1123 52 10237 12 123 38 10237 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12 12	Persitir See 60
	COURS DES BILLETS		s cours	Cochery	203 o 100 389 60	Epagne-Valer Epagne-Valer Epagne-Valer Epagne-Valer	1294 49 1247 70 4 452 17 440 07 1150 89 1148 20 5571 44 5428 59	Obligations Convert Obligations config Obligation	162 55 157 43 1073 67 1063 04 10181 10181	Valence 553 94 540 43 Valorg 1586 74 1595 15 Valence 42005 85 41984 87 Vanden 23799 70 23775 90
Professor Prof	23/1 Actust Vents 8 288 8 080 5 480 7 754 7 754 8 289 330 350 8 277 15 780 38 700 16 280 252: 342 97 860 85 92 93 960 90 97 11 118 10 800 11 500 4 647 4 400 4 900 10 110 96 500 102 500 42 430 47 50 6 4 153 3 700 4 900 6 286 5 100 5 97 6 4 153 3 700 4 900 6 286 5 100 5 500 4 4 104 4 750 4 970	O'r fin Jen Anger)	82400 82450 470 496 471 596 2895 1350 3075 494	Goy Degrame 645 Haribo-Ricqide-Zan 210 Hoogowan 170 Mertin Jeonebiliar 245 Materian Jeonebiliar 245 Materian Jeonebiliar 370 Pathi-Cindera 370 Pathi-Cindera 452 Romano N.V. 187 Sern-Metta 350 Sert. Equip. Veh. 553 Sch. Equip. Veh. 583 Sch Lacteras de Norde 501 Ultrar 380 Licitus de Norde 142 C: Coupon détache	466	Executes	1148 92 1111 144 575 15 545 98 26 33 52013 97 62013 97 13836 03 11285 95 286 42 248 35 7677 32 732 33 76 423 41 408 94 462 62 458 04 64 64 64 64 64 64 64 64 64 64 64 64 64	Optimination Oracido Oracido Oracido Oracido Oracido Oracido Oracido Parabas Eparagra Pachas Eparagra Pachas Eparagra Pachas Optimonde Parabas Optimonde Parabas Patriano Pachas Patriano Parabas Patriano Parabas Reventu Parabasa-Valor Patrianoine Retraite acroció —	1252 78 1211 60 e 5021 14 5003 51 5022 17 5003 51 15453 60 28420 76 104 90 101 84 9220 81 1005 72 122 23 118 67 553 83 531 83 578 08 174 60	PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330 : marché continu



. .

ÉTRANGER

2 URSS: la campagne pour les élections du 26 mars. 3 Grèce : l'affaire Koskotas. - L'ANC cherche de « nou-

veaux sanctuaires 3.

4 Argentine : la tournée européenne de M. Eduardo Angeloz, candidat à la pré-

POLITIQUE

- 5-6 Les suites de l'affaire du rachat d'American Can
- par Pechinev. 7 Deux élections législatives
- 8 La préparation des élections municipales.

- Médecine : la preuve biologique d'une paternité. - La grande journée anti-89. 16 Sports : la victoire de la

France sur l'Irlande en

de Fontainebleau.

SOCIÉTÉ

- 12 La mort de Salvador Dali. - Cinéma : le Festival
- d'Avoriaz. 13 Théâtre : la Reconstitution, de Bernard Noël. · ·

11 Communication.

ÉCONOMIE

- 28 Le chômage en diminution au premier semestre
- Nouveau record de créations d'entreprises en France.

30-31 Marchés financiers.

SERVICES Abonnements 13 Annonces classées . 21 à 26 Loto, Loto sportif 15

Mots croisés

TÉLÉMATIQUE

• Un ceil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille e Abonnez-vous au Monde EUX

3615 tapez LEMONDE

, e. ...

ng faugen an biden

The second of the second

Norwald Carendal Age

gen biller (mit a stein dem)

Region Const Fam.

They was they a spile water.

Alegan : 12. De printe

The train a property

The state of the same of the same of

-

S DELLE DR. BORRERS

Banas wir ere ber

9.44 - 12 A LIMI S- 84 88

A sense of the sense.

1 King 1 2 . . Lamper

Erang - Secretary

Aprile and her park

Man and the same of the same o

Town and the same and

The state of the s

See State of the See

The same of the sa

-

A. S. C. S.

Price Course Services Balls

220 A 221-1-10 Anna

Thomas and The State of the Sta

* May - 441 + 444

A. 40 CAME.

Total to series

-

Second 1 to Section

The same same

A LINE WAY

The last Man

Dr. Dr. 1420

A CHE SILE BAR

-

Maria Maria

" | at at to

THE REAL PROPERTY.

Air Sugaran

1:4mm2 m. 44

1

ears

23 4 25 W to the 44 446

Training to the training of

+ 1000

Les banques françaises relèvent de 9,25 % à 9,60 % leur taux de base

Les banques françaises relèveront leur taux de base porté de 9,25 % à 9,60 %, mardi 24 janvier 1989. Cette hausse a été initiée par le Crédit commercial de France (CCF), puis par les établissements du groupe CIC.

Ce relèvement de 0,35 point est imputable, selon le CCF, à celui du taux d'intervention de la Banque de France, augmenté d'un demi-point, jeudi 19 janvier. de 7,75 % à 8,25 %, après la hausse du même ordre (un demi-point également) décidée par la Banque fédérale d'Allemagne. ...

Le taux de base des banques françaises retrouve ainsi son niveau du 22 juillet dernier, date à laquelle il avait été ramené de 9,60 % à 9,25 % à l'invitation pressante de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, très vivement désireux de diminuer le coût du crédit pour les petites et moyennes entreprises. A cet effet, il avait obtenu de la Banque de France un abaissement d'un demi-point, en deux

fois, de son taux d'intervention, ramené de 7,25 % à 6,75 %. Depuis, la Banque de France a du, pour défendre le franc puis suivre la Banque fédérate d'Allemagne, porter son taux de 6,75 % à 8,25 %. Ce point et demi de hausse aurait justifié une augmentation d'au moins un demi-point du taux de base bancaire (0,8 à

0,9 point suivant certains banquiers de profession). Pour tenir compte du - cadeau - de 1,4 milliard de francs qui a résulté de la suppression de la taxe sur l'encours des banques en 1989, les établissements avaient accepté de ne pas répercuter la hausse des taux sur le marché inter bancaire. où elles trouvent une partie de leurs ressources. Cette fois-ci. elles ont estimé qu'il n'était plus possible de différer un relèvement. Ce dernier touchera les entreprises, surtout petites et moyennes, mais aussi les particuliers, pour leurs crédits de trésorerie (découvert personnel).

URSS

Un séisme aurait fait un millier de morts au Tadjikistan

Un fort tremblement de terre a frappé, lundi 23 janvier, le Tadjikistan (république soviétique d'Asie centrale voisine de la Chine et de l'Afghanistan) et aurait fait 1000 morts selon un correspondant local de l'agence Tass. Mais les autorités tadjiks se refusent à don-ner un bilan officiel. Cette secousse semble toutefois avoir été moins violente que celle qui a anéanti plu-sieurs villes et de nombreux villages d'Arménie le 7 décembre dernier.

Le village de Charor aurait été très largement détruit selon les informations fournies au Monde par des journalistes de l'Agence télégraphique tadjik. De même source on indique qu'un tiers du village de Okoulibolo, où la situation est « horrible », a été recouvert par un glisse-ment de terrain tandis que « des maisons » se sont écroulées. Le sort tragique de ces deux villages a été confirmé par le correspondant de l'agence Tass, qui a précisé : « Il est très difficile d'extirper les corps qui sont enfouis sous 10 à 15 mètres de terre. Des milliers de têtes de bétail ont, elles aussi, été englouties sous les éboulements ainsi que des

dizaines de kilomètres de routes et de lignes de communica

La secousse s'est produite à 5 heures, heure locale, puis deux autres secousses ont suivi coup sur coup, réveillant Duchanbé et provoquant une très grande peur en raison de la tragédie arménienne.

Une commission gouvernementale a été créée par les autorités du Tadjikistan, pour superviser les secours. L'armée a été envoyée sur place pour aider aux opérations de sauvetage. - (AFP.)

[Selon les premiers calculs de l'Insti-tut de physique du globe de Strasbourg, la magnitude de ce tremblement de terre était inférieure à 5,5 (celle du séisme d'Arménie était voisme de 7) et les coordonnées de l'épicentre étaient 38,49° nord et 69,46° est. C'est dire qu'il était assez proche de Douchanbe (38,35° nord et 68,48° est), la capitale du Tadjikistan, et du barrage de Nurek (38,23° nord et 69,19° est). Le barrage de Nurek, construit dans une des régions les plus sismiques d'URSS, est comu des sismologues : depuis sa mise en eau, il y a une quinzaine d'années, les variations de son niveau induisent une sgitation sismique dont l'importance suit l'ampleur de ces variations.

-Sur le vif

Vous, je sais pas, mais moi, ça me rend malade, tous ces petits gosses enleves, violes, martyrisés, assassinés... La petite Dal-phine, la petite Sendrine, la petite Ludivine, la semaine dernière le petit Laurent, et puis, avant-hier, encore, la petite Céline, adorable bout de chou, retrouvée égorgée dans une valise chez son voisin de palier. Douze meurtres en moins d'un an. Enfin, c'est pas possible, c'est plus possible i

Comment se fait-il que sur cet intolérable phénomène de société - l'enfant-objet, objet de plaisir, qu'on jatte, qu'on détruit après usage, objet de négoce, la traite des gosses, ca existe, — la France soit à le traîne de tous les pays civilisés ? Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Scandinavie, il n'est question que de ca. C'est le branie bas de combat.

lci, rien, ou si peu... Et ce peulà, une photo et en minireportage de trente secondes à la télé, des « papiers sur trois cols » dans la presse populaire, c'est encore trop pour nos raf-finés, nos intellos. Ils trouvent ca vulgaire, tout juste bon pour les bonniches, ce goût merbide du fait divers. Résultat : on voit s'étaler sur nos écrans des spots pousse au crime, des vamps hautes comme trois pommes des cils, exécutant une mala-

marque de couches-culottes. On les qualifie de « sec symbole ». et on trouve ca chemiant, plein d'humour, de drôlece.

Désolée, pas moi. Moi, je trouve ça honteux, dégradant et terriblement dangereux. Tout auterd que certe pub passés par des syndicats d'anseignants vous avez áté nombreux à me le Lolita couchée sur le ventre, à moste nue, casquette sur l'ord, sourire en coin, avec en guise de légende un latus vachement ramenard sur l'école, sur l'avenir enfants. C'est où son avenir, à cette gamine, on peut savoir ? Rue Saint-Denis ? Au Père-Lectaise ?

Demandez à une de ces ap listes de l'amour hard par téléphone — J'en connais, — une de ces virtuoses capables d'élimenter d'une voix d'alcôve les fantasmes de ses correspondants, Celui-là, justement, celui d'une fillette en culotte Petit-Bassau avec dne frange et des couettes. Choqués ? Puiss au point de hurler à la mort cheque fois que en osant se réaliser, un de ces réves fous tourne au

Non, je ne dramatise pas

CLAUDE SARRAUTE.

GRANDE-BRETAGNE

Six mille personnes ont manifesté contre le passage du TGV dans le Kent

LONDRES de notre correspondant

Six mille habitants du Kent out défilé dimanche 22 janvier dans les rues de Maidstone, chef-lieu de ce comié, pour protesier contre le projet de construction d'une ligne de train à grande vitesse (TGV) reliant l'Eurotunnel à Londres et qui passerait nécessairement à travers leurs champs, voire très près de leurs maisons. On a peine à imaginer les pas-sions déchaînées, de ce côté-ci de la Manche, par cette affaire. Celle-ci illustre la différence de sensibilité, pour employer une litote, entre Français et Britanniques à propos de tout ce qui touche au tunnel en général et au TGV qui doit l'emprunter en particulier.

Les Français sont très fiers de leur TGV. Les Britanniques en connaissent vaguement l'existence mais développent d'étranges symptrâmes dès qu'il s'agit de le faire rou-ler sur leur territoire. Cette techno-logie venue d'ailleurs est un peu blessante pour l'orgueil national, L'Angleterre n'a-t-elle pas, après tout, inventé jadis la locomotive à vapeur ? Les habitants du Kent ne sont pas loin de prôner le maintien en service des motrices diesel, qui leur rappellent le passé, alors que le TGV électrique est presque assimilé au diable.

La manifestation qui a eu lieu dimanche à Maidstone n'est pas le fait de quelques écologistes isolés. En tête du cortège marchait M. Andrew Rowe, député conserva-teur au Parlement de Westminster, et président d'une association anti-TGV active et efficace. Quatre autres parlementaires du Kent ont exprimé publiquement leur soutien à cette action. Tout s'est passé dans la bonne humeur, sous un beau soleil, et au son des cornemuses. Mais les responsables de la SNCF et de Bri-tish Rail savent depuis des mois que l'opposition des habitants du Kent à la construction d'une ligne de TGV est tout sauf folklorique. Elle peut bloquer le processus pendant des

Il faudra en effet un vote du Parlement pour autoriser une telle

Le numéro du « Monde » daté 22-23 janvier 1989 a été tiré à 504 914 exemplaires

Dépassez vos limites !

Il n'y a pas une heure de cours théonque et la journée démarre à 7 heures pour se terminer à

entreprise. Le lobby anti-TGV dis-pose de l'arsenal infini des questions de procédure et des amendements chausse-trappes pour retarder l'inévitable jusqu'aux approches de l'an 2000. Si le tunnel est ouvert en mai 1993, comme prévu, les TGV rouleront à environ 80 km/heure de moyenne sur le tronçon britannique, qui sera simplement l'utilisation de l'antique réseau existant, lequel date quasiment de la reine Victoria. A titre de comparaison, le TGV circulera à 160 km/heure dans le tunnel lui-même et à 320 km/heure du côté

L'amélioration du tronçon britannique est en cours. La question du terminus londonien n'est toujours pas tranchée. La gare de Victoria conserve toutes ses chances, bien qu'elle soit déjà saturée par les trains de grande ligne et de ban-lieue. Il est acquis qu'en 1993 il fau-dra en passer par le réseau existant, plus ou moins rajeuni. La construction d'une ligne nou-

velle à travers le Kent, qui permet-trait au TGV de donner sa mesure e de réduire d'une demi-heure le voyage entre Londres et Paris. s'impose. Mais les habitants du Kent ne veulent pas entendre parler des quatre projets de tracé.

DOMINIQUE DHOMBRES.

ARGENTINE

Une caserne attaquée près de Buenos-Aires

Une caserne de la province de Buenos-Aires a été attaquée, et plusieurs personnes ont été blessées, a-tonappris, lundi 23 janvier, de sources policières, qui affirmaient que la situation demeurait « D'ès confuse » en début de mainée.

Des inconnus en civil ont lancé, dans la nuit, plusieurs grenades vers l'intérieur de la caserne de la Tablada, à 25 kilomètres de Buenos-Aires, et un camion, ainsi que six automobiles ont défoncé le portail central du bâtiment. Selon des témoignages, plusieurs femmes par-ticipaient à l'attaque.

La police a, d'autre part, indiqué qu'au moins deux membres des forces de l'ordre ont été blessés au cours de ces incidents et qua les assaillants étaient au nombre d'une centaine. Les militaires à l'intérieur de la caserne seraient également environ une centaine. - (AFP.)

7 jours résidentiels

dans la région de Fontainebleau

11 Mars midi au 18 Mars midi

Etonnez-vous de vos capacités à dépasser vos limites grâce aux melleures méthodes internationales.

Renseignements, inscriptions, réamions de

EUROTE/M

66, rue La Fayette 75009 PARIS Tél. (1) 42.46.89.99

Groups SP

Avec une croissance officielle de 4,4 %

L'Union soviétique n'a pas atteint ses objectifs économiques en 1988

Après trois années de perestroïka, le bilan de l'économie soviétique, en 1988, est morose, et les progrès par rapport à l'année précédente bien minces. C'est ce qui ressort des résultats publiés, samedi 21 janvier à Moscou, par le comité d'Etat aux statistiques. Celui-ci reconnaît, dans son communiqué, que les objectifs on communic de croissance du revenu national et de la production n'ont pas été atteints, malgré des progrès dans les secteurs de l'alimentation et du loge-

Le revenu national a atteint, en Le revette national a atteint, en 1988, 625 milliards de roubles (1 rouble équivaut à 10 francs français environ à son cours officiel), soit une augmentation de 4,4 % par rapport à l'année précédente. L'objectif de croissance était de 6,6 %. La production industrielle a crû de 3,9 % en 1988, ce résultat étant totalement imputable, selon le étant totalement imputable, selon le comité d'Etat, à l'augmentation de 4,7 % de la productivité du travail.

Le comité souligne également que le secteur des machines-outils, crucial pour la modernisation de l'équipement dans l'industrie, a connu une croissance supérieure de 1.6 % à celle de la production industrielle sans pour autant, une fois de plus, remplir les objectifs fixés par le Plan L'URSS a produit 624 millions de tonnes de pétrole, soit la même quantité qu'en 1987. En ce qui concerne le logement. 2.2 millions d'appartements ont été construits, permettant à 11 millions de personnes d'emménager dans un nouveau logement, mais le nombre de personnes en attente d'un appar-tement s'élève à 14 millions dans le seul secteur urbain, un chiffre qui a progressé depuis 1987.

De manière générale, le comité insiste dans son rapport sur la priorité donnée à la consommation à la suite de la « réorientation sociale de l'économie ». Allocations diverses et distributions de biens de consommation ont été renforcées. ce qui n'empêche pas le comité de remarquer que la situation reste tendue en matière d'approvisionnement de la

ESPAGNE

M. Manuel Fraga reprend la tête de l'Alliance populaire

Le congrès de l'Alliance popu-laire, la principale formation de la droite espagnole, a avalisé, samedi soir 21 janvier, la reprise en main du partil par M. Manuel Fraga, soixante-six ans, le réélisant à la pré-sidence par 86 % des voix M. Antonio Heinandez Mancha, trente-sept ans, qui lui avait succédé après sa démission en 1987, avait accepté de se retirer (le Monde du 7 janvier).

Le Président de Rodin vous révèle : LE "GOTHA DE LA MODE" NOUS CEDE SES STOCKS DE TISSUS...

Vous devinerez facilement ces noms célèbres et familiers. Une élémentaire courtoisie commerciale nous interdit évidemment de les citer. Mais les tissus, eux, sont là, pour vous, à des prix dont vous n'aviez même pas rêvé. Ainsi nous vous faisons largement

profiter des affaires que nous

avons obtenues et d'articles

prestigieux et exclusifs.

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Le retour au premier plan de M. Fraga, qui incarnait depuis la mort de Franco un conservatisme dur, coincide avec la tentative de l'Alliance populaire de s'ouvrir au centre. Le congrès a confirmé la nomination du chrétien-démocrate Marcelino Oreja, secrétaire général du Conseil de l'Europe, et qui vient pour ce faire d'adhérer à l'Afliance comme tête de liste aux prochaines élections européennes. Six des vingt et un députés de la Démocratie chrétienne ont rejoint ce mois-ci la formation de M. Fraga.

. M. Oreja est également cité. comme possible candidat pour-conduire le parti lors des prochaines élections législatives de 1990. L'Alliance compte actuellement 68 députés contre 184 au Parti socialiste. Selon un sondage que vient de publier l'hebdomadaire Diario 16, l'Alliance serait actuellement en progression avec 20,8 % des intentions de vote, contre 37,5 % aux socialistes, qui perdraient leur majo-rité absolue de députés en cas d'élec-

Deux morts au Rallye de Monte-Carlo

Une sortie de route du pilote italien Alessandro Fiorio (Lancia Delta intégrale) dans la cinquième épreuve spé-ciale du parcours commun du Rallye de Monte-Carlo, disputée lundi 23 janvier entre le château de Boulogne et Lyas (Ardèche), a fait deux morts et trois blessés parmi les spectateurs. Le jeune Italien, qui testait sur sa voiture un nouvel embrayage à commande. Electronique, avait, déjà effectué la veille, dans l'épreuve de classement, une sortie de route qui avait fait deux

Trois cantonales partielles

3 593. M= Ginette Rebière, maj. p., 2 489 voix (69.27 %), ELUE; M. Henri Flourez, div. d., 1 104 (30,72 %).

Agée de solume aus, Mar Ginette Rebière succède à son mari, Jean Rebière succède à son mari. Jean Rebière (PS), conseiller général depuis 1973; décédé le 13 décembre dernier. An premier tour, Mª Rebière, qui se présentait sans étiquette mais avec le soutien du PS et du MRG, avait recuelli 46.81 % des voix contre 29,92 % à M. Flourez et 23,25 % au communiste Roger-Buisson, lequel avait eusuite appelé ses électeurs à voter pour Mª Rebière. Malgré une légère haisse de participation (60,69 %, an lieu de 63,15 %), Mª Rebière. l'emporte plus largement que son mari lieu de 63,15 %), M= Rebière l'emporte ptes iargement que son mari en mars 1985: 69,27 % au lieu de 58,40 %. Toutefols, M= Rebière ne retrouve pas complètement le total de gauche du premier tour ni en voix (-199 suffrages) ul en pourcestage (-0,8 point). Le 15 janvier, les résultats ont été les suivants: incn., 6 250; vot., 3 947; abst., 36,84 %, suffrexpr., 3 836; M= Rebière, 1.796 voix (46,81 %); MM. Flourez, 1 148 (29,92 %); Buisson, PC, 892 (73,25 %). Au second tour de 1985, Jean Rebière avait obtam 2.711 voix (58,40 %) costre 1.931 (soit 41,59 %) a M. Gaillard, sur .6 113 inscrits, 4 814 votants et 4 642 suffrages exprimés.]

ILLE-ET-VILAINE : canton de Montfort-sur-Meu (1" tour). Inscr., 13 615; vot., 7.728; abst., 43,23 %; suffr. expr., 7640. MM. Jacques Pilorge; UDF-CDS, maire de Montfort, cons. rég., 3622 voix (47,40 %); Victor Préauchat, PS, cons. mun. de Montfort, 377 (44,20 %); Gérard Anhand, sans étic 373

ORDOGNE: canton de 2,17 points de pourceatage, si à M. Ashend, in chef d'entreprise qui se présente sans étignette, dont le recrit de chiffre à - 237 voix et 20 3 1 5 configuence de la chiffre à - 237 voix et se-presente sans. etiquetre, dont le recisi se chiffre à -237 voix et -3.85 points. M. Présuchat, qui tente de garder au PS. an siège que ditennit depuis 1976 M. Roger Bandien, a. quant à hui, augmenté son expitai du 676 électeurs (soit +5.51 points). M. Pflorge, maire du chef-fieu depuis 1971, qui est soutem par Mé Plure Méhaignerie, président du conseil général, progresse de 349 voix (soit + 0.51 point). Au premier tour des dernières cantonnies, les résultats avaient été les sulvants : inser., 13 637; voi., 7 122; abst., 47.77 %; swift. expr., 6 986; MM. Pilorge, 3 273 voix (46.89 %); Présachut, 2 701 (38,69 %); Anband, 610 (8,73 %); Legros, 396 (5.67 %). Au sectind tour, M. Pflorge avait obtem 3 712 (49.95 %) à M. Présuchat sur 7 430 exprimés, 7 588 votants et 13 637 inserits.]

HERAULT : canton de Montpel-Eer 3 (1" tour). Inser. 24 173; vot. 9 682; abst. 59,94 %; suffr. expr. 9498. MM. Jean-Pierre Grand,

9498. MM. Jean-Herre Grand, RPR, m. de Castelnau-le-Lez, 5 059 voix (53,26 %); Pierre Varray, PS, 2 866 (30,17 %); M™ Hélène Zouroudis, FN, 812 (8,54 %); M. Jean Auberti, PC, 761 (8,01 %). Il y a ballottage. [Bien qu'ayant obtenu la majorité absoine, M. Grand, faute d'avoir recueille un nombre de voix un moins égal au quart des inscrits, n'a pas été déciaré étu au siège inissé tacant par M. René Couveinnes (RPR), député, maire de la Grande-Motte, démissionnaire pour cause de cumul de mandais.

abst., 43,23 %; suffr. expr., 7640. MM. Jacques Pilorge; UDF-CDS, maire de Montfort, cons. rég., 3622 voix (47,40 %); Victor Préauchat. PS, cons. mun. de Montfort, 3377 (44,20 %); Gérard Aubaud, sans étiq., 373 (4,88 %), Alfred Legros, PC, cons. mun. de Montfort, 268 (3,50 %). Il y a ballottage.

[La tribunal administratif avair accustin de 24 novembre dernier, le secratin de 266 saffrages exprinés, 5030 voix (39,01 %); Gaques Bonnet, PC, 927 (718 %); Michel Sèbe, div., 594 par le succès au second tour de M. Pilorge avec six voix d'avance sur con adversaire socialiste. Par rapport an premier tour des dernières cantonales, il y a en 606 abstentionnistes de moins et 660 suffrages exprinés, 11,56 points de pourcaninge tamilé de moins et 660 suffrages exprinés, 11,56 points de pourcaninge tamilé de moins et 660 suffrages exprinés, 11,56 points de pourcaninge tamilé de moins et 660 suffrages exprinés, 11,56 points de pourcaninge tamilé de dont le candidat perd 128 voix et dans le candidats de droite d'alors.]

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24-7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE



